

# L'Économie : les investissements étrangers

## Le Monde



CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14888 7

MARDI 6 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LÉSOUREN

BOURSE

Un programme de 1,6 milliard de dollars présenté au sommet de Vancouver

### L'aide américaine à la Russie vise à renforcer M. Eltsine

#### Un « emballage » soigné

L'« EMBALLAGE » joue un grand rôle en politique. L'accompagnement d'un programme, ou d'un projet, la façon dont il est présenté, bref la forme, compte beaucoup. Mal « vendue », les meilleures idées peuvent faire naufrage.

Bill Clinton est un maître vendeur, un créateur en « marketing » politique. Le programme d'aide qu'il a proposé le week-end dernier, à Vancouver, à un Boris Eltsine en quête de soutien n'est ni très nouveau ni très massif : pour l'essentiel, il s'agit de fonds déjà votés par le Congrès pour l'aide à la Russie, mais pas encore utilisés. Seulement, M. Clinton, avec la coopération intéressée du président russe, en a habilement renouvelé la présentation.

Cet « emballage » a caractères pédagogiques : un double objectif : mobiliser une opinion américaine réticente et séduire une opinion russe franchement sceptique. Ce travail d'explication permet à M. Clinton de souligner l'importance des enjeux : le succès de la transformation économique de la Russie conditionnera la nature du régime et, dans une large mesure, les relations que cet immense pays entretiendra avec le reste du monde.

POUR rassurer un public américain qui vit à l'heure des réductions budgétaires à domicile, et ménager un peuple russe qui se dit souvent humilié de voir l'ex-empire des Soviets en situation de mendicité, M. Clinton prend soin de ne pas parler d'assistance, mais d'un « investissement » que les États-Unis font dans l'avenir de la Russie - et dans leur propre intérêt, comme M. Eltsine n'a pas manqué de le lui rappeler. Dans l'immédiat, le calcul des deux présidents est que le programme de Vancouver devrait donner un coup de main à M. Eltsine, à trois semaines du référendum du 25 avril. Cette consultation, où se jouera l'avenir des réformes, s'annonce extrêmement difficile pour le président russe, notamment en raison des conditions qui lui ont imposées ses adversaires du Congrès des députés du peuple. A l'évidence, la situation politique intérieure a figuré en bonne place au menu de Vancouver, même si les deux intéressés l'ont à peine évoquée en public.

QUESTION délicate entre toutes : jusqu'où l'administration Clinton est-elle décidée à soutenir Boris Eltsine dans l'hypothèse où celui-ci serait amené à prendre des mesures autoritaires. Sans doute le président russe dispose-t-il d'une certaine marge de manœuvre. Mais il existe aussi un seuil de tolérance, une ligne rouge que M. Eltsine franchirait, aux yeux des Américains, s'il s'entrait contraint, pour imposer ses vues, de recourir à la violence.

« Je ne pose pas les mêmes questions que tout le monde. Je ne sais pas ce qui va arriver à Moscou. » Au-delà de l'achoc de ce premier sommet, le président américain reconnaît ainsi humblement à Vancouver une évidence de bon sens : l'avenir de la Russie ne dépend qu'accessoirement des relations entre Moscou et Washington. Il est d'abord entre les mains des Russes.

La première rencontre entre Bill Clinton et Boris Eltsine s'est achevée, dimanche 4 avril à Vancouver (Canada), par l'annonce d'un programme détaillé et chiffré d'assistance américaine à la Russie, qui vise à renforcer la position de M. Eltsine à l'approche du référendum. Cette assistance, d'une valeur de 1,6 milliard de dollars (8,8 milliards de francs), comporte un crédit de 700 millions de dollars pour l'achat de céréales. Les deux présidents ont également évoqué leurs divergences à propos de la situation dans l'ex-Yougoslavie ou dans les pays baltes.

VANCOUVER

de nos envoyés spéciaux

Fierté nationale oblige, Boris Eltsine n'aime pas le mot « aide ». Il préfère parler de « soutien », terme moins compromettant, pour qualifier l'appui international au processus de réformes en cours dans son pays.

Tout au long du premier sommet entre le président Bill Clinton et Boris Eltsine, tenu samedi 3 et dimanche 4 avril à Vancouver, la métropole canadienne du Pacifique, et largement consacré à cette grande affaire de l'aide à la Russie, les deux délégations et leurs chefs auront donc réussi l'exploit de chasser de leurs discours le mot honteux. En guise de compromis, les documents officiels rédigés à Vancouver parlent d'« assistance », un mot qui n'enchante guère plus le président russe. Les principaux intéressés préfèrent parler de « partenariat », de « coopération » ou encore d'« investissement dans la paix ».

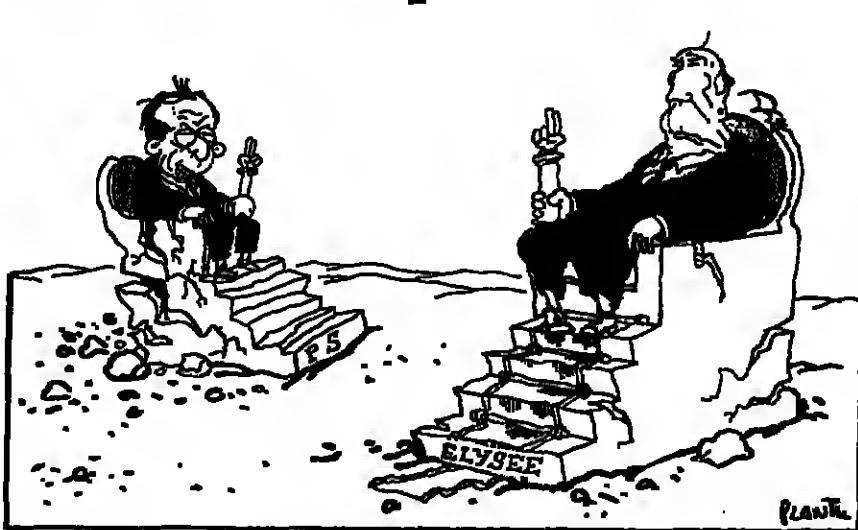
ALAIN FRACHON et JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lire la suite et nos informations page 3

Après la conquête de la direction du PS par Michel Rocard

### Les proches de François Mitterrand se tournent vers Jacques Delors

Le comité directeur du Parti socialiste a décidé, samedi 3 avril, la démission collective du secrétariat - y compris Laurent Fabius - et du bureau exécutif. Une direction provisoire a été mise en place, sous la présidence de Michel Rocard. Elle comprend cinq rocardiens, cinq jospiniens et un représentant de la Gauche socialiste. Les proches du président de la République - Roland Dumas, Jack Lang - ont réagi en estimant que Michel Rocard s'est disqualifié et en lançant des appels implicites à Jacques Delors pour porter les couleurs des socialistes à l'élection présidentielle.



#### Reconstruire la gauche

par Patrick Jarreau

Reconstruire la gauche, tel est le pari de Michel Rocard. Ses adversaires, naturellement, jugent que, pour l'instant, il détruit. « Le parti d'Épinay est mort », a lancé Jean-Pierre Chevènement, brandissant une fois de plus son diplôme d'ingénieur en chef de la machinerie mise en place, il y a vingt-deux ans, autour de François Mitterrand. La question qui se pose est de savoir à quel moment il est mort : lorsque son fondateur avait recommandé aux électeurs, en juin

1988, de ne pas lui donner la majorité à l'Assemblée nationale, en déclarant qu'il « n'est pas bon qu'un seul parti gouverne » ? Lorsqu'il avait encouragé Laurent Fabius à en disputer la direction à Pierre Mauroy et à Lionel Jospin au congrès de Rennes, en mars 1990 ? Lorsque le juge Van Ruymbeke avait perquisitionné dans ses locaux, en janvier 1992 ? Il n'est pas sûr que la « mort du parti d'Épinay », si elle est vérifiée, inspire une émotion particulièrement vive aux Français, même à ceux qui continuaient à voter pour lui.

Lire la suite page 9

■ Comment Laurent Fabius a perdu la direction du Parti socialiste

■ Un quart de siècle d'affrontements

■ Les portraits des protagonistes

■ Les réactions pages 7 à 9

■ Images : « Le soir des morts-vivants »

par DANIEL SCHNEIDERMAN page 23

### Sarajevo, « cet immense camp de la mort »

En un an, le siège de la capitale bosniaque a fait des dizaines de milliers de morts et de blessés

Il y a un an, le 6 avril 1992, débutait la guerre en Bosnie-Herzégovine. Aujourd'hui, malgré un énième cessez-le-feu conclu par les belligérants, combats et bombardements se poursuivent, tant à Sarajevo, où sept personnes au moins ont été tuées dimanche 4 avril, qu'en Bosnie orientale, notamment dans l'ancienne musulmane de Srebrenica, qu'un convoi du HCR a pu atteindre.

BELGRADE

de notre correspondante

« Dans cet immense camp de la mort qu'est Sarajevo, si des gens sont encore en vie, c'est juste parce que les balles et les obus ne les ont pas encore atteints, c'est juste parce qu'ils peuvent encore endurer la faim et la souffrance. » Zeljko Vukovic, le correspondant du quotidien belgradais Borba qui a couvert les premiers mois du siège de Sarajevo avant de s'enfuir clandestinement de cet enfer, a décidé de

proclamer le 6 avril « journée mondiale de la honte ». Combien de personnes ont pleuré pour les victimes innocentes de cette guerre, se demande-t-il. Ni les Serbes, ni les Musulmans, ni les Croates n'ont versé suffisamment de larmes pour les victimes innocentes du camp adverse, et c'est la raison pour laquelle, estime Zeljko Vukovic, Sarajevo et sa population « souffrent, meurent et disparaissent ».

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite et nos informations page 4

#### Un entretien avec le général Morillon

« Le moment est venu de mettre les Serbes devant leurs responsabilités »

nous déclare le commandant de la FORPRONU

page 4

#### L'ÉCONOMIE

##### Politique industrielle : les stratégies empêtrées

Avec le reflux de l'ultralibéralisme, la politique industrielle revient au goût du jour un peu partout dans le monde. Mais quels doivent être les choix d'une politique industrielle ? Difficile de définir aujourd'hui ce qui est stratégique : les filières ? les technologies ? les entreprises ? A l'heure de la mondialisation, la confusion règne chez les stratèges.

##### Le grand réseau chinois

La troisième puissance économique d'Extrême-Orient est une internationale : celle des Chinois d'Outre-mer.

A lire aussi nos rubriques : mode d'emploi, opinions, dossier (les investissements étrangers), conjoncture.

pages 25 à 34

#### DÉBATS

##### Un entretien avec Françoise Héritier-Angé

« Je ne crois pas à la fin de l'histoire, ni au désenchantement du monde »

page 2

Enfin un point d'accord entre les partenaires sociaux

voir p. 6

#### La guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie

Bakou se prépare à la contre-offensive.

page 5

#### L'aggravation de la crise au Cambodge

Trois « bérets bleus » bulgares assassinés par les Khmers rouges.

page 5

#### Purge au sein de l'armée togolaise

Des dizaines de militaires exécutés après la tentative de coup d'État.

page 6

#### Le sida en Europe de l'Est

Dans un entretien au Monde, le docteur Michael Merson, directeur du programme mondial de l'OMS, se déclare très inquiet.

page 11

#### La « guerre du tabac » aux États-Unis

Pour préserver ses parts de marché, Philip Morris a décidé de réduire de 20 % le prix des Marlboro.

page 17

#### SPORTS

■ Arthur Jorge ou la raison du football, par JÉRÔME FÉNOGLIO. ■ Rugby : le rebond de Castres. ■ Aventure : la prise du frisson, par BÉNÉDICTE MATHIEU. ■ Les résultats.

page 14

M0147 - 0406 0 - 7.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chili, 400 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 36 p ; Irlande, 120 p ; Italie, 2,400 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 p ; Portugal, 150 esc ; Royaume-Uni, 450 F CFA ; Suède, 10 KRD ; Suisse, 1,50 FS ; USA, 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

## DÉBATS

## Un entretien avec Françoise Héritier-Augé

« Je ne crois pas à la fin de l'Histoire, ni au désenchantement du monde »

« Vous êtes présidente du Conseil national du sida et spécialiste des sociétés africaines. Vos recherches sur des sociétés dites primitives et vos études sur les humeurs du corps – sang, sperme, salive – permettent-elles de mieux comprendre la manière dont les sociétés occidentales perçoivent le sida ? »

« Il me semble que oui, et l'intérêt que j'ai pour les problèmes du sida a d'abord tenu à ma qualité d'ethnologue. Les deux ou trois principaux facteurs de transmission du sida sont des fluides du corps qui possèdent une importance considérable dans toutes les sociétés humaines, primitives ou non : le sperme, le sang, le lait. Et ce n'est pas pour rien que l'aplanissement de l'interdit sur la possibilité de transmission par d'autres humeurs, la salive, la sueur et les larmes.

Il m'est apparu avec évidence, à l'occasion de mes recherches sur la société des Samo du Burkina-Faso, que les règles matrimoniales de choix du conjoint étaient doublées par une série de conceptions sur la genèse et la transmission des humeurs du corps. Ainsi le sang, avec ses avatars que sont le sperme et le lait, est-il le support fondamental de l'identité de la personne et de l'identité du groupe familial.

Prenez Aristote sur ce sujet. Je me réfère à lui parce qu'il est proche de notre pensée. Dans *De la génération des animaux*, il démontre l'importance conceptuelle qui associe intimement sang, sperme et lait avec l'identité sexuelle. Le sang, c'est le résidu de la nourriture après la digestion. Il fait alors l'objet d'une cuisson, d'une coction intense qui ne peut être réalisée véritablement que par les hommes parce qu'ils sont chauds par nature.

Dans cette vision du monde, les femmes sont froides parce qu'elles perdent du sang, régulièrement, et donc de la chaleur. Le sperme est le résidu ultime de la coction du sang. Ce n'est plus de la matière, mais de l'éther, du pneuma, du souffle. La femme, elle, reste du côté de la matière comme elle est du côté du froid. Elle atteint le plus haut degré de chaleur quand elle est enceinte ou allaite; durant cette période, elle n'a pas ses règles. Cette chaleur, certes inférieure à celle de l'homme, lui permet néanmoins d'arriver à une coction particulière du sang qui donne le lait et qui, relève de la matière.

Eh bien ! les Samo et bien d'autres peuples pensent de la même manière que les Grecs. C'est une manière de penser « nécessaire » même s'il y a d'autres formes car il n'y a pas d'autre manière de penser l'homme que de le penser dans ses manifestations biologiques et physiologiques.

C'est la différence observable du sexe qui est au fondement de tout raisonnement en ce domaine. Par ailleurs, je vous rappelle que pour ce qui est de la reproduction humaine, c'est seulement aux dix-septième et dix-huitième siècles qu'un a découvert qu'il fallait la rencontre d'ovules et de spermatozoïdes.

Historienne-géographe de formation, Françoise Héritier-Augé découvre l'ethnologie à la fin des années 50 en suivant les cours de Claude Lévi-Strauss. L'auteur de *Tristes Tropiques* avait élaboré la théorie des structures élémentaires de la parenté; Françoise Héritier-Augé s'intéressera aux structures semi-complexes en étudiant au Burkina-Faso (alors Haute-Volta) les populations Samo.

Titulaire depuis 1982 de la chaire d'études comparées des sociétés africaines au Collège de France, elle consacre une part de son enseignement et de ses recherches à l'anthropologie symbolique du corps.

Françoise Héritier-Augé préside le Conseil national du sida depuis 1989.



« Mais vivons-nous dans nos sociétés avec des représentations éliminatoires ? »

« D'une certaine façon, oui. Ces digressions anthropologiques vous semblent loin du sida. Mais elles peuvent nous aider à comprendre la nature des fantasmes existant dans nos propres sociétés. Il nous faut admettre que ces systèmes de représentation, que j'appellerai de

« Même les médecins confondent contagion et transmission à propos du sida »

la « génétique sauvage », sont aussi les nôtres.

Ces travaux anthropologiques peuvent nous éclairer sur un certain nombre de croyances qui sont fausses et que l'on rencontre de façon extrêmement récurrente. Prenons l'exemple de la contamination. Vous remarquerez aisément que la crainte de boire dans un même verre, de se servir des mêmes couvertures ou de manger la même nourriture qu'un spermophore ou un malade est liée à l'idée d'un contact par la salive.

De même, bien des personnes se demandent s'il y a des possibilités de contamination par la morve ou les larmes. C'est que de façon implicite, pour nous, comme pour les populations africaines dans le passé, un *continuum* unit toutes les humeurs du corps. Vous ne pouvez pas comprendre autrement les inquiétudes relatives à la contamination potentielle par la salive, la sueur, l'urine et les larmes.

« Ce sont des croyances erronées qui fondent en réalité notre vision de la maladie ? »

Oui. Toute personne qui s'imagine qu'elle peut être contaminée par la salive a une certaine idée, non formulée, du *continuum* des humeurs du corps. Aux humeurs liquides se rattachent aussi la moelle, la graisse. C'est ainsi que peut s'expliquer une réflexion que j'ai entendue tout récemment dans la bouche de jeunes filles qui discutent entre elles sur le fait que les garçons de leur génération préféreraient maintenant les filles un peu rondes. Pourquoi ? Parce qu'elles ne peuvent pas être porteurs du virus puisque la maladie se transmettrait d'abord par une émission, un assèchement dû à des diarrhées. Ce qui est évidemment une erreur monumentale, on peut très bien être séropositif et être tout à fait rond.

« L'ethnologue écoute aussi dans la rue, les cafés ? »

L'ethnologue fait son pain avec tout. J'ai ainsi relevé dans la traduction de tablettes cunéiformes provenant des sociétés mésopotamiennes un détail très curieux à propos des nourrissons. Le texte décrit l'état maladif d'un bébé qui pleure, refuse le sein, a la fièvre, saigne du nez, dont les fontanelles sont déformées et qui a la diarrhée. Le texte signale que la « mauvaise odeur » l'a saisi. Le traducteur, René Labat, indique que c'est la seule occurrence de cette expres-

sion sur le sens de laquelle il s'interroge.

Il se trouve que chez les Samo on utilise la même expression pour des enfants qui refusent le sein et qui sont fébriles. L'explication n'est donc pas que la mère a eu des rapports sexuels, ou qu'elle a de nouveaux ses règles. Le sang comme le sperme dénoteraient le goût et la qualité du lait.

Les Romains disaient la même chose : dans les contrats pour nourrices, on leur interdisait d'avoir des rapports sexuels pendant le temps où elles allaient. Et Ambroise Paré explique de manière identique qu'il y a une coction entre le sang et le lait. On trouve toujours cette liaison organique entre sang, sperme et lait. Et je ne vous garantis pas qu'elle ne soit pas encore présente à l'heure actuelle dans les mentalités collectives même si elle n'est pas dite explicitement.

Les médecins hygiénistes du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle vont dans le même sens en recommandant à la nourrice d'éliminer dans le temps rapport sexuel et lacté. On trouve toujours cette liaison organique entre sang, sperme et lait. Et je ne vous garantis pas qu'elle ne soit pas encore présente à l'heure actuelle dans les mentalités collectives même si elle n'est pas dite explicitement.

« Est-ce que ces schémas de pensée ou ce continuum auxquels vous faites allusion sont aujourd'hui aussi présents chez le citoyen français en France que chez le médecin ? »

Ils sont présents chez les médecins et chez nous. J'en tends par là qu'ils fonctionnent implicitement et qu'il faut un effort de vigilance pour s'en rendre compte. J'en prendrai un exemple qui m'avait beaucoup frappée en son temps : c'était dans une émission littéraire à la télévision autour d'un livre de Gilbert qui avait publié *L'ami qui ne m'a pas sauvé la vie*. Il raconte dans le roman comment un jour, au restaurant, l'ami qui ne lui a pas sauvé la vie lui révèle qu'il lui a menti en lui faisant croire qu'il disposait d'un remède miracle qu'il n'a pas. Le narrateur raconte alors qu'il a l'envie sauvage de se couper le doigt et de faire couler de son sang dans le verre plein de vin de son ami pour qu'il le boive et soit contaminé de la sorte. L'animateur de l'émission dit en plaisantant : « *Mais, je l'aurais fait à votre place* ». Or, il est totalement impossible de contaminer quelqu'un par la voie alimentaire. Le virus du sida n'est pas contaminant de cette façon, à moins peut-être de boire régulièrement des quantités énormes de sang tout en ayant naturellement la bousille ou le tube digestif à vif !

Il y avait sur le plateau de télévision de grands médecins biologistes et ce discours est passé comme une lettre à la poste ! Personne n'a réagi parce que cela semblait aller de soi. Cette anecdote, pour moi, est tout à fait révélatrice de nos schémas normaux de pensée, de ces représentations que nous n'explicitons pas, que nous vivons comme naturelles.

Je me souviens aussi d'un excellent médecin pédiatre qui racontait l'une de ses visites dans un hôpital africain. Comme on lui présentait un bébé, il s'est penché pour le prendre, il allait le saisir quand le

médecin africain lui a dit : « *Celui-là a le sida* ». Il a retiré ses mains... Il m'a fallu, dit-il, quelques secondes de réflexion pour réaliser que je savais très bien qu'on ne contractait pas le sida par contact et que je n'avais aucune raison d'avoir cette réaction à l'idée de prendre ce bébé. Il a donc aussitôt le bébé comme les autres, mais sa réaction première a été la crainte du contact, la confusion entre la contagion et la transmission.

« Finalement, alors que depuis 1983 on sait parfaitement que le sida se transmet par voie sexuelle ou par voie sanguine, même les plus éminents représentants du corps médical peuvent confondre contagion et transmission ? »

Oui, pourquoi leur système de pensée inconscient serait-il différent de celui des autres dans leurs réactions immédiates ? Je ne le dis pas à la légère : nous recevons au Conseil national du sida des lettres de médecins et parfois même de médecins hospitaliers qui nous demandent de les assurer qu'on ne peut pas être contaminé par la salive. Ils desentendent le savoir sans qu'on ait besoin de le leur certifier. Et dans des rapports officiels sur le sida, vous voyez utiliser indifféremment les termes de contagion, contamination, transmission, pourtant porteurs d'images différentes.

« Pensez-vous que les médias ont joué, par excès ou par défaut, un rôle dans la perpétuation de ces fausses évidences ? »

Oui. Je suis toujours bien déçu par ce que les médias disent de l'épidémie. Nous avons fait faire quelques enquêtes d'analyse de contenu et nous nous sommes rendu compte d'ailleurs que c'est dans une presse populaire, celle qui entre dans tous les foyers, que nous rencontrons le moins d'erreurs et le moins de reprises d'opinions erronées. Dans ces médias, où les journalistes ne se veulent pas spécialistes, les nouvelles, les messages sont repris de façon pratiquement brute.

En revanche, ce qui me frappe dans la presse quotidienne et heb-

« Des murs idéologiques d'incommunicabilité sont dressés entre les peuples »

dominaire, la « grande », le *Monde*, *Libération*, le *Figaro*, tous les grands hebdomadaires, c'est la recherche du scoop, du sensationnel, du scandale, de ce qui fait mal. Ce n'est pas l'histoire du procès du sang contaminé et ses suites qui me font changer d'opinion.

Par exemple, quand nous avons simplement demandé, quinze jours avant sa diffusion sur TF1, à visionner la *Pudeur ou l'Impudeur*, le film d'Hervé Guibert, l'émission a été immédiatement déprogrammée et on nous a accusés d'avoir voulu censurer la presse. Le Conseil voulait simplement vérifier certains bruits. L'émission a été bien sûr réprogrammée ! Cette affaire a fait les titres de la presse pendant au moins quinze jours. Dans le même temps, le Conseil

national du sida éprouve les plus grandes difficultés à faire publier ses avis d'ordre purement éthique.

J'observe dans les médias télévisés ce que j'appellerai un système amplificateur qui repose essentiellement sur l'ignorance. C'est beaucoup plus fort médiatiquement de dire : on a fait un grand pas, le vaccin est pour demain, suscitant ainsi de faux espoirs, que de dire : on a fait un petit pas, le vaccin est pour plus tard mais on a avancé sur la route.

C'est ce que j'appelle la recherche du sensationnalisme plutôt que la recherche de la vérité.

« Le poids de l'argent introduit-il dans la gestion du sida une dimension particulière et inédite ? »

Je pense que oui. Pas seulement pour les brevets liés aux tests parce que effectivement cela représente des marchés absolument énormes, mais il y a aussi tous les brevets liés aux différentes opérations techniques sur le sang, à la séparation des parties, au dosage, à la gratuité ou non du don du sang, ce qui tourne autour de l'industrie du préservatif. Personne n'attend d'une société industrielle et capitaliste qu'elle soit mue par des impératifs de générosité, de solidarité, d'altruisme. Il reste que c'est quelque chose de particulièrement frappant et avare de voir que les conflits concernant des médicaments nécessaires comme l'AZT ou d'autres n'ont rien à voir avec l'intérêt des malades mais simplement avec le profit que peut faire la firme. Aussi ne cherchons-nous pas à baisser les coûts.

En voulant un préservatif un franc, certains laboratoires reconstruisent encore réaliser un bénéfice. Pour quelle raison, à ce compte, n'est-il pas vendu systématiquement à ce prix-là ? Un des graves problèmes des pays sous-développés est précisément que le prix du préservatif est exorbitant.

« Revenons à la vision d'ensemble en fonction de laquelle vous évaluez le « phénomène sida »... »

Dans ma discipline, l'anthropologie sociale, je m'oppose au relativisme culturel. Je l'associe à l'individualisme de notre époque et à la réurgence des nationalismes, des tribalismes. A cause de l'éducation, de la propagande, des prises de contrôle politiques, militaires, médiatiques, nous voilà convaincus – j'en tends par « nous » l'ensemble des peuples – comme d'une évidence qu'au-delà des consciences d'appartenance de chacun à de multiples entités, les unités socioculturelles au sens large sont nécessairement saines, saines et hostiles les unes aux autres. Ainsi de l'exemple yougoslave et de ses populations qui cohabitaient et que l'on découvre incapables de vivre ensemble, semble-t-il, avec les inadmissibles extrêmes des politiques de « purification ethnique » que l'on voit aujourd'hui.

Des murs idéologiques d'incommunicabilité sont dressés entre les peuples, sur la base de l'exaltation de différences ponctuelles dans les grands registres qui découpent et régissent la vie en société. Or chaque société a seulement choisi dans ces registres de privilégier telle ou telle option. Les cultures ne sont pas des mondes absolus en soi, avec des supériorités et des hiérarchies. Elles représentent des

facettes et des potentialités diverses d'associations dans tous les registres, lesquels sont présents partout.

Si on arrivait à faire accepter par l'éducation qu'il s'agit, à chaque fois, des illustrations potentielles de mêmes mécanismes nécessaires, on ferait comprendre que chaque société n'est pas intraduisible dans le langage d'une autre. A ma manière, à la recherche d'invariants structurels, je plaide pour l'universalisme.

« Vous évoquez les affrontements ethniques et religieux que l'on observe en ex-Yougoslavie. Votre regard d'ethnologue vous permet-il d'entrevoir des solutions d'apaisement que les politiques ne voient pas ? »

Ce serait trop beau. Je peux en revanche analyser en tant qu'ethnologue, et toujours en relation avec les humeurs du corps, les violents systèmes de femmes commises dans l'autre et qui me bouleversent. Que font des hommes qui violent, sur ordre, une femme d'une autre ethnicité jusqu'à ce qu'elle porte un enfant ? Ils véhiculent une idée fantasmatique qui revient à affirmer que le sperme « porte » le sang et la religion. Voilà ce qu'il y a au-delà de la violence : les humeurs masculines seraient dominantes et porteuses des principes d'identité.

Ces violents systèmes ne procèdent pas seulement d'une volonté d'humilier des femmes mais de la volonté de faire porter à une

« Les violents systèmes en ex-Yougoslavie véhiculent l'idée fantasmatique que le sperme « porte » le sang et la religion »

femme un enfant qui serait étranger à sa religion et à son sang, en oubliant d'ailleurs qu'elle est elle-même un vecteur de sang.

« Il s'agit d'une sorte d'anacronisme du corps d'entraîneur... »

Comme un territoire qu'on occupe. Je ne dis pas que les violents s'appartiennent pas aussi à une solidarité qui cherche à jour mais il s'agit surtout d'actes symboliques comme sur ordre avec cette idée sous-jacente que le sperme, fluide masculin essentiel, chaud, dominateur, puissant, volatil est le support de l'identité de l'individu, de sa marque ethnique, et même de sa religion. Autrement, cela n'aurait pas de sens.

« Comment expliquer que ce relativisme culturel cohabite avec toutes les apparences de l'universalisme le plus absolu ? »

Parce qu'il s'agit d'un faux universalisme qui suppose que la civilisation occidentale est l'achèvement ultime de l'évaluation de notre espèce. Selon cette idée, compte tenu de la masse d'individus qui relèvent aujourd'hui de la culture occidentale, nous allons tous vers cette culture de masse : les autres cultures n'ont plus le droit d'exister. Il s'agit de la mise sur un piédestal d'un type d'organisation par rapport aux autres.

« L'avez-vous jusqu'à évoquer les ravages d'un ethnocentrisme achevé ? »

Totalement. Il faut admettre que les autres formes de culture sont identiques à la nôtre dans leur logique, leurs prémisses, leurs modes de fonctionnement et que nous n'allons pas inéluctablement vers une uniformisation qui serait un faux universalisme. Pour comprendre l'universalisme dont je parle, vous pouvez penser aux petits casters des protestes chez les imprimeurs d'antan : vous pouvez y mettre des lettres différentes de taille variable, des caractères italiens ou romains, des majuscules ou des minuscules... On peut écrire les mêmes phrases avec des caractères différents. Et pourtant, elles sont portées du même sens.

« Plaidiez-vous pour un monde encore possible ou dont le destin est déjà fixé ? »

Je ne crois pas à la fin de l'Histoire, ni au désenchantement du monde, ni au postmodernisme. Nous vivons dans une période de gestation. Le jeu reste heureusement grand ouvert.

Propos recueillis par LAURENT GRELSAMER et MICHEL KAJMAN

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lecoq, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Freppart  
directeur de la rédaction  
Jacques Guille  
directeur de la gestion  
Jean-Luc Lecoq  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
Indira ou directeur  
de la rédaction

Vice-président  
Thierry Hottel  
Philippe Hottel  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
directeur  
des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Bonville-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SERVICE SOCIAL :  
15, rue de la Harpe  
75001 PARIS CEDEX 13  
Tél. : (1) 46-36-23-25  
Télécopieur : 46-36-23-26  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HENRI DUNANT  
94402 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 46-36-23-25  
Télécopieur : 46-36-30-10

مكتبة من الأصول



# ÉTRANGER

• Le Monde • Mardi 6 avril 1993 3

Le sommet américano-russe de Vancouver

## Des « points de friction » malgré la bonne entente affichée

VANCOUVER

de nos envoyés spéciaux

L'un voulait réussir sa première prestation sur une scène internationale qui lui est encore largement inconnue; l'autre entendait marquer un point dans l'impitoyable bataille qu'il livre dans son pays. Le premier, Bill Clinton, poursuit les objectifs classiques des Etats-Unis en matière de relations américano-russes à l'heure de l'après-guerre froide; le second, Boris Eltsine, cherche à assurer sa survie politique à Moscou. A Vancouver, ils avaient décidé de s'élider, et, pour cela, d'établir une solide relation personnelle.

Apparemment, c'est réussi. L'ancien apparatchik communiste de Sverdlovsk, aujourd'hui président de la Fédération de Russie, et l'ancien gouverneur de l'Arkansas, quarante-deuxième président des Etats-Unis, s'entendent bien. Du moins est-ce le message que leurs porte-paroles se sont employés à diffuser et le sentiment dont les deux présidents ont eux-mêmes fait part en se tressant des lauriers.

Pour l'un comme pour l'autre, Vancouver n'était pas seulement un sommet consacré à la transformation de l'économie russe; c'était une réunion pour créer un « climat » permettant d'aborder franchement tous les sujets, y compris une série de sérieux

« points de friction ». Au départ, il y avait quelques bons ingrédients. Outre le silhouettes, modèle grand format, et la fibre populaire, Boris Eltsine et Bill Clinton ont encore en commun d'être des « politiques » jusqu'au bout des ongles, des hommes qui savent l'importance du symbole, du verbe, du beau geste, voire du spectaculaire. Connaissable, Boris Eltsine a relevé, durant la conférence de presse : « Nous sommes tous les deux à la fois des pragmatiques et des idéalistes. » A l'évidence, Boris Eltsine n'était pas dans la position d'un Khrouchtchev cherchant, lors de son premier contact avec le président des Etats-Unis, à intimider un Kennedy que le secrétaire général du Parti communiste d'URSS trouvait un peu « tendre ». Boris Eltsine a dit du président Clinton : « C'est un partenaire sérieux, je l'invite à Moscou. »

Les pays baltes et la Géorgie

Boris Eltsine avait à conforter ses interlocuteurs dans leur conviction qu'il est, aujourd'hui, le meilleur garant de la poursuite de la politique de réforme en Russie. Mission accomplie : le président russe est reparti pour Moscou avec un super-brevet que lui a publiquement décerné son homologue américain. Bill Clinton a fait

l'éloge de son « partenaire » russe : « Il a mis son destin dans les mains du peuple » (allusion au référendum-préliminaire du 25 avril prochain en Russie); « Sa grande vertu, c'est de faire confiance au peuple russe »; « Il n'a cessé de faire preuve de courage », etc.

Nullement gêné par ce portrait flatteur, le président russe opinait du chef et, parlant de lui à la troisième personne, ajoutait d'une voix ferme : « A l'heure actuelle, il n'y a pas de solution alternative à Eltsine. » M. Clinton renchérait : « Si j'étais à sa place, je ferais la même déclaration. » Il se sont entendus comme lerrons en foire, à dire le premier ministre canadien, Brian Mulroney, en parlant de ses deux invités. Une telle atmosphère leur a permis de ne laisser « aucun sujet au placard », pour reprendre une expression de M. Clinton, et d'aborder ce que son porte-parole, George Stephanopoulos, a qualifié de « points de friction ». Ils furent traités en marge des conversations sur la question centrale, celle de l'aide, mais n'en ont pas moins occupé une bonne partie du sommet. Pour l'essentiel, ils touchent à la sécurité, à l'heure de l'éprouvette froide.

Les Etats-Unis voient d'un très mauvais œil la suspension du retrait des troupes russes des pays baltes. Boris Eltsine a répondu que le retrait se déroulerait normalement dans le cas de la Lituanie, parce que les droits de

la minorité russe dans ce pays étaient respectés, mais qu'il n'en était pas de même dans le cas de la Lettonie tant qu'elle ne les respecterait pas. Il a demandé aux Etats-Unis d'exiger publiquement que les droits des 26 millions de Russes vivant en dehors de la Fédération de Russie dans différents pays de l'ex-URSS soient protégés — requête à laquelle M. Clinton a accédé.

Deuxième point de friction : la Géorgie, où les Etats-Unis approuvent de voir des éléments de l'armée russe intervenir en faveur de la rébellion abkhaze. M. Stephanopoulos a rappelé l'attachement de Washington à l'intégrité territoriale de la Géorgie et à la personne du président Edouard Chevardnadze, qu'un haut fonctionnaire américain a qualifié de « luminaire du Caucase ».

Les Russes s'indignent du fait que le Congrès américain n'a toujours pas levé nombre de restrictions au commerce datant de la guerre froide mais encore appliquées à la Russie, comme si, a fait valoir M. Eltsine, elle restait un ennemi. M. Eltsine a évoqué l'amendement Jackson-Venick, qui empêche l'attribution de la clause de la nation la plus favorisée à la Russie parce que le régime communiste limitait l'émigration des juifs soviétiques. L'application de l'amendement a seulement été suspendue. M. Eltsine a encore dénoncé le fait que

les règles du COCOM, qui limitent les exportations vers la Russie de certains matériels occidentaux des stratégies, soient toujours en vigueur. Dans les deux cas, M. Clinton s'est engagé à en débattre rapidement avec le Congrès.

Silence sur la Bosnie

Moscou prend très mal les critiques que les Etats-Unis adressent aux ventes d'armes conventionnelles du complexe militaro-industriel russe. Le ministre des Affaires étrangères, Andreï Kozirev, a dit en substance : ou les Occidentaux nous laissent venir sur leurs marchés, ou nous irons sur ceux qu'ils jugent dangereux (du type Iran ou Corée du Nord), parce qu'il n'y a pas de raison que les Européens et les Américains soient les seuls grands exportateurs d'armes. Au chapitre du désarmement nucléaire, les Etats-Unis espèrent voir la Russie ratifier la plus récente possible l'accord START-2. Ils observent, d'autre part, que seule la victoire des réformateurs à Moscou sera de nature à rassurer l'Ukraine, la Kazakhstan et la Biélorussie, les trois autres Républiques qui disposent d'armes nucléaires, et à les inciter à se débarrasser de leur arsenal, comme elles l'ont promis l'an passé. Publiquement, M. Eltsine

n'a pas soufflé mot de la Bosnie; M. Clinton l'a mentionnée d'une phrase, en passant, lors de la conférence de presse.

En privé, les Américains disent qu'ils ont apprécié que les Russes n'aient pas fait obstruction, à l'ONU, lors du vote sur l'utilisation de la force pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie. Mais M. Eltsine n'a pas caché à ses interlocuteurs qu'il ne pouvait guère aller au-delà; cela tient aux réserves de son Congrès, qui lui reproche d'abandonner les Serbes, alliés traditionnels de la Russie. Or l'administration Clinton, si elle n'attend pas prendre de risques militaires, voudrait tout de même aller plus loin et faire comprendre aux Serbes que leur volonté de poursuivre la guerre se traduira par une nouvelle série de sanctions.

Mais de cela, il n'a pas été publiquement question. Et ce silence du sommet sur la Bosnie, sur la guerre au cœur de l'Europe, ce silence en dépit des protestations de fait de bonne entente entre les deux hommes, ce silence montrait qu'il y a encore des lignes de fracture, legs d'une histoire très ancienne, que les « cher Boris » et « cher Bill » ne feront pas facilement.

Al. Fr. et J.-P. L.

## L'aide des Etats-Unis vise à renforcer M. Eltsine

Suite de notre reportage

Il n'empêche : ces prouesses sémantiques ne suffisent pas à faire que le régime russe de Vancouver ait pour objectif immédiat de rendre public, avec un maximum de tapage, le programme d'aide à la Russie concocté depuis quelques semaines par l'administration Clinton. Ce programme en huit points est en fin de compte 1,6 milliard de dollars, et pas seulement un milliard, comme on l'avait cru jusqu'au premier jour du sommet. Par une astuce comptable, l'équipe Clinton a en effet adjoint aux différents chapitres dont la presse américaine s'était déjà fait largement l'écho l'attribution d'un énorme crédit créancier de 700 millions de dollars (voir encadré).

Que le document essentiel publié à l'occasion de cette rencontre soit un inventaire chiffré suffit à résumer l'« esprit de Vancouver » : après vingt sommets entre les deux superpuissances — depuis celui de Camp David qui avait réuni Eisenhower et Khrouchtchev en septembre 1959 — au-delà des problèmes de la sécurité du monde, il s'est bien agi tout à la fois du premier vrai sommet de l'après-guerre froide et du premier sommet économique de l'histoire russo-américaine, comme l'attestait la présence inédite des deux ministres des finances, Lloyd Benetsen et Boris Fiodorov.

Pendant quarante ans, et pour reprendre la formule d'un haut fonctionnaire américain, Washington et Moscou se sont employés, à l'occasion de ces rencontres, à « minimiser le mal » qu'ils pouvaient se faire mutuellement; aujourd'hui, ils s'attachent enfin à « maximiser le bien ». Nul doute que ce fut le souci de MM. Clinton et Eltsine au fil de leurs sept heures d'entretiens, samedi dans l'élégante résidence du recteur de l'université de Colombie-Britannique qui surplombe l'Océan, puis dimanche dans une suite du Pan Pacific, le superbe hôtel où résidait le président russe. Pour approfondir des relations personnelles placées sous le signe d'un « nouveau partenariat démocratique », les deux hommes prirent deux déjeuners et un dîner en commun, et firent ensemble deux promesses aux les frondeurs, à la grande joie des cameramen.

Aucune condition politique

Le « paquet » de 1,6 milliard de dollars, dévolu en détail à Vancouver, répond, pour l'essentiel, aux critères qui doivent, selon M. Clinton, définir l'« aide d'un nouveau type » dont il veut gratifier la Russie. Comme le président l'explique à l'heure de ces semaines, cette aide américaine sera désormais très concrète et « visible » sur des projets spécifiques. Se voulant « politique-

ment inéluctable », elle devra contribuer à l'amélioration rapide des conditions de vie de l'ex-Homo soviétique.

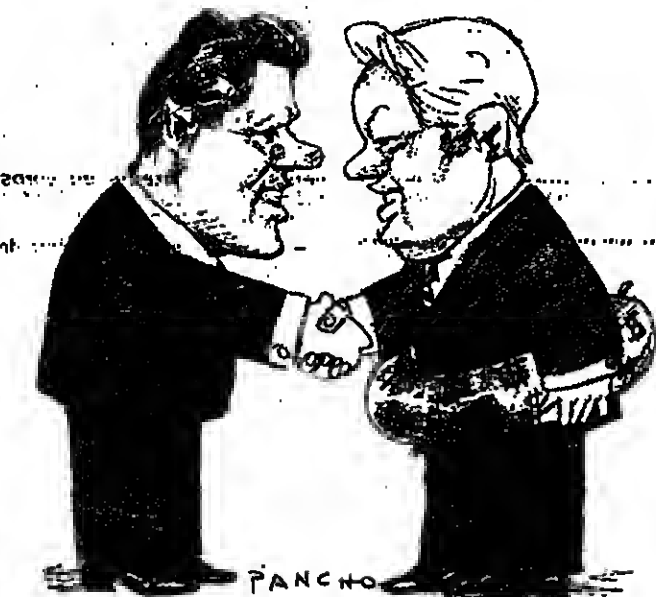
Surtout, cette aide « directe », attribuée de « peuple à peuple », verra le plus souvent possible sans entremise à ses bénéficiaires, ce sont les circuits officiels des bureaucraties russes. Il s'agit, bien sûr, d'éviter que l'argent s'y perde dans un tonneau des Danaïdes, ou qu'il alimente, comme trop souvent dans le passé, les discrets comptes bancaires russes des apparatchiks et des mafieux de la nouvelle Russie. Dix sept milliards de dollars, estimés-on à Moscou, ont été illégalement envoyés en deux ans à l'aidé humanitaire; il y a été volé à 60 %. Enfin, l'administration Clinton a sagement décidé de privilégier les dons, aux dépens des prêts que Moscou a ostensiblement refusés en mesure de rembourser en temps voulu.

Obéissant à ces règles saines, la plus grande part de l'aide annoncée à Vancouver, compte tenu du gros des crédits créanciers — soit au total quelque 920 millions de dollars — regroupe des dons (690 millions). Les trois quarts de cette assistance seront alloués à des partenaires non-gouvernementaux, impliqués dans les réformes et situés de surcroît en dehors de Moscou. Autre nouveauté, martelée par M. Eltsine pendant la conférence de presse commune tenue en fin de sommet par les deux présidents : cette aide est assortie, chapitre par chapitre, d'un échéancier précis couvrant l'année en cours. Elle n'est en outre soumise par les Américains à aucune condition politique autre qu'un engagement de principe à la poursuite des réformes.

Des engagements crédibles

Autre trait primordial aux yeux de M. Clinton, qui l'a souligné à plaisir : cette aide a déjà été entièrement votée par le Congrès sur les budgets de 1992 et 1993. La Russie peut donc se dispenser de solliciter le Congrès américain, avec la force de l'évidence, Washington ne pourra pas être accusé de faire des promesses en l'air. Ses engagements s'en trouvent à l'avenir que plus crédibles. Si l'administration — urgente oblige — montre l'exemple en matière d'aide, elle insiste sur le fait que le partenariat avec la « démocratie russe naissante » devra reposer à l'avenir, pour l'essentiel, sur le secteur privé américain, au demeurant déjà largement impliqué dans ce premier programme.

D'où l'importance qu'attache M. Clinton au chapitre « commerce et investissement ». A Vancouver, le président a voulu adresser un « signal » aux milieux d'affaires d'outre-Atlantique, invités à s'enga-



ger plus notamment aux côtés de la Russie. Si l'équipe de M. Eltsine a oisive pas qu'on parle d'« aides », c'est bien sûr parce qu'elle ne veut pas paraître « mendier » auprès de l'Occident le pactole nécessaire à sa survie politique, et qu'elle entend qu'on la mette sur un pied d'égalité. Le ministre russe des Affaires étrangères, M. Andreï Kozirev, soulignait volontiers, ces derniers semaines, que son pays ne pouvait être traité comme une vulgaire contrée du tiers-monde à laquelle le club des Etats riches octroierait des lignes de crédit avec un brin de condescendance; que les ressources de la Russie et des Etats-Unis pouvaient « se compléter » en une coopération mutuellement profitable.

Dès son arrivée à Vancouver, M. Eltsine a parlé net à ce sujet, en prévenant contre le risque d'une aide trop massive, dont le caractère humiliant pour la Russie serait fatalement exploité par ses ennemis politiques à Moscou. « Trop peu d'aide », a-t-il dit, « n'est pas bon parce que cela ne nous permettrait pas de résoudre nos problèmes. Mais trop d'aide pourrait aussi être mauvais parce que cela pourrait être utilisé contre nous par les communistes. L'opposition dira que nous sommes enclavés à l'Occident. Ce qu'il nous faut, c'est un chiffre optimal qui nous permette de poursuivre les réformes et d'empêcher les communistes de revenir au pouvoir. »

Non seulement M. Clinton avait bien « anticipé » le message de son homologue russe, puisque le programme de Vancouver reste moderne et s'entend dans l'immédiat aucune dépense budgétaire supplémentaire, mais il a tout fait pour ménager l'amour-propre de Boris Eltsine. Il n'a coesenté dans la mise au point du « paquet » et a pris ses avis en compte. Et il s'est gardé de tout geste susceptible d'être reproché au président russe à son retour à Moscou.

Ces prudences tactiques n'ont pas empêché M. Clinton de réaffirmer

avec fermeté qu'il tenait le président russe pour le meilleur représentant du courant « réformiste », le qualifiant tout à tour de « combattant », de « vrai démocrate » ayant choisi « de faire confiance au peuple ». « Nous ne réspons pas à l'écart de ce qui se passe en Russie », a-t-il déclaré en prologue à la conférence de presse commune. « Nous savons où nous nous situons. Nous sommes avec les partisans de la démocratie, de la réforme, de l'économie de marché. »

Dès son arrivée à Vancouver, M. Clinton avait résumé la triple métamorphose historique que vit, selon lui, la Russie d'aujourd'hui : « Les Russes tentent de réaliser trois changements en même temps : ils

passent d'une économie communiste à une économie de marché, d'une dictature tyrannique à la démocratie, d'un grand empire à une nation indépendante. Les temps sont très difficiles, mais la direction est claire. » Plus tard, actualisant à propos de la Russie, une métaphore livrée du poète américain Walt Whitman, M. Clinton s'exclama : « Aucun tyran ne peut arrêter le flot de la démocratie. »

Prélude à une action internationale

De tels enjeux justifiaient sans doute, aux yeux du président américain, les efforts déployés depuis des semaines pour « aider les Russes à s'aider eux-mêmes » et pour appuyer le premier d'entre eux, qui est aussi « le premier chef d'Etat démocratiquement élu en mille ans d'histoire russe ». M. Clinton consacra, selon son porte-parole, 30 % de son temps de travail à la Russie. Cette attention extrême est parfois empreinte d'une bonne conscience un brin naïve. Ainsi peut-on émettre des doutes sur l'accueil que les Russes réserveront au « programme d'échanges », annoncé à Vancouver, au cours duquel des Américains seront chargés de les familiariser avec la démocratie. L'été prochain d'ailleurs été baptisé « été de la démocratie ».

Pour M. Clinton, Vancouver n'est qu'un prélude à une action internationale plus ambitieuse, l'occasion, selon le mot d'un de ses collaborateurs, d'« activer la pompe à Tokyo » (d'abord lors de la réunion des ministres des finances et des affaires étrangères du G7 les 14 et 15 avril, ensuite lors du sommet présidentiel du 7 au 9 juillet). Le président américain estime, à juste titre, que les pays occidentaux, confrontés au marasme économique mondial, n'ont ni la volonté politi-

que ni les moyens financiers d'accroître sensiblement leur aide bilatérale à la Russie.

Certains viennent de le faire : la Grande-Bretagne et le Canada, notamment. M. Clinton a invité ses autres alliés à agir de même. Premier pourvoyeur d'aide à la Russie, et de loin (50 milliards de dollars depuis 1989), l'Allemagne, confrontée chez elle à d'autres urgences, estime avoir amplement fait son devoir.

Reste le Japon. Même s'il ne l'avoue pas publiquement, M. Clinton semble douter de la disponibilité de Tokyo à faire un effort, autre que symbolique, en faveur de Moscou. A la veille de Vancouver, le président américain s'était entretenu au téléphone avec le premier ministre japonais, M. Miyazawa. Il lui avait réaffirmé son appui sur le conflit qui oppose le Japon à la Russie à propos des îles Kouriles et l'avait invité assez vivement à « jouer un rôle constructif » envers la Russie dans le cadre du G7. Sera-t-il entendu ? Selon certaines indications ayant filtré à Washington lors de la réunion de la commission trilatérale la semaine dernière, le Japon perçoit toujours la Russie comme une puissance menaçante et serait plus tenté par un repli sur sa zone d'influence régionale que par un « investissement russe » qu'il juge trop hasardeux.

Pendant les quinze jours ayant précédé Vancouver, M. Clinton s'est fait l'avocat de Boris Eltsine auprès de six des dirigeants des pays du G7. La suite, dans l'immédiat, dépendra maintenant des Russes eux-mêmes. Mais, à Vancouver, avec trois semaines d'avance, le président américain a, pour sa part, voté « oui » à sa manière au référendum de Boris Eltsine.

ALAIN FRACHON et JEAN-PIERRE LANGELE

## Une enveloppe de 1,6 milliard de dollars

Le programme d'aide américaine à la Russie, d'un montant total de 1,6 milliard de dollars (9,6 milliards de francs environ) comprend huit chapitres.

• Aide humanitaire et assistance médicale : 194 millions de dollars de dons alimentaires et 30 millions de dons médicaux.

• Subventions destinées à l'achat par la Russie de produits alimentaires : 700 millions de dollars. Ces crédits doivent faciliter le rétablissement de l'accès de la Russie au marché des céréales américaines.

• Soutien au secteur privé : il s'agit d'un fonds russo-américain pour les entreprises d'un montant de 60 millions de dollars pour aider à la création et au développement de petites et moyennes entreprises et d'un soutien à la privatisation de 95 millions de dollars. Une Fondation Eurasie sera également créée avec une

dotación de 4 millions de dollars. Cette nouvelle organisation recueillera des fonds privés et encouragera le secteur privé américain à contribuer à la formation de cadres.

• Démocratisation : création d'un « Corps de la démocratie » (25 millions de dollars). Ce « Corps » encouragera les relations entre Russes et Américains. 23 millions de dollars seront d'autre part affectés au soutien des réformes juridiques, à l'assistance aux pouvoirs locaux, au renforcement d'une presse indépendante et au développement de programmes de collaboration entre universités.

• Réinstallation des officiers russes : 8 millions de dollars sont débloqués pour construire, dans les douze à seize prochains mois, 450 ensembles d'habitation pour les officiers démobilisés et reve-

nant en Russie, et pour leur fournir une formation professionnelle.

• Energie et environnement : 38 millions de dollars. Des projets seront lancés pour renforcer l'efficacité de la production énergétique et réduire la pollution émanant des systèmes d'hydro-ducs.

• Commerce et investissements : 9 millions de dollars contribueront à accroître les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la Russie.

• Assistance à la sécurité : 215 millions de dollars. Ils devraient permettre d'aider au démantèlement des lanceurs d'armes nucléaires stratégiques, à la construction et à l'entretien d'une installation de stockage de matières fissiles et l'établissement de systèmes de contrôle pour éviter la prolifération de matières nucléaires. — (AFP.)



## EUROPE

BOSNIE-HERZÉGOVINE : un entretien avec le commandant de la FORPRONU

## « Le moment est venu de mettre les Serbes devant leurs responsabilités »

nous déclare le général Morillon

Dans un entretien au Monde, samedi 3 avril à Zagreb, le général Philippe Morillon, commandant des « casques bleus » en Bosnie, a estimé que le moment était venu de mettre les Serbes devant leurs responsabilités. Il explique comment il tente de préserver les chances de la paix, même « s'il faut avaler des couleuvres ».

ZAGREB

de notre correspondant

Le général Philippe Morillon se « fout complètement de son image personnelle ». Le commandant de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) en Bosnie-Herzégovine, qui est « pas là pour [se] justifier », a lu qu'on l'avait qualifié de « Don Quichotte ». Il n'est pas choqué : « Don Quichotte

est un héros très noble qui ne s'est pas seulement battu contre les moulins à vent », même si « on n'a retenu que cela », explique-t-il. Ce ne sont pas les apparences qui préoccupent le général français, qui compte proposer aux trois parties belligères, lors d'une réunion le 6 avril à Sarajevo, « des mesures concrètes pour consolider un cessez-le-feu respecté » mais « extraordinairement fragile » et pour accélérer « la dynamique de paix ». « Ce pourrait être, propose-t-il, la levée du siège de Sarajevo ».

« L'important, dit-il, c'est l'efficacité de ma mission prioritaire : faire passer l'aide humanitaire. [ce qui] nécessite des concessions que les journalistes appellent des humiliations ». « On s'en fou, lance-t-il, ce qui compte, c'est le résultat, l'honneur des « casques bleus », qui sera que la paix s'installe ici, un jour, avec notre aide ». En attendant, « s'il faut avaler des couleu-

res, on avalera des couleuvres. Et s'il faut avaler des pythons, on avalera des pythons ».

Ce qui importe au chef des « casques bleus » en Bosnie, c'est de savoir si nous, la FORPRONU, nous pouvons maintenant jouer ce rôle d'aide à la paix. Il estime que « le moment est venu ». Optimiste, le général passe que le rôle, « attendu et redouté », du plan de paix par le « Parlement » serbe de Bosnie « ne devrait pas empêcher la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures militaires qui accompagnent le plan Vance-Owen, pour diminuer la tension ». Et ce, même si le président bosniaque Alija Izetbegovic « craint que cette démarche, pas à pas, ne permette aux Serbes de retarder le règlement définitif à l'avenir », de figer la situation sur le terrain. « On n'est pas obligé de régler les querelles de bornages », qui sont ce qu'il y a de plus difficile à régler entre paysans — dans les jours

qui viennent », juge-t-il. La pression internationale « doit continuer à s'exercer sur les Serbes pour leur faire admettre le plan de paix, maintenant que les principes en sont admis », ajoute le général, qui pense qu'il faut laisser un tout petit peu de temps aux Serbes pour se faire une religion définitive ».

## Un désir de paix

## unanime

Même si, admet-il, accepter la carte, c'est, pour certains Serbes, non seulement abandonner des régions mais aussi renoncer à la continuité territoriale (Serbie, Bosnie, Krajina croate) et au rêve de la « Grande Serbie », « le moment est venu de leur laisser devant leurs responsabilités ». Il a « le sentiment, la conviction que le moment est venu ». Non seulement parce que la pression internationale s'accroît, mais aussi parce que « le désir de paix s'est emparé de l'ensemble de la population » et qu'il « sera difficile aux leaders politiques ou militaires de ne pas tenir compte de la pression de l'opinion ». Une opinion — il dit l'avoir constaté sur le terrain — qui « commence à devenir plus que majoritaire, presque unanime ».

Si, par malheur, le conflit s'enflamme de nouveau, « il faudra que le Conseil de sécurité en tienne compte, comme il l'a fait depuis le début, pour changer le mandat. Toutes les hypothèses sont ouvertes. On pourrait même, envisage-t-il, retirer la FORPRONU. Leur dire : « Vous voulez vous battre. Battez-vous ! Quant à prendre partie, ce n'est pas à moi qu'il faut poser la question, mais à ceux qui, à New York, ont ces responsabilités. C'est

une période cruciale, poursuit-il, une fenêtre ouverte, où l'on peut faire la paix et où l'on peut aussi encore basculer dans une violence », dont il ne verrait pas la fin.

Il importe peu au général Morillon qu'on ait seulement retenu, « sortie de son contexte », la phrase où il disait n'avoir « pas senti l'odeur de la mort dans Cerska », une enclave musulmane en Bosnie orientale qui venait de tomber aux mains des Serbes. « L'important est qu'en allant à Cerska, j'ai eu la certitude qu'il se passait des choses à Srebrenica », dit-il. C'est lui, révèle-t-il, qui a envoyé à Srebrenica un médecin de l'OMS qui donna l'alerte sur la situation désespérée de cette enclave musulmane assiégée. Il s'est rendu à Srebrenica « pour empêcher une catastrophe » : « Tout le processus de paix aurait pu être remis en cause si les Serbes avaient commis cette folie, cette action criminelle de prendre la ville. Quant à cette histoire désagréable de Cerska, pour ne rien vous cacher, c'est bien parce que j'ai rendu ce témoignage à la vérité que j'ai pu, en dépit de tous les obstacles, entrer dans Srebrenica. Même si les Serbes ont tout fait pour m'en empêcher, parce que le peuple serbe m'était reconnaissant d'avoir rendu ce témoignage qui n'est pas en leur faveur pour autant ».

## L'Histoire

## jugera

Le général, qui n'a « jamais prétendu que cette bataille [de Cerska] n'avait pas fait de victimes innocentes », admet même qu'« il y en a certainement eu ». Il semble enjoué d'avoir reconnu qu'« on » a pu tirer, comme l'a rapporté un témoignage, sur des gens qui s'enfuyaient, que « parmi eux, il y avait des

hommes, qui portaient probablement des armes, mais aussi des femmes des enfants, des vieillards. Je n'ai jamais développé ce point là ». La « seule chose » qu'il dit le gêner — parce qu'« en ce moment où la paix est proche, je pense que notre devoir est de calmer les terreurs », — est que « le massacre tel qu'il était annoncé, c'est-à-dire qu'un avait brûlé les villages dans leurs maisons, c'était complètement faux ». Ce qui s'est vraiment passé, « l'histoire l'établira », conclut-il. Ce qu'il appelle lui-même ses « actions spectaculaires », et auxquelles certains reprochent de retarder des décisions politiques, il faut attendre d'en voir les résultats » avant de les juger.

En attendant, le commandant des « casques bleus » à Sarajevo poursuit son travail, celui de « sauver des vies, et le bilan est positif ». Il ne remet pas en cause la sincérité de la parole donnée par les Serbes. « Sinon, je ne vois pas à quoi je sers ». Et ce, malgré « les problèmes d'exécution sur le terrain », qu'il explique par des « difficultés de communication », « des initiatives locales de types plus denses ou plus que les autres » et un « système extraordinairement cloisonné ». Un système qui fait que, selon le général Morillon, « un militaire serbe n'obéit qu'à son chef direct, refuse les ordres du président yougoslave Cosic ou du président serbe Milosevic ».

Le chef des « casques bleus » continue, « en attendant, sans imposer, se moquant de son image personnelle et sans sortir de ses compétences lorsqu'on dit », « de faire ce que le monde ne pouvait pas faire avant : imposer la paix à des gens qui n'en voulaient pas ». Quitte à avaler, et à faire avaler, des bœufs.

JEAN-BAPTISTE NAUDE

## Reprise de l'aide humanitaire en dépit des violations du cessez-le-feu

Le pont aérien vers Sarajevo, interrompu depuis plus de deux semaines, a repris, dimanche matin 4 avril. Un an après le début du siège de la ville par les forces serbes, son approvisionnement en vivres, médicaments et fioul dépend toujours de cette aide internationale, et le Haut-Commissariat pour les réfugiés faisait une forte pression en faveur de la reprise des vols humanitaires, bien que le cessez-le-feu en principe en vigueur dans toute la Bosnie depuis le 28 mars ne soit pas vraiment respecté.

Au moins sept personnes ont encore été tuées, dimanche, et vingt-huit autres blessées, quand une vingtaine d'obus se sont abattus, selon la radio bosniaque, sur le quartier résidentiel du nouveau Sarajevo, à l'ouest de la vieille ville. Radio-Sarajevo, d'autre part, affirme que les combats qui se sont déroulés samedi en Bosnie orientale dans la zone de Srebrenica, elle aussi assiégée, avaient fait huit morts et quatorze blessés. Les observateurs de l'ONU sur place ont fait état de tirs d'artillerie lourds, samedi matin. Un journaliste américain, blessé par des éclats d'obus, ont été évacués, dimanche, vers Kiseljak. Enfin, selon Radio-Sarajevo, un violent bombardement serbe a visé, dimanche, le centre et les faubourgs de la ville de Tuzla (nord-est de la Bosnie), actuellement peu-

plée de 70 000 musulmans. Après que le Conseil de sécurité de l'ONU ait exigé, samedi, des Serbes de Bosnie qu'ils laissent le passage aux secours internationaux, un convoi de huit camions, transportant 65 tonnes d'aide humanitaire, a pu parvenir, dimanche, à Srebrenica, après de multiples difficultés.

## Les Serbes ont rejeté le plan de paix

Les camions, qui, avec l'assentiment des forces serbes, devaient être évacués dans l'urgence, ont cependant repartis vides vers Tuzla, les autorités musulmanes de Srebrenica s'étant opposées à l'évacuation. Des policiers et des soldats ont refoulé les milliers de personnes qui se pressaient dans les rues de Srebrenica dans l'espoir de monter dans les camions. Si la nouvelle connue, le président Alija Izetbegovic, après s'être entretenu à Sarajevo avec le responsable du HCR pour l'ensemble de la Bosnie, Jose Maria Mendizábal, a donné l'ordre que les blessés, les personnes âgées et les femmes ayant des enfants en bas âge puissent être évacués de la poche musulmane assiégée.

Le haut-commissaire aux réfugiés, M. Ogata, avait demandé au Conseil de sécurité de déployer suffisamment de « casques bleus » pour protéger la ville de Srebrenica, ou d'organiser l'évacuation

des dizaines de milliers de civils musulmans qui y sont encerclés par les Serbes depuis des mois. Lors de sa réunion d'urgence, samedi, le Conseil n'a pas souscrit à cette seconde suggestion, qui ferait ostensiblement le jeu des Serbes, mais pas vraiment non plus à la première. Il est contenté de rappeler qu'il avait déjà demandé au secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, de « prendre immédiatement des mesures » pour renforcer la présence de la FORPRONU en Bosnie orientale et de préconiser un renforcement des « opérations humanitaires urgentes ».

Dans une déclaration, le Conseil s'est dit « choqué et extrêmement inquiet de l'aggravation de la situation à Srebrenica » et a accusé les Serbes de ne tenir aucun compte des résolutions de l'ONU en poursuivant « leur politique illégale, inacceptable et dangereuse de purification ethnique ». Samedi, le plan de paix Vance-Owen a été rejeté à une écrasante majorité par le Parlement de la « République » serbe autoproclamée de Bosnie. Le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a demandé à la communauté internationale de favoriser des négociations directes entre les trois belligères, ce que le président Izetbegovic a rejeté. A Vankov, le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, a qualifié de « tragique erreur » le rejet du plan de paix par les Serbes. — (AFP, AP, Reuters)

## « Cet immense camp de la mort »

Suite de la première page

Mais c'est aussi à cause de « monde entier qui, depuis un an, regarde en direct la retransmission de ce crime ». Personne n'aura le droit de dire : « On ne savait pas », conclut-il.

Le 6 avril 1992, l'artillerie serbe ouvrait le feu sur Sarajevo, symbole de la tolérance entre les peuples et les cultures. Après douze mois de siège, l'écrivain monténégrin Marko Vesovic dressa, depuis Sarajevo, où il habite avec sa famille, le bilan de la tragédie : « 15 000 enfants

tués, 50 000 amputations, 250 000 personnes dépendantes de l'aide humanitaire, 65 000 personnes tuées ou blessées. Un habitant de Sarajevo sur quatre n'a été touché, et comment en serait-il autrement alors que 800 000 obus sont tombés sur la ville ? La souffrance des enfants, ces enfants invalides, leurs angoisses, leurs crispations, ça me rend fou », écrit-il. « Et ces chiffres, peut-on les expliquer à qui que se soit ? Il y a des gens (des Serbes) qui disent ne pas être d'accord avec les méthodes utilisées. Ce sont des

idiots, car si Karadzic [le leader des Serbes-bosniaques] veut que les Serbes... 30 % de la population — contribuent 70 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine, il n'y a pas d'autres méthodes. Vous n'imaginez tout de même pas qu'il va dire aux musulmans : soyez gentils, sortez de Foca et installez-vous un peu plus à l'ouest ou au sud, et ainsi de suite ? Ne soyez pas démagogues, vous savez qu'il n'y a pas d'autres méthodes », lance-t-il à ses amis de Belgrade dans un article publié, samedi 3 avril, dans Borba.

## Capitale de la honte

« L'indifférence à l'égard de la Bosnie et l'incapacité de sauver Sarajevo se vengent déjà de l'Europe. Mais, pour nous, qui sommes beaucoup plus proches de Sarajevo, ce qui doit compter avant tout, c'est que l'armée de Karadzic et de Mladic [le chef des forces serbes de Bosnie] ont fait de cette ville la capitale de la honte pour le peuple serbe », écrit Stojan Cerovic dans l'hebdomadaire indépendant Vreme.

Ainsi, les milieux indépendants de Belgrade ont-ils rendu, ce week-end, hommage à Sarajevo. Vreme, Bosna ont consacré de nombreux articles à ce triste anniversaire. Les pacifistes n'ont pas non plus manqué à l'appel. Mais, samedi, sur le parvis du Parlement fédéral, au cœur de la capitale serbe, ils n'étaient pas plus de 500 à manifester pour la paix en Bosnie. Aux chevronnés grisonnants ne s'étaient pas unies les jeunes générations. Aurait-elles perdu la foi et plongé dans l'apathe ? Ont-elles déjà gagné des contrées plus tranquilles pour oublier Sarajevo ?

FLORENCE HARTMANN

Dix-sept détenus d'un camp serbe tués près du front. Dix-sept détenus du camp serbe de Batkovic (nord-est de la Bosnie) ont été tués, le 26 mars, dans une embuscade contre le véhicule qui les transportait vers le front, où ils devaient effectuer des travaux, a annoncé, samedi 3 avril, le bureau du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Zagreb. Trois détenus survivants ont pu s'entretenir avec les délégués du CICR. Celui-ci a, par le passé, constaté que des détenus étaient contraints de travailler sur le front et ont intervenu à plusieurs reprises auprès de toutes les parties en conflit en Bosnie-Herzégovine afin qu'elles mettent fin à ces pratiques. — (AFP)

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Berthe-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :  
Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cros  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guin, Philippe Dupuis,  
Isabelle Tadié

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-73  
Téléc. MONDIPUB 634 128 F  
Téléfax : 46-63-96-71 - Société civile  
de la SARL Le Monde et de la SARL Hubert-Berthe-Méry

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composant 35-15 - Types LEMONDE  
ou 35-15 - Types LM

Imprimé  
de « Le Monde »  
12, rue de Valenciennes  
94652 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléfax : 208.8067

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33

ABONNEMENTS  
1, place Hubert-Berthe-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS  
3 mois 536 F 572 F 790 F  
6 mois 1 038 F 1 123 F 1 568 F  
1 an 1 898 F 2 066 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour nous abonner, surveillez de près les journaux et les magazines de votre pays et adressez-les à l'adresse ci-dessous ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE code d'accès APO

LE MONDE (LPM) est publié tous les jours de 12 heures à 18 heures, à l'exception des jours de congé. Pour les abonnés en France, le journal est livré par avion. Pour les abonnés à l'étranger, le journal est livré par avion ou par bateau, selon les conditions de transport. Pour les abonnés à l'étranger, le journal est livré par avion ou par bateau, selon les conditions de transport.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 300 Pacific Avenue Suite 404 Yonkers, NY 10461-2003 USA  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité : Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BERTHE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléfax : 201.311F

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

## EUROPE

Après les succès des forces arméniennes

### L'Azerbaïdjan se prépare à la contre-offensive

L'Azerbaïdjan regroupait ses forces, dimanche 4 avril, pour tenter de reprendre un dixième de son territoire tombé ces derniers jours aux mains des forces arméniennes.

Selon un journaliste de la télévision de Bakou, le gouvernement rassemblait à la hâte de nouvelles unités de combat pour repousser l'offensive arménienne. « Il se forme une unité de femmes », a-t-il expliqué par téléphone. La radio azerbaïdjanaise n'annonçait que le président Aboulfazel Elchibey, qui a déclaré, vendredi, l'état d'urgence dans tout le pays, avait nommé vingt et un commandants militaires locaux.

Le ministère de la défense a reconnu, samedi, qu'un dixième du territoire de l'Azerbaïdjan était passé aux mains des forces arméniennes depuis la chute de la ville de Kelbadjar et de sa région. Le corridor de Latchine, menagé depuis mai 1992 par les Arméniens pour ravitailler l'enclave du Haut-

Karabakh depuis l'Arménie, se trouve ainsi considérablement étendu et représente maintenant une surface de 4 000 kilomètres carrés.

Toujours selon le ministère azerbaïdjanais de la défense, environ 40 000 civils ont été évacués de la zone des combats, mais 15 000 autres seraient pris au piège au sud de Kelbadjar. Les réfugiés sont partis à pied sur les routes de montagne enneigées en direction de Gandja, à 70 km plus au Nord. « Environ 150 civils sont morts sur la route à cause des obus et du froid », a affirmé le ministre.

Les succès de l'offensive arménienne - à laquelle Erevan dément qu'ait participé ses forces régulières - donne une nouvelle dimension au conflit, puisqu'il dépasse largement les frontières de l'enclave du Haut-Karabakh que se disputent l'Arménie et l'Azerbaïdjan. (Reuters, AFP)



### « La Turquie va perdre patience », déclare M. Demirel

ISTANBUL

de notre correspondant

« La Turquie va perdre patience », a déclaré le premier ministre, Souleyman Demirel, après l'ouverture par les forces arméniennes d'un nouveau couloir en territoire azerbaïdjanais, reliant l'Arménie à l'enclave du Haut-Karabakh.

Malgré la colère des autorités turques et leurs sévères avertissements à l'Arménie, les options qui leur sont ouvertes demeurent très limitées. La Turquie n'a pas l'intention de s'engager dans une opération militaire. L'envoi d'une aide humanitaire à l'Azerbaïdjan est rendu difficile par le fait que ces deux pays n'ont pas de frontière commune, et la Turquie, en réponse à la requête de Bakou, a déclaré qu'il ne serait pas « pratique » d'envoyer des hélicoptères turcs pour évacuer les blessés.

En revanche, les autorités turques se sont immédiatement lancées dans une contre-offensive diplomatique. La France, les États-Unis et la Russie ont été contactés, dans l'espoir que ces pays pourraient faire pression sur l'Arménie. Selon des sources diplomatiques turques, Washington aurait protesté auprès d'Erevan et promis à la Turquie que la conquête de territoires par la force ne serait pas acceptée. Mais, au ministère des affaires étrangères, l'humeur est sombre. « C'est effreux. C'est comme la Bosnie, une fois de plus », a déclaré Ferhat Ataman, porte-parole du ministère.

Le vice-premier ministre İsmail Yüksek a annoncé la suspension immédiate de l'aide humanitaire vers « ce pays [l'Arménie] qui se déclare pauvre et affamé mais qui détient néanmoins la puissance nécessaire pour brûler et détruire des villes où vivent des milliers d'habitants ».

En cours des derniers mois, le gouvernement avait réussi, malgré une forte opposition à l'intérieur du pays et les protestations véhémentes de Bakou, à imposer un timide rapprochement avec l'Arménie.

La Turquie avait ainsi autorisé l'acheminement par route du par train de 1 000 tonnes de blé par jour. Un train français contenant 250 tonnes de vivres et de couvertures avait traversé la Turquie en mars, en route pour l'Arménie. « Nos bonnes intentions ont été mal interprétées », a déploré M. Demirel.

Mais ceux qui ont mal compris notre patience le regretteront.

Aujourd'hui, les Turcs ont l'impression d'avoir été bernés, et les partisans de l'ouverture à l'égard de l'Arménie sont furieux de voir Erevan donner raison aux faucons. Certains s'interrogent également sur le rôle de la Russie dans ce conflit.

NICOLE POPE

Le président turc Özal reçoit un dirigeant kurde irakien. - Le président turc Turgut Özal a reçu, samedi 3 avril, le dirigeant kurde irakien Jalal Talabani deux semaines environ après l'entrée en vigueur, le 20 mars, du cessez-le-feu unilatéral des rebelles kurdes de Turquie. A l'issue de son tête-à-tête d'une heure avec le chef de l'Etat turc, M. Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), s'est déclaré « satisfait de ce qu'il avait entendu de M. Özal à propos des rebelles kurdes de Turquie », sans fournir de précisions. (AFP)

POLOGNE : nouveau projet de loi sur les privatisations. - Le gouvernement polonais a présenté un nouveau projet de loi sur les privatisations générales, après le rejet de la précédente version par les députés, il y a deux semaines. Le texte amendé a été envoyé, samedi 3 avril, devant les commissions parlementaires, qui disposent d'un délai d'urgence de trente jours pour l'examiner. Les députés ont repoussé une motion de la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN) demandant son rejet dès la première lecture. (AFP)

TADJIKISTAN : une quarantaine de morts à la frontière afghane. - Un accrochage, qui a opposé, vendredi 2 avril, des garde-frontières, notamment russes, à un groupe d'une centaine de combattants armés qui tentaient de pénétrer au Tadjikistan depuis l'Afghanistan, s'est soldé par une quarantaine de morts, selon les autorités de Douchanbé. Un diplomate russe dans cette ville a, par ailleurs, indiqué que trois cent mille russophones avaient quitté le Tadjikistan depuis trois ans. (AFP)

## ASIE

CAMBODGE : après l'assassinat de trois « bérets bleus » bulgares

### Des mesures de sécurité exceptionnelles sont prises pour la visite de M. Boutros-Ghali

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

L'assassinat « de sang froid » de trois « bérets bleus » bulgares par des Khmers rouges laisse penser, n'a-t-il déclaré, dimanche 4 avril, au porte-parole de l'ONU, que ces derniers veulent plonger le Cambodge dans le « chaos » afin d'empêcher que les élections générales, prévues par l'ONU du 23 au 28 mai, légitiment le gouvernement de M. Hun Sen.

Vendredi soir, des Bulgares, dont la section compte à 70 kilomètres à l'ouest de Phnom-Penh, avaient retenu à dîner trois Khmers rouges, dont un chef local, venus leur rendre une visite de courtoisie. Vers la fin du repas, deux des invités se sont absentés un moment et sont revenus avec dix hommes en armes qui ont tiré, à bout portant, sur leurs hôtes, dont trois ont été tués et deux autres grièvement blessés. Le campement n'a été ensuite harcelé par les Khmers rouges jusqu'à l'arrivée, tard dans la nuit, de renforts de « bérets bleus ».

Après avoir lancé avec succès une campagne de purification ethnique qui provoque déjà un exode de Vietnamiens, les Khmers

rouges testent la résolution de l'ONU à organiser des élections auxquelles ils refusent de participer. Le premier ministre, M. Hun Sen, a donc proposé, dimanche, au cours d'une réunion du Conseil national suprême (CNS) présidée par le prince Sihanouk, que le chef nominal des Khmers rouges, M. Khieu Samphan, qui était présent, soit « arrêté » par l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge (APRONUC) et « inculpé de génocide ».

En réveillant l'hostilité de beaucoup de Cambodgiens à l'égard des Vietnamiens, la campagne raciste des Khmers rouges, accompagnée de massacres de communautés de pêcheurs sur le Tonlé-Sap, accule le régime de Phnom-Penh à la défensive. Selon le Bangkok Post, qui a publié, lundi, un entretien avec le patron de l'APRONUC, Yasushi Akashi, M. Hun Sen aurait affirmé que son gouvernement ne voulait pas « passer pour le protecteur des Vietnamiens », ce qui équivaudrait à un « suicide politique » dans le climat actuel. En effet, aucun des vingt partis politiques en lice pour les élections n'a encore explicitement condamné les violences dont sont victimes les Vietnamiens. Comme les Khmers rouges, plu-

sieurs formations exigent même l'expulsion de ces travailleurs immigrés.

La Voix du Kampuchéa démocratique, la radio des Khmers rouges, offre sans relâche à la vindicte populaire les « complices », les « valets » et les « collaborateurs » cambodgiens de Hanof. M. Hun Sen et les siens savent donc que l'épreuve de force est engagée avec le retrait progressif de l'APRONUC et la campagne pour l'élection d'une Assemblée constituante.

Epreuve de force

M. Khieu Samphan n'a-t-il pas déclaré, dimanche, que le prochain scrutin est une manière « d'offrir sur un plateau notre pays, le Cambodge, à l'agresseur, le Vietnam, et de fournir une apparence de légalité au régime fantoche, mis en place par les Vietnamiens à Phnom-Penh depuis 1979 » ?

M. Akashi a condamné, dimanche, un « niveau inacceptable » de violence, tandis que le prince Sihanouk lançait un appel à la raison. Mais, dans le contexte actuel, il serait étonnant que ces déclarations soient entendues. L'APRONUC a donc décidé de ramener sur Phnom-Penh une cen-

taine de légionnaires pour y renforcer la sécurité, à l'occasion de la visite, mercredi et jeudi, de M. Boutros-Ghali. On ignore ce que le secrétaire général de l'ONU pourra imaginer pour calmer un peu les esprits. En revanche, il est évident que le pire ne peut être exclu, car les Khmers rouges se sont de nouveau lancés dans une conquête désespérée du pouvoir alors que le gouvernement en place lutte pour sa survie.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Le Monde

LES ÉLECTIONS  
LÉGISLATIVES  
MARS 93

Brochure à paraître  
le 8 avril 1993-144 pages

## Tout un voyage sous le signe du sourire.

Laissez-nous vous accompagner en Amérique.



Susan Kent : Hôtesse American Airlines.

Vous êtes accueilli avec le sourire.

Vous apprécierez la qualité de nos repas servis à bord.

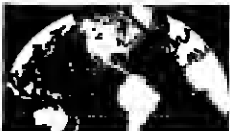
Travaillez ou reposez-vous dans le calme et service attendu en Amérique.

Lorsque vous partez avec American Airlines pour l'Amérique, notre sourire vous accompagne tout au long de votre voyage.

Ce sens de l'accueil, propre à American, agrémenté tous les services que nous vous offrons à bord.

Vous arrivez ainsi détendu et prêt à travailler.

Pour toute réservation, appelez votre agent de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris/Île-de-France) ou 05 23 00 35 (Province).



Au départ de Paris, American propose tous les jours des vols directs vers 5 plateformes européennes aux U.S.A. et plus de 300 correspondances pour les Américains.

# American Airlines

Transporteur Officiel de la Coupe du Monde de Football 1994.



## PROCHE-ORIENT

## ÉGYPTE

**M. Moubarak négocie le maintien à son niveau actuel de l'aide économique américaine**

## LE CAIRE

de notre correspondant

En visite à Washington, où il doit rencontrer, mardi 6 avril, Bill Clinton, le président Hosni Moubarak est le premier dirigeant chef d'Etat arabe à être reçu par le chef de la nouvelle administration américaine, qui veut ainsi souligner l'importance qu'il accorde au rôle de l'Egypte sur l'échiquier proche-oriental. A cet égard, le rais, qui avait consulté, avant son départ, son homologue syrien et le chef de l'OLP, Yasser Arafat, ne manquera pas de soulever la question des négociations de paix.

Ce sont, toutefois, les questions bilatérales qui seront au centre des entretiens de MM. Clinton et Moubarak. Le maintien à son niveau actuel de l'aide économique et militaire américaine - plus de 2 milliards de dollars par an - est, en effet, crucial pour l'Egypte afin de mener à bien son plan de reconstruction économique. La réalisation de ce plan, qui comporte des risques liés à la privatisation et à la levée progressive des subventions, est rendue plus incertaine encore à cause de la baisse des revenus du tourisme, estimée à plus de 700 millions de dollars.

**La lutte contre l'extrémisme**

Le rais a d'autre part besoin du soutien de la nouvelle administration américaine à un moment où il a engagé un bras de fer avec les extrémistes musulmans, dont une des figures de proue, le cheikh Omar Abdel Rahman, se trouve justement aux Etats-Unis. Plus tôt, s'assurer le soutien de Washington, le président Moubarak a renouvelé les accusations selon lesquelles l'Iran et le Soudan sont la cause des violences intégristes que connaît son pays. Des accusations qui ont pu être perçues par les Américains, qui ont eux-mêmes accusé Téhéran d'être un centre du terrorisme international et menacé de placer Kharoun sur la liste noire.

Ces accusations permettent aussi au rais de faire du complot étranger la principale cause des actes de violence qui ont l'Egypte pour théâtre. Et ce n'est pas un hasard si un appel, signé par de nombreuses personnalités du monde politique, économique et intellectuel, a été lancé à la population, la semaine dernière, pour faire front commun contre le fanatisme et le terrorisme (le Monde du 1<sup>er</sup> avril).

ALEXANDRE BUCCIANTI

## AFRIQUE

## Togo : purge au sein de l'armée

Des dizaines de militaires ont été exécutés après la tentative de coup d'Etat contre le président Eyadéma

## LOMÉ

de notre envoyée spéciale

Victime d'une rafale de balles, la Colombe de la paix a perdu une aile et la tête. Les morceaux de marbre gisent au pied de la statue, vestige de l'époque où le président Gnassingbé Eyadéma prétendait au prix Nobel de la paix. Ce symbole quasi religieux, érigé au milieu d'un des principaux carrefours de Lomé, s'est effondré dans la nuit du 24 au 25 mars. Et avec lui, au cours de cette nuit dont les répercussions n'ont pas fini d'agiter le pays, est tombé le mythe d'une armée une et indivisible.

Que s'est-il réellement passé le jeudi 25 mars, à 3 heures du matin, au régime interarmes de Lomé, domicile nocturne du général Eyadéma (le Monde du 26 mars) ? Quand le pouvoir annonce une attaque contre le président, les commandants du régime pensent immédiatement à un « montage », à une « entourage » des militaires, qui n'ont en de cesse, depuis octobre 1991, de faire capoter la phase de transition censée assurer le passage de la dictature à un régime pluraliste. Mais plusieurs faits discréditent cette thèse. Le système de transmissions de l'armée, installé au trentième étage du prestigieux Hôtel du 2 février, a été détruit au moment où se produisait l'attaque. Pourquoi les militaires auraient-ils endommagé ce matériel vital ? Et pourquoi s'en seraient-ils pris à la Colombe de la paix, une incarnation du général Eyadéma intouchable pour ses partisans ? A noter également que le commandant de la garde présidentielle, le lieutenant-colonel Grandi Akpo, blessé au cours de l'attaque, est décédé samedi à l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris - un élément qui n'aurait sans doute pas fait partie du scénario en cas de « montage ».

**Désertions au Ghana et au Bénin**

Parmi toutes les hypothèses avancées, celle d'une attaque portée par des « éléments extérieurs », avec la complicité de militaires, semble aujourd'hui la plus plausible. Pour autant, aucun indice n'étaye la version officielle, selon laquelle le Collectif de l'opposition démocratique (COD 2), et plus particulièrement Ghilchrist Olympe, figure de l'opposition, étaient les commanditaires de l'opération, avec le « soutien actif » du gouvernement ghanéen.

Depuis l'exode massif des habitants de Lomé vers le Ghana et le Bénin, fin janvier - après une « descente » de militaires dans un quartier populaire (au moins six morts) - les rumeurs faisaient état de camps d'entraînement de Togo-ais au Ghana sont de plus en plus insistantes. L'existence de camps d'entraînement physique semble bel et bien établie. Mais rien ne prouve que leurs occupants sont armés. Et même si, au sein de l'opposition, certains responsables n'excluent pas d'embrasement physique d'une opération menée par M. Olympe, aucun lien n'est établi entre le vieux ennemi du président Eyadéma et ces camps. Quant aux accusations portées contre le gouvernement ghanéen, elles relèvent essentiellement de la paranoïa développée à Lomé depuis l'arrivée au pouvoir à Accra de M. Rawlings, que le général Eyadéma n'a jamais pu souffrir.

Plus que l'attaque elle-même, ses suites sont lourdes de répercussions. Quelques heures après l'opération, le chef d'état-major adjoint de l'armée, le colonel Koffi Tépé, soupçonné d'avoir été l'un des « cerveaux » de l'opération, a été « frappé à mort » par des soldats. C'est du moins ce qu'a indiqué le ministre de la défense, Innocent Bontréna, samedi - neuf jours après les faits... - en admettant que dix-sept autres militaires avaient été tués, victimes de la « colère » de leurs camarades.

La réalité va bien au-delà de ces chiffres. Le 25, un témoin a assisté à l'exécution de quinze militaires au champ de tir d'Agouévi, dans la banlieue de Lomé. Les représailles ont ainsi duré pendant au moins trois jours et se sont déroulées en trois ou quatre lieux différents : le régime interarmes, le camp d'Adidogomé, le champ de tir et, peut-être, Lomé II, la résidence du général Eyadéma, où plusieurs militaires ont disparu. Selon des témoignages concordants, le bilan serait au bas mot de trente à quarante victimes.

Le ministre de la défense a également reconnu qu'une quarantaine de soldats avaient déserté. En fait, ce sont plus de quatre-vingts militaires qui ont fui au Ghana et au Bénin afin d'éviter la purge. Une purge plus politique qu'éthnique puisque, parmi les victimes, figurent des militaires lossos - une ethnie du Nord, proche de celle du général Eyadéma, l'ethnie kabyle. D'après ceux qui y ont échappé, les représailles ont essentiellement visé ceux qui étaient censés appartenir à l'Association des militaires démocrates. Une association clandestine créée avant la conférence nationale (juillet-août 1991), regroupant des militaires du nord comme du sud, et dont la plupart des responsables - jamais affichés comme tels - avaient fui le pays après avoir vainement défendu le premier ministre de transition, lors de l'attaque de la « primature » par des militaires, le 3 décembre 1991.

**Les « éléments extérieurs »**

« Ces événements ont grossi les rangs des extrémistes, surtout au sein de l'armée : ils ont amené beaucoup de militaires à se poser des questions et donner des ailes à ceux qui étaient limités », affirme l'opposant Antoine Folly, après avoir souligné la facilité avec laquelle les « éléments extérieurs » ont investi le camp. Les déserteurs, motivés dans un premier temps par la peur, ne risquent-ils pas en effet de s'organiser non d'être « récupérés » ? Si la question relève pour l'instant de la spéculation, il n'en demeure pas moins que cette purge marque un nouveau tournant dans la crise togolaise, puisque l'armée, considérée jusqu'à présent comme unie derrière le général Eyadéma, apparaît moins soudée qu'on ne le croit.

Fidèle à ses méthodes - consistant à condamner les exactions de l'armée que l'on ne peut pas, - le président a appelé dimanche les déserteurs « à regagner la grande famille des forces armées togolaises » et les militaires à « ne pas se faire justice ».

**Projet d'élections**

« L'évidence » : ces événements contrecarrent son projet : l'organisation d'élections avant la saison des pluies, en juillet. La semaine dernière, le conseil des ministres a fixé à quatre-vingt-un le nombre de députés. Peu auparavant, une modification du code électoral avait été annoncée. Des décisions illégales puisque, selon la Constitution adoptée par référendum en septembre, la loi relève du Haut Conseil de la République, l'assemblée provisoire. Mais le général Eyadéma, conseillé en cela par des juristes français, considère les institutions de la transition comme caduques depuis le 31 décembre.

L'opposition s'en tient quant à elle à la disposition de la Constitution selon laquelle la transition doit durer jusqu'à la mise en place

de nouvelles institutions. Mais, quasiment absente du pays depuis fin janvier pour raisons d'insécurité, elle n'a plus voix au chapitre. Le changement de premier ministre, dont elle fait un préalable à toute négociation, se heurte à une fin de non-recevoir. Son candidat à ce poste, Jean-Lucien Savi de Tuvé, est en exil à Cotonou comme presque tous les autres opposants, et il est peu probable que M. Koffigoh, le premier ministre, démissionne pour lui laisser la place. « Je suis devenu une obsession », dit-il en éclatant de rire lorsque l'on évoque le sujet. « Il a pactisé avec le Diable », estime un opposant.

Rejeté par une opposition qui n'a jamais fait sienne sa volonté de compromis, M. Koffigoh a tourné casaque en faisant aujourd'hui le jeu du général Eyadéma. Lui aussi tient à l'organisation rapide d'élections. Sans tenir compte de l'absence des Lomés (encore que la ville, qui s'était vidée de plus de la moitié de ses habitants fin janvier, en voit revenir beaucoup ces derniers jours), de la grève générale (certains fonctionnaires font acte de présence quelques heures par jour, mais l'administration reste paralysée), et de l'insécurité (les opposants, pour la plupart du Sud, ne pourraient pas faire campagne dans le Nord dans les conditions actuelles, de même que les candidats kabyles prendraient des risques dans certains fiefs sudistes).

Des élections organisées dans de telles conditions n'auraient guère de légitimité. Les chefs de l'opposition ont d'ailleurs prévenu qu'ils ne seraient pas candidats aussi longtemps que M. Koffigoh occuperait le poste de premier ministre. Le président Eyadéma prendrait-il le risque d'organiser un scrutin « unitaire » ? Il est, plus probable qu'il se pise à un nouveau round de négociations, du type des pourparlers de Colmar, organisés en février sous l'égide de Paris et de Bonn.

Entre-temps, la donne a changé en France : le gouvernement socialiste honni par le général a succédé à un gouvernement de droite. Le président s'en frotte les mains, si l'on en croit son message de félicitations à M. Balladur : « Je ne doute pas que la haute mission dont vous venez d'être investi sera couronnée d'un plein succès pour que la France retrouve sa grandeur, sa prospérité et son rayonnement d'antan ». Est-ce à dire que, de ce gouvernement-là, il acceptera ce qu'il a refusé au précédent ?

MARIE-PIERRE SUBTIL

## SOMALIE

## Visite du général Colin Powell

Le général Colin Powell, chef d'état major interarmes de l'armée américaine, est arrivé dimanche 4 avril à Mogadiscio pour une visite de vingt-quatre heures en Somalie, où stationnent encore quelque 12 000 « marines ». Il y a quelques jours, le général avait indiqué que les Etats-Unis maintiendraient une force de 4 000 soldats dans le cadre de l'opération de l'ONU, qui doit prendre la relève de l'opération sous commandement américain. Environ 1 000 autres « marines » composeront une force de déploiement rapide, qui croiera au large du pays.

D'autre part, quatre soldats canadiens de la force internationale, placés en détention après la mort d'un prisonnier somalien, ont quitté Mogadiscio dimanche pour le Canada. Un cinquième militaire impliqué dans cette affaire avait déjà été transféré à Ottawa après avoir tenté de se suicider. Le 16 mars, un Somalien avait été arrêté pour avoir essayé de s'immiscer dans la base canadienne de Belet Kheon. Quelques heures plus tard, il avait été déclaré mort des suites de coups. La famille de la victime a porté plainte contre les autorités canadiennes. Les militaires impliqués risquent la cour martiale. - (AFP)

## CÔTE-D'IVOIRE

## Nouvelle manifestation de mécontentement de la garde républicaine

Plusieurs dizaines de gardes républicains ont manifesté, dimanche 4 avril, à Yamoussoukro, la capitale de la Côte d'Ivoire (à 220 km au nord-ouest d'Abidjan) où ne se trouvait pas le président Félix Houphouët-Boigny. Ils ont parcouru la ville, tirant des coups de feu en l'air, pour revendiquer une augmentation de leur solde, comme leurs collègues d'Abidjan l'avaient fait six jours plus tôt, sans faire de victime (le Monde du 1<sup>er</sup> avril).

Selon des témoignages, les gardes républicains en garnison à Yamoussoukro (environ la moitié des cinq cents hommes que compte l'ensemble de ce corps d'élite) entendaient par cette action « être rassurés » et avoir confirmation qu'ils étaient bien « concernés » par les promesses faites à leurs collègues d'Abidjan. « C'est un avertissement », a confié l'un des révoltés. A Abidjan, quarante-cinq gardes qui s'étaient mutinés pendant trois jours, avaient obtenu le 30 mars des garanties du président Félix Houphouët-Boigny. - (AFP, Reuters)

## EN BREF

■ **AFRIQUE DU SUD** : onze morts en deux jours. - Les violences au sein de la communauté noire ont fait trois nouvelles victimes, samedi 3 avril, après que des hommes armés eurent fait irruption dans une maison à Sebokeng près de Johannesburg et tué sur ses occupants. En deux jours, onze personnes ont été assassinées dans le sud-ouest du pays. Vendredi, des Noirs armés ont abattu cinq personnes rassemblées dans la chambre d'une maisonnette d'Evaton, à 30 km de Johannesburg. Deux policiers noirs en repos ont également été assassinés ainsi qu'un restaurateur blanc, qui a été poignardé vendredi. La police a lancé, le mois dernier, une vaste campagne de lutte contre la criminalité, dans les ghettos noirs, avec l'aide de quelque 21 600 réservistes. - (AFP, Reuters)

■ **ALGÉRIE** : le Haut Comité d'Etat a reçu le Rassemblement pour la culture et la démocratie. - Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a été reçu, dimanche 4 avril, par le Haut Comité d'Etat (HCE), dans le cadre du « dialogue national » ouvert avec les partis et les associations. « Une convergence de vues est apparue entre les deux parties en ce qui concerne l'attachement à l'unité nationale, aux valeurs républicaines, à la démocratie et au multipartisme », a-t-on indiqué de source officielle. Le RCD est la troisième formation à être reçue par le HCE, après le FLN et le Mouvement pour la société islamique Hamas. - (AFP)

■ **CONGO** : cinq gardes fluviaux défilés au Zaïre. - Cinq gardes fluviaux congolais ont défilé au Zaïre depuis mercredi 31 mars. Ils ont été arrêtés par une brigade zaïroise qui aurait pénétré dans la partie congolaise du fleuve. L'incident s'est produit à 200 kilomètres de Brazzaville, en amont du fleuve Congo. Les prisonniers sont détenus à Kinshasa, capitale zaïroise. Après cet incident, la brigade zaïroise a attaqué et pillé, vendredi 2 avril, les passagers d'un bateau privé congolais. Des différends étaient apparus entre les deux pays à la suite de la mort par noyade, le 28 février, dans le port de Brazzaville, de 147 clandestins zaïrois expulés du Congo. - (AFP, Reuters)

■ **CUBA** : un pétrolier chypriote attaqué par un commando anticubain. - Un pétrolier battant pavillon chypriote a été attaqué à l'arme automatique par un commando anticubain, dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 avril, alors qu'il se trouvait dans les eaux cubaines, à une centaine de kilomètres à l'est de La Havane, a annoncé la télévision cubaine. Aucune victime n'est à déplorer sur le pétrolier, l'*Homos*, qui n'a subi que peu de dégâts, a ajouté la télévision. Le pétrolier, qui transportait du brut vers le port de Puerto Padre, a été attaqué depuis une vedette rapide qui s'est ensuite éloignée en direction des Etats-Unis, présumant de l'attaque. Le 7 octobre dernier, des anticubains de Floride (Etats-Unis) s'étaient approchés de la station balnéaire de Varadero à bord d'une vedette, d'où ils avaient mitraillé un hôtel. - (AFP)

■ **ETATS-UNIS** : proche télévisé de l'assassinat de Martin Luther King. - Vingt-cinq ans après l'assassinat du leader noir Martin Luther King, son meurtrier, James Earl Ray, a comparu, dimanche 4 avril, dans le cadre d'un procès organisé par la chaîne câblée américaine HBO et la maison de production britannique Thames Television (Channel 4). Clamant son innocence pendant des mois, Ray avait accepté de plaider coupable quelques jours avant l'ouverture de son vrai procès. Condamné sans passer devant un

jury populaire à quatre-vingt-neuf ans de prison, il était revenu sur ses déclarations trois jours plus tard et n'a cessé depuis de demander un procès public. - (AFP, AP)

■ **ETHIOPIE** : cinq partis d'opposition menacés d'exclusion du Parlement. - Cinq partis d'opposition seront exclus du Parlement s'ils ne rejettent pas, dans la semaine, les résolutions de la conférence de Paris de mars dernier, qui avait critiqué le gouvernement provisoire de Meles Zenawi et appelé à l'installation d'un nouveau gouvernement de transition, a annoncé, samedi 3 avril, la radio nationale. L'exclusion de ces partis, éléments de la « Coalition des peuples du Sud », pourrait entraîner la démission de deux vice-ministres. La conférence de Paris avait réuni des opposants au Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDPR), au pouvoir depuis le renversement, en mai 1991, de l'ancien président Mengistu Haile Mariam. - (AFP)

■ **LIBYE** : le colonel Kadhafi se prononce pour une stricte application de la loi islamique. - Dans un discours diffusé par la télévision, dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 avril, le colonel Kadhafi a recommandé une stricte application de la loi islamique (la charia), pour les lois et l'adhésion. Le numéro un libyen s'est plaint que « les voleurs de biens privés ou publics soient relâchés sans châtiment ». A son avis, « les anciennes prescriptions de la charia doivent être révisées et appliquées en public pour servir de leçon ». - (AFP)

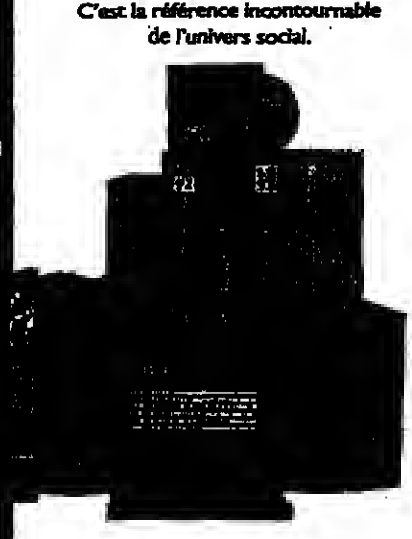
■ **PÉROU** : le chef du mouvement Tupac Amaru condamné à la réclusion à perpétuité. - Victor Polay, quarante ans, chef du mouvement révolutionnaire péruvien Tupac Amaru (MRTA, castriste) a été condamné, samedi 3 avril, à la prison à vie. Depuis son arrestation en juin 1992,

le « commandant Roland » est détenu dans une prison du département de Puno (sud-est du pays). Peter Cardenas, considéré comme le trésorier du MRTA, a été condamné à la même peine. Par ailleurs, le chef du mouvement « maoïste » du Sentier lumineux, Abimael Guzman, a été transféré samedi de l'île de San Lorenzo à la base navale de Callao, près de Lima. Capturé en septembre 1992, il a été condamné à la prison à vie. - (AFP, Reuters)

■ **SÉNÉGAL** : réforme du code électoral. - Le président Abdou Diouf a annoncé, samedi 3 avril, une révision du code électoral, destinée à « rendre plus rapide la proclamation des résultats ». « Un projet de loi sera soumis à l'Assemblée nationale la semaine prochaine après consultation des partis politiques », a-t-il indiqué, sans préciser le contenu des modifications, qui seront effectives pour les élections législatives du 9 mai. Les résultats de l'élection présidentielle du 21 février n'avaient été proclamés que trois semaines après le scrutin, en raison de dissensions quant à l'interprétation du code électoral. - (AFP)

■ **SURINAM** : menaces de coup d'Etat. - Le président surinamien Ronald Venetiaan a décidé, samedi 3 avril, de maintenir la nomination d'Arthy Goré, suspendue la veille, au poste de commandant en chef des forces armées en dépit de l'opposition d'un groupe d'officiers et des menaces de coup d'Etat de l'ancien dirigeant militaire Desi Bouterse. Les Pays-Bas, ancienne puissance coloniale, avaient appelé samedi le président Venetiaan à maintenir cette nomination, indiquant que sa suspension ne s'accordait pas « avec le principe démocratique selon lequel l'armée est subordonnée au pouvoir civil ». - (AFP)

Dans le domaine complexe du droit social, Lamy offre un système d'information multimédia complet. Supports éditoriaux classiques et nouvelles technologies se complètent pour apporter à chaque utilisateur la réponse spécifique, pratique ou exhaustive, dont il a besoin. La rapidité de l'accualisation assure une sécurité juridique exceptionnelle. C'est la référence incontournable de l'univers social.



4 ouvrages, 1 formulaire, des bulletins d'actualité, 15 monographies, 1 CD ROM, 1 hebdomadaire, 1 service minitel, pour mettre tout le monde d'accord...

Pour plus d'informations appelez le (1) 44 72 12 12

مكتبة الأصل



# POLITIQUE

• Le Monde • Mardi 6 avril 1993 7

La réunion du comité directeur du PS

## Comment Laurent Fabius a perdu la direction du Parti socialiste

Face à Michel Rocard et aux amis de Lionel Jospin, le premier secrétaire a préféré être victime d'un « meurtre signé » plutôt que d'un « suicide maquillé »

Le comité directeur du Parti socialiste était convoqué, samedi 3 avril, à la Maison de la chimie. Avant qu'il ne soit devenu un modeste parti d'opposition, la salle de réunion du troisième sous-sol de l'Assemblée nationale était le lieu habituel de ses débats, à de rares exceptions près. L'une de ces exceptions avait été la séance du 9 janvier 1992, dans cette même Maison de la chimie, au cours de laquelle Laurent Fabius avait été élu premier secrétaire sur la proposition de Pierre Mauroy, après accord de Michel Rocard, Lionel Jospin ayant été mis devant le fait accompli. Ce précédent était le dire samedi soir un responsable rocardien, Gérard Lindeperg : « Ce qu'un comité directeur a fait, un autre comité directeur peut le défaire ».

Au début de la réunion, le même Gérard Lindeperg, numéro deux du secrétariat national, se borne à conclure ainsi le « rapport d'activité » qu'il lui revient de présenter : « Tout ce qui ressemble à des replâtrages ou à des faux-fuyants nous rendra inaudibles auprès de nos compatriotes, impuissants auprès de ceux que l'on souhaite rassembler, et jettera un doute sur notre volonté de changement. (...) Prenons conscience qu'il faut savoir réagir vite et sachez prendre, dès ce comité directeur, toutes nos responsabilités ».

Laurent Fabius lui succède à la tribune et se lance dans une analyse des causes de la défaite, à partir d'un postulat : « La défaite électorale était sans doute inévitable,

déclare-t-il, mais la débâcle aurait pu être évitée. » Parmi les raisons qu'il énumère, il en fait deux : « Les dissensions internes, cette division dont le congrès de Rennes aura été l'exemple » et « l'absence de réaction dans la salle, les membres du comité directeur élu par ce même congrès de Rennes en mars 1990, n'ayant pas nubié que c'était Laurent Fabius qui en avait fait un congrès d'affrontement en présentant sa propre motion contre celle du premier secrétaire d'alors, Pierre Mauroy ».

« Si j'avais été battu aux élections... »

Le député de la Seine-Maritime propose une « rénovation intellectuelle et morale », une « rénovation des alliances » et une « rénovation du parti, aussi ». Sur ce dernier point, il souligne que « la reconstruction doit s'opérer à partir des militants », et ne nous appartient pas, souligne-t-il, de changer entre nous les règles constitutives du PS. Ce n'est pas du jacobinisme. C'est, tout simplement, le rôle moral. » Laurent Fabius exprime ainsi un premier désaccord avec la proposition soumise au comité directeur par Pierre Mauroy et Michel Rocard, qui porte sur des « états généraux », résumés « au tour de la table » et ayant « autorité pour statuer » sur les orientations et les règles de fonctionnement du parti (le Monde du

2 avril). Pour le premier secrétaire, seul un congrès ordinaire, convoqué conformément aux statuts, peut prendre de telles décisions.

Laurent Fabius ne rejette pas l'idée d'« états généraux », mais leur fonction doit être, explique-t-il, de préparer la réflexion pour le congrès qui suivra. Il précise : « C'est son second désaccord avec la proposition Mauroy-Rocard - que ce congrès « pourrait avoir lieu à l'automne ». Dans un délai plus court, affirme-t-il, on ne peut organiser qu'un « simulacre » de discussion. « On parlerait rénovation, dit-il, mais il s'agirait, sous couvert de reconstruction - et je pense que cela ne vient à l'idée de personne - de réaliser une opération d'appareil. » Cette attaque contre l'initiative de Pierre Mauroy et Michel Rocard provoque quelques remous. Ils ne cessent pas lorsque le premier secrétaire dénonce le « piège de la division », bien qu'il y mette une note d'humour pour initier sa réflexion : « On parle de division, mais c'est la division du parti, pas la division du pays, celle qui a conduit en 1971 à l'alliance qui avait permis cette conquête s'était révélée à l'occasion d'un vote apparemment « spontané » sur une question statutaire ».

Laurent Fabius aborde la question de la « démission collective » de la direction, dont il a « lu » et « cru comprendre » qu'elle doit soulever pas certains dirigeants. « Si j'avais été battu aux élections, personnellement, sans qu'il y ait de rapport direct entre les fonctions, je ne me serais pas senti dans la situation personnelle de poursuivre ma tâche à la tête du parti », dit-il.

Il ajoute que « cette remarque ne vide en rien le débat », mais s'est trop tard, les huées fusent. L'allusion aux déclarations de Michel Rocard et Lionel Jospin est jugée inacceptable, d'autant plus que le premier secrétaire est le candidat qui a subi dans sa circonscription, au premier tour des élections, le plus fort recul par rapport à 1988 (- 34 points de pourcentage) et qu'il a invité au comité directeur d'anciens députés battus.

La question de la démission collective, reprend-il, « ne résoudrait rien ». « Elle a aggravé la crise. Elle serait surtout, dit-il, le paravent d'une opération d'appareil : on parle de rénovation, et toute la gauche comprendrait que ce serait très largement un règlement de comptes, combiné peut-être à des manœuvres pré-présidentielles. » Il ajoute : « Bien évidemment, comme celles de toute la direction, mes responsabilités et mes fonctions sont à disposition des militants. » Observant que « dimanche dernier, ce sont les électeurs qui ont sanctionné le Parti socialiste » et qu'« il serait absurde que, le samedi suivant, certains de ses propres dirigeants l'achèvent », il souligne que la démission collective « est statiquement possible ». « Je souhaite, dit-il, que si une proposition de démission collective est faite, elle soit présentée maintenant par ceux ou celles qui le demandent. »

Le premier secrétaire constate que sa question reste sans réponse, et le président du comité directeur, Claude Estier, passe la parole à Lionel Jospin, lorsque Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Esson-

ne, l'un des animateurs de la Gauche socialiste, vient au micro et annonce : « Cette proposition de démission collective, nous, nous la faisons ! » L'ancien ministre de l'Éducation nationale prononce, ensuite, le discours au terme duquel il annonce son retrait du bureau exécutif et du comité directeur (le Monde du 4-5 avril). Lui succède à la tribune Michel Rocard, qui en appelle au jugement des militants sur les responsabilités de la défaite et qui précise : « J'ignore ce que sera leur verdict. Je suis sûr que nous ne pourrions songer ni à le contester ni à nous y soustraire ».

Une candidature « naturelle » à rebâtir

« Moi-même », ajoute le maire de Conflans-Sainte-Hippolyte, sur sa situation personnelle, je n'envisage pas un instant de faire comme s'il ne s'était rien passé dimanche dernier. J'ai toujours essayé d'être lucide et d'assumer mes responsabilités. Parce que je suis lucide, je sais que le naturel d'une candidature ne se décrète pas : il se constate. Je suis candidat, mais ma propre détermination ne suffit pas. Je sais bien qu'il me faut rebâtir, élargir une légitimité. » Michel Rocard précise qu'il refuse tout « marchandage », car « il n'y a pas, ici, de positions personnelles, quelles qu'elles soient, à préserver par je ne sais quel échange ». Il refuse ainsi tout accord avec Laurent Fabius pour un partage des rôles qui consisterait à attribuer au maire de Conflans la candidature présidentielle, au député de la Seine-Maritime, la direction du parti.

Pour Michel Rocard, « la gauche est à reconstruire, toute la gauche, et à reconstruire totalement ». Il justifie la proposition qu'il a faite avec Pierre Mauroy en déclarant : « Nous ne pouvons pas nous offrir le luxe d'une démarche comportant trop d'étapes et s'étendant sur trop de mois. C'est tout de suite qu'il nous faut jeter les bases d'une organisation entièrement nouvelle. (...) Et cette reconstruction est le préalable indispensable à des discussions avec d'autres (...) Pour réussir rapidement des états généraux de la gauche, il nous faut réussir plus vite encore les états généraux du PS. » Critiquant la dérive des courants du PS et le fait que les structures du parti soient « calquées sur celles de la V<sup>e</sup> République », l'ancien premier ministre juge nécessaire de réformer les règles d'un parti qui, dans son esprit, « peut choisir d'être le soutien d'un présidentiable ou celui d'un président, mais ne saurait plus jamais être l'instrument ni de l'un ni de l'autre ».

Invitant les socialistes à découvrir « d'autres formes de militantisme », notamment associatif, « sans l'arrière-pensée de les annexer », et à ne pas réserver les réunions de section aux seuls adhérents, Michel Rocard affirme : « C'est un virage complet que nous avons besoin de prendre, assurément pas sur le plan des valeurs,

mais sur celui des moyens de les servir efficacement. Ou nous y parvenons, et cela exigera de très gros efforts, d'abord sur nous-mêmes, mais l'avenir s'éclairera à nouveau. Ou nous n'y parvenons pas, et nous déprimerons plus ou moins lentement, dans l'espoir unique et probablement vain qu'une longue présence au pouvoir de nos adversaires pourrait un jour, aux alentours de 2002, nous redonner un semblant de santé ».

Pierre Mauroy explique, à son tour, le sens qu'il donne à la procédure d'« états généraux » qu'il a proposée avec Michel Rocard. Estimant « hasardeuse et sans réel fondement » la démission collective immédiate de la direction qui avait été envisagée par Gérard Lindeperg lors de la réunion du bureau exécutif, le 29 mars, le président de l'Internationale socialiste rejette la perspective d'un nouveau congrès de Rennes. Or, souligne-t-il, « tous nos congrès seront nécessairement des congrès de division tant que nous n'aurons pas réglé la question de nos modes de fonctionnement ». « Voilà pourquoi, dit-il, nous devons (...) définir une procédure constituante exceptionnelle, pour assurer la rénovation en éloignant de nous le risque de l'affrontement des courants. » Pour Pierre Mauroy, le dilemme est le suivant : « Ou bien, déclare-t-il, nous nous engageons, aujourd'hui, dans des querelles stériles et des manœuvres d'appareil, qui nous conduiraient à chercher des victimes électorales, ou bien nous trouvons en nous-mêmes la force de dépasser d'anciens clivages ».

Pierre Mauroy : « Seuls les militants... »

Revenant sur les causes de la défaite, le maire de Lille attribue aux divisions du parti l'oubli du fait qu'« il n'y a pas de victoire possible sans stratégie réaliste ». Celle-ci supposait une entente avec les écologistes, qui passait elle-même par l'adoption d'un « scrutin mixte », majoritaire et proportionnel. Or un tel scrutin, proposé par Pierre Mauroy à l'automne de 1991, avait été refusé alors par Laurent Fabius et par Michel Rocard : l'ancien premier secrétaire ne le rappelle pas, tant il est évident que tous ses auditeurs l'ont en mémoire. Dès lors, ajoute-t-il, « nous étions les assésés promis à la défaite, et ceci a induit des attitudes de fatalisme, chez nous, et d'agressivité extérieure à notre égard ».

Répondant à Laurent Fabius, qui contestait la légalité d'états généraux pour réformer le fonctionnement du parti, Pierre Mauroy affirme que « seuls les militants, convoqués dans un cadre extraordinaire et selon des règles extraordinaires », pourront rendre possible la « véritable refondation » dont le PS a besoin.

Lire la suite page 8

## Un quart de siècle d'affrontements

1<sup>er</sup> juin 1969 : élection présidentielle.

Le candidat socialiste, Gaston Defferre, ne recueille qu'un peu plus de 5 % des voix contre 3,6 % pour Michel Rocard, représentant du PSU, et 21 % pour Jacques Duclos, qui portait le couleurs du PC.

11 juin 1971 : congrès d'Épinal. François Mitterrand rejette à son profit la synthèse entre les différents courants qui se rattachent au socialisme, dont la Convention des institutions républicaines, qu'il préside, et le Parti socialiste, qui a succédé en 1969 à la SFIO. Mais le PSU reste en dehors de ce rassemblement. Le 16 juin, M. Mitterrand devient premier secrétaire du PS grâce au soutien de Pierre Mauroy, Gaston Defferre, patrons des grosses fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône, et du CERES de Jean-Pierre Chevènement.

26 juin 1972 : signature du « programme commun ».

Après la publication du programme de gouvernement du PS, « Changer la vie », le « programme commun » consacre la convergence PS-PC, à laquelle se rallient les radicaux de gauche. Il implique à la fois une coalition électorale et la participation à un gouvernement commun du PC.

5 mai 1974 : élection présidentielle.

Après les élections législatives de 1973, qui montrent la forte progression du PS, François Mitterrand, candidat unique des signataires du « programme commun » et du PSU, obtient 43,2 % des voix au premier tour et 49,19 % au second, face à Valéry Giscard d'Estaing.

12 octobre 1974 : assises du socialisme.

Mis en minorité au sein du PSU, Michel Rocard se rallie, avec ses amis les plus proches, au PS, en même temps que des éléments de la CFTD, à l'occasion des assises nationales du Parti socialiste.

22 septembre 1977 : rupture du « programme commun ».

Au congrès de Nantes, en juin 1977, François Mitterrand affirme son autorité sur le PS. Il est aidé par Michel Rocard, qui prononce à cette occasion son discours sur les « deux cultures ». Mais le CERES passe dans l'opposition au premier secrétaire. Le PC prend l'initiative d'exiger une « réactualisation du programme commun ». Elle n'aboutit pas et cela entraîne une rupture entre les deux grands partis de gauche.

12 mars 1978 : élections législatives.

La gauche n'obtient que 49,36 % des suffrages exprimés au second tour, le mode de scrutin l'empêche de devenir majoritaire à l'Assemblée nationale. Mais au premier tour, et

pour la première fois depuis la Libération, le PS a devancé le PC en obtenant près de 25 % des voix contre 20,5 %. Quelques jours plus tard, M. Rocard dénonce l'« archaïsme », en visant sans le citer M. Mitterrand.

6 avril 1979 : congrès de Metz. François Mitterrand conserve la direction du PS en passant un accord avec le CERES et face à une alliance de Michel Rocard et de Pierre Mauroy. C'est Laurent Fabius qui mène la charge contre M. Rocard en déclarant, notamment : « Entre le Plan et le marché, Michel, il n'y a pas de socialisme ».

19 octobre 1980 : déclaration de M. Rocard.

De sa mairie de Conflans-Sainte-Honorine, Michel Rocard annonce sa candidature à l'élection présidentielle. M. Mitterrand ne dit rien sur la sienne, mais ses amis refusent celle de son rival. Quand le premier secrétaire du PS se décide, M. Rocard renonce.

10 mai 1981 : élection présidentielle.

François Mitterrand l'emporte au second tour avec 51,75 % des suffrages. Lionel Jospin, mitterrandiste, devient premier secrétaire du PS. Michel Rocard est cantonné au ministère du Plan avant d'accéder en 1983 à celui de l'Agriculture.

Octobre 1983 : congrès de Bourg-en-Bresse.

Le congrès de Bourg-en-Bresse, après les outrances oratoires du congrès de Valence, au lendemain de la victoire de 1981, est celui de l'unité des courants, CERES excepté. 18 juillet 1984 : gouvernement Fabius.

Laurent Fabius est nommé premier ministre. Les communistes quittent le gouvernement. Michel Rocard reste à l'Agriculture.

3 avril 1985 : démission de M. Rocard.

Opposé au passage au scrutin proportionnel pour les élections législatives à venir, Michel Rocard démissionne de ses fonctions ministérielles. Il annonce, le 23 juin 1985, qu'il sera candidat à l'élection présidentielle. Comme en 1980, il retirera sa candidature, au dernier moment, devant celle de M. Mitterrand.

16 mars 1986 : élections législatives.

La gauche perd les élections et François Mitterrand appelle Jacques Chirac à Matignon.

8 mai 1988 : réflexion de M. Mitterrand.

François Mitterrand est réélu président de la République avec près de 54 % des suffrages. Michel Rocard est nommé premier ministre. Lionel Jospin annonce qu'il quitte le premier secrétariat du PS ; il entre au gouvernement. Laurent Fabius

échoue dans sa tentative de « conquête du PS », malgré le soutien que lui apporte le chef de l'État. Pierre Mauroy, soutenu par Lionel Jospin, lors d'une réunion interne au courant mitterrandien auquel sont associés les manœuvres, devient premier secrétaire. M. Fabius est élu président de l'Assemblée nationale.

18 juin 1989 : élections européennes.

Après des élections municipales favorables au PS, la liste socialiste, menée par Laurent Fabius, obtient que 23,61 % des voix. Elle est distancée nettement par la liste UDF-RPR de Valéry Giscard d'Estaing.

17 mars 1990 : congrès de Rennes.

La rivalité entre Lionel Jospin et Laurent Fabius fait voler en éclats le courant mitterrandiste. Michel Rocard ne parvient pas à nouer avec M. Jospin l'alliance qui lui permettrait de prendre le contrôle du parti. M. Mauroy en reste le premier secrétaire.

15 mai 1991 : nomination de M<sup>e</sup> Cresson.

François Mitterrand met fin aux fonctions de Michel Rocard à Matignon et nomme Edith Cresson premier ministre.

9 janvier 1992 : M. Fabius prend la tête du PS.

A la suite de la démission de

Pierre Mauroy, Laurent Fabius devient premier secrétaire du Parti socialiste avec le soutien de Michel Rocard, qui devient le candidat « virtuel » du PS pour l'élection présidentielle à venir.

10 juillet 1992 : congrès de Bordeaux.

Après la lourde défaite du PS aux élections régionales et cantonales, Pierre Bérégovoy remplace M<sup>e</sup> Cresson à Matignon. Le congrès de Bordeaux est celui d'une unité de façade. Michel Rocard passe du statut de candidat virtuel à celui de candidat « naturel » du PS à l'élection présidentielle.

17 février 1993 : discours de Montoussy-sur-Loire.

Au cours de la campagne des législatives, et alors que les résultats s'annoncent catastrophiques, Michel Rocard, dans une critique implicite du PS, appelle de ses vœux un « big bang » politique à gauche et la constitution d'un vaste mouvement rassemblant, autour des socialistes, les centristes, les écologistes et les communistes.

28 mars 1993 : élections législatives.

Le PS perd le pouvoir au profit du RPR et de l'UDF. L'ampleur de la défaite hypothèque en partie ses chances à l'élection présidentielle.

# LOS ANGELES

## 2490 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS  
PRIX A CERTAINES DATES

### Nouvelles Frontières.

### On ne vit que mille fois.

L.C. 179405 NEWLIFT & ASSOCIATES

Et après les stars d'Hollywood, nager dans les fastes d'un hôtel américain ne vous coûtera pas plus cher que l'édition originale de "The bottom of the air is fresh".

\* Les USA avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 6 200 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE  
TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

## Nouvelles Frontières



## POLITIQUE

## La conquête de la direction du Parti

Suite de la page 7

Il indique que la constitution d'un groupe de travail « pour la direction du parti », pour faire la synthèse des propositions des sections et fédérations, est une procédure qui avait été expérimentée, avant le congrès d'Épinay, pour rassembler les diverses composantes qui allaient s'y retrouver, et qu'elle est la « conséquence naturelle d'une démarche constituante ». Il précise que les états généraux auront aussi pour mandat de changer ou de confirmer les directions en place, car « il ne peut y avoir d'acte constituant sans possibilité de remise en cause ». Quant à la date, enfin, il estime que le débat qui avait précédé le congrès de Rennes avait « duré trop longtemps et, de ce fait, dilaté ». Le délai de trois mois et demi avant la réunion des états généraux lui paraît suffisant, compte tenu d'un calendrier politique qui « contraint à aller vite », l'élection présidentielle étant prévue pour « au plus tard dans deux ans ».

Jean Popereu rejette cette démarche, qui fait des états généraux, selon lui, le « grossier camouflage d'un coup de force d'appareil interne au PS, mené à la hussarde, en quelques semaines ». Pour l'ancien ministre des relations avec le Parlement, la seule perspective qui vaille est celle de la naissance d'un « grand parti du mouvement », associant « toutes les forces disponibles, de l'extrême gauche aux centristes d'opposition ». A cette fin, il recommande la préparation d'« assises de tout l'espace de gauche », animée par un « collectif » qu'une délégation du comité directeur aurait mission de constituer avec toutes les forces extérieures au PS prêtes à s'y associer.

Jean-Pierre Chevènement appelle, lui aussi, à des assises, celles de l'« unité », qui rassembleraient « les socialistes dans leur diversité », mais aussi des militants

d'autres familles, « communistes, radicaux, écologistes, patriotes et républicains de progrès ». Il annonce que ses amis et lui-même quitteront les instances dirigeantes du PS si la motion qu'ils déposent n'est pas adoptée. Toute autre méthode que celle qu'il propose reviendrait, selon le député du Territoire de Belfort, à « mettre une couche de peinture sur un banc vermoulu ». « Dans l'état actuel du parti », explique-t-il, « aucun débat sérieux ne peut être arbitré par un congrès ». Quant aux états généraux, qu'ils soient proposés par Pierre Mauroy et Michel Rocard ou par Laurent Fabius, ils ne visent, selon lui, qu'à « poursuivre, au nom d'une modernisation illusoire, la même politique avec d'autres forces ».

## La motion Strauss-Kahn

Après l'interruption de séance de la mi-journée, Henri Emmanuelli prend la parole pour demander la décision collective de la direction du parti. « Laurent, il faut bouger ! » lance l'ancien président de l'Assemblée nationale, à l'adresse du premier secrétaire. « Je suis prêt à remettre mon modeste mandat de membre du bureau exécutif, indique-t-il, mais je pense qu'il faut une attitude collective. » Cette intervention suscite force applaudissements.

Jean-Luc Mélenchon intervient dans le même sens, en déclarant que « la ligne de la direction s'est fracturée lors de ces élections ». « Il faut aller vite et avoir une constitutionnelle des juillet », dit-il. La décision collective est souhaitée aussi par Jean-Paul Planchou, l'un des « quadras » du club décoloriste. Témoin, qui plaide pour la mise en place d'une « équipe nouvelle », chargée de préparer « de vrais états

généralistes » de la gauche d'ici à la fin de l'année. Dans les couloirs, alors que Lionel Jospin a quitté la Maison de la culture à la fin de la séance de la matinée, les animateurs de son courant discutent avec les rocardiens et avec la Gauche socialiste. Jean-Christophe Cambadélis, Pierre Moscovici, Dominique Strauss-Kahn, André Laignel (jospiniste), Alain Bergougnon, Jean-Claude Pélédange, Tony Dreyfus (rocardien), Jean-Luc Mélenchon, Julien Dray, Marie-Noëlle Lienemann (Gauche socialiste) préparent une motion.

Empruntant au texte de Pierre Mauroy et Michel Rocard, à celui de Jean Popereu et à celui de Laurent Fabius, cette motion, qui sera présentée en fin d'après-midi par Dominique Strauss-Kahn, comporte surtout un paragraphe original, qui stipule : « Dès aujourd'hui, une direction provisoire du PS, représentative de notre diversité et à laquelle seront associés les anciens premiers secrétaires (...), aura pour tâche de préparer [les] états généraux du Parti socialiste. » Ceux-ci, résumés en juillet, seraient suivis, à une date ultérieure non précisée, d'assises de la gauche.

Laurent Fabius demande une suspension de séance et réunit les membres de son courant. Plusieurs d'entre eux — Claude Bartolone, Daniel Percheron, Paul Quilès — lui conseillent d'annoncer son ralliement à la proposition Mauroy-Rocard. D'autres — Michel Vauzelle, Thierry Mandon, Jacques Mellick, Bertrand Gallut — estiment qu'il devrait proposer lui-même la mise en place d'une direction provisoire plutôt que d'être battu dans un vote, mais le premier secrétaire préfère « un meurtre signé d'un suicide maquillé ». Indiquer qu'il votera le texte de Pierre Mauroy et de Michel Rocard lui paraît être la meilleure manière de faire « signer » le « meurtre » à « meurtre » il doit y avoir. De deux choses l'une, en effet : ou bien le

maire de Conflans acceptera d'organiser les états généraux avec Laurent Fabius, ou bien il abandonnera sa propre motion et demandera le départ immédiat de la direction.

A la reprise des débats, après que Pierre Bérégovoy a plaidé pour l'unité du parti, Laurent Fabius annonce qu'il retire sa motion. Elle ne peut, explique-t-il, permettre le regroupement qu'il souhaite, tandis que le texte Mauroy-Rocard constitue une base qu'il accepte, non sans préciser qu'il proposera de l'amender sur le délai de la constitution des militants, sur le statut du comité qui devra assurer la synthèse de celle-ci et sur la nécessité de mettre la procédure des états généraux à l'abri de toute « manœuvre d'appareil ». Ces amendements, dit-il, il les présentera à la commission des résolutions qui se réunira dans la soirée.

Pour Michel Rocard, ce ralliement est une manœuvre qui prive le vote de toute signification. La logique de la proposition d'états généraux qu'il a rédigée avec Pierre Mauroy implique, à ses yeux, que leur préparation ne soit pas contrôlée par la direction du parti. Sinon, on se retrouve dans le cadre d'un congrès ordinaire, les courants réapparaissant autour d'amendements à un texte de « synthèse » qui sera, en fait, celui du premier secrétaire. Cependant, les rocardiens font savoir au maire de Conflans qu'ils n'entendent pas le suivre dans cette logique et qu'ils ne s'associeront pas à la mise en cause de la direction. Autrement dit, si le texte Mauroy-Rocard est adopté comme base de travail de la commission des résolutions, Michel Rocard et ses amis ne sont pas prêts d'être majoritaires au sein de celle-ci lorsqu'il s'agira de déterminer le statut et la composition du groupe de travail chargé de préparer les états généraux.

Michel Rocard décide de rompre avec Pierre Mauroy et de ne pas

voter le texte qu'il avait signé avec le maire de Lille. Il appuiera la demande de démission collective de la direction présentée par Dominique Strauss-Kahn. Laurent Fabius demande un vote indicatif, déjà souhaité au début de la journée par Jean-Pierre Chevènement. Pierre Mauroy socialiste, au contraire, que la commission des résolutions se réunisse pour négocier à partir des textes en présence, sans vote préalable du comité directeur. Claude Estier, qui préside la séance, ne fait pas droit à cette demande, et l'on passe donc au vote, par appel nominal, sur les motions Chevènement, Popereu, Strauss-Kahn, Mauroy-Rocard, plus une cinquième, déposée par Jean-Paul Planchou, qui se prononce pour la mise en place d'une « équipe nouvelle », mais pour l'allongement à six mois du délai de convocation des états généraux.

## Paul Quilès : « un putsch »

Le texte de Dominique Strauss-Kahn recueille 62 voix ; celui de Pierre Mauroy et Michel Rocard, abandonné par ce dernier, mais voté par Laurent Fabius, 49 ; celui de Jean Popereu, 7 ; celui de Jean-Pierre Chevènement, 6 ; celui de Jean-Paul Planchou, 5. Absents lors du vote, deux fabiusiens, André Billardon et Christian Goux, ont demandé à leurs suppléants de s'abstenir. Laurent Fabius quitte la salle en parlant de « manœuvre d'appareil » et en refusant de sortir la main de Michel Rocard ; Paul Quilès, qui a le bras étendu au collier au-dessus de sa tête, dénonce devant la presse un « putsch minutieusement préparé ».

La commission des résolutions se réunit peu après. Le premier secrétaire de la puissante fédération du Pas-de-Calais, Daniel Per-

cheron, reproche à Michel Rocard un comportement « moralement indigne » et le traite de « petit monsieur ». Paul Quilès déclare qu'il ne croyait pas une telle chose « possible dans le parti d'Épinay » et qu'elle relève des pratiques « des groupuscules ou des sectes de ceux qui sont ici ou ailleurs ». Les fabiusiens ne sont pas les seuls à protester. Bernard Roman, premier secrétaire de la fédération du Nord, proche de Pierre Mauroy, juge l'attitude de Michel Rocard « moralement illégitime ». Louis Mermaz, qui entend rester mitterrandiste avant tout, condamne une opération « illégale » et lance aux rocardiens : « Vous allez hériter d'un moignon. Vous avez pris une ombre. » A Bernard Roman, qui demande à quoi correspond la direction provisoire, André Laignel répond qu'elle remplace le secrétariat national et le bureau exécutif. Daniel Percheron réplique que le comité directeur n'en a pas le pouvoir. Gérard Lindenberg rappelle alors que le comité directeur avait élu Laurent Fabius premier secrétaire sans congrès préalable et que, s'il a pu le faire, il peut donc le défaire.

Les fabiusiens et plusieurs mitterrandistes quittent la commission. Le séance du comité directeur reprend en leur absence, pour désigner les membres de la direction provisoire. Elle compte cinq jospinistes : Daniel Vaillant, Pierre Moscovici, Jean Glavany, Jean-Christophe Cambadélis, Marie-Arlette Carloti ; cinq rocardiens : Michel Rocard, Jean-Paul Huchon, Bernard Poignant, Manol Valls, Monique Benguiga ; un représentant de la Gauche socialiste, Jean-Luc Mélenchon. Dix places restent libres pour les fabiusiens, les popereuistes, les chevènementistes, les décoloristes... Elle a un président, il s'appelle Michel Rocard.

P. J.

## LAURENT FABIUS

## « Si doué »

Il n'est meilleur portrait de Laurent Fabius que celui qu'a tracé de lui... Jean-Paul Huchon, le fidèle second de Michel Rocard, dans ses *Jours tranquilles à Matignon* (éditions Grasset). « Il est toujours surpris qu'on ne l'aime pas, puisqu'il ne déteste personne », écrit l'ancien directeur de cabinet. D'où ses âpres tribulations au milieu des obstacles, qui forceront la sympathie. Mais comment ne pas être injuste envers quelqu'un qui semble n'avoir jamais souffert ? Pourtant, je sais bien, moi, qu'il a souffert et qu'il souffre de cette fissure interne de n'être pas celui que célèbrent même ses amis, cette sorte de callous lisse, inextinguible, si étranger à sa nature profonde.

On peut ne pas suivre l'intuition de Jean-Paul Huchon et préférer voir en Laurent Fabius le froid calculateur, égocentrique, ayant sa

propre gloire pour unique — mais considérable — ambition, que détestent ses adversaires. Le jeune homme « si doué » que célébrait François Mitterrand paraît, en effet, avoir été à ce point comblé par la fortune que sa quête du pouvoir en est indécise. Ce qu'il a ne lui suffit donc jamais ?

Auditeur au Conseil d'Etat, entré en 1974 au cabinet de celui qui était alors le premier secrétaire du PS, élu député quatre ans plus tard, grâce à sa protection, dans une circonscription en or, le Seine-Maritime, Laurent Fabius est ministre délégué au budget en 1981 — né le 20 août 1946 à Paris, il n'a pas trente-cinq ans — et, trois ans plus tard, il est le jeune premier ministre que le président de la République a « donné à la France ». Loin de s'en contenter, il revendique la direction de la cam-

pagne des élections législatives contre Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui ne cède pas. C'est le point de départ d'un conflit dont le dernier épisode a été la mise en minorité de Laurent Fabius au comité directeur du PS.

Laurent Fabius n'aura donc dirigé le PS que pendant quatre mois, marqués par les affaires — le juge Renaud Van Ruymbeke avait perquisitionné au PS le jour même de son arrivée à la tête du parti, — sa mise en accusation devant la Haute Cour à la suite du drame du sang contaminé, la déroute des élections législatives après celle, un an plus tôt, des régionales. Pour un homme perché ébahi des dieux et censé savoir, en outre, à la perfection, ce qu'il faut faire pour bien vieillir, la déroute, c'est beaucoup.

## Les protagonistes

## MICHEL ROCARD

## La revanche du minoritaire

« J'ai souvent été minoritaire. Je n'ai jamais considéré comme illégitimes les votes démocratiques que je subissais. » Militant socialiste depuis le temps de ses études à Sciences Po, Michel Rocard a de quoi justifier, en effet, cette phrase qu'il a faite, dimanche 4 avril, au cours du journal du soir de Laurent Fabius et de ses amis qui se jugent victimes d'un « putsch » à la direction du PS.

Inspecteur des finances, Michel Rocard, secrétaire des étudiants socialistes de 1953 à 1955, a quitté la SFIO en 1958 à la suite de ses désaccords avec Guy Mollet et la direction du parti au sujet de l'Algérie. Il a rejoint le Parti socialiste autonome, qui allait donner naissance, en 1960, au Parti socialiste unifié (PSU), dont il est devenu secrétaire national en 1967. Quin-

tesse du parti minoritaire, divisé en une kyrielle de tendances, riches des personnalités les plus diverses et fourmillant d'idées, le PSU n'a rassemblé que 3,66 % des voix sur son candidat à l'élection présidentielle de juin 1969, Michel Rocard. En 1973, il n'a élu qu'un député, et son secrétaire national, battu dans les Yvelines — déjà — le quitte pour rejoindre, l'année suivante, l'équipe de François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle.

Entré au PS à l'automne de 1974, avec ses amis du PSU et de la CFDT, Michel Rocard y a été constamment minoritaire, d'abord comme « sous-coordonné » de la majorité mitterrandiste, puis dans l'opposition après le congrès de Metz, en avril 1979. Relégué au rang de ministre du Plan après la victoire de la gauche, il a dû atten-

dre 1988 pour devenir premier ministre après avoir reconqué encore à être candidat à l'Élysée, mais, cette fois, sur la base d'un accord avec François Mitterrand. Trois ans plus tard, en mai 1991, il a été « viré » de l'hôtel Matignon, comme il le dira lui-même, par un président de la République qui ne lui avait pas pardonné de s'être opposé, l'année précédente, à la prise de contrôle du PS par Laurent Fabius.

A soixante-deux ans — il est né le 23 août 1930 à Courbevoie — Michel Rocard se trouve donc à la tête d'un parti qui lui avait, jusqu'alors, toujours résisté. Son ambition, assure-t-il, est de reconstruire la gauche, avant de repartir de sa candidature à l'élection présidentielle. Il est vrai qu'il n'a pas le choix.

## PIERRE MAUROY

## Les deux fidélités

Après avoir été élu premier secrétaire du Parti socialiste, en mai 1988, contre le souhait de François Mitterrand, qui voulait voir Laurent Fabius à ce poste, Pierre Mauroy avait dû attendre plusieurs mois avant de reprendre un dialogue régulier avec le président de la République. Cette période de froid ne l'avait pas empêché qu'elle prenne fin. Le maire de Lille ne peut jamais rester très longtemps fêlé avec le chef de l'Etat.

La fidélité de Pierre Mauroy envers François Mitterrand n'a qu'une limite, qui est l'intérêt du Parti socialiste. Lorsqu'il juge l'unité de celui-ci menacée, le président de l'Internationale socialiste peut s'opposer au président. Il l'avait fait en 1988. Il l'avait fait aussi cent ans plus tôt, lorsque, au moment de la chute du premier secrétaire et par le fonctionnement de moins en moins collégial de la direction, il avait déposé sa propre motion pour le congrès de Metz.

François Mitterrand y avait vu un renfort important pour son adversaire de ce congrès, Michel Rocard, mais la réconciliation n'avait pas tardé, et Pierre Mauroy, porte-parole du candidat à la

présidence, était devenu son premier chef de gouvernement après la victoire.

Né le 5 juillet 1928 à Cartignies, dans le Nord, le maire de Lille est un pur produit du socialisme « gauchiste » des Flandres et de l'Artois, fortement enraciné dans le monde ouvrier et intrinsèquement hostile au rival communiste. La débâcle des élections régionales et cantonales de mars 1992, qui ont fait perdre au PS la région Nord-Pas-de-Calais et le département du Nord, est un des revers les plus durs que le maire de Lille ait eus à subir. Quant à la situation du PS, il en rend responsables les courants, insistant qu'il avait pourtant inscrit dans les statuts du parti, avec François Mitterrand, lors du congrès d'Épinay en 1971.

Aussi son amitié de quarante ans pour Michel Rocard ne l'a-t-elle pas empêché de refuser de le suivre dans la mise en cause de Laurent Fabius et la demande de démission immédiate de la direction du parti. Cela lui était d'autant plus difficile qu'il était lui-même à l'origine de l'arrivée du premier secrétaire à son poste, en janvier 1992. Il estimait surtout qu'un nouvel épisode de la guerre des courants serait fatal au PS.

## JACQUES DELORS

## En vol stationnaire

Samedi 3 avril, en fin d'après-midi, à la Maison de la Chimie, Pascal Lamy, le directeur de cabinet de Jacques Delors, attendait son tour devant un taxi pour tenter de joindre le président de la Commission européenne. Ce dernier avait jugé préférable de ne pas participer à la réunion du comité directeur du PS (dont il est membre de ce qu'on appelle le « comité des sages ») qu'il y discuterait, il avait estimé préférable de ne pas risquer d'être pris, par la nouvelle majorité, en flagrant délit de militantisme politique.

Depuis qu'il a été nommé à Bruxelles, en 1983, Jacques Delors, né le 20 juillet 1925, à Paris, est en vol stationnaire au-dessus de la vie politique française. Il s'autorise, de temps en temps, un intermède de quelques heures sur un terrain apaisamment balisé. L'avant-dernier en date avait été la traditionnelle réunion de ce qu'on appelle le « comité des sages », à Lorient, en décembre dernier, à l'occasion de laquelle il avait présenté la naissance du Club Témoin.

Il était apparu alors, une fois de plus, comme une possible solution de rachat pour la candidature socialiste à l'élection présidentielle, au cas où Michel Rocard serait unifié à y renoncer. En janvier, Jacques Delors avait présidé, à

Paris, une réunion de dirigeants sociaux-démocrates européens, à laquelle le maire de Conflans-Sainte-Hortoise avait participé. De la même manière, en août 1992, il s'était rendu aux rencontres rocardiennes de Quimper. Autrement dit, les deux hommes appartiennent à la même famille politique, celle de ce qu'on avait appelé la « deuxième gauche », et rien n'indiquait encore qu'ils pourraient se trouver un jour en concurrence.

Des motifs d'agacement apparaissent quand même. Jacques Delors avait rendu les rocardiens responsables du mauvais accueil fait à son discours lors du congrès extraordinaire du PS à Bordeaux, en juillet dernier. Les rocardiens n'ont pas apprécié que, venu à Paris un lendemain des élections législatives, le président de la Commission européenne ait semblé réservé sur les projets de Michel Rocard. Jacques Delors est souvent présenté comme un recours possible par ceux des socialistes qui s'opposent au maire de Conflans-Sainte-Hortoise. Michel Rocard devra-t-il reprendre un jour à son adresse ce qu'il s'était lui-même entendu dire par François Mitterrand : « Ceux qui vous soutiennent m'ont toujours combattu » ?

## LIONEL JOSPIN

## Règle de vie

« Par règle de vie personnelle et par nécessité, je vais reprendre, maintenant, une activité professionnelle. Elle peut me tenir éloigné, pour un temps, de l'action politique directe. » C'est en ces termes que Lionel Jospin, a annoncé, samedi 3 avril, son retrait du bureau exécutif et du comité directeur du PS. Diplomate, détaché dans l'enseignement supérieur dans les années 70, pendant lesquelles il occupait des fonctions au secrétariat national du Parti socialiste, il a à cœur de ne pas confondre la fonction politique avec l'appartenance à une classe privilégiée, qui, par son mode de vie, ses habitudes, ses passe-droits, échapperait à la loi commune. Il rejoint son corps d'origine après avoir été battu aux élections législatives.

Cette rigueur d'interdit pas l'habileté, comme il l'a montré en se retirant de la partie avant qu'elle ne s'engage ouvertement contre Laurent Fabius. Ainsi, n'a-t-il été fidèle à sa promesse de ne pas participer de nouveau à un affrontement d'homme, comme celui du congrès de Rennes en mars 1990. Ainsi n'a-t-il permis, en même temps, que ses partisans fassent ce à quoi il s'était refusé lui-même il y a trois ans : mettre en échec la

volonté de François Mitterrand en s'alliant avec son adversaire de toujours, Michel Rocard.

Depuis qu'il avait été évincé du gouvernement de Pierre Bérégovoy, en avril 1992, Lionel Jospin a laissé parler de plus en plus haut sa critique de l'exercice mitterrandien du pouvoir et des conséquences qu'il a eues, selon lui, pour le Parti socialiste. Pourtant, quel que soit son éloignement, bien réel, par rapport au chef de l'Etat, Lionel Jospin est un homme dont l'évolution doit beaucoup à ses années de travail auprès de François Mitterrand, qui l'avait choisi comme successeur, à la tête du PS, bien avant 1981.

Devenu premier secrétaire après la victoire à l'élection présidentielle de 1981, il a assuré cette fonction pendant toute la durée du premier septennat, coordonnant les activités du parti et de son groupe parlementaire avec la politique gouvernementale de 1981 à 1986, puis préparant la candidature du chef de l'Etat à un nouveau mandat pendant la cohabitation. A cinquante-cinq ans — il est né le 12 juillet 1937 à Meudon — l'ancien ministre de l'Éducation nationale prend du champ, mais ne renonce pas.

هكذا من الأصل



## POLITIQUE

socialiste par Michel Rocard

### Le « président » du PS : « le vrai Epinaï, ce seront les états généraux »

Michel Rocard a multiplié les déclarations depuis qu'il a accédé à la présidence de la direction provisoire du PS. Dimanche 4 avril, dans une interview à l'AFP, il regrette que certains de ses adversaires aient été « de mauvais perdants ». Rappelant, dans le Parisien du lundi 5 avril, que Laurent Fabius, en janvier 1992, avait été élu premier secrétaire par

un vote du comité directeur, il remarque : « On ne peut pas dire que le même vote dans la même enceinte est démocratique quand on gagne mais pas quand on perd ». Il ne craint pas pour autant une scission du PS, puisque, à l'AFP, il déclare : « Il y a une force de l'héritage historique, et un émiettement ne serait pour personne. Et puis, il n'y a

pas un Parti socialiste légitime quand les uns le dirigent et que d'autres le dirigent quand ce sont d'autres ». Il ajoute que le président du SPD allemand et celui du Parti travailliste britannique ont « immédiatement démissionné après des élections perdues ».

Analysant les causes de l'échec aux élections législatives, Michel Rocard évoque l'« arrogance », la « volonté légendaire », et, dans Libération du lundi, « la mauvaise conduite de toutes les négociations d'alliance pendant l'année où Laurent Fabius a été premier secrétaire ». Il ajoute pourtant que « Laurent Fabius est victime de quelque chose d'injuste pour lui ». Dans cette même interview, il refuse de comparer ce comité directeur avec le congrès d'Epinaï, qui a vu François Mitterrand prendre la tête du nouveau PS, expliquant : « Le vrai Epinaï, ce seront les états généraux ».

Au Parisien, il affirme que sa candidature à l'élection présidentielle est « une priorité », car, dit-il à l'AFP, sa « priorité va à la reconstruction de la gauche et non pas à des aventures personnelles ». Il annonce donc qu'il ne reviendra plus « sur ce sujet de l'élection présidentielle tout au long de cette année », précisant à Libération : « J'en ai pris tout sur les épaules. Ça peut réussir ou échouer. C'est ainsi que le problème sera réglé ».

1983 correspondait, en fait, aux orientations défendues par le maire de Conflans quatre ans auparavant au congrès de Metz, le « parti d'Epinaï » ne peut survivre si l'homme de la deuxième gauche en est le maître.

Cette seule observation ne suffirait-elle pas à justifier l'offensive rocardienne ? Par leurs protestations mêmes, ceux qui la condamnent n'avouent-ils pas que, tenant le parti, ils n'auraient jamais admis que Michel Rocard fût leur candidat à l'élection présidentielle, ou alors pour la forme, un peu à la manière dont François Léotard et ses amis avaient « soutenu » Raymond Barre en 1988 ?

Condamné à l'illégitimité, le maire de Conflans a décidé d'assumer son destin. Il lui fallait des alliés : Lionel Jospin les lui a fournis en se retirant élégamment - hypocritement, disent les amis de Laurent Fabius - lui qui est encore, malgré tout, un héritier du mitterrandisme, au moment où allait se livrer une bataille qui ne pouvait qu'atteindre, par contre-coup, le président. Mais plus encore que Lionel Jospin, c'est Laurent Fabius qui a permis que Michel Rocard soit majoritaire, en se comportant, depuis quatorze mois, à la tête du parti, d'une manière que tous ses alliés possibles qualifient de sectaire ; et en se refusant jusqu'au bout à proposer lui-même la mise en place d'une direction provisoire, répondant à l'attente de militants auxquels il disait pourtant, lui aussi, vouloir rendre la parole.

#### L'appel à Jacques Delors

« Plutôt un meurtre signé ! » a dit le député de la Seine-Maritime à ceux de ses amis qui lui recommandaient de prendre lui-même l'initiative de ce qui pouvait permettre une synthèse. En clair : si Michel Rocard devait avoir, finalement, le contrôle du parti, il fallait que cela lui coûte le plus cher possible dans l'opinion. Il fallait que cela apparaisse comme un coup porté lâchement à un président couronné par la droite. Il fallait que cela fasse monter de toutes parts les appels à Jacques Delors, même si une réponse positive de celui-ci, au bord d'une crise européenne, est bien improbable.

Certains fabiusiens évoquaient la prise de l'UDR par Jacques Chirac, alors premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, en 1974, pour scabotier Michel Rocard et faire valoir qu'il la différence des gaullistes, qui avaient finalement plié devant la force, ils ne céderaient, eux, jamais. On remarquera, quand même, que l'illégitimité de Jacques Chirac aux yeux des « compagnons » avait un sérieux fondement : il venait de contribuer à faire battre le candidat de son parti, Jacques Chaban-Delmas, à l'élection présidentielle en ralliant Valéry Giscard d'Estaing dès le premier tour. Que l'on sache, Michel Rocard n'a rien de semblable à se reprocher ! Quant aux méthodes, celles qu'avait employées alors Charles Pasqua étaient pour le moins sujettes à caution, alors que le rocardien Jean-Claude Pétitdemange, qui ne refusait peut-être pas la comparaison, ne la méritait pas encore.

L'issue de la réunion du comité directeur ne fait de Michel Rocard ni le « chef de l'opposition » qu'annonçait son ami Jean-Paul Huchon au soir du second tour des élections législatives, ni le candidat à l'élection présidentielle qu'il a conscience d'avoir encore à devenir. Il est, seulement, au pied du mur effondré de la gauche, qu'il se propose de reconstruire, pour des temps nouveaux, selon d'autres méthodes que celles qui avaient réussi à Epinaï. La responsabilité est écrasante. Elle se mesure à la pusillanimité de ceux qui rechignent à la partager avec lui.

PATRICK JARREAU

#### Les réactions

### Jean-Pierre Chevènement : le parti « était déjà mort »

Jean-Pierre Chevènement a déclaré, dimanche 4 avril, après la réunion du conseil national du Mouvement des citoyens, que « le Parti socialiste a implosé », mais qu'en réalité, il était déjà mort d'une politique qui avait tourné le dos à ses engagements fondamentaux : en s'étant « incliné devant la puissance de l'argent ». « Cela ne rend que plus nécessaire la reconstruction d'une gauche digne de ce nom », a-t-il ajouté, appelant « les militants socia-

listes de l'ex-PS » à rejoindre son mouvement, qui « continue à incarner la légitimité du Parti socialiste d'Epinaï ».

M. Chevènement a réaffirmé qu'il « ne participera pas » aux états généraux du PS, qu'il a qualifiés de « simulacre » et qui, selon lui, « ne sont réunis qu'une petite partie des socialistes ». « J'entends dire que Michel Rocard n'a pris les commandes du PS, a-t-il ironisé, mais il a pris les commandes d'un véhicule qui n'a plus

ni moteur ni roues ». Interrogé sur son départ du PS, il a simplement indiqué qu'« il est difficile de quitter un parti qui vous a déjà quitté », ajoutant qu'il n'était « vraiment pas sûr de reprendre sa carte en 1993 ». « Les responsabilités de ce qui s'est passé depuis une vingtaine d'années sont collectives, et nous assumerons les nôtres », a-t-il souligné. Mais ces responsabilités sont d'aurant plus grandes que les fonctions exercées étaient éminentes.

□ François Hollande : « manœuvre ». - François Hollande, membre des « quadras » et proche de Jacques Delors, a déclaré sur Europe 1 que Michel Rocard devait « démissionner de la direction provisoire du PS ». « L'homme du big bang s'est transformé en leader du PSU », a-t-il déclaré, ajoutant : « C'est une manœuvre d'appareil de la pire espèce ». Expliquant qu'il « n'exonère pas la responsabilité de Laurent Fabius car il aurait dû tirer les leçons » des législatives, M. Hollande a souhaité que Jacques Delors « prenne une initiative demandant le rassemblement de tous ».

□ Roland Dumas : « disqualifié ». - Roland Dumas, ancien ministre des affaires étrangères, a déclaré dimanche à l'agence Reuter qu'il

n'y a « plus personne à la barre du navire » après l'éviction de M. Fabius de la direction du PS. Il a ajouté : « Les débats d'hier ont disqualifié tous ceux qui pourraient prétendre conduire l'élection présidentielle avec à la hamppe de leur drapeau les couleurs du socialisme. Il est temps que se manifeste une autre personnalité qui pourra conduire l'élection présidentielle ».

□ Pierre Mauroy : refus de participer. - Pierre Mauroy a expliqué dimanche à l'AFP qu'il « ne pourra pas participer à la direction provisoire tant qu'il n'aura pas été réélu ». Les hommes dont la diversité fait la richesse du PS. « Comment cette nouvelle direction politique pourrait-elle prétendre rassembler au-delà du PS alors que son problème sera de

retrouver la moitié des socialistes ? » s'est-il interrogé.

□ Jack Lang : « fracassé ». - Jack Lang a estimé dimanche que Michel Rocard a « pris la triste responsabilité de fracasser notre maison commune ». Il a précisé dans un communiqué qu'il prendrait dans les prochains jours, avec d'autres, « des initiatives concrètes pour permettre de sortir de cette impasse ».

□ Jean Poperen : « nuit des petits conteneurs ». - Jean Poperen a jugé qu'« en rejoignant un PSU, on risque de se préparer un score du PSU ». « Cette nuit des petits conteneurs a-t-elle porté un coup de grâce au Parti socialiste, (...) à celui qui était son candidat à l'élection présidentielle ? », se demande l'ancien ministre dans un communiqué.

# COGEDIM - SINVIM

## Deux grands bâtisseurs d'aujourd'hui construisent l'immobilier de demain.

COGEDIM, SINVIM... deux sociétés qui, depuis leur création au début des années

soixante, ont été les seules à savoir se développer, progresser et résister aux aléas du marché grâce à leur politique de qualité. Aujourd'hui, ces deux grands bâtisseurs unissent leur force pour mieux construire l'avenir.

L'avenir est à la qualité dans tous les domaines : l'environnement, l'architecture (extérieure et

aussi intérieure), les matériaux, le confort à tous les niveaux de prestations. La qualité fait

la différence et fera encore plus la différence dans les années à venir. Fortes de leur expérience, COGEDIM et SINVIM, réunies sous la direction de Michel Mauer, sont mieux armées que quiconque pour répondre aux

nouveaux besoins et satisfaire aux exigences de l'immobilier d'aujourd'hui et de demain.



Siège de COGEDIM-SINVIM  
1, Square Chapal à Levallois  
91053 000

**SINVIM**  
COMPAGNIE BANCAIRE

**COGEDIM**



## POLITIQUE

Réunis en conseil national à Grenoble

## Les Verts hésitent encore à rejoindre le camp du « progrès »

Après avoir procédé à l'analyse des résultats des élections législatives, sans remettre en question la nécessité de leur alliance avec Génération Ecologie, le conseil national des Verts a décidé, dimanche 4 avril à Grenoble, de réunir une assemblée générale extraordinaire de leur mouvement à la fin du mois de juin prochain. A une voix près, Antoine Waechter est cependant parvenu à éviter que cette initiative ne prenne place dans un quelconque mouvement de recomposition de la gauche.

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

S'il est un socialiste dont on se méfie particulièrement chez les Verts, c'est bien Michel Rocard. Dans un récent entretien (1), Antoine Waechter faisait même de l'ancien premier ministre le « principal adversaire » des écologistes, puisque celui-ci avait refusé une réforme du mode de scrutin. Pour bon nombre de Verts, M. Rocard est aussi celui qui résumait leur ennemi intime, en 1988, en co-signant Brice Lalonde comme « le meilleur écologiste de France ». Mais, parce qu'ils ont parfois milité dans les mêmes rangs, s'il est un socialiste que certains écologistes apprécient toujours — avec les réserves d'usage — c'est encore Michel Rocard.

C'est dire qu'une semaine après l'échec patent de l'Entente des écologistes aux élections législatives, l'appel au « big bang » de l'ex-candidat « naturel » du PS à la présidentielle a continué de faire sentir son poids de choc jusqu'à Grenoble, où était réuni, samedi 3 et dimanche 4 avril, le conseil national intergénéral (CNIR) des Verts.

## Une candidature à l'Elysée ?

Après une première journée consacrée à une sévère, mais sereine, autocritique de la campagne législative des écologistes, le CNIR a « soudainement » pris la mesure, dimanche matin, des perspectives d'avenir. Et de nouveau, malgré la déception causée par les résultats des 21 et 28 mars derniers, les délégués des Verts, plutôt que de mener la réflexion stratégique à son terme, ripèrent vers cette question apparemment essentielle — pour un mouvement qui prétend faire de « la politique autrement » — l'élection présidentielle de 1995.

Profondément marqué par sa propre campagne de 1984, qui lui permit d'accéder au rang des personnalités de notoriété nationale, M. Waechter, le premier, rappela ainsi qu'il faut s'en tenir aux décisions de la dernière assemblée générale de Chambéry, en novembre 1992, selon lesquelles il y aurait un, voire une, candidat(e) des Verts lors de la prochaine élection présidentielle.

Dans le style « manico-juridique » fort prisé par les Verts, une motion, présentée peu après cette intervention de l'élu alsacien, prévoyait que les candidatures « parallèles par deux cents signatures d'adhérents en provenance d'au moins douze régions » devaient parvenir avant le 5 septembre 1993, à minuit, à une « commission des sages composée de trois personnes ». Bien que décidées, après quelques hésitations à continuer dans la voie de l'union avec Génération Ecologie, M. Waechter et les plus radicaux de ses amis veulent se réserver, avant toute



chose, la possibilité d'une double candidature des écologistes, en 1995.

Pour Dominique Voynet, en revanche, unique représentante des Verts à avoir eu le loisir de faire une campagne de « rassemblement » au second tour des élections législatives, « on ne peut plus faire comme si rien ne s'était passé depuis dix mois ».

Après avoir été confrontée pendant des semaines à un « Secteur » — notamment rural — qui a quelques raisons de conserver ses distances avec les thèses des écologistes, la « passionaria » des Verts, encore surnommée « Lalondette », ne veut plus faire de la future élection présidentielle un enjeu essentiel. Dans le style gauchiste qu'il lui arrive d'adopter, elle dit encore : « A quel sert de se bagarrer pour gérer une « orga » de cinq mille militants ? »

Moi, j'ai envie de parler à cinquante millions de personnes. Une motion, favorable à la candidature d'un écologiste, quel qu'il soit, accompagne cette proposition d'orientation. Le texte fait notamment référence aux moyens de « faire émerger une composante d'écologie politique forte au sein d'un espace progressiste ».

Or, pour la première fois, à côté de celles des amis de M. Voynet, figurent les signatures de proches d'Antoine Waechter : André Buchmann, un des porte-parole des Verts et conseiller régional d'Alsace, Christian Brodhaeg et Jean-Paul Deléage.

C'est là le signe d'une fissure supplémentaire dans la majorité sur laquelle s'appuyait, depuis 1986, M. Waechter. Après du « gauche à droite », l'ancien candidat à l'élection présidentielle se

lance alors dans un vibrant réquisitoire : « Qu'est-ce que c'est la gauche ? Le Parti communiste ? Ou le socialisme catholique ? Si n'y a plus personne pour incarner la gauche, c'est donc que c'est un mythe. Est-ce à nous de l'entretenir ? Pour M. Waechter, la liberté, la justice, la solidarité ne sont pas les valeurs de la gauche, mais « les valeurs universelles de la société idéale », dans un monde qui se « partage en deux, les égoïstes et les autres ».

Pas un mot, donc, sur les quelque 480 sièges de députés de droite dans la nouvelle Assemblée nationale. La réplique, cinglante, vient de M. Deléage, ancien « juquiste » : « Quand j'entends dire que la gauche et la droite, c'est pareil, je pense qu'il faut connaître l'histoire, avant de dire des choses pareilles. Avec 480 députés de droite, nous sommes, nous aussi, bien obligés de nous déterminer dans ce champ-là ».

Les écologistes sont, en majorité, à gauche. Yves Cochet, autre porte-parole des Verts, va même, seul, jusqu'à proposer clairement une alliance « anti-productiviste », sur la base d'un contrat de gouvernement, lors des prochaines élections législatives, entre l'Entente des écologistes et les « nouveaux socialistes ». Pour la majorité des Verts, y compris M. Voynet, imprégnée, de longue date, par la culture du « ni-ni », la notion de « rassemblement des forces de progrès » est devenue possible, mais non pas encore avoironnable. M. Waechter, quant à lui, se retrouve de plus en plus prisonnier de ceux que les Verts appellent eux-mêmes « les Khmers », partisans d'une ligne de stricte autonomie.

## A une voix près

Après avoir bataillé ferme contre la convocation d'une assemblée générale de son mouvement dès la fin du mois de juin prochain, il s'est ainsi retrouvé, mis en minorité au CNIR par 66 voix contre 17, après l'annonce, le 4 avril, de la démission de M. Waechter, au sein du PS, M. Waechter voulait surtout bien faire entendre que les Verts ne sont « preneurs d'aucune recomposition de la gauche » et que leur seul but demeure la « reconstruction d'un pôle autonome des écologistes ».

La motion des amis de Dominique Voynet, cosignée par André Buchmann, était finalement votée par 32 délégués contre 35, soit 59,77 % des suffrages exprimés. La motion, chez les Verts, étant de 60 %, elle était donc repoussée, mais à une voix près, et M. Waechter peut disposer d'un nouveau succès, jusqu'à la fin juin. Dans une ultime déclaration, il invite ses amis à « affirmer leur présence et leur indépendance dans le débat majeur qu'ouvre, tous les jours, l'élection présidentielle ». Comment, à la demande de deux de ses conseillers, une phrase où il précisait : « Je serai le garant et l'artisan d'une candidature verte ».

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Globe hebdo du 24 février.

## La représentation des femmes au Parlement

## « Liberté, égalité, parité »

Organisée par le Réseau parité (1), une manifestation a rassemblé, vendredi 2 avril, place du Palais-Bourbon à Paris, plusieurs centaines de femmes. Dans une ambiance bon enfant, une ex-ministre (Yvette Roudy, PS) et d'anciennes députées (Denise Cachaux, François Gaspard), auxquelles étaient venues s'associer de nouvelles comme Marie-Thérèse Boisseau (UDF-CDS), femmes de droite et femmes de gauche, patronnes d'entreprises et militantes féministes au coude à coude, réclamaient ensemble « liberté, égalité et parité », et disaient « Non, à l'assemblée nationale ».

Avec 35 femmes sur 577 députés, la France n'est pas de quoi poivrer le Monde du 1<sup>er</sup> avril. Pour comprendre le processus qui mène à une si faible représentation de 63 % de l'électorat, Françoise Gaspard, aujourd'hui experte française du réseau européen « Femmes et prise de décision », et des ingénieurs de l'Ecole polytechnique féminine ont étudié, région par région, département par département, le sort des candidatures et candidats de tous les partis lors des dernières élections législatives.

De ce travail statistique totalement inédit, publié par la Commission nationale des femmes françaises (2), il ressort que finalement très peu de femmes ont été présentées par les partis (19,5 %).

Elles se retrouvent en plus

grand nombre dans les circonscriptions jugées perdues d'avance (Simone Rignault, RPR dans le Nièvre, Colette Colacconi, RPR, à Lille) ou sur les listes des partis qui n'avaient guère de chances d'avoir des élus (groupuscules d'extrême droite et gauche (25 %), ou dans la masse des « divers » (46,5 %)).

Plus le parti a de chances d'avoir des sièges à l'Assemblée, moins il est prêt à faire de place aux femmes. Françoise Gaspard cite l'exemple des Verts qui, eu fur et à mesure de leur succès, ont présenté de moins en moins de candidates aux élections : « Le système partisan, tel qu'il fonctionne, est une machine qui, systématiquement, élimine les femmes », écrit-elle. Mais, passaient hier, des femmes montrent aujourd'hui leur désaccord.

En 1994, on célébrera le cinquantième anniversaire de l'ordonnance du général de Gaulle accordant le droit de vote aux femmes. Il y aura également les élections européennes. D'ici là, elles entendent faire parler d'elles.

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) Le Réseau femmes pour la parité (RFP), 75011 Paris, regroupe un grand nombre d'associations féministes dont l'Assemblée des femmes, la Commission femmes des Verts, le Conseil national des femmes françaises, Elles aussi, Paris...

(2) CNFF, 11, rue de Vienne, 75001 Paris.

## Au « Grand Jury RTL-le Monde »

## Philippe Séguin a un « préjugé très favorable » sur le gouvernement

Invité dimanche 4 avril du « Grand Jury RTL-le Monde », Philippe Séguin, nouveau président de l'Assemblée nationale, a réaffirmé sa volonté de conserver sa « liberté d'expressions », en précisant qu'il usera de cette liberté « dans la limite compatible avec [ses] fonctions ».

Chef de file des anti-Maastricht avant le référendum, M. Séguin a déclaré : « Le problème de la ratification du traité de Maastricht est largement dépassé. Le problème est de savoir dans quelle perspective on l'applique et, en particulier, quel mode de rapports on institue avec les pays qui ont un stade de développement différent du nôtre. » « Je n'ai jamais dit qu'il fallait moins d'Europe, a indiqué M. Séguin. J'ai simplement dit qu'il fallait moins de technocratie et qu'il fallait savoir dans quelle perspective on se plaçait. » Expliquant qu'il a un « préjugé très favorable » sur le gouvernement, auquel il a préféré ne pas participer, le président de l'Assemblée

**TOKYO: 7 JOURS 7.700 F**

Voyager Plus Vrai

42 86 16 16

## La nomination des directeurs de cabinet

## BUDGET

Pierre Mariani

Pierre Mariani, inspecteur des finances, a été nommé directeur du cabinet de Nicolas Sarkozy, ministre du budget.

[Né le 6 avril 1956 à Rabat (Maroc), diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC) et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, Pierre Mariani a été chef du bureau des transports (1986), puis chef du bureau de synthèse et de politique budgétaire (1988) de la direction du budget. Il est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris et coordinateur d'enseignement à l'ENEA.]

Le général Rannou chef du cabinet militaire de François Léotard. Par décret de M. Léotard, paru au Journal officiel du samedi 3 avril, le général de corps aérien Jean Rannou a été reconduit dans ses fonctions de chef du cabinet militaire du ministre d'Etat, ministre de la défense. Agé de cinquante et un ans, Jean Rannou, élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien en février dernier, était déjà, depuis 1991, le chef du cabinet militaire de Pierre Joxe.

## COMMUNICATION

Jean-Louis Dutaret

Le cabinet du ministre de la communication, Alain Carignon, sera dirigé par un avocat, Jean-Louis Dutaret, nommé conseiller auprès du ministre.

[Né le 21 février 1948 à Orléans, diplômé d'études supérieures de droit privé, titulaire d'un « Master of Laws » de l'université George Washington, avocat aux barreaux de Paris et de New-York, Jean-Louis Dutaret dirige le cabinet d'avocats Dutaret-La Grandière-Larose dont les bureaux se trouvent à Paris, Bruxelles, New-York et Chicago, spécialisé dans les questions d'environnement et de communication. Il a notamment défendu les sociétés d'assurance dans l'élaboration des directives de la Communauté européenne et il préside l'association Justice pour l'environnement. Jean-Louis Dutaret avait été chargé de mission au cabinet de M. Carignon lorsque celui-ci occupait les fonctions de ministre de l'environnement, de 1986 à 1988.]

## orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
Niveau d'études : \_\_\_\_\_ Age : \_\_\_\_\_  
Je désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment dans les secteurs suivants (cocher les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Délégué Médical
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> Préparateur en IRTA	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> 2 <sup>e</sup> Cycle de Gestion, Droit	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion de Personnel
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion, Management, Administration
<input type="checkbox"/> Architecture Intérieure	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Tourisme, Accueil
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Assistant de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Assurance	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Logistique Distribution
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Océanographie
<input type="checkbox"/> Communication par le Téléphone	<input type="checkbox"/> Pharmacie Dentaire
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Danse	

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composer au 3615 ORIENTATIO

## alternatives économiques

avril 93

- LA RUSSIE S'ENFONCE DANS LE MARCHÉ
- L'ALLEMAGNE FAIT SES COMPTES
- QUI DOIT GOUVERNER L'EUROPE ?

19 F Chez votre marchand de journaux

Alternatives Économiques, L'Union, 100 pages, 1993, 1993

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

مكتبة من الأصل



# SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

### Sida : un entretien avec le docteur Merson

« Si rien n'est fait, la situation en Europe de l'Est sera, dans dix ans, totalement dramatique », nous déclare le directeur du programme mondial de l'OMS

Une conférence internationale sur le sida dans les pays de l'Est s'est tenue du jeudi 1<sup>er</sup> au dimanche 4 avril à Riga (Lettonie). On compte, dans les pays de l'ancien bloc communiste, environ vingt-cinq mille séropositifs. Le docteur Michael Merson, directeur du programme mondial contre le sida à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), souligne la gravité de la situation et déclare, dans un entretien au Monde, que, si rien n'est fait, la situation en Europe de l'Est sera, dans dix ans, similaire à celle de l'Asie du Sud-Est.

RIGA (Lettonie)

de notre envoyé spécial

« Quel enseignement principal tirez-vous de la réunion qui vient de se tenir à Riga ? »

« Il tient à la compréhension nouvelle qu'ont les ministres de la santé et de l'économie et les gouvernements en général, des pays de l'ancienne Union soviétique. Le pire des exemples que nous pouvons leur donner est celui de l'Asie. Au-delà des différences qui distinguent les pays asiatiques de ceux de l'Europe de l'Est, nous avons la preuve que, si rien n'est fait, la situation en Europe de l'Est sera, dans dix ans, tout à fait similaire à celle de l'Asie du Sud-Est, c'est-à-dire totalement dramatique. »

Précisément, pourquoi l'OMS n'avait-elle jusqu'à présent rien fait en matière de prévention du sida dans les pays de l'ancien bloc soviétique ? Pourquoi n'a pas-elle jusqu'à présent même l'apparition de la maladie ?

« Néanmoins, pas, il y a eu des initiatives. Depuis quelque temps, nous soutenons les travaux de prévention menés dans plusieurs pays. Ainsi, en Lettonie, les Pays-Bas aident déjà les pays baltes, mais, d'une manière plus générale, nous pensons que le moment est venu d'intensifier l'action préventive compte tenu des nouvelles données politiques et économiques de cette région, de mettre en évidence l'énorme menace que constitue pour ce pays l'épidémie de sida. J'ajoute que nous disposons aujourd'hui de toutes les expériences des pays occidentaux. Elles doivent servir à ces pays qui sont encore que relativement peu touchés par le phénomène épidémique. »

« Ces dernières années, plusieurs pays du bloc soviétique avaient adopté des législations contraignantes en matière de sida. Ils avaient également pris des mesures visant à la ségrégation des malades ou des personnes infectées. Autant d'actions vis-à-vis desquelles vous êtes - et demeurez - formellement opposé. Où en est-on ? »

« La réunion de Riga a permis d'aborder ces questions dans le détail. Il faut dire et répéter que nous savons aujourd'hui - et nous pouvons le démontrer à qui en doute - que, l'absence de thérapie efficace, le dépistage obligatoire de l'infection n'est jamais une bonne méthode de prévention. Les tests ne peuvent, pour des raisons techniques, identifier toutes les personnes infectées. Une personne séronégative un jour peut, le lendemain, ne plus l'être. »

« De plus, ce type de dépistage coûte des sommes considérables, incompatibles avec des budgets de santé limités. Et nous n'avons pas de preuve, en dehors des comptes, que le fait de se savoir infecté entraîne un changement de comportement sexuel. Ce type de dépistage peut paradoxalement avoir des effets négatifs compte tenu du comportement sexuel de ceux qui, à tort, peuvent se croire séronégatifs. Faut-il enfin redire que de telles mesures sont en totale contradiction avec les droits de l'homme ? »

### « Le dépistage n'est pas tout »

« Mais pourquoi l'OMS n'avait-elle jusqu'à présent rien fait en matière de prévention du sida dans les pays de l'ancien bloc soviétique ? Pourquoi n'a pas-elle jusqu'à présent même l'apparition de la maladie ? »

« Néanmoins, pas, il y a eu des initiatives. Depuis quelque temps, nous soutenons les travaux de prévention menés dans plusieurs pays. Ainsi, en Lettonie, les Pays-Bas aident déjà les pays baltes, mais, d'une manière plus générale, nous pensons que le moment est venu d'intensifier l'action préventive compte tenu des nouvelles données politiques et économiques de cette région, de mettre en évidence l'énorme menace que constitue pour ce pays l'épidémie de sida. J'ajoute que nous disposons aujourd'hui de toutes les expériences des pays occidentaux. Elles doivent servir à ces pays qui sont encore que relativement peu touchés par le phénomène épidémique. »

« Parallèlement à l'accession à l'indépendance, les dispositifs législatifs sont en cours de modification. Mais le dépistage n'est pas tout. Il faut également changer les lois et les pratiques qui renforcent la discrimination et la marginalisation des groupes les plus vulnérables vis-à-vis de l'infection, comme les homosexuels masculins ou les prostituées. Tant du point de vue des droits de l'homme que de l'efficacité de la lutte préventive, ces groupes ne doivent pas faire l'objet de discriminations. »

« Dans cette politique de prévention, êtes-vous attentifs au poids et à l'action des Églises ? »

« Oui, qu'il s'agisse de l'Église catholique ou de la religion islamique. Je me dois d'être clair : le sida, sa transmission et sa prévention ne sont pas des affaires de religion, mais de vie ou de mort. On peut ne pas être d'accord et pourtant, c'est ainsi. Chacun, jeune ou moins jeune, doit connaître les voies de transmission du virus. Chaque personne doit savoir comment se protéger de l'infection et de la maladie, connaître les choix qu'il peut faire : abstinence, monogamie mutuelle, relations sexuelles sans pénétration et préservatifs. »

« La prévention individuelle impose de connaître ses choix. Cela étant, si des gens choisissent les préservatifs, il faut qu'ils puissent en avoir à leur disposition. Chaque pays, chaque société, en fonction de ses caractéristiques et en liaison avec les autorités religieuses, doit intégrer ces données. C'est essentiel. »

« À l'échéance de l'an 2000, quelle est l'ambition de votre section en Europe de l'Est ? »

« Nous estimons qu'il y a environ vingt-cinq mille séropositifs sur quatre cent cinquante millions de personnes dans cette partie du monde. Mais nous n'avons pas de données suffisantes pour faire des projections dans le futur. Je pense, malgré tout, que nous aurons perdu la bataille si, en l'an 2000, l'épidémie progresse aussi vite à l'est qu'à l'ouest de l'Europe. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

« Demain, dans « la Monde Sciences-Médecine », daté du mercredi 7 avril, un ensemble d'articles et de reportages sur les nouveaux territoires du sida : l'Europe de l'Est, le Sud-Est asiatique, le Maghreb. »

Après la publication de l'essai franco-britannique

### Le professeur Rosenbaum proteste contre une « annonce intempestive » sur les effets de l'AZT

Après la publication des résultats de l'essai franco-britannique Concorde conduisant à l'absence d'effets bénéfiques de l'administration d'AZT aux personnes séropositives infectées par le virus du sida mais dépourvues de symptômes (le Monde du 3 avril), le professeur Willy Rosenbaum, chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital Rothschild, a protesté « énergiquement », samedi 3 avril, contre « l'annonce intempestive » de ces conclusions. La diffusion de cette étude, selon lui, pour « principale conséquence de créer dans un désordre profond et injustifié de très nombreux patients et d'égarer des circuits de soins un grand nombre encore. »

Le professeur Rosenbaum a estimé que « rien ne permet dans cette étude de contredire le bénéfice indiscutable, clinique et biologique, de l'AZT ». Il a cependant précisé que « les effets limités dans le temps de l'AZT » contre-indiquent son utilisation précoce, c'est-à-dire sur des patients dont le bilan immunitaire est peu ou pas perturbé. « Il est toutefois possible, a-t-il ajouté, que ces effets limités puissent être prolongés par l'utilisation d'autres antirétroviraux, en alternance ou en association avec l'AZT, ce qui est l'objet d'études en cours. »

La veille, un chercheur américain, le docteur Daniel Ho, spécialiste du sida à l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses de Bethesda (Maryland), avait réagi à la publication des résultats de l'enquête Concorde en affirmant que les personnes séropositives devaient continuer à utiliser le médicament actif jusqu'à l'incrimination de l'AZT. Ces résultats ne signifient pas que l'AZT n'est pas efficace mais qu'il fonctionne pendant une durée limitée, avait-il estimé.

Manifestation de militants d'Act Up au domicile de M. Balladur. Une trentaine de militants de l'association Act Up de défense des victimes du sida ont manifesté, dimanche 4 avril au matin, devant le domicile du premier ministre, Emmanuel Balladur, dans le seizième arrondissement de Paris. Ils exigeaient la mise en place urgente d'un plan interministériel contre le sida afin que « la France rattrape son retard, notamment en matière de prévention et d'accès aux soins ». Act Up entendait ainsi « rappeler à M. Balladur que la vie de très nombreuses personnes est aujourd'hui en jeu ». Ils ont été dispersés par la police.

A la suite d'une pollution de l'eau de dialyse

### Décès en série dans un hôpital portugais

Une série de décès - six selon l'administration et dix selon des sources médicales - intervenues en l'espace de trois semaines dans le service d'hémodialyse de l'hôpital d'Evora, capitale de l'Alentejo, région située au sud du Portugal, a déclenché une vive émotion dans tout le pays. Le corps médical, la direction de l'hôpital et la municipalité se renvoient les responsabilités dans une polémique d'où les arrières-pensées électorales ne sont pas totalement absentes.

LISBONNE

de notre correspondant

Selon la direction de l'hôpital d'Evora, le premier décès, enregistré le 3 mars, a été suivi de cinq autres dans les jours suivants, tandis que deux patients traités dans ce service pour insuffisance rénale sont dans un coma profond à la suite d'une intoxication due à la présence d'un taux anormalement élevé d'aluminium dans l'eau utilisée pour leur traitement. Interrogés sur le chiffre de dix, avancé par l'ordre des médecins, les dirigeants de l'établissement hospitalier ont reconnu qu'il y avait eu « d'autres » décès, sans toutefois donner de chiffre précis, mais en soulignant qu'ils étaient dus à d'autres causes : cancers, pneumonies ou accident vasculaire cérébral.

Pour la direction, il ne fait aucun doute que c'est l'eau distribuée par les services municipaux de la ville d'Evora qui est à l'origine de cette série de décès puisque des tests ont permis de détecter un taux d'aluminium anormalement élevé, dans certains cas 1,5 milligramme par litre, alors que le taux moyen admis est de 0,05 milligramme et que la teneur maximale fixée par la législation portugaise est de 0,2 milligramme. Cette chose est refusée par le maire de la ville, Abílio Fernandes, qui a affirmé que l'eau distribuée par le réseau public est « parfaitement propre à la consommation et ne présente aucun danger ».

Pour le maire d'Evora, c'est le système de filtration de l'hôpital, destiné à éliminer toutes les impuretés et à réduire à 0,01 milligramme le taux d'aluminium dans l'eau utilisée pour le traitement des patients de ce service qui aurait été

« défaillant ». Cette version a reçu le soutien du corps médical, à savoir le syndicat des médecins de la zone sud et l'ordre des médecins. Pour les responsables de ces deux organismes, il est peu probable que la qualité de l'eau soit en cause. Selon Mario Jorge, président du syndicat des médecins de la zone sud, dont dépend le district d'Evora, « même avec une teneur élevée en aluminium, l'eau ne peut avoir aucun effet sur les malades traités si le système de filtration fonctionne bien ». Or, précise-t-il, depuis le 25 mars le syndicat avait été alerté à propos d'une situation anormale dans le service d'hémodialyse de l'hôpital d'Evora par plusieurs médecins de cet établissement qui avaient signalé une avarie du système de filtration qui se serait manifestée depuis janvier.

Bras

de fer

Deux enquêtes vont être engagées, respectivement à la demande du ministre de la santé et du procureur général de la République, dont les résultats devraient être connus d'ici un mois environ. Le ministre de la santé, Artur de Carvalho, s'est porté immédiatement au côté de la direction de l'hôpital. Maintenant le chiffre de six décès, il a nié l'existence de toute panne dans les systèmes de filtration dans les centres d'hémodialyse d'Evora. Il a ordonné le transfert des malades présentant les plus hauts risques vers l'hôpital de Santa-Cruz, à Lisbonne, tandis que les autres patients ont été dirigés sur une clinique privée d'Evora où fonctionne également un service d'hémodialyse et où, jusqu'à présent, aucune anomalie n'a été signalée.

En attendant que soient connues les causes réelles du drame, le bras de fer entre la municipalité et la direction de l'hôpital risque fort de s'intensifier au cours des prochaines semaines, avec en perspective un enjeu plus lointain. Celles élections municipales de décembre qui mettront aux prises le maire communiste sortant, M. Fernandes, et le candidat de la formation majoritaire, le PSD (Parti social-démocrate), Manuel Anjinho, l'actuel président en exercice du conseil d'administration de l'hôpital d'Evora.

AUCIE IUCÉE

## DÉFENSE

Pour un marché de 700 millions de dollars

### La Suède entre en compétition avec la France dans la vente de trois sous-marins au Pakistan

STOCKHOLM

de notre correspondant

L'inspection du matériel de guerre, qui délivre les licences d'exportation d'armes, vient d'autoriser les chantiers navals de Kockums, à Malmö, à entrer dans la compétition, face à la France et à la Chine populaire, pour la vente au Pakistan de trois sous-marins à propulsion diesel/électrique pour 700 millions de dollars.

Kockums, qui équipe la flotte suédoise, devrait lancer la construction de trois bâtiments du type A-19, de la classe Göta, qui sont des sous-marins déplaçant 1 150 tonnes en plongée, avec une vingtaine d'hommes d'équipage. Ces sous-marins lance-torpilles classiques, dont le premier exemplaire pour la Suède sera en service en 1996 et le dernier en 1998, sont sans propulsion ni armement nucléaire.

Le gouvernement pakistanais doit prendre une décision dans le courant de cette année et la livraison devrait commencer en 1995. « A la différence de la France qui a fait une interruption dans son programme de sous-marins conventionnels pour construire des bâtiments à propulsion nucléaire, nous avons poursuivi le développement et la production de sous-marins classiques qui sont, de ce fait, plus modernes que leurs concurrents français », a déclaré l'inspecteur du

matériel de guerre. Quant aux sous-marins chinois, « ils sont sans doute bon marché, comparés aux suédois et aux français. »

Comme ses concurrents, l'industrie militaire suédoise en difficulté a besoin d'exporter. Une commande du Pakistan, qui s'ajouterait à celle passée il y a quelques années par l'Australie pour des sous-marins de cette même classe mais en version plus grande, serait la bienvenue. Quant aux considérations politiques sur la situation dans le pays et dans la région, « elles ont été soigneusement pesées » par le gouvernement suédois, qui est arrivé à la conclusion qu'il n'y avait pas de risque, à l'heure actuelle, de nouveau conflit entre le Pakistan et l'Inde. La législation suédoise, en principe très stricte sur ce point, n'autorise pas, en effet, la vente de matériel militaire à un client en proie à des troubles intérieurs, en conflit avec un autre pays ou risquant de se retrouver dans une telle situation, ni à un Etat bafoisant systématiquement les droits de l'homme. Le Pakistan - qui avait pourtant été, à plusieurs reprises dans le passé, porté par la Suède sur sa liste rouge des pays vers lesquels les ventes militaires étaient interdites - n'entrerait aujourd'hui, pour Stockholm, dans aucune de ces catégories.

FRANÇOISE NIÉTO

## JUSTICE

Ayant demandé l'annulation de donations à une communauté bouddhiste

### Les propriétaires du château de Chaban sont déboutés

Le tribunal de grande instance de Périgueux a débouté, mardi 30 mars, M. et M<sup>me</sup> Watt, propriétaires du château de Chaban, sur la commune de Saint-Léon-sur-Vézère (Dordogne), de leur demande à nullité des donations effectuées, il y a vingt ans, à une communauté bouddhiste.

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

Au milieu des années 70, l'industriel britannique Bernard Benson avait donné aux lamas, représentants deux des écoles du bouddhisme tibétain, plusieurs centaines d'hectares qui entouraient le château de Chaban, où il résidait en Périgord. Dix années plus tard, il cédait le château (dont le nom inspira son pseudonyme) à un certain Jacques Delmas pendant la seconde guerre mondiale... à Marie-Joëlle et David Watt, un couple franco-hollandais ayant fait fortune à Hongkong.

Quelques mois après avoir emménagé, les nouveaux châtelains avaient découvert que les moines tibétains projetaient d'édifier un temple sous leurs fenêtres. « Chaban » avait bien été inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, un architecte des bâtiments de France avait, par le passé, donné son accord à un permis de construire pour un centre de méditation à l'architecture tibétaine.

La géographie sacrée du bouddhisme ne supportant pas d'accommodements avec l'ordre tempo-

rel, Marie-Joëlle Watt avait proposé, en vain, un autre terrain à ses voisins. En désespoir de cause, par l'entremise de son avocat, M<sup>e</sup> Civile, elle avait fini par les assigner en justice aux fins d'obtenir la nullité de la donation concernant les parcelles où devait être érigé le temple. A ses yeux, la donation avait été régulière si l'association Karma Kagyu Lama avait eu uniquement un objet culturel, comme le prévoyaient les textes. Or, l'exercice du culte n'était pas sa seule préoccupation.

La deuxième chambre civile du tribunal de grande instance de Périgueux s'est refusée à examiner le bien-fondé des demandes de nullité, au motif que les époux Watt ne pouvaient arguer d'un quelconque intérêt à agir. « Si la jurisprudence admet que le préjudice puisse être futur, elle exige cependant qu'il ait un caractère de certitude suffisant. Or, en l'espèce, le préjudice résidait dans un simple projet de temple », relèvent les magistrats dans leurs attendus, en constatant que le dernier permis de construire déposé par les Tibétains - a été rejeté le 3 janvier 1992, compte tenu du fait qu'il était impossible d'apprécier l'impact de ce monument religieux dans le paysage environnant.

### « MANIGANTER frauduleuse »

Les époux Watt n'ont pourtant pas porté sur tout la ligne. Paradoxalement, le « caractère hypothétique » du temple retenu par le tribunal pour rejeter leur demande de nullité n'a pas été pris en compte pour l'analyse des conditions de la

vente. La justice a estimé que Bernard Benson avait été à l'origine d'un dol, ce que le dictionnaire définit comme « une manœuvre frauduleuse destinée à tromper ».

En leur défaveur, « Chaban », l'homme d'affaires britannique avait omis de les informer du projet de temple. « Il est manifeste - et cet élément ne pouvait avoir échappé à M. Benson - que le caractère protégé, vierge et pratiquement inhabité du site entourant le château de Chaban a été une cause déterminante de l'achat de ce dernier (...). La réputation mondiale dont jouissait Bernard Benson pour son action en faveur de la paix pouvait inspirer une légitime confiance aux acquéreurs », note le tribunal. Tel n'a pas été le cas, et l'ancien amateur de Rolls, aujourd'hui désargenté, devra verser aux époux Watt 1 million de francs de dommages et intérêts pour réparer le préjudice né de son silence.

Même si le jugement du tribunal de grande instance de Périgueux risque d'être frappé d'appel, il pourrait freiner le développement du bouddhisme en Périgord. A force de faire entendre sa voix, Marie-Joëlle Watt a quelque peu ralenti l'ardeur des lamas tibétains. En moins de vingt ans, les moines bouddhistes se sont installés sur toute la côte de Jir, l'un des plus beaux sites de la Dordogne, qui surplombe la vallée de la Vézère entre Montignac et Les Eyzies. Relevées de leurs ruines, les vieilles fermes du pays témoignent aujourd'hui de l'étonnante vitalité du bouddhisme.

DOMINIQUE RICHARD

La Fédération nationale des unions de jeunes avocats défend les « acquis » de la réforme de la procédure pénale. Dans un communiqué diffusé jeudi 1<sup>er</sup> avril, la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA) souligne que l'entrée en vigueur de la réforme de la procédure pénale « n'a pas provoqué la paralysie annoncée de notre système judiciaire ». « Si un certain toilettage de la loi pourra se révéler nécessaire à l'usage, note la FNUJA, les jeunes avocats de France ne comprendraient pas que ses dispositions fondamentales, notamment quant au renforcement des droits de la défense et de la présomption d'innocence, puissent se trouver effacées. » La FNUJA, qui demande un nouveau gouvernement de se prononcer pour la préservation de ces acquis, souhaite que soient mis en place « sans délai » les moyens matériels et financiers indispensables à la mise en œuvre « complète et loyale » de la nouvelle loi.

La Réunion : quatrième mise en détention dans l'affaire de l'enseignement de la rivière des Galets. Jean-François Pinson, ancien gérant de la société Générale construction Réunion (GCR), a été mis en examen, dimanche 4 avril, à Saint-Denis de la Réunion, au chef de « substitution de documents administratifs » et écroué dans le cadre de l'enquête sur un important marché public passé avec l'entreprise Dumez-Reunion. Celle-ci est soupçonnée d'avoir, en décembre 1991, modifié son offre après le dépôt du dossier pour enlever le marché portant sur l'endiguement de la rivière des Galets. M. Pinson est la quatrième personne à être écrouée dans cette affaire après la mise en détention d'un cadre de Dumez-Reunion, Jean-Pierre Dumez, du directeur des services techniques de la mairie du Port, Alain Payet, et du patron de GCR, Gilles Besson.



## SOCIÉTÉ

## ENVIRONNEMENT

Une manifestation de cyclistes à Paris

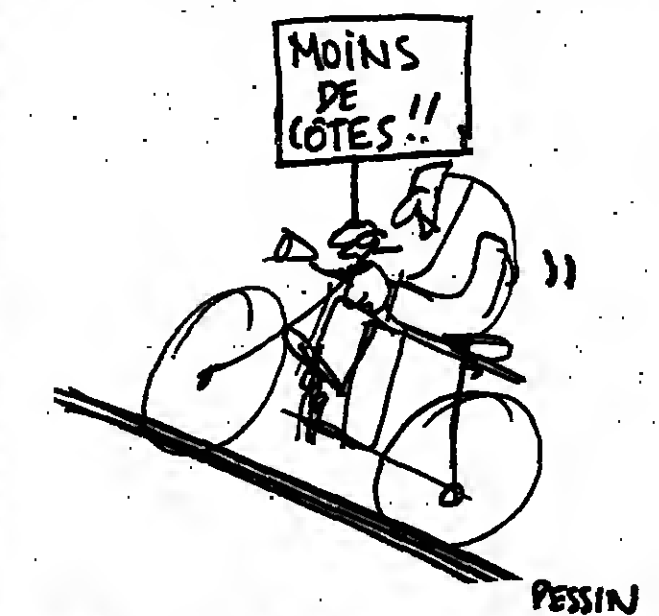
## «Coupez le moteur, respirez le bonheur!»

Après l'échec de la manifestation cycliste contre le Salon de l'automobile, à l'automne dernier (une trentaine de participants), les organisateurs du rassemblement de la défense de la bicyclette, samedi 3 avril à Paris, étaient prudents. «On attend quatre cents ou cinq cents personnes», estimait François Timpé, le responsable du Mouvement de défense de la bicyclette (MDB). Mais, le ciel bleu aidant, ils se retrouvèrent un bon millier devant l'Opéra-Bastille.

Eux-mêmes étaient surpris de se retrouver aussi nombreux pour une manifestation purement festive, sans autre but que de rappeler l'existence des cyclistes aux pouvoirs publics... et aux automobilistes. La religieuse et son antique vélo y côtoient le jeune cadre BCBG juché sur son hollandais rutilant. Des jeunes fous en survêtements fluos zigzaguent sur leur VTT (vélo tout-terrain) au milieu de couples babas cool et leurs vélocipèdes bringués. De belles pousseuses à roulettes, mais sans vélo) distribuant des tracts aux passants intrigués.

## «La véloration»

On y trouve aussi des vétérans, comme Mouna. A quatre-vingt-un ans, l'apôtre de la «véloration» ne défile pas. Malgré un résultat modeste aux dernières élections législatives (le 17 mai 1988), elle s'est présentée à la présidence de la République, elle continue à tempêter contre les pollueurs. Place de la République, elle escalade le socle du monument pour tracer à la craie, sur un lion de bronze, «Vive la véloration, ras-le-bol des bagnoles!». Quant à Georges



PESIN

Krasovsky, son cadet de trois ans, il est venu se mettre au volant d'une moto pour une expédition pèlerinage «de l'Atlantique à l'Oural», un parcours de Bordeaux à Ekaterinbourg (8 000 km) qu'il va entreprendre le 6 mai prochain.

La cortège, tintinnabulant de tous ses timbres, grelots, trompes et clochettes, va traverser Paris à petite vitesse dans les encombrements du samedi après-midi. Non sans provoquer de nouveaux embouteillages — chacun son tour! — et, parfois, des protestations de la part d'automobilistes immobilisés.

Qu'ils appartiennent au MDB (1),

au Réseau vert ou au groupe Pignons sur roues, les cyclistes militants veulent les pétarades aux géométries. «Coupez le moteur, respirez le bonheur!», scandent-ils à l'adresse des voitures qu'ils immobilisent. Un seul mot d'ordre pour les sujets de la petite reine: «Liberté, égalité, vélocité». Et cet écho de mai 68 lancé à l'improviste par un vieux routard: «Sous les vélos, la plage!». Les cyclistes l'ont promis: à se revoir.

ROGER CANS

(1) 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris. Tél.: 43-20-26-02 ou 43-01-44-81.

## FAITS DIVERS

Des magasins et une mosquée endommagés

## Les incidents de Salon-de-Provence seraient l'œuvre d'un «commando» venu de l'extérieur

## MARSEILLE

de notre correspondant

Le quartier des Canongues, à la périphérie nord de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), proche de la route d'Avignon, est une zone «sensible», où la cohabitation entre communautés ne va pas toujours de soi. Dans la nuit de dimanche à lundi, lorsque les policiers ont investi le quartier en recevant le renfort d'une cinquantaine de CRS venus de Marseille, ils ont pu constater que les vitrines de plusieurs magasins du centre commercial avaient volé en éclats. Les cabines téléphoniques avaient une

fois de plus servi de défiloir à certains, tandis que l'annexe du centre social avait fait également l'objet de dégradations. Les carrosseries de plusieurs véhicules ou stationnement portaient des traces de coups. Quant à la porte de fer du local qui fait office de mosquée, au rez-de-chaussée d'une HLM, elle portait trois impacts de balle (probablement du 22 long rifle) et des traces d'enfoncement, sans pour autant avoir été ouverte.

Les premiers témoignages recueillis auprès des habitants des Canongues ont permis d'établir qu'il était un peu plus de 21 heures quand «trois ou quatre véhicules» étrangers

au quartier sont arrivés. Les occupants, armés et munis de batteries de base-ball selon les témoins, auraient commencé à provoquer les jeunes qu'ils rencontraient au hasard de ce qui ressemble à une expédition punitive. «L'un d'entre nous, assure un témoin, s'est retrouvé avec un pistolet dans la bouche». Puis le «commando» aurait commencé ses exactions sur le mobilier urbain et les voitures en stationnement avant de se retirer, non sans que les numéros matriciels de leurs véhicules aient été relevés, ce qui a permis de préciser que l'un d'entre eux venait du Vanuatu.

JEAN CONTRUCCI

## A Chambéry (Savoie)

## Un jeune homme tué par un policier au cours d'une interpellation

Un ouvrier âgé de dix-huit ans, Eric Simonot, a été mortellement blessé, dimanche 4 avril, à Bissy (Savoie), lors de son interpellation par des policiers. Patrouillant dans cette localité réputée tranquille de la banlieue de Chambéry, une brigade policière a surpris, vers 4 heures du matin, un trio de jeunes gens en train de procéder à des vols à la roulotte sur des voitures en stationnement.

Deux des membres du trio ont été interpellés sans incident. Mais le troisième homme, Eric Simonot, se serait rebellé, selon les policiers, pendant qu'un des gardiens de la paix tentait de lui passer des menottes. Un coup de feu a alors été accidentellement tiré, toujours selon la version

policière, atteignant le jeune homme d'une balle à la tête. Transporté à l'hôpital de Chambéry, Eric Simonot devait succomber à ses blessures quelques heures plus tard.

Aucune information sur les circonstances de la mort du jeune homme n'a filtré, lundi matin, de la paroi du tribunal de grande instance de la ville. Mais le procureur de la République faisait savoir qu'il n'était pas disposé à parler de ce dossier. On ignorait donc lundi matin si une information judiciaire avait été ouverte à la suite de la mort d'Eric Simonot.

**mba**  
INSTITUTE  
Groupe IPESUP  
L'enseignement supérieur international libre  
(1) 42 78 95 45

DEUG, DUT, BIS :  
un M.B.A.  
à Wharton, MIT,  
Northwestern, Cornell, etc.  
après 3 ans  
de gestion bilingue  
au sein du département  
international d'IPESUP

## PUBLICATION JUDICIAIRE

D'un jugement contradictoirement rendu le 4 avril 1991 par le 3<sup>e</sup> chambre de la Cour d'appel de Paris, le 21 mai 1992, il a été littéralement extrait ce qui suit :  
«Dit que le dépôt de marque «COTE MAISON» effectué le 22 mai 1989 sous le n° 131704 par la Société Etablissements Fernand GIRBE porte atteinte aux droits de Geneviève SANANES sur son bon commercial et sur son enseigne.

En conséquence,  
Dit que la Société Etablissements Fernand GIRBE devra procéder à sa radiation.  
Intervient la Société Etablissements Fernand GIRBE l'usage de cette dénomination pour désigner les produits visés au dépôt ainsi qu'à titre d'enseigne pour la vente de produits.  
Condamne la Société Etablissements Fernand GIRBE à payer à Geneviève SANANES une somme de 30 000 F (QUATRE-VINGT MILLE FRANCS) à titre de dommages-intérêts.  
Pour extrait conforme :  
M<sup>re</sup> Marcel SFEZ  
avocat à la Cour.

## RELIGIONS

Dans une lettre ouverte à leurs évêques

## Une cinquantaine de prêtres alsaciens dénoncent les conditions de leur ministère

«Faut-il continuer à subir notre situation toujours plus précaire, à nous enfoncer dans la déprime, en tenant bon jusqu'à la rupture et en nous taisant?» Une cinquantaine de prêtres du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont choisi de rompre le silence sur la situation difficile du clergé en France dans une lettre ouverte à leurs évêques, publiée dans les journaux *l'Alsace* et *les Dernières Nouvelles d'Alsace* du dimanche 4 avril.

«Ca ne va plus pour beaucoup de prêtres âgés qui s'essouffent, écrivent ces prêtres en soulignant les conséquences de la diminution du clergé pour les communautés. Ils s'adressent donc à «ceux qui, dans l'Eglise, doivent former et ordonner les prêtres: qu'ils enlèvent déjà les «everrons» qui retiennent de la simple discipline actuelle de notre Eglise, qu'ils acquiescent la tradition des premiers siècles!»

«Quant à nous, poursuivraient-ils, nous ne nous laisserons plus culpabiliser par ce qui nous dépasse. Nous osons dire «non» quand nos autorités nous proposent des conditions de ministère ou de vie qui nous empêchent de rester simplement des hommes. Si nous continuons à accepter des charges supplémentaires ou si, en les refusant, nous nous sentons coupables, pas à l'avenir de nos communautés. Or nous osons notre Eglise et nous croyons à sa mission.»

## A l'occasion

de la fête des Rameaux

## Le pape invite les jeunes «les mondes artificiels»

Jean-Paul II s'est exprimé, dimanche 4 avril, jour de la fête des Rameaux, devant 50 000 jeunes rassemblés place Saint-Pierre à Rome, pour la 13<sup>e</sup> Journée mondiale de la jeunesse, instituée en 1986 par le Vatican. Le pape a appelé «à une jeunesse de tous les continents, de toutes les langues, de toutes les cultures, à vaincre la tentation de trouver refuge dans les mondes artificiels de la drogue, dans la fuite des responsabilités, dans une vie risquée pour des motifs futiles ou une violence visant à se procurer de l'argent facile».

Jean-Paul II a souhaité que les jeunes se joignent à ceux qui souffrent, évoquant en particulier la solidarité avec les peuples de l'ex-Yougoslavie. Il les a enfin invités à participer à la rencontre de Denver (Colorado) qui aura lieu en sa présence les 14-15 août prochain.

La fête des Rameaux a eu aussi, cette année à Rome, un impact économique. Le pape a reçu, pour la première fois, deux cardes du patriarche serbe orthodoxe Pavle, les évêques Amfilokije Radovic et Irinej Bulovic. Contestat la politique du Saint-Siège en Croatie et en Bosnie, le patriarche orthodoxe de Belgrade avait boudé le rassemblement interreligieux d'Assise convoqué par le pape les 9 et 10 janvier dernier (le Monde du 12 janvier).

Cinq mille étudiants au pèlerinage de Chartres. — Environ cinq mille jeunes des universités catholiques universitaires de l'Ile-de-France et de la Mission mondiale étudiante ont participé, samedi 3 et dimanche 4 avril, au pèlerinage annuel des étudiants (le cinquantenaire) entre Paris et Chartres. Tous les évêques de l'Ile-de-France, ainsi que ceux de Blois et de Chartres, s'étaient joints au rassemblement.

**OISE**  
L'ANGLAIS A OXFORD  
pour adultes  
L'apprise d'une école britannique leader, pour maîtriser vos besoins en anglais.  
Muriel GRAND  
21, rue Théophraste Renaudot  
75015 Paris - Tél. (1) 45 33 73 02

## COMMUNICATION

## La mise au pas des journalistes guatémaltèques

«Sous la dictature militaire, on risquait la mort. Maintenant, on risque l'exil.»

## GUATEMALA

de notre envoyée spéciale

«Sous la dictature militaire, on risquait la mort. Maintenant, on risque l'exil...» La dérisoire l'emporte encore sur la déprime dans les salles de rédaction de la capitale du Guatemala, où l'on résume ainsi l'évolution des conditions de travail des journalistes, depuis la venue, en 1985, d'une démocratie plus théorique que formelle. La dernière partie de bras de fer qui vient d'opposer le gouvernement au président Jorge Serrano, élu en 1990, à la presse, vient de le prouver.

Depuis début novembre surtout, toutes les méthodes d'intimidation sont utilisées pour tenter de «mettre au pas» les organes de presse les plus critiques, accusés par M. Serrano de chercher à «déstabiliser» son gouvernement, de «créer un climat d'affrontement» entre les très puissantes forces armées et le pouvoir exécutif ou de faire «tout un tapage» autour des cas de violations de droits de l'homme dans le cadre d'une «campagne de diffamation».

## Investigations interdites

Ce furent les atteintes «conscientisées» contre les stations Radio Sanora, Guatemala Flash et Chanoel 17, l'incendie de l'imprimerie du magazine *«Tinamit»*, les agressions contre des journalistes circulant au volant de leur voiture ou travaillant à leur domicile... On a même tiré contre l'uo d'entre eux, qui a été gravement blessé. Les menaces de mort se succèdent sans discontinuer.

La manifestation qui a réuni, le 30 novembre 1992, quelque cent cinquante journalistes, et qui a été suivie du boycottage des activités présidentielles par la presse, n'a fait qu'aggraver la situation. Une bombe a explosé, le 22 décembre, dans les locaux de l'une des associations de journalistes et Marta Altamirano, la présidente du Conseil national de défense des journalistes, formé pour défendre la corporation contre ces violences, était personnellement visée. Ses éditoriaux ont disparu des colonnes où elles étaient publiées: le président Serrano avait rencontré les propriétaires des journaux pour leur demander que «cessent les provocations» contre son gouvernement.

De nombreux journalistes, qui craignent pour leur sécurité ou celle de leurs proches, ont ainsi cherché refuge à l'étranger. Parmi eux, Alex Cocco, le directeur de la nouvelle agence guatémaltèque de presse Noticias, avait osé diffuser

une dépêche rapportant l'attaque par la guérilla de l'une des résidences du président. Les rebelles de l'extrême gauche ont en effet pas trouvé de terrain d'entente avec le gouvernement, depuis le début des négociations de paix, en avril 1991, pour mettre fin à l'coffit qui a fait plus de cent mil morts au treize ans. Menacé mort, ce journaliste est parti à Canada avec sa famille à la mi-décembre.

Récemment, Omar Cano a suivi le même chemin. Son eas et «exemplaire» à plus d'un tén journaliste au quotidien *Siglo 21*, réfugié surtout le point de vue d'une nouvelle classe de chefs d'entreprise, par opposition à la vieille oligarchie conservatrice. M. Cano s'était courageusement lancé dans une enquête sur la contrebande de bois précieux dans l'immeuble réserve naturelle — classée — di Peten, un département couvrant la moitié de la superficie du pays. Le passage à tabac qu'il a subi au place pendant plusieurs heures, le 3 décembre, l'a empêché de poursuivre son enquête sur l'implication de l'armée dans ce trafic. Placote a été déposée auprès du procureur des droits de l'homme, Ramiro de Leon Carpio et ce dernier, dans son rapport, a identifié certains des militaires coupables d'avoir «battu et illégalement détenu» le journaliste. Près de six mille exemplaires de l'édition du *Siglo 21* ont figuré des extraits de ce rapport ont été détruits par des «inconnus», le 7 janvier.

«Depuis la fin de la dictature, nous bénéficions d'un certain espace démocratique... à condition de limiter le journalisme d'investigation et de ne pas trop creuser certains sujets sensibles comme la corruption, les trafics et tout genre de violations des droits de l'homme ou l'état-major présidentiel (une garde de trois mille hommes chargée des basses besognes), raconte un journaliste, qui préfère évidemment garder l'anonymat. Les entrées de sa rédaction, comme celles de plusieurs autres organes de presse, sont d'ailleurs surveillées par des caméras et des gardes privés.

Les journalistes guatémaltèques estiment que le président Serrano a cherché à donner une «bonne image» du Guatemala à l'étranger avant que la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève ne s'ouvre en session, ce mars. Le Guatemala y a finalement évité une franche condamnation. Mais s'il y a eu manœuvre de la part de M. Serrano, elle a partiellement échoué: bon nombre d'organisations de presse latino-américaines et internationales, y compris Reporters sans frontières, ont dénoncé ces entraves à la liberté d'expression.

MARTINE JACOT

## En prenant le contrôle d'IMA-Production

## La SFP poursuit sa réorganisation

La Société française de production (SFP) a annoncé, jeudi 4 avril, qu'elle venait de prendre le contrôle de la filiale IMA-Production, le contrôle du producteur privé IMA-Production. L'opération prévoit le rachat de près de 90 % d'IMA par la SFP. En contrepartie, les partenaires financiers d'IMA entreront dans le capital de SFP-Production, filiale de la SFP, à hauteur de 14 %, portant la part du privé à 25 % dans cette société.

Cette prise de contrôle marque une nouvelle étape dans la réorganisation, par médias, de la SFP, qui explore équilibrer ses comptes en 1994. Fondée en 1985 par Georges Benayoun et Paul Rosenberg, IMA-Production est devenu l'un des principaux pôles indépendants de la production audiovisuelle, en particulier dans le documentaire haut de gamme (*Paroles d'otage*, les *Années pilule*, etc.) et les séries pour la jeunesse (*la famille Ramdam*, *Salut les homards*...). Plus récemment, elle s'est lancée dans la fiction lourde (*Un fil à Moscou*, *Papa renti que je l'épouse*...).

Elle a donc un catalogue enviable, au chiffre d'affaires d'environ 100 millions de francs... mais des pertes considérables, dépassant largement la dizaine de millions de francs en 1992, résultat d'une croissance rapide et d'un manque de fonds propres.

C'est ce qui a poussé les actionnaires institutionnels d'IMA (la Banex et Capital image en tête) à participer à un montage intégrant IMA à la filiale production de la Société française de production (SFP). Ces institutionnels possèdent 14 % de SFP-Production, qui achète 90 % d'IMA.

SFP-Production poursuit ainsi son objectif d'ouvrir son capital au privé (les Soficas Valor 1 et 2 en détenaient déjà 12 %), et de fédérer sous son «ombrelle» une série de sociétés créatives, auxquelles elle souhaite apporter des services communs. C'est ainsi notamment qu'elle veut retrouver des secteurs à forte marge, sans se contenter d'être prestataire. Cette démarche d'ouverture du capital par marché est au centre du projet lancé en 1990 par l'actuel PDG de la SFP, Jean-Pierre Hoss.

Le principal producteur français, issu de l'éclatement de l'ORTF en 1974, était un lourd paquebot fier de son passé et de son savoir-faire, mais qui, perdu dans la tempête d'un audiovisuel concurrentiel et majoritairement privé, faisait eau de toutes parts. Le chiffre d'affaires baissait d'année en année: 988 millions en 1989, 797 millions en 1991. Et les pertes augmentaient, avec un déficit cumulé proche du milliard de francs fin 1989, et 479 millions de déficit en 1990.

مكتبة من الأصل



# Itineris. Vous aurez toujours le téléphone sur vous.

BDDP



**itineris**

Avec Itineris et la nouvelle technologie GSM, les radiotéléphones sont maintenant numériques et européens. Téléphones de voiture ou téléphones portatifs, venez vite les essayer. Pour plus d'informations et connaître le point de vente le plus proche de chez vous, appelez le 05 10 07 07.



**France Telecom  
Mobiles**

## SPORTS

A la veille de Juventus de Turin-Paris-SG en Coupe de l'UEFA

## Artur Jorge ou la raison du football

Le Paris-SG rencontre le Juventus de Turin, mardi 6 avril à Turin, pour la première demi-finale d'une coupe européenne - celle de l'UEFA - de son histoire. Depuis deux ans, le club parisien doit une grande partie de sa réussite à son entraîneur portugais, Artur Jorge.

Artur Jorge s'assoit sur son banc de touche, sanglé dans un costume-cravate, le visage barbaillé de moustaches impalpables. Et tous les événements du match semblent se briser sur cette encre. Quand d'autres jouent leur petit théâtre à côté des footballeurs, quand Guy Roux vitupère, quand Raymond Goethals mâchouille ses cigarettes, lui s'acharne à n'offrir aucune prise à la passion qui l'entoure. Il n'y voit que pudeur. « C'est une habitude que j'ai prise dès mes débuts d'entraîneur, dit-il. Pourtant, à l'intérieur, je suis très chaud. Les gens qui me connaissent savent le déceler dans mes yeux. »

Mais, chez un homme qui a choisi d'avancer masqué, cette retenue est aussi une fierté. Artur Jorge n'a pas dédié sa vie au ballon et aux jeux de cartes, comme l'entraîneur marseillais, il ne se sent pas non plus une vocation de Sisyphe du football de terroir, comme le gourou bourguignon, condamné chaque saison à reconstruire une équipe que d'autres pilleront. Artur Jorge vit le football comme une « bonne maladie » qui ronge son temps. « Ça me désespère un peu, explique-t-il. Il devient hégémonique, il me prend la tête tous les jours. J'ouvre un livre, j'écoute de la musique, mais le ballon n'est jamais loin. » Pourquoi lui offrirait-il en prime le spectacle de son enthousiasme ? Dans son dan-

syisme des bords du terrain, dans cette manière de poser un œil presque hâtif sur les rebonds d'une balle, l'entraîneur portugais semble trouver sa revanche sur le football. Car s'il se retrouve aujourd'hui au chevet de onze joueurs, c'est qu'il y a longtemps, un don et une passion se sont ligés pour écrouler un goât.

La passion est née de ces « dimanches de fête », pendant lesquels l'enfant de Porto, issu d'une famille de la petite bourgeoisie de la ville, découvrait au stade les vedettes de l'équipe locale. La don s'est révélé très vite. « Je me suis rendu compte que c'est ce que je savais faire de mieux : jouer avec un ballon. J'étais très fort, et des équipes beaucoup plus âgées n'hésitaient pas à faire appel à moi pour remplacer un de leurs joueurs. » Le goût pour les arts est venu plus tard, au cours de l'adolescence.

## La passion des lettres

Dans le Portugal cadencé de Sotazar, s'imprégnant de littérature française, d'écouter de cinéma pendant des nuits est déjà une petite rébellion. Artur Jorge rêve de devenir artiste, mais pense déjà à une carrière de footballeur professionnel. Entre les lettres et les résultats des matches, il part donc étudier la philologie allemande à Coimbra, où se trouve l'une des plus anciennes universités européennes, et une équipe de football de première division. Puis, devenu équipier du Benfica de Lisbonne, il trouve encore le temps de finir son diplôme.

Avec le trépas arrive l'heure du tournant. « Je pouvais devenir profes-

seur, dit-il, mais je n'en avais pas envie. En même temps, quelque chose me gênait dans le football : il m'était tombé sur la tête comme une pierre pendant l'enfance, je jouais spontanément, sans réfléchir. Et j'avais besoin de comprendre, donc de reprendre le jeu à zéro. »

Artur Jorge trouve cette distance à Leipzig, dans la prestigieuse école d'entraîneurs de l'ancienne RDA. « Là-bas, j'ai acquis les bases théoriques d'un métier auquel je ne me sentais pas préparé. J'ai su que le football serait ma manière d'aller au bout des choses. » Comme si l'intellectuel ne parvenait tout à s'effacer, comme si il ne pouvait tout à fait se résoudre à écrire son œuvre grâce aux trajectoires élastiques d'un ballon, Artur Jorge cherche à plier le jeu aux règles de sa raison. Avec deux mots-clés, recherche et connaissance, il poursuit inlassablement la vérité de son football. « Comme le peintre », dit-il, « l'entraîneur ne doit pas se contenter de copier, il doit toujours chercher quelque chose de nouveau. »

Grâce à ce football de raison, pas toujours spectaculaire - l'entraîneur s'agace lorsqu'on lui reproche des conceptions tactiques souvent prudentes - Artur Jorge a conduit Porto jusqu'à un titre de champion d'Europe des clubs, en 1987. Sa réputation aurait pu lui ouvrir les portes des équipes prestigieuses du continent. Mais l'entraîneur polyglotte répugne à inscrire son nom au bas d'une œuvre commencée par d'autres. Si la saison dernière, il a répondu favorablement aux offres, financièrement très confortables, du Paris-SG, c'est pour deux raisons : d'une part, reformer la seule parenthèse de sa carrière (un échec avec l'équipe du Mafra-Racing, où

selon lui eux dirigeants du club, doublé d'un drame personnel). D'autre part, réussir un de ces paris qu'il aime prendre avec lui-même : doter le jeune grand club d'un vrai palmarès.

## Economie de dialogue

Au Paris-SG, Artur Jorge, âgé de quarante-huit ans, sait que les dirigeants ne viendront pas raturer son football par-dessus son épaule. Il ne le supporterait pas. Car l'entraîneur a gardé de l'artiste son besoin d'indépendance. Et son goût du secret. Pendant les entraînements, avant les rencontres, les joueurs ne lisent pas leurs consignes sur un tableau noir. Artur Jorge se contente de quelques paroles limpidités. « En France, explique-t-il, on a toujours tendance à en dire trop, à vouloir expliquer ce qui est évident. On ne devrait faire des longs discours qu'avec les plus jeunes, qui ont besoin d'être formés. Un professionnel de plus de vingt-cinq ans doit être capable de comprendre beaucoup de choses, sans qu'on lui dise. »

Cette conception lui a valu une réputation d'entraîneur distant, froid avec ses joueurs. Cette économie de dialogue lui a notamment attiré les reproches de joueurs écartés sans explication des équipes qu'il dirigeait. « Dans une saison, constate-t-il, il y a tant de détails à régler, le football est devenu si compliqué qu'on ne peut pas tout justifier. La psychologie fait également partie des techniques d'entraînement. Il faut savoir varier ses positions par rapport à un groupe, se tenir très près des joueurs, puis prendre ses distances. » Chez un homme qui aime avoir raison, cette atti-

tude traduit sans doute aussi un agacement proche de celui d'un metteur en scène. Celui de devoir remettre son œuvre dans les mains d'êtres faillibles, d'assister parfois à la ruine de son football à cause de ceux qui sont censés le servir.

Le soir du match aller contre le Real Madrid, le vestiaire des Parisiens s'est ainsi retenti d'une colère mémorable. L'entraîneur a vertement reproché à ses joueurs d'avoir mis à mal son schéma tactique, en ayant encaissé un but après avoir attaqué inconsidérément. « L'erreur était trop grossière, dit-il. Personne sur le terrain n'avait été capable de réfléchir. Il fallait donc intervenir pour marquer les esprits. Au bout du compte, les 165 minutes de ces deux rencontres pourraient bien constituer une encyclopédie des choses du football, avec ses erreurs, ses réussites et ses coups de sort. »

Dans cette encyclopédie figurera en bonne place la révélation de la vraie nature de l'entraîneur. Car le soir de la qualification contre le Real, le rempart des moustaches a cédé devant une grimace de pleureur. David Ginola venait d'inscrire le deuxième but, un de ces traits de génie qui naissent parfois des hasards du jeu. L'entraîneur a sauté en l'air, brandi un bras vainqueur. La distance affectée entre le jeu et lui était abolie par un geste imprévu. Artur Jorge l'intellectuel venait d'avouer que derrière la carapace se dissimulait un homme de football. Il avait constaté une nouvelle fois que la folie d'un match finit souvent par dominer la raison du football.

JÉRÔME FENOGLIO

RUGBY : championnat de France

## Le rebond de Castres

Les rugbymen du Castres Olympique (Tarn) ont battu ceux d'Agen, 15-6, dimanche 4 avril, lors de la troisième journée des poules de qualification qui rassemblent les seize meilleures équipes du championnat de France. Au fil de son histoire, le club tarnais a suivi les évolutions de la compétition.

## CASTRES

de notre envoyé spécial

L'histoire du rugby, comme son ballon, a parfois des rebonds amusants. En 1949, puis en 1950, les joueurs de Castres avaient offert deux boucliers de Brennus successifs à la sous-préfecture du Tarn. Quelques années plus tard, Roger Gabarrou, le président du puissant club bleu et blanc, avait pris une part active dans le mouvement de fond des clubs du Midi pour sauver le championnat de France. Un président de la fédération française de rugby (FFR) s'était en effet mis en tête d'offrir la dépollution de la compétition aux Britanniques qui le soupçonnaient d'être à l'origine des pires dérives professionnelles. Les rebelles avaient fini par renverser le président pour le remplacer par un homme plus conciliant. Pour atténuer la colère britannique et éviter une nouvelle rupture des relations rugbyistiques, celui-ci s'était efforcé de demander à tous les présidents de clubs français de jurer qu'ils ne versaient pas d'argent à leurs joueurs. « Tout le monde n'a suivi », se souvient M. Gabarrou. Sauf moi. J'étais avocat, et je savais ce que représentait un faux serment. »

Il savait surtout que son club avait graduellement contribué à la mauvaise humeur britannique. Car la force du Castres Olympique (CO) dépendait directement de la prospérité du tissage de la laine sur les bords de l'Agout, qui arrose la ville, et de la générosité d'un riche industriel du textile de la région qui avait su trouver les arguments pour y attirer quelques-uns des meilleurs rugbymen de France. « Le CO de cette époque s'inscrivait dans une tradition bien française », explique Jacques-Alain Raynaud, auteur d'une cassette vidéo sur l'histoire du rugby français (1). Celle des clubs-champions, qui poussaient sur des terres de rugby et accédaient rapidement au premier plan en attirant des mercenaires. Avant-guerre, Quilès est ainsi devenu champion de France. Après guerre, Castres est sans doute le premier club français à flirter d'assez près avec le professionnalisme. »

Cinquante ans après, les Britanniques ne peuvent plus s'écarter des défenses des vertes ovales. Tous ont succombé aux charmes d'un championnat d'élite. Et, dans ces

compétitions resserrées, l'argent circule de plus en plus, pour attirer les talents vers les meilleurs clubs. Cette année, pour la première fois, le championnat français découvre les bienfaits de cette élite. Après les habituelles langoures du début de saison, la compétition s'offre une deuxième partie de parousse ouverte aux seize meilleures formations qui se disputent les huit places de quart de finalistes.

## L'ancien capitaine

All Black

Parmi ces seize grosses écuries, après une troisième place en 1992, Castres s'offrait dimanche contre Agen son premier gros match de la saison. Après ses années de gloire, le CO s'était affaibli lentement, au rythme du déclin des filiales. Or, pour jouer les gros bras du championnat, parmi les formations des grandes villes, les clubs des cités moyennes du Sud-Ouest doivent compter sur un riche partenaire économique. A Castres, les laboratoires pharmaceutiques Pierre Fabre, qui emploient 2 500 personnes dans la ville, ont remplacé les industriels du textile. Grâce à ce soutien, le club a recruté huit joueurs, dont, cette année, l'ancien capitaine All Black oco-zélandais Gary Whetton, et, depuis l'an dernier, l'ancien international Alain Carminati, qui s'était

signalé par un passage furtif par le rugby à XIII. Ces motivations ont éveillé les soupçons des clubs voisins. Comme si Castres, de retour parmi les meilleurs clubs du championnat, avait été rattrapé par sa réputation des années 50.

« Chaque année, explique Pierre-Yves Réval, président du club et directeur de la communication de l'entreprise, nous recrutons des joueurs pour améliorer l'effectif. Mais qui ne le fait pas pour rester dans les premières places du championnat ? Chez nous, c'est plus voyant parce que nous ne disposons pas d'universités. Nous ne pouvons pas attirer, avec des diplômes, des jeunes de dix-huit ans comme à Toulouse. Nous accueillons des joueurs plus âgés, donc plus réputés, en âge de travailler dans nos laboratoires. » Car l'argent ne suffit plus à la réussite d'un club. L'exploit est devenu le nerf des affrontements. « Nous n'offrons pas de postes bidons », dit Pierre-Yves Réval, les sept joueurs de l'équipe qui ont signé un contrat au laboratoire, excepté de vrais métiers. Le club, anomalie de l'après-guerre, est aujourd'hui parfaitement intégré dans le monde des nouvelles habitudes de Fovallé.

J. FE.

(1) Cent ans de frottes, voyage dans la mémoire du rugby français. Fox vidéo, luma 1

AVENTURE : le Grand Défi

## Le prix du frisson

L'équipe de La Toussuire a remporté, vendredi 2 avril, à la Plagne, le Grand Défi au terme de cinq jours de raid à ski dans les Alpes françaises, suisses et italiennes. Après leur explosion, au milieu des années 70, les raids séduisent de plus en plus particuliers et chefs d'entreprise. Mais les sponsors ne suivent pas : dix-huit équipes seulement avaient pu prendre le départ de cette quatrième édition.

## LA PLAGNE

de notre envoyé spécial

D'où viennent-ils ? De partout et même de Grande-Bretagne. Ils sont chef d'entreprise, restaurateur, informaticien, guide de haute montagne ou encore journaliste ; ils arborent les couleurs d'une société, d'une station de ski ou d'une école. Pendant cinq jours, dans les Alpes françaises, italiennes et suisses, ils ont grimpé la montagne à peu de phoque pour dévaler, ensuite, ses flancs sauvages. Du Grand Défi, ils rapporteront le souvenir des bivouacs, du froid ou des larmes. Ils en ont bavé. Après tout, ils sont venus pour ça.

Près de vingt ans après leur explosion, ces expéditions attirent tou-

jours professionnels et amateurs. La vague école aidant, ils préfèrent leurs pieds aux grosses cylindres des rallyes automobiles et s'alignent dans le Raid Gaudoules, qui se disputera en octobre à Madagascar ; la Picra Monta, coupe d'Europe de la montagne à pied de phoque, à Beaufort, ou le Raid Or, dans le Queyras. Pourtant, les choses ont changé. Dix-huit équipes seulement ont pris le départ de ce quatrième Grand Défi. Lors de la précédente édition, en 1991 - le raid n'a pas eu lieu pendant l'année des Jeux olympiques d'Albertville - quarante formations s'étaient alignées sur le départ. « Cette année, nous avons reçu mille demandes de dossiers d'inscription, accepte quarante-cinq inscriptions », explique Alain Gaimard, président de Saga d'Aventures, organisateur du raid. Vingt-quatre équipes se sont présentées ; six d'entre elles ont déclaré forfait avant le départ parce qu'un de leur membre était blessé ou parce qu'elles n'avaient pu boucler leur budget, faute de sponsors. »

Pour courir le Grand Défi, chaque formation - cinq concurrents, dont un guide de haute montagne - doit déposer 35 000 francs de droits d'inscription, s'équiper et s'entraîner. Cette année, les budgets s'échelonnaient entre 50 000 et près de 200 000 francs. Avant de souffrir sur la neige, la plupart des concurrents reconnaissent avoir bataillé

ferme pour obtenir des crédits : les sociétés privées ou les collectivités territoriales sont moins généreuses, et le banissement des alcooliers et des marchands de tabac du partenariat fait cruellement défaut. Ainsi les gagnants de La Toussuire, une petite station savoyarde. « En 1987 et 1988, nous étions soutenus par une marque de bière, se souvient James Admit, le chef de la formation. En 1993, nos partenaires nous ont suivi à la faveur de notre palmarès - une victoire et deux deuxième places. »

Deuxième de la course, l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme (ENSA) s'est associée avec Salomon. Pour d'autres, il a fallu papillonner la manne auprès d'une bonne dizaine de « bienfaiteurs », à l'exemple de l'équipe soutenue par le mensuel Ski français, la seule formation féminine du raid, quatre anciennes membres de l'équipe de France de ski, emmenées par l'alpiniste Christophe Probst. Exclusivement financée par une société d'informatique américaine, les racers de Commandore se sont débrouillés avec 50 000 francs.

## Des compétitions pour les enfants

Relayés, si possible, par la télévision - les organisateurs accordent un soin jaloux aux prises de vue - le Grand Défi, comme le Trophée Volvic ou le Raid Gaudoules, est l'ambassadeur d'un loisir devenu démocratique. « La frontière entre le rêve facile et le rêve inaccessible est devenue très floue », explique Alain Gaimard.

Fondée il y a un an et demi par ce guide de haute montagne, Saga d'Aventures régit aujourd'hui sur quatre sociétés, brasse un chiffre d'affaires de 30 millions de francs et emploie plus de cent personnes, guides de haute montagne ou monteurs de ski notamment. Deux tiers des vingt mille personnes qui ont crâché en son sein en 1992 sont des particuliers ; les autres sont des salariés emmenés par leur chef d'entreprise désireux de remonter le moral de troupes et préférant le raft ou le VTT aux stages de survie ou au saut à l'élastique.

« Cela fait dix ans que l'on se dit que le sport-nature va se casser la figure et cela continue. On s'offre un week-end d'aventures comme on partait autrefois au ski », dit Cédric Dufoix, directeur commercial de Médievectures, une filiale du groupe. Malgré les déceptions, Alain Gaimard réorganiserait le Grand Défi, indispensable vitrine de sa société. Après les raids d'entreprises, il souhaite organiser des compétitions pour les enfants, les consommateurs d'aventure de demain.

BÉNÉDICTE MATHIEU

## Les résultats

## BASKET-BALL

Championnat de France

Nadim A

(Quarts de finale aller)

L'Union b. Montpellier 77-57

Gravelines b. Dijon 71-70

Pau-Orthez b. Racing-PSG 80-61

Antibes b. Levallois 110-86

Les matches retour seront disputés mardi 6 avril, et les « belles » éliminatoires, samedi 10 avril.

## CYCLISME

Tour des Flandres

Johan Museeuw a remporté, dimanche 4 avril, à Middelbeke, la Tour des Flandres, deuxième étape de la Coupe du monde. Le champion de Belgique a battu au sprint son compatriote d'échappée, le Néerlandais Frans Meenen.

## FOOTBALL

Coupe de France

(Tirage au sort des huitièmes de finale)

Toulouse (D1)-Lens (D1)

Monaco (D1)-Paris-SG (D1)

Cen (D1)-Marseille (D1)

Bordeaux (D1)-Moussy (D2)

Ajaccio (D2)-Nantes (D1)

Montpellier (D1)-Châteauroux (D2)

Saint-Etienne (D1)-Pau (D2)

Laval (D2)-Rennes (D2)

Championnat de France

Deuxième division

(Vingt-huitième journée)

GROUPE A

Valence b. Perpignan 3-1

Aix et Istres 0-0

Nice b. Mulhouse 2-1

Cannes b. Ajaccio 2-0

Lorient-Océan b. Châteauroux 3-0

Métropole b. Epinal 4-0

Annecy b. Châteauroux 2-1

Sedan et Rodez 0-0

Bastia b. Nancy 0-0

Classement : 1. Martigues, 37 pts ;

2. Cannes, 34 ; 3. Nice, 33 ; 4. Nancy,

Valence et Bastia, 32.

GROUPE B

Rouen b. Brest 2-1

Amiens b. Red Star 1-0

Angers b. Tours 2-1

La Roche-sur-Yon et Châteauroux 1-1

Le Mans b. Ancenis 2-1

Thouars et Lorient 1-1

Laval et Gannay 0-0

Dunkerque b. Nîmes 2-0

Bordeaux et Gannay 1-1

Classement : 1. Angers et Rouen,

39 pts ; 2. Rennes, 38 ; 3. Red Star et

Bennet, 34.

## RUGBY

Championnat de France

(Troisième journée)

POULE A

Biarritz b. Perpignan 19-9

Brive b. Colomiers 20-12

Classement : 1. Perpignan et Brive,

7 pts ; 2. Colomiers et Biarritz, 5.

POULE B

Toulon b. Stade Toulousain 25-20

Bègles-Bordeaux b. Montferrand 21-6

Classement : 1. Stade Toulousain et

Toulon, 7 pts ; 2. Bègles-Bordeaux et

Montferrand, 5.

POULE C

Narbonne b. Grenoble 18-13

Pau b. Béziers 21-0

Classement : 1. Grenoble et Narbonne,

7 pts ; 2. Pau et Béziers, 5.

POULE D

Castres b. Agen 15-6

Tarbes b. Dax 30-22

Classement : 1. Castres et Agen, 7 pts ;

3. Dax et Tarbes, 5.

مكتبة من الأصل





## MOLIERES 1993



Lundi 5 avril  
à 20h50

la 7<sup>ème</sup> nuit  
des Molières

sur  
2  
France

avec  
2 EUROPE 1 CNP

## Ensemble Organum

dir. Marcel Pérès

Eglise Saint-Eustache  
rue du Jour - 75001 Paris (M<sup>o</sup> Les Halles)

« Redécouvrir des œuvres au souvenir effacé par l'histoire, aujourd'hui restituées dans leur plus grande authenticité grâce aux chanteurs de l'Ensemble Organum. » (Le Figaro)

« Portée par un vrai tressaillement mystique, cette réinterprétation allie la rigueur de la quête musicologique à une rare intuition plastique. » (Diapason)

« Une authenticité erue, rude, nue, absolue. Surtout, ce pas manquant. » (Télérama)

4<sup>e</sup> concert de la saison parisienne 1993  
mercredi 7 avril à 21 h  
Chant de la Cathédrale de Bénévent  
(V<sup>e</sup> - XII<sup>e</sup> siècle)

Renseignements, réservations : (1) 34-68-05-50

France Telecom  
Fondation  
Fondation d'entreprise

Le Monde  
ÉDITIONS

**NIPPON**

LE JAPON DEPUIS 1945  
William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

## CULTURE

## THÉÂTRE

## Emma Bovary et Boule-de-Suif

Flaubert et Maupassant, les deux amis, réapparaissent dans un décor hanté

MAUPASSANT  
MON BEL AMI  
d la Fondation  
Deutsch de la Meurthe

Célibataire, mais très entouré d'hommes aussi bico que de femmes, Gustave Flaubert n'a eu qu'un seul ami vraiment très proche : Alfred Le Poittevin. Ils s'étaient connus enfants. Leurs mères respectives avaient été amies de pension, à Honfleur. Le père de Gustave fut le parrain d'Alfred.

Le vrai rapprochement commença au lycée de Rouen : Le Poittevin avait cinq ans de plus que Flaubert, il était ex-rétoricien quand Flaubert était en sixième. A eux deux, ils firent vraiment les quatre cents coups, surtout à l'hôpital, dont le père de Gustave était médecin-chef. Ils transformèrent un vieux billard en scène de théâtre, y montaient par un escalier emprunté au jardinier, y jouaient des tragédies en vers (Flaubert en écrivait déjà à dix ans), mais surtout ils improvisaient des épiques d'une incroyable grossièreté : déguisés en médecins, Flaubert burlait : « Trois saux de merde ou 141 », et Le Poittevin enchaînait : « Douze godemichés au 81 », et, chaque fois, le spectacle basculait dans des tableaux vivants empruntés au marquis de Sade, grandement admiré par les deux camarades.

En 1848, Le Poittevin mourut, il n'avait que trente-deux ans, c'est Flaubert qui l'assista, les derniers jours, qui prit soin du corps, qui l'ensevelit. Jamais il ne guérit de la perte de son ami. Vingt ans plus tard, Flaubert est un choc orveau, perd presque cocoissence, se voyant entrer Alfred Le Poittevin dans son bureau. Ce garçon de dix-huit ans, copie exacte de l'ami d'autrefois, s'appelait Guy de Maupassant. Il était le fils de la sœur d'Alfred Le Poittevin, Laure. A partir de ce jour, Flaubert prit Maupassant sous son aile.

C'est Flaubert qui fit paraître le

premier texte célèbre de Maupassant, *Boule-de-Suif*, et il a écrit : « Conception, observation, personnages et paysages, et surtout composition (chose rare), c'est parfait ». Gustave Flaubert et Guy de Maupassant se retrouvent ensemble aujourd'hui dans une pièce du dramaturge italien Luciano Codignola, *Maupassant, mon bel ami*. Michel Demiaute, le metteur en scène, interprète aussi Flaubert. Il s'est fait exactement la tête et le gabarit du modèle, c'est même si stupéfiant qu'il préfère se maquiller, se perruquer, sous nos yeux - c'est plus honnête. Jean-Pierre Thiercelin est un Maupassant moins flagrant, mais bien fascinant quand même.

Luciano Codignola a eu l'idée d'alterner le personnage de Maupassant et celui du protagoniste de son roman *Bel-Ami*, cet ancien baroudeur d'Algérie revenu à Paris, bellâtre aux limites de la déliquance - François Cognard est étonnant d'abaisse, de liberté d'action, dans ce rôle. Brillantes prestations aussi de Dominique Foucher, Sophie Caffarel, Marie-Christine Letort, bien soutenus par les costumes de Jean-Marie de Baque et par la mise en scène « châtimentée » de Michel Demiaute.

Cette soirée drôle, rêveuse, touchante, a la chance de se passer dans le décor naturel, décidément unique en son genre, de la Fondation

Deutsch-de-la-Meurthe de la Cité universitaire, étonnant manoir hanté qui évoque les mystères anglais comme le *Chien des Baskerville*, ou le Paris de Zola au temps de l'affaire Dreyfus, ou une clinique psychiatrique traversée par Pirandello, ou un vestibule antique de distribution des prix dans un lycée de région... A lui seul, ce lieu hors du temps est déjà une lanterne magique.

MICHEL COURNOT

► 37, bd Jourdan, 75014 Paris, métro Cité-Universitaire, 20 h 30, du mardi au samedi. Tél. : 42-50-76-25, jusqu'au 17 avril.

## Violences d'amour

Un double spectacle de Daniel Benoin avec les anciens élèves de son école de théâtre

ROMÉO ET JULIETTE  
et LE MAL DE LA JEUNESSE  
d Saint-Etienne

de notre envoyé spécial  
Pour le dixième anniversaire de l'école de la Comédie de Saint-Etienne, Daniel Benoin réunit quelques anciens élèves dans ces deux œuvres sur la jeunesse et l'amour écrites à près de trois cent cinquante ans de distance. Son objectif est de montrer la qualité d'une formation d'acteurs d'autant plus adéquate que les classes d'art dramatique des conservatoires, en province, sont en voie de disparition. En même temps, il réalise son vieux rêve d'arracher au purgatoire l'œuvre du dramaturge autrichien Ferdinand Bruckner, avec une pièce qui connaît un succès considérable lors de sa création berlinoise, en 1929.

En France, ce *Mal de la jeunesse* fut monté deux ans plus tard par

Raymond Rouleau, à l'Œuvre. Mais avant même les engouements de l'après-guerre pour le théâtre de l'absurde et pour la dialectique hrechtienne, le public français se détourna d'un spectacle qui alliait la représentation réaliste des conflits de couples à l'extrême violence expressionniste des sentiments. Elle avait pourtant des atouts qui semblaient très modernes aujourd'hui : analyse psychanalytique pénétrante et mise en évidence des déterminations sociales du comportement.

Deux pièces  
antagoniques

Ni l'amour, ni la jeunesse, ni la mort même n'ont évidemment la même résonance dans les deux spectacles donnés en alternance à Saint-Etienne. Dans *Roméo et Juliette*, les très jeunes héros entrent dans la passion comme dans une folie à deux qui les isolerait d'un monde

adulte pourri. Les héros du *Mal de la jeunesse*, au contraire, si purs soient-ils à l'origine, manifestent presque tous une lucidité imputable, donc désespérée. Ils apprennent très vite que la beauté du monde se corrompt à chaque seconde et qu'à moins de faire le choix de se détruire, on est condamné à s'accommoder de cet avilissement permanent.

Pour réussir la gageure d'unir en un diptyque deux pièces aussi antagoniques, Daniel Benoin a commencé par les traduire l'une et l'autre, puis il a conçu un décor unique - avec l'aide du scénographe Jean-Pierre Laporte - sorte de dortoir dans lequel bûment du scabine sibyle recouvert en résidence universitaire. Dans ce dortoir, chambre des filles pour *Roméo et Juliette*, chambre des garçons pour le *Mal de la jeunesse*, des étudiants bavardent, s'amusent, se chamaillent, révisent les textes de théâtre de leur programme entre deux batailles de polochons. Un tel lieu était-il nécessaire ? Ce n'est pas certain, mais du moins permet-il à Daniel Benoin de confronter la vitalité de la jeunesse d'aujourd'hui à celle des héros shakespeariens et bruckneriens. Et aussi d'utiliser les jeunes acteurs sortis de son école dans des registres différents.

Quant au traitement, il est indiscutablement plus réussi pour le *Mal de la jeunesse*. Plus à l'aise généralement devant des textes du vingtième siècle que devant des classiques, le metteur en scène a trop cherché à actualiser *Roméo et Juliette*, *Roméo* vrombit comme s'il conduisait une moto invisible dans ses moments d'excitation ; Capulet manie le tranchoir pour découper le rôti des noces ; le fiancé éconduit exhibe ses muscles sous la douche... Tout cela sert bien, sans doute, l'intention bouffonne toujours présente chez Shakespeare, mais détruit la distance d'« objet d'époque » qui peut seule conserver sa grâce de vitrail à l'histoire d'amour.

En revanche, la cruauté du *Mal de la jeunesse* est magistralement mise en scène, et les possibilités des jeunes acteurs sont admirablement exploitées. Nathalie Ortega, qui o'est qu'une charmante Juliette, révèle un talent de premier plan dans le rôle de Marie, jeune femme floue faisant l'apprentissage de tous les abîmes. Anne Ferret a beaucoup d'élégance en fille de famille révoltée, provocatrice par volonté de suicide. Valérie Marinone est étonnante et drôle en domestique subornée qui découvre ingénument les joies du dévergondage.

Dans les rôles masculins, on remarque Philippe Biaoco (seul acteur qui ne soit pas un ancien élève de l'école), ex-médecin déclassé, témoin impuissant du mal de vivre d'autrui. Mais Frédéric Gasc est un peu décevant dans le rôle pourtant capital du manipulateur Freder. Pour la scène finale, où il reste seul en scène avec Nathalie Ortega, Daniel Benoin avait le choix entre deux variantes : l'une se termine par le cri « Tue-moi ! », l'autre par « Il faut que tu manges »... Comme Bruckner à la création, Daniel Benoin a choisi la deuxième issue, estimant la survie plus violente que la mort. Il n'a pas eu tort, apparemment. Même avec un acteur qui ne va pas au bout des possibilités du rôle, cette fin est poignante.

BERNADETTE BOST

► Théâtre Jean-Dasté, 7, avenue Emile-Loubet, jusqu'au 17 avril, en alternance. Intégrales le 6 avril à 18 h 30, le 10 à 17 heures. Tél. : 77-25-01-24.

► Les deux pièces dans leur nouvelle traduction sont parues aux éditions Armit-Langensmy.

Grand CONCOURS  
LE MONDE, FRANCE INTER, COMÉDIE-FRANÇAISE  
POUR LA RÉOUVERTURE PAR LA COMÉDIE-FRANÇAISE DU THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER

**PLEINS FEUX**  
SUR LE THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER  
du 31 MARS AU 6 AVRIL

Vous pourrez répondre à l'aide d'un bulletin-réponse publié dans Le Monde, daté du 7 avril, qui reprendra l'ensemble des questions, ou sur papier libre.

## QUESTION 9.

TROIS DE SES PIÈCES ONT ÉTÉ JOUÉES EN ALTERNANCE AU VIEUX-COLOMBIER.

- ☐ JEAN GIRAUDOUX ?  
☐ PAUL CLAUDEL ?  
☐ HENRI DE MONTELLANT ?

Indice. LA CRÉATION D'UNE DE SES PIÈCES À LA COMÉDIE-FRANÇAISE CONSTITUE L'ÉVÉNEMENT THÉÂTRAL DE 1943.

## QUESTION 10.

LE THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER SERT DE STUDIO POUR TOURNER UN FILM DE :

- ☐ JEAN GRÉMILLON ?  
☐ JULIEN DUVIVIER ?  
☐ JEAN RENOIR ?

Indice. LA VEDETTE EN ÉTAT SA FEMME, CATHERINE HESSLING.

CHACQUE MATIN, ENTRE 7 H ET 9 H, SUR FRANCE INTER, PATRICIA MARTIN VOUS DONNE LES DEUX QUESTIONS DU JOUR ACCOMPAGNÉES D'INDICES SUPPLÉMENTAIRES.

Toutes les questions sont disponibles, sans les indices, sur les bulletins déposés aux guichets de la Comédie-Française (2 rue de Richelieu, 75001 Paris), aux guichets du Vieux-Colombier (21 rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris), dans le hall de Radio France (116 avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris) et sur internet 3615 FRANCE INTER et 3615 LE MONDE.

1<sup>er</sup> prix. Une statuette de Molière en Scenarfilm, 11 une invitation pour deux personnes aux générales de la Comédie-Française, saison 1993-94, salle Richelieu et au Théâtre du Vieux-Colombier.

2<sup>e</sup> prix. Une invitation pour deux personnes au Festival d'Avignon 1993 à la première de *Don Juan* de Molière par la Comédie-Française.

3<sup>e</sup> prix. Une invitation pour deux personnes, à six spectacles de la Comédie-Française, salle Richelieu et au Théâtre du Vieux-Colombier, pendant la saison 1993-1994.

4<sup>e</sup> au 50<sup>e</sup> prix. Une cassette de l'œuvre de Molière dans la collection vidéo de la Comédie-Française.

Vous pouvez vous procurer le règlement complet déposé chez M<sup>o</sup> Pinot, inspecteur de justice, en résidence au Journal Le Monde, directeur de la Comédie-Française (15 rue Fiquet, 75015 Paris) en joignant une enveloppe timbrée à votre adresse.



France Inter  
Le Monde

فَكَذَّبْنَا مِنَ الْأَصْلِ



## BILLET

## Coup de foudre patronal

La bienveillance dont bénéficie traditionnellement un nouveau président ou un nouveau chef d'Etat à un nom : l'état de grâce. Mais entre Edouard Balladur, dont tout le monde sous la rapidité d'action et le parcours sans faute, et les chefs d'entreprise, c'est apparemment le coup de foudre ! A trois jours de sa déclaration de politique générale, jeudi 8 avril, devant son immense majorité parlementaire, un sondage de l'IFOP - réalisé les 1<sup>er</sup> et 2<sup>avril</sup> auprès de 503 chefs d'entreprise de plus de 100 salariés et publié, lundi 5 avril, par la Tribune Desfossés - révèle un soutien quasi unanime du patronat au nouveau premier ministre. Le constat n'est pas surprenant, mais l'ampleur de l'adhésion étonne. La cohabitation entre Edouard Balladur et les chefs d'entreprise commence sous les meilleurs auspices : 84 % des patrons sont satisfaits de sa nomination ; 89 % se réjouissent de la composition du gouvernement ; 82 % applaudissent la nomination d'un ministre des entreprises ; 74 % se montrent un peu plus optimistes sur l'amélioration de la conjoncture - et 8 % beaucoup plus optimistes. Ces optimistes atteignent même 85 % dans le bâtiment et les travaux publics, secteur qui devrait bénéficier des premières mesures de soutien des pouvoirs publics. Un sondage qui montre que les employeurs sont en phase avec le président du CNPF, qui déclarait le 1<sup>er</sup> avril aux Echos : « L'entreprise, naturellement tournée vers le dynamisme, doit être en appui de cette volonté de changement pour obtenir les réformes en profondeur dont notre pays a impérativement besoin pour retrouver compétitivité et emploi. »

Le gouvernement comptait d'abord sur le rétablissement de la confiance pour favoriser le redémarrage de l'activité. De la part des employeurs, elle lui est accordée sans compter et sans tarder... Le problème est que si cette condition est nécessaire, elle ne sera pas suffisante pour sortir l'économie du marasme actuel. Il faudra du temps et des efforts partagés, des salariés comme des entreprises. La reprise dépend à la fois de la politique économique du gouvernement et d'une accélération de la baisse des taux d'intérêt. 1993 s'annonce difficile avec une croissance faible et un chômage toujours élevé, alors que récemment une étude du Crédit lyonnais laissait craindre un recul de la production dans vingt-huit branches d'activité, les perspectives n'étaient favorables que dans dix d'entre elles.

A la veille du second tour des élections législatives, l'UIMM (patronat de la métallurgie) note : « Nous allons avoir un gouvernement libéral. Que peut-on en attendre ? Qu'il fasse le moins de dégâts possibles. » Une appréciation qui tempère un peu l'optimisme ambiant. Edouard Balladur profitera-t-il de son crédit élevé pour établir un vrai « pacte pour l'emploi » avec les entreprises, les allègements de charges sociales étant liés à des engagements dans la lutte contre le chômage ? Le nouveau gouvernement aura aussi besoin, pour réussir, de la confiance des salariés... Moins spontanément accordée.

MICHEL NOBLECOURT

□ André Rossinat va recevoir les organisations syndicales. - A l'occasion de la cérémonie de passation des pouvoirs entre Michel Delebarre et André Rossinat, le nouveau ministre de la fonction publique a annoncé, vendredi 2 avril, qu'il recevrait, du 5 au 10 avril, les organisations syndicales de fonctionnaires (CFDT, CFTC, CGT, FEN, FO, CFE-CGC et FGAP). M. Rossinat est installé au siège de l'ancien secrétariat d'Etat à la communication, rue Saint-Dominique à Paris.

Une progression de 5,2 % sur un an

## Les loyers ont augmenté deux fois plus vite que l'inflation en 1992

Les loyers ont progressé plus de deux fois plus vite que l'inflation en France en 1992, selon une enquête de l'INSEE publiée lundi 5 avril. Entre octobre 1991 et octobre 1992, l'indice des loyers a progressé de 5,2 % alors que celui des prix à la consommation sur cette période ne s'est accru que de 2,4 %. Cette hausse du coût de la location tient en grande partie à l'évolution des loyers dans le secteur libre (+ 5,3 %), qui représente près des deux tiers de l'ensemble des loyers, précise l'INSEE. Le logement social (HLM), qui n'en constitue qu'un tiers, n'est cependant pas en reste, le prix de la location ayant progressé sur la même période de 4,3 %. L'INSEE note que l'augmentation dans le logement social

« est restée sensible » en 1992, après une hausse de 4,1 % en 1991. Quant à la catégorie de logements soumis à la loi de 1948, elle ne représente plus qu'une part marginale : 3 % des appartements.

Dans le seul secteur libre, les loyers avaient augmenté de 5,1 % en 1991, après une progression de 3,9 % en 1990. L'augmentation des prix s'explique par l'évolution de l'indice du coût de la construction (ICC), souligne l'INSEE. Cet indice de référence permet de réviser le loyer des locataires en place chaque année à la date anniversaire de la signature du bail. Sur la période 1991-1992, il a progressé de 4,3 % après une hausse de 3 % en 1990-1991.

L'étude note que sur le premier

semestre 1993 les loyers devraient augmenter plus modérément que sur la même période de 1992, à cause du fléchissement du coût de la construction observé en fin d'année. La localisation des logements joue également un rôle important. « De façon générale, les tensions sont plus fortes dans les grandes agglomérations, et les écarts de niveau tendent à se creuser », souligne l'étude. Dans la région parisienne, le prix de la location au mètre carré atteint 36,50 F par mois alors que la moyenne mensuelle nationale est de 26 F, selon l'enquête réalisée en octobre 1992. A l'autre extrême, le prix descend jusqu'à 20 F dans les petites unités urbaines (moins de 20 000 habitants).

L'arrêt de travail des bagagistes à Orly-Sud

## Air France contraint à annuler certains vols

La direction d'Air France a été obligée d'annuler, lundi 5 avril au matin, tous ses vols (une dizaine) au départ d'Orly Sud, le mouvement de grève, déclenché vendredi 2 avril par les agents des services commerciaux et du service avions de la compagnie ayant été reconduit. Le trafic des autres compagnies n'est pas affecté par la grève.

Les syndicats CGT et FO protestent contre la mise en place d'une nouvelle grille horaire qui, selon eux, conduit à une augmentation de l'amplitude journalière, une vacation supplémentaire et la modification des jours travaillés. Discutée dans le cadre des mesures qui doivent permettre à la compagnie française de retrouver l'équili-

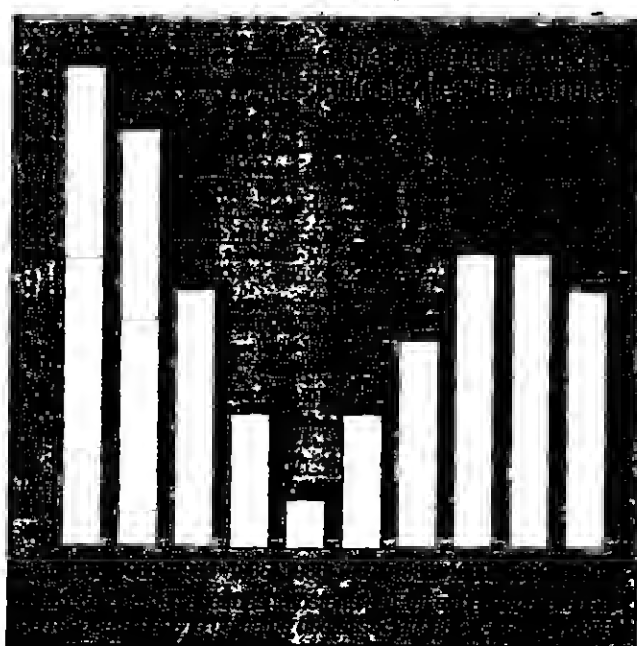
bre financier, cette nouvelle grille n'entraîne pas, selon la direction, d'augmentation de la durée du temps de travail. Des discussions sont d'ores et déjà en cours entre la direction et les syndicats.

La grève se traduit par l'empêchement d'embarquer les bagages des passagers. La compagnie a néanmoins envoyé des avions vides pour chercher les voyageurs qui reviennent. Par ailleurs, le syndicat des mécaniciens au sol a appelé, dans un communiqué publié lundi, l'ensemble du personnel technique à cesser le travail du 9 au 12 avril.

Renseignements voyageurs : 44-08-24-24.

Selon l'INSEE

## Les régions emploient davantage de fonctionnaires



Les fonctionnaires employés par les collectivités locales représentent 6,6 % de la population active salariée. Leur nombre a sensiblement augmenté depuis 1982 et encore de 2,1 % (soit 27 000 postes de travail) en 1991, selon une étude que vient de publier l'INSEE. Les organismes communaux et intercommunaux emploient 77 % des agents. Suite du fait de l'extension de leurs responsabilités, les régions ont fortement accru leurs effectifs : +16 % après une progression de 11 % en 1990. Les effectifs des départements restent stables.

La fonction publique territoriale emploie peu de cadres, sauf dans les villes de 100 000 habitants et plus. C'est dans la grande couronne d'Ile-de-France (Essonne, Val d'Oise, Seine-et-Marne) ainsi que dans des départements comme la Meuse, la Vendée ou l'Ariège que les effectifs de fonctionnaires territoriaux ont le plus augmenté depuis 1985.

Premier groupe privé d'assurances français

## AXA recapitalise sa filiale américaine Equitable

Comme prévu, l'assureur français AXA va renforcer sa nouvelle filiale américaine Equitable à hauteur d'environ 300 millions de dollars (1,65 milliard de francs), en utilisant la moitié des sommes levées lors de sa dernière émission d'obligations. Vendredi 2 avril, AXA et Equitable ont annoncé l'émission par Equitable d'environ 600 millions de dollars d'obligations convertibles, dont 49 % sont réservées à AXA, son actionnaire principal. Les sommes levées par Equitable seront essentiellement injectées dans les différentes sociétés de l'assureur américain afin de

les mettre en conformité avec le nouveau ratio prudentiel appliqué outre-Atlantique aux compagnies, dénommé risk-based capital.

Début février, le premier groupe privé d'assurances français, qui contrôle à hauteur de 49 % la compagnie Equitable, récemment démantée, avait émis pour 3,65 milliards de francs d'obligations convertibles. Lors de l'annonce de cette opération, Claude Bébéar, président d'AXA, avait indiqué qu'une partie des fonds levés, mais pas plus de 30 %, serait utilisée pour renforcer Equitable.

En réduisant de 20 % le prix des cigarettes Marlboro

## Philip Morris lance la « guerre du tabac » aux Etats-Unis

Pour Wall Street, c'est un peu comme si la célèbre cow-boy de Marlboro avait brusquement sorti son revolver... pour se tirer une balle dans la tête. En annonçant, vendredi 2 avril, son intention de réduire de 40 cents (2,25 francs) le prix du paquet de cigarettes rouge et blanc - la marque-tête du fabricant - pour le ramener au alentours de 1,80 dollar (10 francs, contre 13 francs actuellement en France), la firme américaine Philip Morris a indiqué que cette mesure allait entraîner une baisse de 40 % des bénéfices retirés de son activité tabac aux Etats-Unis en 1993, soit 2 milliards de dollars (1) de profits annuels en moins. L'information faisait la « une » de tous les grands journaux le lendemain.

NEW-YORK

de notre correspondant

Au New York Stock Exchange, la réaction a été immédiate. Le cours de l'action Philip Morris a chuté de 22 % à l'issue de la séance de vendredi : 13 milliards de dollars de sa capitalisation boursière se sont ainsi évaporés en quelques heures. Dans le sillage, les actions des autres principaux fabricants, RJR Nabisco, American Brands, Loews et UST, plongeaient. Les spécialistes du secteur ont estimé que ces groupes devraient, eux aussi, baisser considérablement leurs prix pour résister à la gigantesque offensive de la première marque mondiale qui, en 1992, a vendu 124 milliards de cigarettes Marlboro aux Etats-Unis.

Philip Morris a déclaré une véritable « guerre du tabac » à ses concurrents immédiats. En annonçant une baisse des prix sur sa principale marque, le numéro un mondial du tabac a voulu protéger le portefeuille de la compagnie, en perte de vitesse sur le marché américain. En 1992, la part de marché de Marlboro a été ramenée à 22 % contre un peu plus de 24 % l'année précédente. « Dans un environnement encore marqué par un ralentissement de l'activité économique et par un relatif manque de confiance des

consommateurs, nous avons estimé qu'il fallait prendre cette décision drastique de façon à conserver notre position », a expliqué William Campbell, président de Philip Morris USA, division qui a apporté 12 milliards de dollars de chiffre d'affaires au groupe en 1992.

A New-York, l'état-major a fait un calcul simple. Chaque paquet de Marlboro rapporte plus de 35 cents à l'entreprise, contre 1 cent environ pour les paquets vendus en « discount » (ou sous forme de produits génériques) par ses concurrents, voire par Philip Morris qui a été obligé d'investir à son tour ce marché en pleine expansion. En 1992, les marques vendues à bas prix ont représenté 36 % du marché contre 1 % seulement il y a une dizaine d'années.

Un pari

sur le haut de gamme

Son principal rival, Reynolds, qui commercialise notamment les marques Winston et Camel, est accusé de brader à 99 cents ses paquets de cigarettes moins prestigieuses. En pariant sur le haut de gamme plutôt que de se lancer dans une course épuisante au volume, Philip Morris a choisi de privilégier ses produits à forte rentabilité. Une sage politique si l'on en juge par les tests discretement effectués à Portland, dans l'Oregon, qui ont permis à Marlboro de gagner 4 points de marché après avoir baissé ses prix de 40 %. Et donc, dans un premier temps, perdu de l'argent.

Philip Morris mise sur la « prime à la qualité » face à un marché globalisé en chute libre. Le nombre de fumeurs (24 % de la population américaine) a été réduit de moitié en un peu plus de trente ans. De plus, l'administration Clinton a choisi d'accroître très fortement les taxes sur les cigarettes (et sur l'alcool) dans son budget 1994 pour financer en partie son futur programme de couverture sociale. M. Campbell a préféré prendre les devants en abaissant ses prix de vente de façon à attirer auprès des consommateurs les conséquences de cette fiscalité supplémentaire, déjà baptisée « les taxes du péché ».

S. M.

(1) Un dollar vaut environ 5,60 F.

Pour entrer à Paris

## M. de Maulde quitte son poste de président du Crédit du Nord

Bruno de Maulde, inspecteur général des finances, président du Crédit du Nord, filiale de la Compagnie financière de Paris depuis janvier 1986, a quitté son poste pour entrer au directoire de cette même Compagnie financière où il sera chargé d'une mission sur la stratégie des activités bancaires du groupe Paribas en France.

Il est remplacé par Pierre Simon, cinquante-huit ans, vice-président du Crédit du Nord depuis 1991, auquel succède Bernard Aubrey, président du directoire de CORTAL et membre du directoire de la Compagnie bancaire, du groupe Paribas.

Vice-président de la Commission européenne

## M. Bangemann souhaite un accord de coopération entre le Japon et les Douze sur la TVHD

Le vice-président de la Commission européenne, Martin Bangemann, a appelé, vendredi 2 avril à Tokyo, la CEE et le Japon à coopérer sur la norme mondiale numérique pour la télévision à haute définition (TVHD), tout en indiquant qu'il proposerait l'abandon de l'utilisation obligatoire dans la CEE du format européen HD-Mac. « Le projet d'introduire de manière obligatoire en Europe le format HD-Mac ou D2Mac est une erreur. (...) Tout le monde ou presque le pense. (...) Je vais proposer que nous l'abandonnions », a déclaré

M. Bangemann, lors d'une conférence de presse.

Le commissaire européen a précisé qu'il s'exprimait à titre personnel et qu'aucune décision en ce sens n'avait été encore prise par la Commission. Il a toutefois ajouté que, selon ses consultations, son avis n'était pas éloigné des décisions qui seront prises au conseil des ministres européens. M. Bangemann a suggéré que le Japon et l'Europe travaillent à une norme numérique mondiale « qui pourrait être acceptée par les Etats-Unis ».

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

maisons individuelles

JOUENES (25)

PRÈS FRONTIÈRE SUISSE

Petit, rd maison sur terrain

1 400 m<sup>2</sup> comprenant 2 appart.78 m<sup>2</sup> et 88 m<sup>2</sup> en cit. Garage.

Cant. T. 03 81-48-05-76

Coutage centralisé et bois.

Tél. : 1 050 000 F.

Tél. (16) 81-48-05-76

M. ALÉSIA, Petit pavillon

2 étages, Centre Juvén.

1 800 000 F., 48-48-55-81

MAROLLES-EN-BRIE

VAL-DE-MARNE

Vill. 7 pièces sur 600 m<sup>2</sup>

terrain, Haz-de-vent, 1 séjour

double carrelage, cheminée, 2

chambres, salle de bains, sols,

équipés, wc, buanderie,

1<sup>er</sup> ét. : 2 chbres, s. de bns,

cuisine, Garage 2 voitures,

terrass. 200 m<sup>2</sup>. Quartier rési-

dentiel, proche commerces,

écoles, lycée, équipements

sportifs, golf, tennis, centre

aquatique.

Prix : 1 800 000 F.

Après 18 h : 45-88-12-78

appartements

achats

Rég. 2 s + 1 pièce, PARIS

proche JVE GAUCHE avec 2

chambres, FAUCONNET, 2

chambres, salle de bains, sols,

équipés, 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup>

Tél. (16) 78-30-18-66

VILLAS

VIVEZ LA NATURE entre

NIMES et MONTPELLIER, vill.

individuelle 514 m<sup>2</sup> s. p. p.,

piscine, prestations de

quartier, A 10 mn autoroute

et aéroport.

SAKA. Tél. 66-71-23-68

CHATEAUX

GARE. 20 KM MER

800 m<sup>2</sup> + dév. sur 3,3 ha,

Calvados, Vins,

Tél. 67-66-18-19, 11 h-22 h.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services. 43-56-17-50

boutiques

NATIONAL, 10 St-Antoine

Belle boutique, bail tous com-

merces, 2500 F/mois, caution

300 000 F., 43-73-33-31

Le Monde

AGENTS IMMOBILIERS

pour passer votre annonce

46-62-75-13



## ÉCONOMIE

L'affaire de « la Calypso »

La « guerre du poisson »  
accroît la tension  
dans le Cotentin

La tension restait vive, lundi 5 avril, dans le Cotentin et les îles Anglo-Normandes après l'inculpation de Michel Mesnage, patron du chalutier normand la Calypso. Jugé pour pêche illégale en infraction avec l'accord franco-britannique de l'été 1992, arrêté puis remis en liberté sous caution, ce dernier devait connaître le 5 avril la décision du tribunal de l'île de Guernsey.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche, Jean Puech, a déclaré, samedi 3 avril dans l'Aveyron, département dont il préside le conseil général, qu'il défendrait avec vigueur les intérêts des pêcheurs et des agriculteurs, mais qu'il demandait « un petit délai ». Il avait reçu la veille les dirigeants du nouveau Comité national des pêches maritimes et des élevages marins dont le président, élu le 2 avril, est Alain Parès, président de l'Union des armateurs à la pêche.

Edouard Balladur devait recevoir dans l'après-midi du mardi 6 avril, en présence de M. Puech, les représentants des organisations agricoles et ensuite ceux du secteur des pêches.

## « La pêche, c'est mon héritage, pourquoi y renoncer ? »

Les protestations des pêcheurs britanniques se heurtent à l'intransigeance de leur gouvernement

PETERHEAD (Écosse)  
de notre envoyé spécial

« James » et « Michael » avaient, avec de longues gorgées de café brûlant, d'épais sandwiches à la viande, et remâchaient leur rancœur : « Les Français, eux, sont mieux compris et défendus par leur gouvernement et leurs organisations. Vous avez plus de bon sens que nous. Ici, la seule politique, c'est de multiplier les restrictions. Nous avons essayé tous les moyens démocratiques, sans succès. C'est pour cela qu'il y a ces actions de blocage des ports : pour que le gouvernement nous écoute. C'est lui qui nous a mis dans cette situation, en acceptant des quotas beaucoup trop faibles. » Dans la cantine bondée située à quelques mètres du marché au poisson où les hurlements des enchères rivalisent de décibels, la chaleur commence à colorer les joues, délier les doigts, et les langues.

Il est 7 h 30, et la flotille de quelques quarante chalutiers est rentrée. Les bateaux se sont amarrés à couple, les casiers à poissons, agrippés par les gaffes, ont effectué de longues glissades parmi les morceaux de glace qui couvrent le sol, avant de s'aligner, par milliers. Les boîtes calées sur des haddock qui ne gigotent plus, les « eboyeurs » jettent quelques ordres dans des téléphones sans fil, tout en faisant face à la foule des pêcheurs et acheteurs en parkas molletonnées qui

attendent sans impatience, dans ce petit matin écossais frisquet. « Michael » Bushan, patron du chalutier *Sussex*, balaye d'un revers de main et d'une injure la nouvelle législation que prépare, avec le « Conservation Act », le gouvernement de John Major. L'élément central de la loi sera de fixer le nombre de « jours à la mer » pour chaque chalutier, au nom de la conservation du patrimoine marin, et de la « gestion des stocks ».

Il faut bien  
se « défendre »

Parallèlement, un programme de reconversion, basé sur des indemnités financières, est proposé à ceux qui acceptent de quitter la profession. Nul, pas même « Michael » et « James », ne conteste que la politique communautaire des quotas impose une réduction de la flotte de pêche. Mais pas comme cela, pas de façon aussi drastique, et pas pour eux : « Non, je n'accepterai pas. Ce métier, dit « Michael », c'est mon héritage, celui de mon père et celui de mon fils. Je ne veux pas vendre mon héritage. J'ai trente-deux ans, alors ? Que fera-t-on une fois qu'on aura vendu nos bateaux ? Ce programme, c'est bon pour les vieux skippers. Le gouvernement doit nous

aider, pas nous sacrifier. » « James » et « Michael » naviguent ensemble, à deux bateaux, pour enlever la morue et le hareng dans les îles de leur chûit, en tailles. Ils forment une paire d'amis, mais « James », songeur, introduit une nuance : « Si encore le montant des indemnités était correct... »

Au fond, comme toujours, le bien vient de la mer, et le mal du temps. A la fin de l'année dernière, en décembre, puis en janvier, les conditions météorologiques ont été épouvantables, même à l'aube des pêcheurs de Peterhead, ces hommes rudes du bout de l'Écosse, ainsi obligés de rester au port, comme d'autres gardent la chambre. Peterhead, premier port de Grande-Bretagne (119 000 tonnes en 1991) et d'Europe pour le poisson « blanc », a souffert de froid. En février, avec le retour d'un temps plus clément, les pêcheurs ont rattrapé le temps perdu : quotas ou pas, il fallait faire « bouillir la marmite » : depuis 1987, les revenus des pêcheurs ont chuté (selon les pêcheurs) de 30 %. Résultat : les prises se sont déversées sans mesure sur le marché, faisant brutalement chuter les prix. Alors, il a bien fallu trouver des bons émissaires à la colère.

Pêleur-noble : les quibus bruxellois, les importations, notamment de poisson russe, l'industrie de traitement du poisson (smogues) qui préfère « acheter du poisson étranger », l'attitude obstinée du gouvernement, voire, parce qu'il faut bien se « défendre », les pêcheurs français... Les 16 800 pêcheurs britanniques se sont donc mobilisés, avec des méthodes d'action différentes. Dans la région de la Humberide, notamment à Grimsby, on est partisan, de la manière forte : le blocage des ports. Les 7 300 pêcheurs écossais, de leur côté, ont préféré un geste symbolique : le 11 mars, un commando a déversé des bidons de foin sur la cargaison de poisson du *Romby*, un bateau russe qui avait eu la mauvaise fortune de se trouver dans le port de Peterhead. « C'était une action très spontanée », explique Robert Allan, le principal responsable de la fédération des pêcheurs écossais, « évidemment je ne peux pas approuver un acte illégal, mais nous comprenons l'état d'esprit des pêcheurs ».

Réaction de légitime défense ? Voire. Il est difficile d'obtenir un chiffre précis du volume du poisson russe qui est débarqué à Peterhead, puisque celui-ci ne transite pas par le marché au poisson : les bateaux se rangent le long des quais, les caisses de poisson sont chargées dans les camions frigorifiques, et ceux-ci se rendent directement aux usines des sociétés de traitement du poisson. Aucune restriction, aucun contrôle. Le directeur de pêche d'entre elles, Aberdeen, devait recevoir le carapace du *Romby*, Philip Greig, proteste de sa bonne foi : « En 1987-1988, tout notre poisson était écossais. En 1989, première année d'imposition des quotas, nous avons été obligés d'acheter 25 % de poisson d'importation. En 1990, les quotas ont été réduits de 50 %, les importations sont montées à 85 %. » La démonstration par les chiffres, en effet, semble imparable : la Grande-Bretagne consomme 25 % de la production mondiale de morue (cabillaud) et 90 % du haddock, vendu en Europe, les deux poissons qui composent l'essentiel de la « matière première » de l'industrie du traitement du poisson.

Celle-ci alimente notamment les quelque 8 000 « fish and chips » du royaume. Or, le volume de morue provenant de la pêche nationale n'atteignant que 6 % des besoins, le reste doit nécessairement être importé. Le poisson russe, de toute façon, ne représente qu'une faible part des importations, loin derrière les arrivages en provenance d'Islande, de Norvège, du Danemark et des îles Féroé. Le cas des pêcheurs écossais est donc contradictoire : une part importante du hareng et du maquereau pêché par les chalutiers de Peterhead on d'abardeen est en effet exporté en Russie. « Il n'y a pas plus de 25 000 tonnes par an de poisson russe arrivant en Écosse, contre 250 000 tonnes de hareng et de maquereau écossais qui partent », assure M. Greig, qui ajoute : « Une limitation des importations nous porterait un coup terrible. »

La « loi du silence » est de rigueur

A Aberdeen, Robert Milne, directeur général de l'association des marchands de poisson, renchérit : « Rien que sur la côte nord-est de l'Écosse, 5 000 personnes sont employées dans cette industrie. » Les pêcheurs réagissent que, si Londres ne veut pas interdire, ou limiter, les importations russes, c'est pour des raisons diplomatiques : au moment où Boris Eltsine bénéficie de la sollicitude internationale, il serait peu judicieux de tarir la source de devises provenant de l'une des naves « productions russes » exportables en Europe. Le gouvernement qui, dans le conflit actuel, ne craint pas de prendre la défense des intérêts de l'industrie du « smog », contre-attaque : les difficultés de la profession, estime David Curry, ministre de la pêche, proviennent notamment du volume de blackfish, c'est-à-dire du poisson pêché « au noir ».

On entre là dans un domaine mystérieux. Parmi les pêcheurs, la « loi du silence » est de rigueur. Tout en reconnaissant qu'il ne peut prouver ses dires, M. Milne estime que 50 % du poisson débarqué en Écosse est constitué de blackfish, lequel déstabilise le marché et, à l'occasion, fait chuter les prix. « Parfois, ce poisson illégal est débarqué la nuit, ajoute-t-il, quand les inspecteurs du gouvernement ne sont pas là », dit « Michael » et « James » ne nient pas le phénomène mais il lui trouve une explication : « Le blackfish apparaît lorsque les quotas sont insuffisants, il est causé par et en réaction au système des quotas. » Et, à leur tour, ils dénoncent : une part importante du poisson débarqué en Écosse et réexporté par les usines de traitement expliquent-ils, est du poisson étranger qui profite d'un label communautaire factice pour s'imposer sur les marchés européens.

Avec une étiquette « processed in Scotland » ( « traité en Écosse » ) apposée sur les barquettes de surgelés, rien de plus facile. La pratique n'est d'ailleurs pas réservée à l'Écosse : dans les ports de la Humberide, des cargaisons entières de poisson islandais reçoivent ainsi un blanc-seing communautaire. Le gouvernement britannique estime cependant que la profession des pêcheurs doit commencer par s'autodiscipliner, se réguler, c'est-à-dire adapter l'offre à la demande de poisson. David Curry ne cache pas son mécontentement à l'égard du « mauvais » exemple donné, selon lui, par les autorités françaises, s'agissant des subventions accordées aux pêcheurs.

Pour sa part, il n'entend feindre sous aucun prétexte : « Ma responsabilité est de sauver la profession des stocks. Donc il n'y a pas de « négociation » avec les pêcheurs. Le gouvernement prend ses responsabilités : nous allons légiférer, un point c'est tout. Nous allons publier les dispositions relatives aux permis de « jours à la mer » au cours des prochains mois, et nous allons introduire ce programme de reconversion, probablement en août ou septembre. Les

pêcheurs ne seront pas subventionnés. S'ils bloquent d'autres ports, cela ne pourra pas avoir pour effet de me persuader de les subventionner. Et même si j'étais d'un avis différent, quiconque imagine que le Trésor pourrait accorder des subventions vit sur une autre planète ! »

Le conflit risque donc de se prolonger, et Robert Allan prêche la modération, tout en demandant une renégociation : « Il y a un problème global, soulève-t-il. Il faut que, à Bruxelles, le conseil des ministres réexamine la structure des prix, le système des prix minimaux à l'importation ; il faut peut-être fixer des plafonds de quotas, des objectifs de quotas sur les principales importations ; enfin, il faut que soit mis fin au système des tarifs. » Il ajoute : « Les gros problèmes sont commencent lorsque les pêcheurs reçoivent dans leur boîte aux lettres un papier leur disant le nombre de « jours à la mer » qui leur est imparti. »

A Peterhead, « Michael » et « James » ont fait leurs comptes : pour sauvegarder un revenu d'environ 23 000 livres par an (environ 16 500 francs par mois), ils doivent pouvoir compter sur un minimum de 220 « jours à la mer », à condition toutefois que les prix se tiennent, et qu'il soit mis fin, ajoutent-ils, au « dumping des Russes ».

LAURENT ZECCHINI

## CARNET DU Monde

## Naissances

Marianne et Marc LEMARIGNIER, sont heureux d'annoncer la naissance de

Léa,

le 27 janvier 1993, à Paris.

## Décès

M. et M<sup>me</sup> Guy Auberré, ses parents, Patrick, Christophe, Jean-François, Bernadette, Marie-Claire, Catherine, Camille, ses frères et sœurs, La Croupe 3.5.81, Et tous ses amis, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Bernard AUBERRÉ,

survenu le samedi 3 avril 1993, des suites d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 6 avril, à 14 heures, en l'église Sainte-Famille de Beaurain (Loire-Atlantique).

5 bis, avenue du Muguet, 44120 Beaurain-Verdon, 139, rue du Fanbourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

M. Edmond Leguil, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Patrick Leguil, M. Jean-François Leguil, ses enfants, Céline, Matthieu et Timothée Leguil, ses petits-fils, M. Fernand Williams, sa cousine, M. Lucienne Leguil, sa belle-sœur, M. Chantal Soyex, et ses enfants, Emmanuel et Marine, M. et M<sup>me</sup> Jean-Jacques Chartin, ses neveux et nièces, Les familles Leguil et Rouzé, M. et M<sup>me</sup> Michel Frappat, La famille Arnould, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 3 avril 1993, de

Christiane LEGUIL,

née Bayart,

munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité, le mercredi 7 avril, à 10 h 30, en l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est, à Boulogne (Hauts-de-Seine), et sera suivie de l'inhumation au cimetière d'Auteuil, 53, rue Claude-Lorrain, à Paris-16<sup>e</sup>.

Une messe sera dite le mardi 13 avril, à 17 heures, en la chapelle Notre-Dame-de-Lorette, au-dessus de Port-Lesney (Jura).

87-89, avenue Victor-Hugo, 92100 Boulogne, 59, avenue Victor-Hugo, 92100 Boulogne, 97, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris.

Nous remercions et nos actionnaires, bénévoles de la rédaction du « Carnet du Monde », pour leur soutien et leur confiance.

M<sup>me</sup> Madeleine Berthe, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Claude Berthe, M. et M<sup>me</sup> Christian Darnagnac, M<sup>me</sup> Nicole Heylen, ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BERTHE,

survenu à Baugé (Maine-et-Loire), le 4 avril 1993, dans sa quatre-vingt-cinquième année, au domicile de ses enfants Darnagnac.

La cérémonie religieuse sera célébrée mardi 6 avril, à 16 h 30, en l'église de Baugé, suivie de l'incinération, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

M. et M<sup>me</sup> Darnagnac, 46, rue Georges-Clemenceau, 49150 Baugé.

Le conseil de surveillance, Laurent Bernard-Narbonne, président du conseil de surveillance, Jean-Marie Aubertin, membre du conseil de surveillance, L'ensemble du personnel de Menuiserie de Flandre, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Pierre BERTHE,

fondateur, président du conseil de surveillance, de Menuiserie de Flandre, survenu à Baugé (Maine-et-Loire), le 4 avril 1993, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée mardi 6 avril, à 16 h 30, en l'église de Baugé.

Menuiserie de Flandre, 42, rue Anger, 93305 Pantin Cedex.

M. et M<sup>me</sup> Jean Tauzin, M. et M<sup>me</sup> Philippe Tauzin et leur fille Agnès, M. et M<sup>me</sup> Jacques Tauzin et leur fils Yann, M<sup>me</sup> Jacques Josselin, Sa famille, Et ses frères amis, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean TAUZIN,

le 31 mars 1993, 17, quai aux Fleurs, 75004 Paris.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-46-29-84

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et actionnaires : 90 F

Communications diverses : 105 F

Thèmes étudiants : 60 F

On nous prie d'annoncer le décès de

Marguerite GRUNY, conservateur honoraire de la bibliothèque enfantine, l'heure joyeuse, chevalier des Arts et Lettres,

survenu le 26 mars 1993, Les usages ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part du Docteur et M<sup>me</sup> Ronsin, Et de M. F. Morel.

59, boulevard des Invalides, 75007 Paris, 3, impasse de la Station, 91440 Bures-sur-Yvette.

Pottiers. Magnac-Laval, M<sup>me</sup> Camille Trouvat, son épouse, M<sup>me</sup> Jacqueline Delaville, M. et M<sup>me</sup> Yves Barbraux, M. et M<sup>me</sup> Georges Drouguez, ses enfants, Ses petits-enfants, Les familles Raix, Toulouse, Mayers, Grilber, Proust, Carpentier, Barbraux, Aicardi, ont la douleur de faire part du décès de

M. Camille TROUVAT,

survenu le 4 avril 1993, La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 6 avril, à 15 heures, en la cathédrale Saint-Pierre de Poitiers.

Condolances sur registres.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Une bénédiction, suivie de l'inhumation, aura lieu au cimetière de Magnac-Laval (Haute-Vienne), le même jour, vers 17 h 30.

## Anniversaires

Le 5 avril 1987, Philippe AYDALOT,

nous quitte. Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

De la part de Lili, son épouse, Marion, sa fille, Ses parents.

Nantes. Saint-Jean-de-Monts, Poitiers-Notre (Comp).

Le 6 avril 1992, nous quitte notre chère

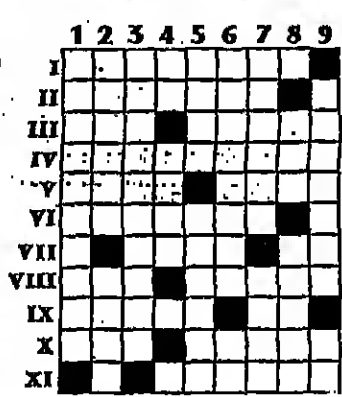
Isabelle.

Que tous ceux qui l'ont connue et aimée gardent en leur cœur le souvenir de son sourire.

Famille GOUILLARD, MILANDOU.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6012



## HORIZONTALEMENT

1. Attire ceux qui aiment la cirque. — II. Épousée par celui qui lui quitte. — III. Totallement dépourvus. Pour couper la figure. — IV. Paut être une femme qui n'a pas le ticket. — V. Pas chargé. C'est la misère quand il est petit. — VI. Pour un hypocrite, n'est pas une chose à voir. Un peu de lumière. — VII. Le gros n'est pas facilement tiré. Se construit avec des planches. — IX. Croisées par des gens qui se renouvellent. Symbole. — X. Un cri hostile. Son odeur annonce la pluie. — XI. Dont on peut être fier.

## VERTICALEMENT

1. Qui pouvant prendre l'air. — 2. Une façon de se faire de bons amis. Permet de ranger les morceaux. — 3. Des gens qui travaillent en face. — 4. A son bout, il peut y avoir le « service ». Une partie de l'Oubangui. — 5. Capitale. Peut être formée de sacs mis en ordre. — 6. Mirent à la portée. Symbole. — 7. En première audition. Bout de temps. — 8. Qui a beaucoup circulé. Tout un réseau. — 9. Mis à plat. Conjonction.

Solution du problème n° 6011

## Horizontalement

I. Baines (Allusion aux corsets). Gaffer. — II. Avantage. Sauve. — III. Rentrent. Ires. — IV. Gâ. Croisement. — V. O.N.U. Folral. Uta. — VI. E.O. Teigne. Ré. — VII. Ex. Existence. Et. — VIII. Lois. Trêve. — IX. Lue. Ua. Atr. — X. Italia. Aches. — XI. Sac. Fraachio. — XII. Ite. Pil. Siste. — XIII. Clinquant. Se. — XIV. Ets. E.P. Vanna. — XV. PE. Ecrivassiers.

## Verticalement

1. Barboillie. Cap. — 2. Ave. Boutelle. — 3. Langue. Isacif. — 4. Enta. Cessal. Enée. — 5. Ite. If. — 6. Marcotique. Puer. — 7. Egérie. Flapi. — 8. Senovita. Cria. — 9. Etege. T.V.A. — 10. Sinn (Sinn). Feiner. Tans. As. — 11. As. Electiciens. — 12. Faim. Eméché. N. — 13. Fureur. Hissée. — 14. Eventées. Este. — 15. Reste. Tarsée. Os.

GUY BROUTY

مكتبة الأصل



# ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Le classement de « Fortune » pour 1992

## Accroissement de la rentabilité des grandes entreprises américaines

Pour la trente-neuvième année consécutive, le mensuel Fortune vient de publier son traditionnel classement des 500 premiers groupes industriels américains pour l'année 1992, établi à partir du seul chiffre d'affaires. Mis en parallèle avec le classement du magazine Forbes, basé sur trois autres critères (bénéfices, montant des actifs et valeur boursière) et celui de l'hebdomadaire Business Week, axé sur la capitalisation boursière, ces trois études complémentaires offrent une bonne radiographie de l'industrie américaine.

NEW-YORK

de notre correspondant

En 1992, l'ensemble des 500 entreprises recensées par Fortune ont réalisé un chiffre d'affaires total de 2 363 milliards de dollars, en augmentation de 4,4 % sur l'année précédente. Mais dans le même temps le total de leurs bénéfices n'a atteint que 10,5 milliards de dollars, contre 55 milliards en 1991. Ce résultat - le plus faible depuis 1955, souligne le magazine - s'explique par les nouvelles règles comptables (dites

FASB 106) qui ont obligé l'année dernière les sociétés américaines à provisionner des sommes importantes au titre de la couverture sociale de leurs employés partant en retraite.

### Diminution de l'endettement

Hors nouvelles règles comptables, le bénéfice total de ces groupes qui ont employé 11,8 millions de personnes (2 % de moins qu'en 1991) a atteint 70,5 milliards de dollars. Avec un chiffre d'affaires de 132 milliards de dollars en 1992, General Motors (qui a affiché une perte de 23,5 milliards de dollars l'année dernière, un record historique pour toute l'industrie) reste le premier groupe industriel américain, devant la compagnie pétrolière Exxon et le deuxième grand nom

de l'automobile, Ford Motor, lequel a perdu 7,4 milliards. IBM, qui vient de changer de président, a aussi subi une très lourde perte en 1991.

Mais, en dépit de ces déboires qui affectent quelques-uns des grands groupes en tête du classement, l'analyse des autres sociétés reflète une nette reprise de la rentabilité (Exxon, General Electric et Philip Morris ont tous affiché un bénéfice annuel voisin de 3 milliards de dollars), en grande partie en raison de la forte diminution de l'endettement des entreprises américaines et d'une augmentation sensible de la rentabilité par employé. Pour Marshall Loeb, rédacteur en chef de Fortune, il ne fait pas de doute que les grands noms de l'industrie ont opéré un retour sur scène, confirmant l'opinion selon laquelle une économie qui veut

réussir doit s'appuyer sur une base industrielle solide.

De son côté, Business Week met à l'honneur des firmes comme ATT (télécommunications), Wal-Mart (distribution) ou Merck (pharmacie) qui ne figurent pas dans le classement de son concurrent. Au total, les 1 000 entreprises recensées par le magazine ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 5 % seulement tandis que leurs profits grimpaient de 22 % en douze mois.

Quant à la liste de Forbes, limitée aux cinquante groupes jugés les plus compétitifs, elle reflète un tassement du chiffre d'affaires, à 1,2 milliard de dollars au total en 1992. Mais, dans le même temps, les bénéfices ont augmenté de 14 % d'une année à l'autre pour atteindre 74 milliards de dollars. Un constat qui entraîne ce commentaire ironique de Lawrence Minard, rédacteur en chef de Forbes, rapporté par USA Today: « Au moment où nous constatons un retour de la rentabilité et de l'efficacité, lequel devrait nous inciter à profiter de cette compétitivité pour attaquer les marchés étrangers, il est au moins paradoxal de voir Washington envoyer des signaux contradictoires et soutenir protectionnistes. »

SERGE MARTI

FORTUNE			FORBES			BUSINESS WEEK		
1992	1991	Société	1992	1991	Société	1992	1991	Société
1	1	Gen. Motors	1	1	Gen. Electric	1	1	Exxon
2	2	Exxon	2	2	ATT	2	2	ATT
3	3	Ford	3	3	Ph. Morris	3	3	Webb
4	4	IBM	4	4	Am. Int. Gr.	4	4	Gen. Elec.
5	5	Gen. Electric	5	5	F. Net. Mart.	5	5	Coca-Cola
6	6	Mobil	6	6	GTE	6	6	Pr. Gambell
7	7	Ph. Morris	7	7	Mobil	7	7	GTE
8	8	Du Pont Co	8	8	Chevron	8	8	Pepsi
9	9	Chevron	9	9	Exxon	9	9	Exxon
10	10	Tesco	10	10	Exxon	10	10	Exxon

INDUSTRIE

## La mécanique réclame des aides fiscales au nouveau gouvernement

Après les banques et les promoteurs, l'industrie mécanique vient, à son tour, de saisir le nouveau gouvernement pour lui faire part de ses revendications. A la suppression du décalage d'un mois de la TVA et la budgétisation intégrale des allocations, déjà revendiquées par le CNPF, les mécaniciens souhaitent ajouter des « mesures plus ciblées sur l'industrie », alléguant la trésorerie des petites et moyennes entreprises. Ils demandent une réforme du « carry back » fiscal, dispositif qui permet à une entreprise qui perd de l'argent de se voir rembourser une partie de l'impôt sur les sociétés payé l'année précédente, au bout d'une période de cinq ans. Selon les professionnels de la mécanique, la créance ainsi détenue ne peut être mobilisée auprès des banques. Ils réclament donc qu'on en ramène la durée à deux ans. La Fédération des industries mécaniques juge, par ailleurs, pénalisante la nouvelle formule de crédit impôt recherche, définie dans le budget 1993. Lorsqu'il dépense l'impôt sur les sociétés à acquiescer, souligne-t-elle, le surplus, jadis restitué immédiatement à l'entreprise, est désormais remboursé au bout de trois ans. Enfin, comme la plupart des industriels des autres secteurs, les mécaniciens insistent auprès de l'Etat pour qu'il donne l'exemple en matière de délais de paiement, en réglant ses fournisseurs à quarante-cinq jours.

LOTTO SAMEDI 3 AVRIL 1993	
10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20

RESULTATS OFFICIELS	
10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20
6 10 20 30 40 50	20

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## LE GROUPE BNP EN 1992

● Résultat d'exploitation : 11 814 millions de francs ● Résultat net, part du groupe : 2 168 millions de francs

Réuni le 31 mars 1993, sous la présidence de M. René THOMAS, le Conseil d'Administration de la BNP a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1992, audités et certifiés par le collège des commissaires aux comptes. Les résultats définitifs de l'exercice sont conformes aux estimations rendues publiques le 5 mars dernier.

En dépit d'une conjonction peu favorable aux activités bancaires en général, le groupe BNP a réalisé un résultat d'exploitation de 11 814 millions de francs, en hausse de 8,9 % par rapport à l'année 1991.

Le résultat net avant contribution des sociétés mises en équivalence diminue cependant de 10,7 %, à la suite notamment d'un accroissement substantiel des provisions pour risques spécifiques, en particulier dans le domaine de l'immobilier professionnel.

Après prise en compte des résultats, en très forte baisse, des sociétés mises en équivalence, le résultat net d'ensemble s'établit à 2 387 millions de francs, dont 2 168 pour la part du groupe.

Les principales données du bilan et du compte de résultat sont les suivantes :

BILAN		
Total du bilan		1 429
Pécuniaire à la clientèle		802
Ressources de la clientèle		780
Fonds propres nets		47,9

RESULTATS		
Produit net bancaire	37.930	1.987 + 5,2
Frais de gestion	(27.082)	(1.021) + 3,8
Résultat d'exploitation	10.848	966 + 8,9
Provisions pour créances et risques généraux	(8.083)	(226) + 3,7
Résultat net avant sociétés mises en équivalence	2.765	2.144 + 10,7
Résultat des sociétés mises en équivalence	1.278	(805) - 61,0
Résultat net d'ensemble	3.422	(1.015) - 30,2
dont part du groupe	2.168	(788) - 26,2

Les comptes de l'exercice 1992 sont établis selon les mêmes principes qu'en 1991. L'impact des modifications de périmètre n'est pas significatif.

Résultat d'exploitation consolidé en progression de 8,9 % malgré la conjonction

Cette évolution résulte de l'augmentation de 5,2 % du produit net bancaire sous l'effet notamment d'une nouvelle croissance des commissions, dont la part s'élève à 27,7 % contre 25,7 % en 1991 et d'une hausse de 3,8 % des frais de gestion et amortissements, en ligne avec le taux de l'inflation monétaire et le niveau d'activité du groupe.

Le résultat d'exploitation de la BNP en France s'est accru de 5,4 %, à 6 313 millions de francs, après l'augmentation de 12,6 % de l'exercice 1991.

L'activité de crédit s'est ressentie de la dégradation de la conjonction : le montant des prêts, soit 408 milliards de francs, a progressé de 3,2 % contre 8,5 % en 1991. En outre,

à l'automne 1992, la BNP a décidé de ne pas répercuter dans son coût de base la forte hausse du coût de ses ressources à court terme.

En revanche, les marges commerciales ont été maintenues au même niveau qu'en 1991 et les commissions ont continué à progresser de manière satisfaisante. Enfin, la clientèle des particuliers, avec le nouveau contrat « PRE-SENCE » et celle des entreprises, avec la nouvelle organisation du réseau qui leur est spécialement dédiée, ont bénéficié d'une action commerciale innovante et offensive.

Le résultat des filiales de portefeuille est en hausse de 26,4 %, à 345 millions de francs, du fait notamment de la progression de la Compagnie d'Investissements de Paris. Les filiales commerciales en France, qui ont eu à faire face à une conjonction dans l'ensemble très défavorable dans leur domaine propre, enregistrent des résultats satisfaisants : le groupe BNP Bail a limité à 3,6 % la baisse de son résultat d'exploitation qui s'établit à 642 millions de francs. Le groupe du Crédit Universel enregistre une hausse de 9,9 % de son résultat, à 321 millions de francs. Le groupe Banque de Bretagne, avec un résultat en hausse de 11,3 % consolide les acquis d'une reconversion réussie. La BANEXI confirme, cette année encore, la position de premier plan que lui vaut en France son activité dans le domaine des rapprochements d'entreprises.

Par ailleurs, les sociétés d'assurance-vie du groupe (dont les résultats sont pris en compte dans les « sociétés mises en équivalence ») ont réalisé un bénéfice net de 220 millions de francs, contre 127 millions en 1991. Pour sa part, Meunier Promotion, également créé en équivalence, en réduisant le rythme de ses engagements dans l'immobilier d'entreprise, a conservé un bénéfice net de 75 millions de francs, au lieu de 113 millions en 1991.

Après la hausse de 19,3 % constatée en 1991, les filiales et succursales du réseau international de la BNP ont accru de 20,7 % leur résultat d'exploitation qui s'établit à 3 898 millions de francs. Cette évolution favorable concerne l'ensemble des zones géographiques : exprimés en monnaie locale, les résultats d'exploitation augmentent de 15 % en ASIE OCÉANIE, de 22 % en AMÉRIQUES, de 23 % en EUROPE et de 36 % en AFRIQUE et PROCHE ORIENT.

Baisse du résultat net en raison de provisions en forte hausse

Les provisions pour risques spécifiques ont fait l'objet de dotations importantes : elles passent en effet de 7 430 millions de francs en 1991 - année où elles avaient déjà plus que doublé - à 9 578 millions de francs en 1992. Cette évolution reflète la profonde dégradation de la conjonction.

Une attention particulière a été portée, à ce titre, aux engagements sur l'immobilier professionnel, en France et à l'étranger. Représentant une fraction des engagements totaux de la Banque inférieure à 4 %, les crédits aux promoteurs et marchands de biens ont fait l'objet d'une analyse au

cas par cas, ayant conduit à provisionner à 45 % ceux d'entre eux qui sont considérés comme préoccupants, qu'ils aient, ou non, fait l'objet d'un incident de paiement.

La dotation de 443 millions de francs constituée au 30 juin 1992 pour la restructuration de la B.A.I.L., a été augmentée au second semestre de 118 millions de francs en vue de couvrir les frais liés à l'arrêt des activités non stratégiques de cette filiale.

Maintien du taux de couverture des risques-pays à 57 %

Par ailleurs, les provisions pour risques souverains et assimilés ont fait l'objet d'une reprise de 1 760 millions de francs, à la suite de la cession de 3,5 milliards de francs de créances, en application d'un programme visant à mettre à profit l'amélioration de la cotation des titres de dette de certains pays d'Amérique Latine et à diminuer l'exposition globale du groupe.

Le taux de couverture des risques n'a pas, pour autant, été altéré : il demeure au niveau de 57 % atteint en 1991 sur l'ensemble des pays débiteurs y compris la C.E.I. et s'établit à 59 % pour les dix principaux d'entre eux.

Résultat net avant contribution des sociétés mises en équivalence : baisse de 230 millions de francs (- 10,7 %)

Du résultat d'exploitation de l'exercice 1992, soit 11 814 millions de francs, se déduisent le montant net des provisions pour créances et risques généraux (8 379 millions de francs), le montant de l'impôt sur les sociétés de 1 399 millions de francs et un solde négatif de 162 millions de francs d'opérations diverses.

Résultat net, part du groupe, en baisse de 26,2 %

La contribution des sociétés mises en équivalence est de 473 millions de francs, contre 1 278 millions en 1991. Cette baisse est liée à la diminution des résultats de l'UAP et à celle de certaines sociétés étrangères du groupe BNP.

Au total, le résultat net diminue de 1 035 millions de francs et s'établit à 2 387 millions de francs. La part du groupe, soit 2 168 millions de francs, fléchit de 26,2 %.

Fonds propres et actif net consolidés

Après affectation du résultat de l'exercice 1992 et compte-tenu de l'impact de la seconde tranche d'apport immobilier, les fonds propres nets s'élèvent à 50,9 milliards de francs, contre 47,9 milliards en 1991.

L'ensemble des fonds propres et assimilés et des provisions atteint 108,9 milliards de francs et représente 13,1 % des prêts bruts à la clientèle.

L'actif net consolidé par action est de 613 francs à la fin de 1992, contre 568 francs en 1991.

Dividende

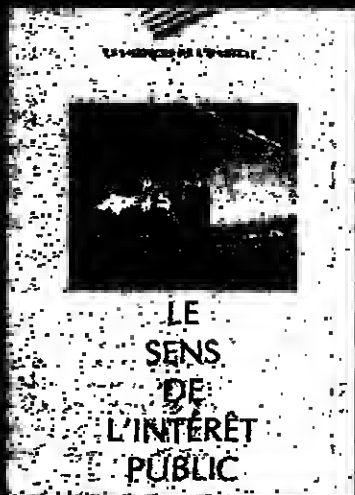
Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale, convoquée pour le 18 mai, un dividende de 7,5 francs par action et certificat d'investissement, soit 11,25 francs avant fiscal compris.



TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER.

## LE LOGEMENT, L'HABITAT : DES ENJEUX ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Les Offices Publics d'HLM précisent leurs analyses pour construire plus, mieux répondre aux besoins sociaux, requalifier les quartiers dégradés...



"Notre pays a besoin de mobiliser ses ambitions au service de l'intérêt commun" (L'éditeur des Offices)

140 pages, 95 F.

Disponible auprès de la Fédération

Fédération Nationale des Offices Publics d'HLM (FNOPH) et des Offices Publics d'Aménagement et de Construction (OPAC)  
14, rue Lord Byron 75008 Paris Tél. (1) 40 75 78 00



## VIE DES ENTREPRISES

Avant d'être introduit en juin 1993 au second marché de Paris

## Hermès a dégagé 176 millions de francs de résultat net en 1992

En dévotion, vendredi 2 avril, les modalités de l'introduction en Bourse du groupe familial Hermès, son président, Jean-Louis Dumas, a dû rompre un silence vieux de... cent cinquante-trois ans. Et rendre publics les 176 millions de francs de résultat net réalisés l'an dernier par le seller du faubourg Saint-Honoré à Paris (8). Un résultat en progression sensible sur ceux de 1991 (121 millions) et 1990 (168 millions), mais nettement inférieur à celui dégagé en 1989 (285 millions).

Pour maintenir son chiffre d'affaires (2,55 milliards de francs en 1989, 2,45 l'an dernier), Hermès a réajusté ses activités. Par métiers, d'abord : les carreaux (18,7 % du chiffre d'affaires total) sont désormais talonnés par les activités du cuir (18,34 %), les cravates (10,56 %) sont équilibrées par les parfums (9,66 %), le vêtement féminin (7,73 %) par l'horlogerie (6,13 %).

Par zones géographiques, ensuite : la France demeure encore son premier marché (37,48 %), mais le reste de l'Europe (19,96 %), le Japon (12,44 %), les États-Unis (10,69 %) et la vaste zone du Sud-Est asiatique (7,09 %) gagnent du terrain. Dont de 242 points de vente (dont 55 magasins en propre réalisant la moitié du chiffre d'affaires), allégé de tout endettement ou presque (12 millions de francs), Hermès paraît assuré en 1993, selon M. Dumas, d'une « croissance saine et sensible » au vu des performances du premier trimestre.

Le moment est donc favorable à une introduction en Bourse, doublement nécessaire. D'abord, parce que M. Dumas s'y était engagé il y a quatre ans auprès de ses trois banques - la BNP, la Banque française du commerce extérieur (BFCE) et Hottinguer & Cie - chargées de reprendre puis de recasser 14 % du capital de la société (le Monde du 20 mars). Ensuite, parce qu'il est, selon le président du groupe, « sans doute sage, dans le contexte familial, de faire connaître le prix des actions et d'en rendre la cession facile ».

M. Dumas a toutefois affirmé que tout lui laissait « prévoir (...) une très grande stabilité ». Et il a rappelé qu'en tout état de cause les intérêts de la famille ne sont pas menacés, une commandite verrouillant le contrôle de la maison de luxe.

Le 3 juin, l'introduction en Bourse se fera par une augmentation de capital de 4 % de la société Hermès International (le holding du groupe), avec la création de 467 410 actions au maximum. Le prix de l'offre sera communiqué « quelques jours avant l'introduction », a précisé M. Dumas, mais le PER (le rapport cours/bénéfice) devrait être « assez élevé ». Au terme de cette opération, la famille demeurera détentrice d'environ 82 % du capital. Pendant l'été, enfin, le personnel pourra souscrire des titres de la société à hauteur de 2 %.

PIERRE-ANGEL GAY

Filiale de Lyonnaise des eaux-Dumez

## La SITA annonce un dividende par action en hausse de 15 %

Un chiffre d'affaires en hausse de 18,6 % à 4,47 milliards de francs, un résultat net (part du groupe) en progression de 26,5 % à 115,2 millions, un dividende par action en hausse de 15 %.

Toujours de plein fouet par la crise, bien des entreprises s'efforcent d'afficher les chiffres de la SITA, filiale du groupe Lyonnaise des eaux-Dumez spécialisée dans la collecte et le traitement des déchets industriels et ménagers. « Ces chiffres, explique son PDG, Philippe Brongniart, qui devait présenter ses résultats lundi 5 avril, nous les devons beaucoup moins à l'augmentation du volume des déchets à traiter - augmentation moins rapide qu'on ne l'a dit - qu'à un traitement et une gestion de plus en plus diversifiés ».

En effet, alors que le tonnage croît modestement au rythme de 2 % par an depuis dix ou quinze ans, les exigences réglementaires comme celles des acteurs - hôpitaux, stations-service, pharmacies, industries... - se font de plus en plus variées.

Née en 1919 d'un appel d'offres de la Ville de Paris pour mécaniser le ramassage des ordures, la Société industrielle de transports automobiles (SITA) conserve dans ses activités le témoignage de ses origines : 29 % de son chiffre d'affaires sont toujours des déchets d'exploitation de déchets ménagers, 8 % dans l'ingénierie et la vente de véhicules spécialisés. « Mais le poids de cette activité régresse », explique M. Brongniart.

La privatisation des régies municipales se faisant au compte-goutte, parce qu'il existe un réflexe fonction publique, mais aussi parce qu'une application discriminatoire de la TVA rend moins attrayantes les prestations au privé.

## Le retraitement des déchets spéciaux

Son expansion, la SITA la réalise essentiellement dans les services fournis aux industriels (30 % du chiffre d'affaires), dans le traitement (24 %) ainsi qu'à l'international (1,3 milliard de francs de chiffre d'affaires cumulé dont 836 millions en part du groupe). L'an dernier, la SITA, qui demeurait jusqu'ici relativement absente du retraitement des déchets spéciaux face à des concurrents français comme TREDI (groupe EPC) et la SARP (groupe Générale des eaux), y a fait une entrée en force.

« Nous avons bénéficié de deux opportunités », explique M. Brongniart : le désir de Rhône-Poulenc de se développer dans l'incinération des déchets spéciaux, le souhait des groupes cimentiers de se désengager de leur filiale Scor, justement spécialisée dans cette activité. Allié à Rhône-Poulenc, la SITA a alors pu constituer, d'un coup, un pôle baptisé SITADIS, dans ce secteur, pesant désormais 700 millions de francs de chiffre d'affaires.

P.-A. G.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## CRISE

Georg Fischer annonce 1 300 suppressions d'emplois en 1993. - Le groupe suisse Georg Fischer (fondrie, construction de machines), frappé de plein fouet, a annoncé, vendredi 2 avril, la suppression de 1 300 emplois cette année, à l'occasion de sa conférence de presse annuelle. En 1991 et 1992, il avait déjà réduit son personnel de 2 481 salariés. Le groupe comptera 11 500 employés à la fin de cette année. Pour 1993, Fischer est peu optimiste. L'un de ses premiers clients, l'industrie automobile allemande, est en effet en pleine récession, a indiqué sa direction. En 1992, Fischer a dégagé un bénéfice net de 11 millions de francs suisses (40 millions de francs français), contre 42 millions (151 millions de francs français) un an plus tôt. Son chiffre d'affaires consolidé est resté

pratiquement stable, à 2,49 milliards de francs suisses (9 milliards de francs).

## RÉSULTATS

Porte en 1992 pour la SNECMA : 794 millions de francs. - Le fabricant français de moteurs d'avions SNECMA a enregistré en 1992 une perte nette consolidée (part du groupe) de 794 millions de francs en 1992, contre une perte de 68 millions de francs en 1991. Pour la SNECMA, le résultat net de l'exercice se situe à une perte de 593 millions de francs contre un bénéfice de 82 millions de francs en 1991.

Roche : progression de 29 % des résultats en 1992. - Après Sanofi et Ciba, Roche, le troisième grand chimiste suisse, vient à son tour d'annoncer des résultats en hausse. Son bénéfice net a progressé de 29 %, à

1,916 milliard de francs suisses (7 milliards de francs) en dépit d'une provision de 208 millions de francs suisses pour les changements comptables relatifs à des allocations de la Banque Colbat s'élevait à 274 millions de francs pour l'exercice 1992, contre 144 millions de francs pour 1991. La perte d'exploitation atteint 241 millions de francs en raison de l'augmentation des provisions (dotation de 157 millions de francs contre 63 millions de francs l'an dernier) et du déclin des charges d'exploitation. Le conseil d'administration ne proposera pas de distribution de dividende à l'assemblée générale. Les premiers mois de 1993 caractérisent « une amélioration des comptes d'exploitation, fruit d'une progression des produits comme d'un allègement des charges », a souligné la Banque Colbat.

Devalley : hausse de 12,9 % de bénéfice courant consolidé et record du chiffre d'affaires. - Le groupe textile Devalley (Lacoste, Coup de cœur, Jil, Orly, Scandale, etc.) a réalisé, en 1992, un chiffre d'affaires consolidé de 2,07 milliards de francs, inférieur à ceux de 1991 (2,11 milliards) et de 1990. En revanche, la rentabilité du groupe dirigé par Léon Cigman est demeurée inchangée : le taux de marge du groupe s'est élevé à 8,3 % du chiffre d'affaires l'an dernier, comme lors du précédent exercice, bien que le bénéfice net consolidé ait chuté d'un exercice sur l'autre de 491,3 à 358 millions. En effet, « la variation des éléments exceptionnels (...), notamment des plus-values nettes d'impôts réalisées sur la cession des titres Nouvelles Galeries, ne permet pas de comparer le bénéfice net des deux exercices », explique le groupe dans un communiqué. Le bénéfice courant consolidé s'est établi à 250,6 millions de francs l'an dernier, en hausse de 12,9 % sur 1991.

Desjoyaux va vendre des piscines individuelles en Chine. - Implanté dans la Loire et coté au second marché, le groupe Desjoyaux va vendre 86 piscines individuelles en Chine populaire. Ce contrat de l'ordre de 2 millions de francs a été conclu avec le principal constructeur de travaux publics de la province de Canton, par l'intermédiaire d'un docteur en géologie d'origine chinoise, Wong Kar Man, recruté dans les affaires. Ces piscines équiperont les

villes d'un lotissement construit en bord de mer dans la région de Canton. Ces résidences, d'un prix unitaire de 3 à 4 millions de francs, sont achetées par des « golden boys » chinois. Volontiers complicités, le groupe Desjoyaux participe par ailleurs à la rénovation et à la construction de deux piscines publiques à Taiwan. - (Corresp.)

## ACQUISITION

Jacobs Suchard reprend Olza, le leader polonais de la gaufre. - Le groupe suisse Jacobs Suchard a racheté au trésor public polonais 80 % des parts de la société Olza, leader du marché polonais des gaufres sucrées et caramélisées de chocolat. Les 20 % restants seront offerts aux employés d'Olza. Jacobs Suchard entend élargir ses activités en Pologne après cette première acquisition. Fondé en 1920, Olza compte quatre usines. En 1992, la société a enregistré un chiffre d'affaires de 24 millions de dollars (135 millions de francs), et sa part du marché polonais de la gaufre s'élève à 28 %. Elle exporte 1 300 tonnes de gaufres, principalement aux États-Unis, au Canada, au Koweït, au Sénégal et en Islande.

## CESSION

Nestlé vend les Hôtels Stouffer à une société privée de Hongkong. - Le groupe alimentaire suisse Nestlé a annoncé, mercredi 31 mars, la vente de Stouffer Hotel Holding à une société privée de Hongkong, propriété de la famille de Cheng Yu-hu. La chaîne d'hôtels Stouffer, dont le siège se trouve à Sotok au États-Unis, est propriétaire en gestionnaire de 40 hôtels situés aux États-Unis, au Mexique et dans les Caraïbes, et regroupés sous les noms de Stouffer et Presidents. Elle avait été achetée par Nestlé en 1973 à Stouffer Corporation, une société spécialisée dans la fabrication de produits surgelés.

## CRÉATION

Jean-Paul Gaultier lance son premier parfum avec le groupe japonais Shiseido. - Le créateur français Jean-Paul Gaultier lance son premier parfum - baptisé de son nom - dans un flacon qu'il a dessiné en forme de corps féminin habillé d'un corset couleur chair. L'accord avec Shiseido via la filiale française du groupe japonais, Beauté Prestige International (BPI), a été conclu en juillet 1990. Jean-Paul Gaultier avait signé un premier contrat avec le groupe français L'Oréal qui n'a pas abouti. Le groupe Jean-Paul Gaultier est représenté par trois lignes de vêtements - la ligne principale, Jean-Paul Gaultier Junior et la ligne « jeans ». Le chiffre d'affaires pour 1992 a atteint 400 millions de francs dont 50 % en Europe, 30 % aux États-Unis et 20 % en Asie. Le principal licencié et fabricant au Japon est la société Kashiyama.

## CONTRAT

Desjoyaux va vendre des piscines individuelles en Chine. - Implanté dans la Loire et coté au second marché, le groupe Desjoyaux va vendre 86 piscines individuelles en Chine populaire. Ce contrat de l'ordre de 2 millions de francs a été conclu avec le principal constructeur de travaux publics de la province de Canton, par l'intermédiaire d'un docteur en géologie d'origine chinoise, Wong Kar Man, recruté dans les affaires. Ces piscines équiperont les

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 5 avril ↓  
Nouvel effritement

L'effritement des cours se poursuivait lundi 5 avril à la Bourse de Paris dans un marché sans que risque de connaître une semaine calme avant les fêtes de Pâques, le vendredi saint étant traditionnellement chômé sur le marché des actions. En recul de 0,45 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,37 %. A midi-écluse, le recul moyen des valeurs françaises n'était plus que de 0,2 %. Le franc français restait ferme tandis que les taux d'intérêt étaient stables à court terme.

Les opérateurs, qui avaient largement anticipé l'arrivée de la droite et un gouvernement dirigé par M. Edouard Balladur, attendent à présent les premières mesures concrètes du nouveau pouvoir. Le premier ministre devra faire sa déclaration de politique générale jeudi 6 avril devant les députés.

Les résultats d'un sondage d'opinion daté de 48 % de coûts à la ratification du traité de Maastricht au Danemark incitent également les investisseurs à la prudence, notent les gestionnaires. Du côté des valeurs, à la mi-écluse, les échanges étaient très importants sur Michelin, le nombre de titres traités atteignant 323 000. Le titre reculait de 3,1 % à 106,40 FF. Selon des gestionnaires, la société de Bourse Cheuvreux de Vieux saurait faire passer le titre Michelin de la classe 1 (à acheter) à la classe 3 (conservar ou vendre). Le certificat Crédit lyonnais était en tête des bénéfices avec un repli de 3,6 % pour 15 000 titres. Bie menait de 4,5 %, Nany-Colmar de 1,9 % et Saint-Gobain de 1,7 %.

## TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres : 8,10 %  
- Taux des opérations de 5 à 10 jours : 12 %  
- Taux des opérations sur titres : 12 %

TOKYO, 5 avril ↑ Au plus haut de l'année

La Bourse de Tokyo a fini, lundi 5 avril, à son plus haut niveau de l'année, dans un marché actif où se sont fait remarquer de nombreux investisseurs étrangers et des particuliers à la recherche de titres sous-évalués. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a gagné 312,52 points, soit 1,81 %, à 19 759,48 points, dans un volume élevé d'environ 1,20 milliard de titres. Avec 1,5 milliard de titres échangés, le volume avait excédé vendredi le milliard de pièces pour la première fois depuis septembre 1991. La tendance a également été stimulée par le plan de relance proposé par le gouvernement, qui a décliné les inquiétudes suscitées par la montée du yen.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1982

	26-30	31-31
Valeurs Françaises à rev. variable	111,9	111,9
Valeurs Industrielles	107,9	107,9
Valeurs Non Industrielles	114,6	114,6
Indice CAC 40	108,8	108,8
Indice CAC 100	100,7	100,7
Indice CAC 200	118,1	118,1
Indice CAC 300	105,8	105,8
Indice CAC 400	117,9	117,9
Indice CAC 500	117,9	117,9
Indice CAC 600	117,9	117,9
Indice CAC 700	117,9	117,9
Indice CAC 800	117,9	117,9
Indice CAC 900	117,9	117,9
Indice CAC 1000	117,9	117,9

Base 100 en 1948

Valeurs Françaises à rev. variable : 4 222 4 414,8

Valeurs Industrielles : 3 871 4 008,9

Base 100 en 1973

Valeurs Françaises à rev. variable : 636,3 637,1

Valeurs Industrielles : 637,3 641,7

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

	26-30	31-31
Indice général	888,2	888,2
Indice des valeurs	482,2	482,2
Indice des valeurs non industrielles	482,2	482,2
Indice des valeurs industrielles	482,2	482,2
Indice des valeurs de consommation	482,2	482,2
Indice des valeurs de consommation non durable	482,2	482,2
Indice des valeurs de consommation durable	482,2	482,2
Indice des valeurs de consommation non durable	482,2	482,2
Indice des valeurs de consommation durable	482,2	482,2
Indice des valeurs de consommation non durable	482,2	482,2
Indice des valeurs de consommation durable	482,2	482,2

Société de la zone franc employant plus de 100 personnes

Indice général : 404,4 412,2

Indice des valeurs : 642,8 640,9

## CHANGES

Dollar : 5,4326 F ↓

Le dollar était en légère baisse lundi 5 avril en fin de matinée, au cours des échanges interbancaires à Paris, à 5,4326 francs contre 5,4390 francs vendredi soir, tandis que le franc suisse restait quasiment stable face au franc français à 3,3973 francs contre 3,3959 francs vendredi soir.

	2 avril	5 avril
FRANCOFRONT	2 avril	5 avril
Dollar (en DM)	1,898	1,899
TOKYO	2 avril	5 avril
Dollar (en yen)	114	113,8

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (5 avril) : 10 916/16 11 116/16  
New-York (2 avril) : 5 151/16

## BOURSES

1<sup>er</sup> avril 2<sup>nd</sup> avril

S&amp;P 500 : 31-12-87

Indice général CAC 40 : 543,25 539,10

S&amp;P 500 : 31-12-87

Indice CAC 100 : 2 085,89 1 990,82

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles : 3 430,44 3 370,81

LONDRES (Index Financial Times)

100 valeurs : 2 878,49 2 869,90

20 valeurs : 2 223,18 2 223,40

Mines d'or : 116,50 125,90

Food d'Etat : 8,46 9,34

FRANCOFRONT

Dex : 1 671,58 1 661,75

TOKYO

Nikkei Dow Jones : 19 446,94 19 759,48

Indice général : 1 526,31 1 551,35

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT	COURS TERME MOIS
	Demandé	Offert
\$ E-U	5,4345	5,4365
Yen (100)	4,7880	4,7900
DM	6,5844	6,5900
Franc suisse	3,3970	3,3970
Franc suisse (1000)	3,3970	3,3970
Franc suisse (100)	3,3970	3,3970
Franc suisse (100)	3,3970	3,3970

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIRES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/16	3 1/16	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 3/8
Yen (100)	9 7/16	9 3/16	9 1/16	9 3/16	9 1/8	9 1/4
DM	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
Deutschemark	8 1/4	8 3/8	7 15/16	7 3/16	7 1/2	7 5/8
Franc suisse	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 3/16	4 12/16	4 15/16
Kiwi (1000)	11 7/8	12 1/8	11 7/8	12 1/8	11 7/8	12 1/8
Kiwi (100)	11 7/8	12 1/8	11 7/8	12 1/8	11 7/8	12 1/8
Franc (100)	13 1/4	14 1/8	13 5/8	14 1/8	13 1/4	14 1/8
Franc (100)	13 1/4	14 1/8	13 5/8	14 1/8	13 1/4	14 1/8
Franc (100)	13 1/4	14 1/8	13 5/8	14 1/8	13 1/4	14 1/8
Franc (100)	13 1/4	14 1/8	13 5/8	14 1/8	13 1/4	14 1/8

Ces cours indicatifs, prisés sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

## Les enquêtes pour délits d'initiés en Suisse aboutissent rarement

Les enquêtes concernant des délits d'initiés aboutissent rarement devant les tribunaux, poursuit-il. L'une a conduit à un acquittement, l'autre à une condamnation en première instance. Dans ce dernier cas - qui concernait la hausse suspecte des actions du Crédit suisse en mars 1989, au moment où la banque avait annoncé sa restructuration, le jugement a été cassé en appel et une décision du Tribunal fédéral, l'instance suprême, est aujourd'hui attendue.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TELEFLEX LIONEL-DUPONT :  
RÉSULTAT POSITIF MALGRÉ UNE CONJONCTURE TRÈS DIFFICILE

Le Conseil d'administration s'est réuni le 30 mars 1993 sous la présidence de M. ALFRED CLAROU pour arrêter les comptes consolidés du Groupe qui seront présentés à l'Assemblée générale du 16 juin 1993. Malgré une année 1992 très difficile, les résultats consolidés du Groupe TELEFLEX sont restés bénéficiaires. Le résultat net consolidé est de 1,6 MF contre 9,7 MF en 1991 soit une baisse de 21 %. L'augmentation des parts de marché à l'exportation a permis de limiter à 5 % la baisse du chiffre d'affaires par rapport à 1991 à périmètre comparable. Le résultat d'exploitation est de 24 MF contre 26 MF en 1991 ; le résultat courant, qui s'élève à 5 MF, a subi l'impact pour 4,3 MF de la sortie de FYLTIS du périmètre de consolidation en 1992 et de la baisse de 17 MF des produits financiers. Les amortissements sont de 40 MF contre 33 MF en 1991. La recherche d'une meilleure productivité a été poursuivie. Elle s'est traduite par la fermeture de trois sites industriels et la baisse des effectifs du Groupe de près de 20 %. Le coût de ces mesures est de 22 MF mais entraîne une économie de 23 MF en année pleine. La cession de la société FYLTIS dégage en 1992 une plus-value de 41,3 % MF et améliore la liquidité du Groupe de 81,4 MF en 1993. Au 31 décembre 1992, les capitaux propres du Groupe s'élevaient à 362 MF, et son endettement financier net à 170 MF. Les investissements industriels ont été de 39 MF en 1992, 59 MF en 1991 et 21 MF en 1990.

Groupe TELEFLEX Chiffres clés consolidés (En millions de francs)	1990	1991	1992
Chiffre d'affaires	335	704	369
Résultat d'exploitation	(19)	26	24
Résultat courant	(18)	23	5
Résultat net du Groupe	(36)	10	8
Effectifs moyens sur la période	592	1 583	1 399

Le Groupe TELEFLEX a concentré son activité dans trois secteurs : l'équipement aéronautique, où il a réalisé son implantation aux États-Unis et en Asie, l'équipement aéronautique, où il a réalisé une percée commerciale aux États-Unis, et la maintenance, où il a poursuivi sa restructuration technique et industrielle. La société TELEFLEX LIONEL-DUPONT a réalisé, pour l'exercice 1992, un bénéfice net de 34 MF. Compte tenu des résultats obtenus en 1992 et des perspectives 1993, le Conseil d'administration a décidé de proposer une distribution de dividende de 4 F par action assorti d'un avoir fiscal de 2 F, formant un revenu global de 6 F par action.

فكرنا من الأصل



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS DU 5 AVRIL

**Cours relevés à 13 h 30**

Règlement mensuel

Composants	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	Composants	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	Composants	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	Composants	VALEURS
5300	CUE 9%	5440	.....	.....	.....	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
950	S&P T.P.	1020	1040	1040	.....	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
980	CLayon T.P.	880	881	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1945	Thomson T.P.	1880	1880	1880	.....	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1950	Thomson T.P.	1880	1880	1880	.....	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
1115	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 76	5300	Simon	598	590	530	- 1 67	226	Ford Motor
951	Thomson T.P.	880	880	886	+ 0 11	5300	Capgemini	50 10	50 30	50 30	+ 0 7								

## Comptant

**(selection)**

[illegible]**SICAV**

**(sélection)**

2/4

LEAUEURS	Emission Franks Inc.	Rechart net	VALEURS	Emission Franks Inc.	Rechart net	VALEURS	Emission Franks Inc.	Rechart net
1	2018 133	212 85	France Obligations	522 82	517 65	Parques Opportunities	133 48	126 04
2	2048 376	309 12 76	France...	489 89	495 38	Parques Patrimoine	825 59	800 49
3	2076 767	303 12 76	France France...	118 97	113 50	Paraprise Patrimoine	243 85	238 08
4	2076 767	726 03	France France...	118 97	113 50	Paraprise Patrimoine	811 13	811 13
5	2114 50	680 72	France Association...	38 10	38 10	Paraprise Patrimoine	125 85	125 85
6	2073 382 00	2073 382	France France...	46 58	46 57	Paraprise Patrimoine	5913 29	5807 39
7	31759 02	31759 02	France France...	24 50	24 25	Paraprise Patrimoine	71949 58	71949 58
8	1119 24	1119 34	France France...	8038 86	804 25	Paraprise Patrimoine	11505 34	11494 85
9	1312 50	456 47	France France...	543 90	543 90	Paraprise Patrimoine	122 82	121 80
10	1312 50	1274 47	GAFI Recherche...	543 90	5383 45	Paraprise Patrimoine	31551 19	31551 19
11	1802 52	1787 19	Geophis...	16320 16	16235 56	Paraprise Patrimoine	1940 35	1940 35
12	1802 52	186 86	Geol Association...	188 42	182 32	Paraprise Patrimoine	140 70	140 70
13	1802 52	1802 42	HLM...	1400 15	1570 37	Paraprise Patrimoine	140 70	140 70
14	1802 52	1802 42	HLM Microfin...	1128 81	1128 81	Paraprise Patrimoine	140 70	140 70
15	1802 52	31 26	Indus 31...	1632 28	1632 28	Paraprise Patrimoine	140 70	140 70
16	1336 11	131 02	Indus_Fin Court...	1632 28	1632 28	Paraprise Patrimoine	140 70	140 70
17	118 41	113 17	Interlog...	12249 56	106780 17	St Honoré Vie & S...	1024 19	1174 82
18	124 04	124 13	Interlog...	15520 81	15198 87	St Honoré Rue de Tr...	1219 46	12086 97
19	159 80	150 43	Intermedition F...	528 70	529 70	St Honoré Vie...	810 60	773 35
20	141 51	137 26	Japac...	132 76	132 76	St Honoré Patrimo...	1677 25	1677 25
21	128 14 48	128 14 48	Journe...	311 87	311 87	St Honoré Vie...	1627 25	1622 40
22	157 84	153 24	Jurbid...	2442 11	2438 45	Silvicric	1884 24	1884 24
23	126 27	133 76	Una Association...	11402 81	11402 81	Silvicric	12806 45	12582 79
24	1039 41	1077 90	Una Investition...	33349 77	33326 50	Silvicric...	1500 75	1500 75
25	1004 36	1003 10	Unipac...	1104 87	1003 10	Silvicric...	74 30	72 39
26	1084 36	1086 10	Unipac...	2260 18	2260 18	Silvicric...	1559 53	1559 53
27	1084 36	1086 10	Unipac...	2260 18	2260 18	Silvicric...	1559 53	1559 53
28	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
29	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
30	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
31	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
32	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
33	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
34	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
35	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
36	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
37	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
38	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
39	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
40	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
41	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
42	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
43	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
44	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
45	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
46	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
47	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
48	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
49	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
50	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
51	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
52	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
53	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
54	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
55	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
56	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
57	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
58	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
59	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
60	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
61	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
62	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
63	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
64	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
65	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
66	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
67	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
68	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
69	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
70	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
71	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
72	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
73	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
74	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
75	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
76	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
77	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
78	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
79	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
80	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
81	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
82	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
83	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
84	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
85	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
86	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
87	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
88	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
89	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
90	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
91	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
92	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
93	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
94	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
95	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
96	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
97	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
98	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
99	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53
100	1079 36	1079 36	Unipac 20 000...	28469 72	28408 72	Silvicric...	1559 53	1559 53

## Second march

**(selection)**

VALUES	Cours prix.	Dernier cours	VALUES	Cours prix.	Dernier cours
Alcool Orbe	544	536	Gavagnon	180	164 90
A.C.	23 70	...	Garnier	700	...
Batman (p)	372 50	...	I.C.C.	229	226
B.C.	...	...	Interbank	71	76
C.A.I.-D.F. (C.C.I.)	838	670	Interim. Hottel	1160	1130
Canal	308	305	Internat. Computer	121 50	121 50
Cervin	1006	1005	I.P.M.M.	36 90	37 05
C.F.G.E.P.	171	171 80	Moller	170	...
C.F.P.	191	192 80	N.S.C. Schindler	714	694
CEML	1159	1126	Peddinghaus	770	716
Colindale	356	343	Reims-A.E.S. (p.)	338	...
Crestes	263	266	Saint Isidore (P.)	104 80	104 50
Dagblin	253	255	Serbis	100	130
Dessy	2380	2285	Sopas	340	337
Digne	117	120	TFI	468	464 80
Edizione Belland	190	...	Therminet H. (p.)	354	...
Euro, Population	240	240	Torino	220	...
Flam.	140	140	Val de C.	143	143 (p.)
Flam. (p.)	38	33	Y.S.-Laurier Group	755	752
FR.M.	467	467			

## Marché des Changes

## Marché libre de l'or

[illegible]

## Marché libre de l'or

--	--

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 5/4
Or fin (pds en barre).....	58900	59100
Or fin (en lingots).....	59090	59400
Napoleon (200).....	337	341
Pièces Fr (10 f).....	380	.....
Pièce Suisse (20 f).....	337	342
Pièce Litvne (20 f).....	337	341
Souverain.....	440	442
Pièces 20 dollars.....	2110	2100
Pièces 10 dollars.....	1122 50	1122 60
Pièces 5 dollars.....	585	.....
Pièces 50 pesos.....	2200	2220
Pièces 10 florins.....	358	351

# 36-15

## TAPEZ LE MONDE

### PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

# 46-62-72-67

\_\_\_\_\_

**International de Fr**  
Cotation du 2 avril 1993

\_\_\_\_\_

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 101 363				Volume : 13 906			
COURS	Jun 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Avril 93	Mai 93	Jun 93
Dernier —	117,44	117,50	117,10	Dernier —	2 001	2 014	2 022,50
Précédent	117,48	117,56	117,46	Précédent	2 023	2 044	2033

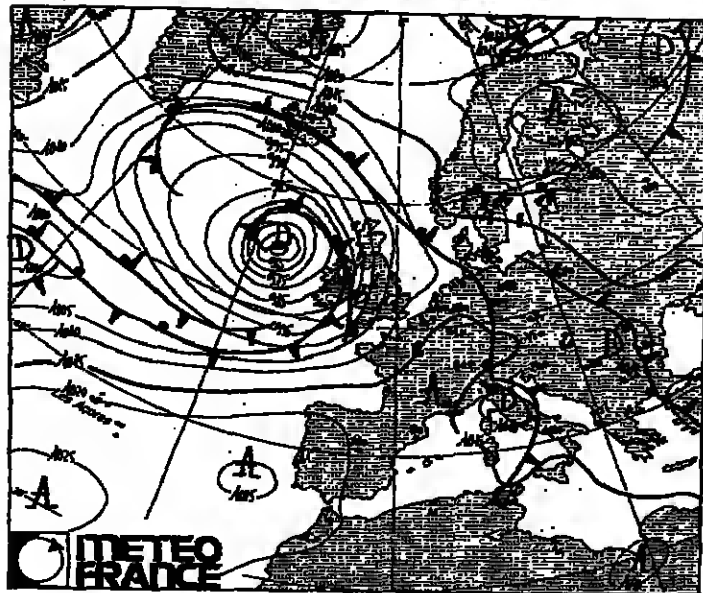
c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu



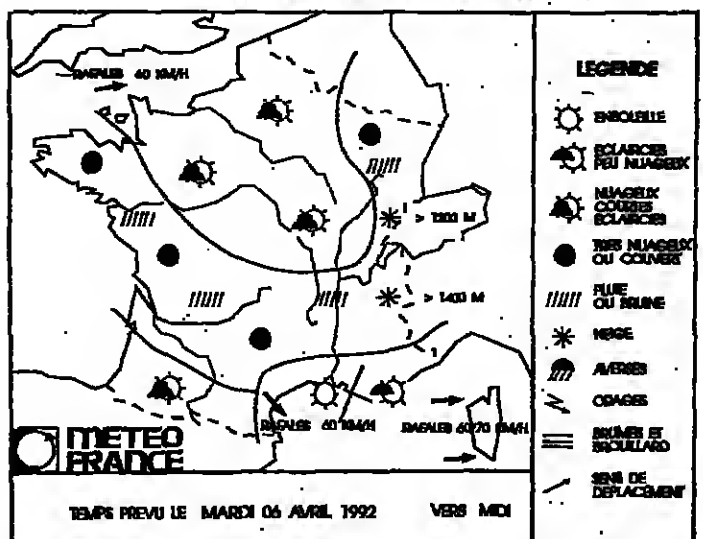


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 AVRIL A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 6 AVRIL 1993



Souvent très nuageux avec un peu de pluie. Sur les régions de l'Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes), après quelques éclaircies matinales, le ciel finira rapidement de se couvrir, et il pleuvra un peu à partir de la mi-journée.

Sur la Normandie, le Bassin parisien et le Centre, les éclaircies dureront toute la journée; le ciel se couvrira l'après-midi, et la pluie arrivera en fin de journée.

Sur les régions du Nord et de Champagne-Ardenne, ce sera une journée globalement assez bien ensoleillée, malgré la présence de quelques nuages.

Sur toutes les régions de l'Est, depuis la Lorraine jusqu'aux Alpes, ainsi que sur le Massif Central, on se réveillera sous un ciel gris et pluvieux, avec de la neige en montagne au-dessus de 1 200 mètres à 1 600 mètres. Ensuite, le temps s'améliorera lentement au fil des heures.

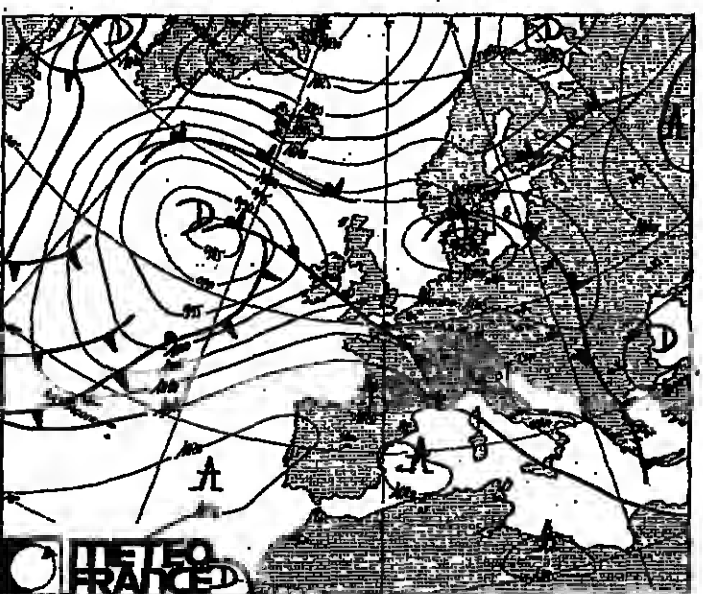
Dans le Sud-Ouest, les nuages resteront abondants toute la journée; ils donneront par moments un peu de bruine.

Sur les régions méditerranéennes, ce sera au contraire le soleil qui brillera largement.

Les températures ne seront pas très éloignées des valeurs saisonnières, avec des minima compris entre 4 degrés et 8 degrés, et des maxima entre 11 degrés et 15 degrés sur le littoral nord, entre 18 degrés et 20 degrés sur le littoral sud.

Le vent d'ouest soufflera jusqu'à 60 km/h en pointe sur les côtes de Manche et en Méditerranée; il sera plus modéré ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 7 AVRIL 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 04-4-1993 à 18 heures TUC et le 05-4-1993 à 6 heures TUC											
FRANCE				ÉTRANGER							
ALGER	14	6	D	STRASBOURG	9	-1	D	LUXEMBOURG	6	-1	N
BARCELONE	15	7	N	TOULOUSE	14	3	N	MANNHEIM	10	6	N
BREDA	12	6	O	TOURS	13	5	P	MARSEILLE	16	10	N
BREDA	12	6	O					MEXICO	26	12	N
BREDA	12	6	O					MILAN	11	-3	D
BREDA	12	6	O					MONTREAL	4	-6	D
BREDA	12	6	O					MOSCOW	6	0	C
BREDA	12	6	O					NAGANO	23	18	N
BREDA	12	6	O					NEW DELHI	28	18	D
BREDA	12	6	O					NEW YORK	6	3	D
BREDA	12	6	O					PARIS	21	3	D
BREDA	12	6	O					PRAGUE	14	4	C
BREDA	12	6	O					RUSSIA	14	6	N
BREDA	12	6	O					SARAJEVO	26	10	D
BREDA	12	6	O					SINGAPORE	31	24	C
BREDA	12	6	O					STOCKHOLM	4	1	-
BREDA	12	6	O					SYDNEY	26	16	N
BREDA	12	6	O					TOKYO	21	6	N
BREDA	12	6	O					TORONTO	2	-	-
BREDA	12	6	O					YAROSLAV	6	0	C
BREDA	12	6	O					ZAGREB	14	8	C
BREDA	12	6	O					ZURICH	13	6	D
ST-ETIENNE	10	0	D	LOS ANGELES	20	14	N	VIENNE	15	6	D
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
averse	brouillard	ciel couvert	ciel partiel	ciel tempête	couvert nuage	ciel dégagé	orageux	neige			

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Le soir des morts-vivants

Il faut donc, pour qu'ils ne s'égarent pas, mettre entre eux l'océan infranchissable qui sépare deux boutons sur une télécommande. Au soir de dix ans de règne, Rocard chez Claire Chazal, Fabius chez Bruno Masura, inventèrent ainsi une nouvelle forme de débat fraternel : le pugilat simultané à distance. Chacun des deux boxait dans le vide, et ils se faisaient tout de même signer. Chacun des deux dut d'ailleurs subir en très léger différé les gentillesses que l'autre venait de lui envoyer du ring d'en face. Les deux chieffes - s'étaient-elles concertées ? - en eurent l'idée au même moment. TF 1 diffusa à Michel Rocard des extraits des

amabilités fabusiennes - «obésion présidentielle... battu dimanche dernier... mis la main avec ses complices sur...» - tandis que France 2 projetait à Laurent Fabius un échantillon des suaves rocardiennes - «ce qui arrive à Laurent Fabius est injuste», expliquait-il imperturbablement. On était partagé entre la pitié et l'horreur. La pitié devant deux grands accidentés de la route, étalés aux yeux de la France au bord de leurs blessures béantes. Mais l'horreur de voir ces mêmes morts-vivants, allongés sur le bas-côté tandis que les carcasses fument encore, se relever lentement sur les couloirs, et trouver soudain la force de s'arracher la couverture de survie.

Cette haine si franchement étalée suscitait aussi une sorte d'humiliation et de frayeur rétrospectives. «Quelques dizaines de minutes, préparées par beaucoup d'années, pour réduire le PS à un petit PSU !», siffla Fabius à l'adresse de Rocard. Comment ? Tout au long de ces années, Messieurs, où nous vous croyions uniquement préoccupés de notre sort, vos chicaneries vous gouvernaient encore ? Pendant que nous étions tranquillement assis dans la carlingue, le pilote et le copilote échangeaient des coups de pied en cabine ? Et l'équipage, donc ! C'est-à-dire, qui crie au putz au coin d'un couloir, commandait, le week-end dernier encore, à toutes les polices de France ? C'est-à-dire, qui s'éloigne en silence, gonflé de rancune et de dégoût, vaillant sur les écoles et l'université ? Ce dernier, incapable de dire s'il se considère encore ou non membre du parti socialiste - Bruno Masura dut le lui demander à trois reprises à 13 heures - nous serait la Marseillaise, faisait la morale à la terre entière, et administrait les armées ? Il est certains soirs où il faut beaucoup de mépris pour se convaincre que la télévision saute, aggrave, censure ce qui n'est après tout que le fonctionnement naturel d'une démocratie, et se répéter que ces catcheurs valent mieux que leur image.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻◻◻ Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 5 avril

TF 1			FRANCE 3			M 6		
20.45	Variétés : Stars 90.	Emission présentée par Michel Drucker. Avec Muriel Harmin, Kiki Caron, Nathalie Simon, Patricia Kassa, Didier Barbelivien, Maureen, Pierre Morin, Lova Moor, Alain Gauthier.	20.45	Cinéma : Quand Harry rencontre Sally.	Film américain de Rob Reiner (1989).	20.35	Magazine : Ciné 6.	
22.45	Magazine : Santé à la Une.	Présenté par Robert Namias et Anne Berrens. Anecdotes-bouillies. Invités : les professeurs Philippe Jeammet, Pierre Aimez ; les docteurs Sophie Doubet-Crignolin, Christine Feulon, Robert Neuburger, Brigitte Rémy ; Catherine Hervais, auteur des <i>Touilles de la bouffe</i> .	22.25	Journal et Météo.		20.45	Cinéma : Brannigan.	Film américain de Douglas Hickox (1975).
0.15	Magazine : Spécial sport.	Football. Rapports sur Marseille avant son match contre Glasgow ; Présentation des rencontres Olympique de Marseille-Glasgow Rangers ; CSKA Moscou-FC Bruges ; FK Obeng-Bang-Nil AC ; PSV Eindhoven-FC Porto.	22.55	Magazine : A la une sur le 3.	Présenté par Christine Ockrent.	22.40	Cinéma : Terreur sur New-York.	Film américain de Joseph L. Scanlon (1987).
			23.30	Documentaire : Jean-François Deniau, portrait d'un atypique.	O'Elisabeth Devillon et Marcel Martin.	0.25	Informations : Six minutes première heure.	
			0.20	Continental.		0.35	Magazine : Culture pub.	
FRANCE 2			CANAL PLUS			FRANCE-CULTURE		
20.50	Le 7 <sup>e</sup> Nuit des Mofières.	Soirée conçue et organisée par Georges Cravenne, mise en scène par Jean-Luc Moreau, présidée par Michel Serrault en direct du Théâtre du Châtelet. Hommages à Edwige Fenech, Francis Poirer, René de Obaldia, Lars Schmidt, Jean Dasté.	20.35	Cinéma : Docteurs in Love.	Film américain de Gerry Marshall (1982).	20.30	L'Histoire en direct. Les deux morts de Staline, 2. 24 février 1956, la désalinisation (1 <sup>re</sup> partie).	
23.35	Magazine : Savoir plus.	Présenté par Martine Allain-Renaud et François de Closets. Les enfants meurtriers. Invité : le professeur Crumer, pédo-psychiatre, directeur du centre de guidance infantile à Genève.	22.05	Flash d'informations.		21.30	Dramatique. Le Roi hérit, de Garboise Frécollet.	
			22.15	Le Journal du cinéma.		22.40	La Radio dans les yeux. L'actualité des arts plastiques.	
			23.50	Cinéma : Un type bien.	Film franco-belge de Laurent Bénégui (1990).	0.05	Du jour au lendemain. Avec Marcel Pignatelli (rediff.).	
			1.20	Cinéma : Sex-shop.	Film français de Claude Berri (1972).	0.50	Musique : Coda.	
ARTE			FRANCE-MUSIQUE					
20.40	Cinéma : Paysage dans le brouillard.	Film franco-grec de Theo Angelopoulos (1987).	20.30	Concert (en direct de Zagreb) : Sum Kralj, Sum Mora, de Horvut ; Concert pour piano et orchestre, de Detoni ; Concert pour violon et orchestre, de Glass ; Requiem en la, de Kauffman, par l'Orchestre symphonique de la radio croate, dir. Nikša Bizozz ; sol : Dunja Vajzovic, mezzo-soprano, Aleksandar Madzar, piano, Gidon Kremer, violon.				
22.40	Magazine : Ich liebe dich.	De Patrick Joudy, Kennedy.	23.09	Feuilleton : Maldoror. De Pierre Henry.				
22.45	Cinéma : Radio On.	Film germano-britannique de Christopher Peck (1979).	23.19	Ainsi la nuit. Par Anne Monzon - Farnasidécide pour hautbois et piano op. 73, de Schumann ; Romance pour violon et piano op. 11, de Dvorak ; Lieder, de Liszt ; Saxofon à cordes en si bémol majeur op. 18, de Brahms.				
0.25	Cinéma d'animation : Snark.	L'Enfer, de Rein Raamt (35 min).	0.33	L'Heure bleue.				

## Mardi 6 avril

TF 1			FRANCE 3			M 6		
15.25	Série : Héros, police d'Etat.		21.35	Documentaire : Planète chaude.	Enfants des rues, enfants des rues, de Denis Chegaray.	0.40	Débat.	Le Point d'actualité.
16.20	Jeu : Une famille en or.		22.35	Journal et Météo.		0.45	Cinéma d'animation : Possibilité de dialogue.	De Jan Svankmajer (11 min).
16.50	Club Dorothée.		23.00	Téléfilm : Le Vrai Faux Voyage.	De Radu Gabrea, avec Christof Wackemagel, Barbara Rudnik.			
17.50	Série : Le Miel et les Abeilles.		0.30	Continental.				
18.20	Série : Hélie et les garçons.		CANAL PLUS			FRANCE-CULTURE		
18.50	Magazine : Coucou, c'est nous !		15.05	Magazine : 24 heures (rediff.).		14.15	Magazine : Destination musique.	
19.50	Diversité : Le Bébête Show.		16.00	Cinéma : Best of the Best.	Film américain de Bob Radler (1989). Avec Eric Roberts, James Earl Jones, Sally Kelland.	17.00	Variétés : Multitop.	
19.55	Journal et Météo.		17.35	Documentaire : Danse avec les loups.	Dans les coulisses avec Kevin Costner.	17.30	Série : L'Etalon noir.	
20.35	Sport : Football.	Coupe d'Europe de l'UEFA, demi-finale match aller en direct de Turin : Juventus de Turin-PSG ; A 20.40, Coup d'envoi : A 21.15, Mi-temps et Tiro ; A 21.30, 2 <sup>e</sup> mi-temps.	18.00	Canalite peluche. Reval.		18.00	Série : Le Joker.	
22.25	Magazine : Durant la nuit.	Présenté par Guillaume Durand, en direct de Bobino. Sept millions de célibataires. «L'homme est-il fait pour le célibat ?»	18.30	Ca cartoon.		19.00	Série : Les Russes de San-Francisco.	
0.20	Magazine : Le Club de l'enjeu.	Présenté par Emmanuel de La Taille et Alain Weiler. Invités : Olivier Gaudin, président-directeur général des opticiens Krys ; Paul Marzouk, société Grand Public ; Guy Miliat, président de Météo.	18.50	Le Top.		19.54	Six minutes d'informations.	Météo.
FRANCE 2			19.20	Magazine : Nulle part ailleurs.		20.45	Téléfilm : Flipper le dauphin, le grand voyage.	De Paul Landers, avec Brian Kelly, Lika Halpin.
15.20	Variétés : La Chance aux chansons.		20.30	Le Journal du cinéma.		22.30	Série : Mission impossible.	Le Trésor.
16.15	Jeu : Des chiffres et des lettres.		20.35	Cinéma : Ma vie est un enfer.	Film français de Josiane Balasko (1991).	23.25	Documentaire : Les Cathos.	De Jérôme Bellay.
16.45	Feuilleton : Beaumanoir.		22.15	Flash d'informations.		0.20	Informations : Six minutes première heure.	
17.10	Magazine : Giga.		22.30	Sport : Football.	Dortmund-Auxerre, match aller de la demi-finale de la Coupe de l'UEFA, en direct.	0.30	Musique : Flashback.	
19.20	Jeu : Qui est le meilleur gagne plus.		0.30	Documentaire : Au-delà du visible.	D'Alex Gregory.	2.00	Rediffusions.	
20.00	Journal, Météo et Journal des courses.		0.55	Le Journal du hard.	Présenté par Philippe Vandel.	FRANCE-MUSIQUE		
20.50	Cinéma : Baby Boom.	Film américain de Charles Shyer (1988).	ARTE			20.30	Archipel sciences. L'histoire des mots de la science. Avec Alain Rey.	
22.45	Magazine : Bas les masques.	Présenté par Mireille Dumas. J'ai découvert que ma famille m'avait menti. Reportages : Les ghettos invisibles, de Chantal Lesbats ; Les enfants du secret, de Martine Tardieu et Vincent Liger ; La révélation officielle, de Patrick Corpié.	17.00	Documentaire : Cultures débridées.	De Johan Van der Kaeken (rediff.).	21.30	Débat. 10 <sup>e</sup> anniversaire du Collège international de philosophie.	
0.00	Journal et Météo.		19.00	Magazine : Rencontre.	Roger Colombani/Michel Simon.	22.40	Les Nuits magnétiques.	Il est midi. 1. Le temps suspendu.
0.20	Magazine : Le Cercle de minuit.		19.30	Documentaire : Les Années décalées.	De Thomas Carle et Grouche Rodé.	0.05	Du jour au lendemain.	
FRANCE 3			20.30	8 1/2 Journal.		0.50	Musique : Coda.	
16.40	Magazine : Zapper n'est pas jouer.		20.40	Soirée thématique : Tchèques et Slovaques.	Chronique d'un divorce européen. Soirée proposée par Karel Prokop.	FRANCE-CULTURE		
18.00	Magazine : Une pêche d'enfer.		20.41	Documentaire : La Dernière Frontière.	De Karel Prokop.	20.30	Concert (donné le 15 avril 1992 à la Sainte-Chapelle et le 6 juin 1992 à Versailles) : Office des témoins du vendredi saint, de Chopin, par le Seminario Musicale, dir. Gérard Lesne.	
18.25	Jeu : Questions pour un champion.		22.05	Chronique : Le Dessous des cartes.	De Jean-Christophe Victor.	22.00	Les Voix de la nuit. Par Henri Goriabov. Hommage à Albert Huberty, José de Trevi et André Pernot. La Samaritaine, d'Offone.	
18.50	Un livre, un jour.		22.20	Débat.		23.09	Feuilleton : Maldoror.	
19.00	Le 19-20 de l'information.		23.40	Cinéma : Le Fleisantenier.	Film néo-classique de Jeroni Juss (1988).	23.19	Ainsi la nuit. Morceau de saison pour hautbois et piano op. 228, de Kalikoda ; Romance pour violon et piano en mi mineur, de Janacek ; Romance pour violon et piano en ré mineur op. 23, de Szymanowski ; Lieder, de Liszt ; Saxofon à cordes en la majeur op. 48, de Dvorak.	
20.05	Jeu : Hugobellire (et à 20.40).			Documentaire : Prague 48-68-88.	De Karel Prokop.	0.33	L'Heure bleue.	
20.15	Diversité : La Classe.							
20.45	Feuilleton : Emille, la passion d'une vie.	De Jean Baudouin, avec Marina Orsini, Roy Dupuis (19 <sup>e</sup> épisode).						



## En Italie

## Ouverture d'une information judiciaire contre Giulio Andreotti

Une information judiciaire a été ouverte, lundi 5 avril, à l'encontre de l'ancien président du conseil démocrate-chrétien italien, Giulio Andreotti, dans le cadre de la vaste enquête sur le financement illicite des partis politiques, a-t-on appris de source judiciaire. M. Andreotti a

été accusé d'avoir violé la loi sur le financement des partis politiques, à la suite d'enquêtes menées par des magistrats de Milan sur les affaires de corruption. D'autre part, le Sénat doit discuter, le 14 avril, d'une éventuelle levée de l'immunité parlementaire de M. Andreotti. - (AFP)

## Les partis de gauche s'opposent à des élections anticipées

Les socialistes et les ex-communistes italiens ont déconseillé de tenter de résoudre la crise politique actuelle par des élections anticipées et prôné la formation d'un nouveau gouvernement. « L'Italie risque de devenir une Russie sans un Boris Eltsine, avec une fragmentation incroyable où chacun n'aurait sa propre recette », a dit Giorgio Benvenuto, secrétaire du Parti socialiste italien (PSI), « il doit y avoir un meilleur moyen de résoudre le problème dans notre pays », a-t-il estimé.

Socialistes et ex-communistes craignent notamment que des élections anticipées ne donnent l'occasion aux lignes séparatistes du nord du pays d'enregistrer de nouveaux succès en exploitant la vague de mécontentement des électeurs.

Achille Occhetto, secrétaire du Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-communiste), a déclaré, samedi 3 avril, devant ses partisans à Turin, que l'Italie devait mettre en place un gouvernement « exceptionnel », composé de nouveaux venus, pour tourner la page. Un autre dirigeant du PDS, Giorgio Napolitano, président de la Chambre des députés, s'est proposé pour conduire un nouveau gouvernement.

Enfin, un mandat d'arrêt a été lancé, samedi, pour corruption aggravée, contre l'ancien ministre des travaux publics Giovanni Frandini, membre influent de la démocratie chrétienne. Il est soupçonné d'avoir reçu des pots-de-vin de l'ANAS, la société nationale de construction de routes. - (Reuters)

Manifestations à Londres, Dublin et Belfast contre la violence en Irlande du Nord. Des milliers de personnes ont manifesté, dimanche 4 avril, à Dublin, à Londres et à Belfast pour réclamer l'arrêt des violences en Irlande du Nord et soutenir un nouveau mouvement pacifiste constitué après la mort de deux enfants, le 20 mars, dans un attentat de l'IRA. A Hyde Park, en plein Londres, une foule estimée à quatre mille personnes par la police s'est rassemblée pour scander des slogans pacifistes et lancer des appels à la fin des violences. Des centaines de personnes ont également pris part à une fête pour le paix à l'université royale de Belfast. - (Reuters)

Mort de Maria Wisniewska, théologienne polonaise. Maria Wisniewska est décédée à Paris, dimanche 4 avril. L'écrivain polonais était né le 15 août 1909 à Sienawa (Pologne). Philosophe, elle s'était spécialisée dans les études hétérodoxes et était devenue docteur en théologie. Elle a participé, dans son pays, à la résistance contre l'occupation allemande et vivait à Paris depuis la guerre. Elle s'est distinguée par son soutien aux dissidents des pays de l'Est et a écrit plusieurs ouvrages biographiques sur Paul VI et Jean-Paul II, ainsi que des livres spirituels sur les *Vologs de Dieu*, sur Maximilien Kolbe, le Pape Pie et la Vierge Marie. Ses obsèques seront célébrées mardi 13 avril à la paroisse polonaise de Paris.

## SOMMAIRE

## DÉBATS

Un entretien avec François Héritier-Auger ..... 2

## ÉTRANGER

Le sommet américano-russe ..... 3  
Bosnie : un entretien avec le général Morillon ..... 4  
Cambodge : des mesures de sécurité exceptionnelles pour la visite de M. Boutros-Ghali ..... 5  
Togo : purge au sein de l'armée ..... 6  
Égypte : M. Mubarak à Washington ..... 6

## POLITIQUE

La réunion du comité directeur et les changements à la tête du Parti socialiste ..... 7 à 9  
Réunion en conseil national les Verts hésitent encore à rejoindre le camp du progrès ..... 10

## SOCIÉTÉ

Sida : un entretien avec le docteur Merson ..... 11  
La Suède entre en compétition avec la France dans la vente de trois sous-marins au Pakistan ..... 11  
Religions : une cinquantaine de prêtres alsaciens dénoncent les conditions de leur ministère ..... 12

## COMMUNICATION

La mise au pas des journalistes guatémaltèques ..... 12  
La Société française de production poursuit sa reorganisation ..... 12

## SPORTS

Arthur Jorge ou la raison du football ..... 14  
Rugby : le rebond de Castres ..... 14

## CULTURE

Musique : l'archipel Kurtag ..... 15  
Photographie : de Danielle Darrieux à saint Sébastien ..... 15  
Cinéma : femmes de Chine ..... 16

Théâtre : Emma Bovary et Boulevard-Suff ..... 16

## ÉCONOMIE

En 1992, les loyers ont augmenté deux fois plus vite que l'inflation. 17  
Les pêcheurs britanniques face à l'intransigeance de leur gouvernement ..... 18  
L'accroissement de la rentabilité des grandes entreprises américaines ..... 19  
Vis des entreprises ..... 20

## L'ÉCONOMIE

Politique industrielle : les stratégies européennes • Le grand réseau allemand • Le glaciaire de Sophia Medical • Dossier : les investissements étrangers • Opinions : quelle politique monétaire • Indicateur : la production industrielle • région : le Proche-Orient • pays : l'Iran ; secteur : la maison individuelle ..... 25 à 34

## Services

Abonnements ..... 4  
Annonces classées ..... 17  
Cartes ..... 18  
Loto, Loto sportif ..... 19  
Marchés financiers ..... 20 et 21  
Météorologie ..... 23  
Mots croisés ..... 18  
Radio-télévision ..... 23  
Spectacles ..... 22

La téléphonie du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » folioté de 25 à 34  
Le numéro du « Monde » daté 4-5 avril 1993 a été tiré à 549 896 exemplaires.

## Le conseil politique du CDS

## Les centristes se méfient de l'UDF

Réuni samedi 3 avril à Paris, au terme d'une première semaine de cohabitation, le conseil politique du CDS s'est donné six mois pour décider si ses députés resteront définitivement, ou non, au groupe UDF. Au lendemain de sa défaite pour la présidence de l'Assemblée nationale, Dominique Baudie a déjà crié à la trahison.

René Monory a bien été le seul à parler de « folie » et de « folie », à rendre « hommage au gouvernement centriste, européen et décentralisateur » d'Edouard Balladur. François Bayrou a bien été le seul, lui aussi, à considérer qu'en acceptant la veille du réintégré au grand groupe UDF à l'Assemblée nationale, ses amis avaient fait « le bon choix ». Car le moins que l'on puisse dire, c'est que les quelques trois cents cadres du CDS auront marqué une certaine circonspection devant cette nouvelle stratégie de leurs dirigeants, concoctée sans aucune concertation avec eux.

Ainsi mis au pied du mur, ils n'ont pu, une nouvelle fois, qu'éprouver leurs états d'âme. La bonne place ménagée à leurs responsables dans le nouveau gouvernement n'a pas été suffisante pour leur faire oublier leur contre-performance des élections législatives et l'échec pour le « perchoir » de Dominique Baudie devant Philippe Séguin. « Les chiffres sont limpides », a dénoncé le maire de Toulouse, « on n'a tiré ou nous a tirés dans le dos. Mais c'est toute l'UDF qui est blessée (...). Je ne suis pas mort, et l'on s'en apercevra bientôt. Quand on aura besoin de moi dans mon parti, même pour un combat sans espoir, on pourra compter sur moi ».

## Mauvaise humeur

« Nous ne pouvons pas commencer par une coupure avec l'UDF. Il

nous fallait contrebalancer l'hégémonie du RPR », s'est défendu Jacques Barrot, l'un des principaux négociateurs de ce retrait dans le giron parlementaire UDF. « Si, devant une dérive, nous devrions faire demain entendre notre voix, a-t-il ajouté, rien ne nous empêcherait de former à nouveau un groupe ». C'est ainsi ce qu'a dû promettre Pierre Méhaignerie pour apaiser la mauvaise humeur générale.

Le président du CDS a assuré qu'au sein du groupe UDF, les députés conserveront « leur liberté d'expression et financière », d'autant, a-t-il indiqué, qu'il compte sur le renfort d'une vingtaine de nouveaux parlementaires. Qu'il en soit, il s'est engagé à « faire un bilan dans six mois pour en tirer les conclusions ».

M. Bayrou a été le seul à considérer comme acquis ce ralliement. « Nous venons de changer de dimension », a-t-il dit. Les élections ont montré que la seule étiquette du centre est encore insuffisante. Nous allons pouvoir peser demain autant que le PR et aller au-delà de nos frontières. L'un après l'autre, chacun des nouveaux ministres s'est engagé, par quelques propos concrets, à ne pas vendre son âme centriste. « Nous serons l'âme de ce gouvernement », a promis M. Bosson. « Nous serons les ministres de l'Europe », s'est engagé Edmond Alphandery.

Bernard Stasi a été le plus applaudi. Battu dans son fief de Champagne, il a été le plus éloquent : « Ma fierté, a-t-il dit, c'est d'être tombé au centre, sur l'Europe, sur le refus du racisme et pour une certaine vision morale de la politique. (...) Le gouvernement va devoir résister à toutes les pressions populistes et sécuritaires de certains secteurs de la majorité. Il est essentiel que nous restions fidèles à nos valeurs. » Même à terre, M. Stasi reste la référence pour des centristes bien mécontents.

DANIEL CARTON

Comment crée une « carte de fidélisation ». Dans le cadre des « grandes manœuvres » des exploitants de salles de cinéma pour reconquérir un public dont la désaffection est souvent expliquée par la cherté des billets, Gaumont propose désormais des « cartes de fidélisation », permettant d'assister à cinq séances, dans toutes les salles de ce circuit, pour un prix forfaitaire de 150 F. Valable tous les jours, cette carte est utilisable par un maximum de trois personnes par séance. Sa validité est de deux mois à compter de la date d'achat. Gaumont avait déjà baissé à 30 F pour toutes les séances le prix des places pour les moins de douze ans.

## Voulant être présent aux européennes et à la présidentielle

## Le MRG choisit l'autonomie par rapport au PS

Le MRG ne compte plus que six députés contre dix avant les scrutins des 21 et 28 mars, soit une perte de deux cinquièmes, alors que le nouveau groupe socialiste ne compte plus qu'un gros cinquième de ses précédents effectifs. Autant dire, et toute proportion gardée, que les radicaux de gauche se sentent un peu moins touchés que leurs alliés par la déroute de la majorité sortante.

Le comité directeur, réuni samedi 3 avril au Sénat, était l'occasion de tirer les leçons de la défaite. Exposé par son président, Jean-François Hory, la ligne d'autonomie d'expressions et de liberté de mouvement a été approuvée par le « parlement » du parti. Toutefois, cette autonomie et cette liberté trouvent leur première limite avec le choix divergent fait par les six députés radicaux de gauche. Trois (Jean-Pierre Defontaine, Kamelin Gata et Roger Gérard Schwartzberg) se sont rattachés au groupe socialiste, comme ils l'étaient sous la précédente législature, trois (Bernard Charles, Bernard Tapie et Emile Zuccarelli) figurent parmi les non-inscrits.

Pour M. Hory, cette situation n'est pas définitive. Il souhaite que, d'ici l'été, soit explorée la possibilité de la constitution d'un groupe autonome (ce qui nécessite l'accord d'un moins vingt députés). Cette piste, à la faveur de Bernard Tapie, dont c'était la première participation à un comité directeur depuis son adhésion au MRG, le 2 février dernier. En

revanche, M. Schwartzberg considère qu'être rattaché à un groupe répond à une logique politique, alors que les non-inscrits sont à un an man's land.

Les prochaines échéances électorales devraient, estime le MRG, favoriser la concrétisation d'une stratégie d'autonomie. Ainsi des européennes, pour lesquelles le Mouvement entend présenter sa propre liste, dont la conduite devrait être confiée au président de l'OM. A l'automne, un congrès extraordinaire aura à adopter un « manifeste radical », des statuts révisés et vraisemblablement une nouvelle dénomination. Il aura aussi à trancher de la présence d'un candidat radical de gauche à la prochaine présidentielle, qui la aussi pourrait s'appeler Bernard Tapie. L'accueil positif réservé au député des Bouches-du-Rhône par ses nouveaux partisans s'explique par l'espoir qu'il donne aux radicaux de gauche de sortir de la clandestinité médiatique.

Le comité directeur a, d'autre part, enregistré la démission de l'un des vice-présidents du MRG, Jean-François Dauriac, partisan du « big bang » de Michel Rocard, et son remplacement par François Haurat, maire de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).

A propos du PS, M. Hory a jugé « consternant » qu'il « abandonne à de lamentables petites manœuvres internes ». Assurant que le MRG se situe résolument dans l'opposition à la nouvelle majorité et fidèle au camp de la gauche et aux orientations de François Mitterrand, il a l'intention de proposer, dans les prochains jours, des cadres d'un rassemblement à tous ceux qui n'ont pas renoncé à l'espérance.

ANNE CHAUSSEBOURG

## Selon l'Institut de conjoncture Renecode

## La France connaîtrait une récession économique cette année

La Communauté économique européenne prise dans son ensemble, et la France en particulier, connaîtraient une récession économique cette année, Renecode (Centre de recherches pour l'expansion de l'économie), organisme de conjoncture proche du patronat, estime dans ses dernières prévisions publiées lundi 5 avril que le PIB (produit intérieur brut) de la CEE reculera de 0,3 % en 1993. Cette récession se produirait malgré une baisse sensible des taux d'intérêt à court terme. En France, le PIB reculerait de 0,5 % en 1993, par rapport à 1992. Et le chômage continuerait d'augmenter sensiblement, pour atteindre un taux proche de 12 % de la population active.

Une certaine reprise se manifesterait cependant en France au quatrième trimestre, et au début de l'année prochaine. Les effectifs salariés cesseraient de baisser. Le taux de croissance de la France serait en moyenne annuelle de 1,9 % l'année prochaine.

Al. V.

## L'ex-mercenaire Bob Denard condamné à cinq ans de prison avec sursis

L'ex-mercenaire français Bob Denard, soixante-quatre ans, qui avait recruté en France des hommes de main en vue d'un coup d'Etat au Bénin en janvier 1977, a été condamné, lundi 5 avril, à cinq ans de prison avec sursis par la 14<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris pour association de malfaiteurs. Lors du procès, au mois de mars, le parquet avait requis une peine « symbolique » de trois à cinq ans de prison avec sursis (*Le Monde* du 13 mars). Rentré en France le 1<sup>er</sup> février, Bob Denard est également poursuivi pour une tentative de coup d'Etat aux Comores en 1989, mais il est désormais libre, le juge d'instruction parisien chargé de son dossier, Chantal Ferrière, ayant remis en liberté samedi 3 avril.

Entre 10h et 19h, l'Apple chez IC vous sera facturé 8423 F ht.



Macintosh LC II 4/40 Mm avec clavier et moniteur couleur 14" Apple. 8423 F ht. 9 990 F ttc.  
PowerBook 180 4/120 Mo 23 900 F ht. 28 346 F ttc.  
Offres valables dans la limite des stocks disponibles.

Le bonheur, c'est simple comme le coût d'un Macintosh chez IC. Pas n'importe quel Macintosh : le IC II 4/40 Mo avec moniteur couleur Apple 14" pour 8 423 F ht. Avec plus de 50 000 Macintosh installés en 10 ans, IC est aujourd'hui le premier



distributeur Apple en Europe. Seul un leader peut vous offrir des prix aussi bas allés au plus haut degré de services (conseil en art graphique, gestion, maintenance, réseaux locaux). Vous devriez déjà être chez IC.

IC BRUXELLES PARIS 41 (1) 42 72 26 26 - IC VERMOREL PARIS 10 (1) 48 85 90 50  
IC MICRO VALLEY PARIS 156 (1) 40 50 00 00 - IC MARSEILLE 91 57 35 03

10 TOULOUSE 61 25 62 52 - IC NANTES 40 47 06 62 - IC LYON 34 78 62 58 38  
IC AIX EN PROVENCE 42 38 26 08 - IC AVIGNON 90 82 22 22

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

هكذا من الأصل

# Le Monde

## Le gâchis de Sopha Medical



En quête d'argent, le troisième constructeur mondial d'appareils d'imagerie en médecine nucléaire a failli faire les frais d'une bataille entre ses principaux actionnaires. Six mois d'un invraisemblable psychodrame.

page 27

## Dossier : les investissements étrangers

Investissements directs	
1971-1980	1981-1990
131 354	131 161
55 112	161

En France, l'ouverture aux investisseurs étrangers va désormais de soi, au nom de l'emploi et de l'aménagement du territoire. Près de 12 % des entreprises, surtout les grosses PME, appartiennent à des étrangers.

page 30

## Opinions : quelle politique monétaire ?



Il ne faut pas changer de cap, il faut rester dans le système monétaire européen, plaide Jean-Paul Bédaride, du Crédit lyonnais. Un autre banquier, Jean-Michel Nau, critique l'idée d'indépendance de la Banque de France.

page 33

## MODE D'EMPLOI

Environnement : Le risque industriel en fiches. Humeur, par Joëlle Doyère : Ruineuse bestioles. La cote des mois : Essimage. Bloc-notes. Lois et règlements.

PERSPECTIVES 27 & 32 Les pionniers de la bio-électricité à La Réunion. Echanges : les méconnus du commerce international. Livres : les cris du management.

CONJONCTURE 34 Indicateurs, la production industrielle : Souffle printanier. Région, le Proche-Orient : Economie hypothéquée. Pays, l'Iran : Echec. Secteur, la maison individuelle : La chute.

# L'ÉCONOMIE

## A-côtés

### Le marché des quatre pattes

Le secteur des aliments pour chiens et chats échappe à la crise. Un marché de 9,2 milliards de francs en progression constante

« VOUS n'avez pas le monopole du cœur pour les chiens et les chats ! Je les aime, moi aussi... » Lancée comme une boutade dans le feu des présidentielles de 1988, la réponse de François Mitterrand à Jacques Chirac qui lui reprochait d'avoir « plus que doublé le taux de la TVA » (de 7 % à 18,6 %) sur les aliments préparés pour animaux familiers, est restée dans les mémoires. D'autant que dix ans plus tard, la polémique sur la « ponction fiscale » est loin d'être close...

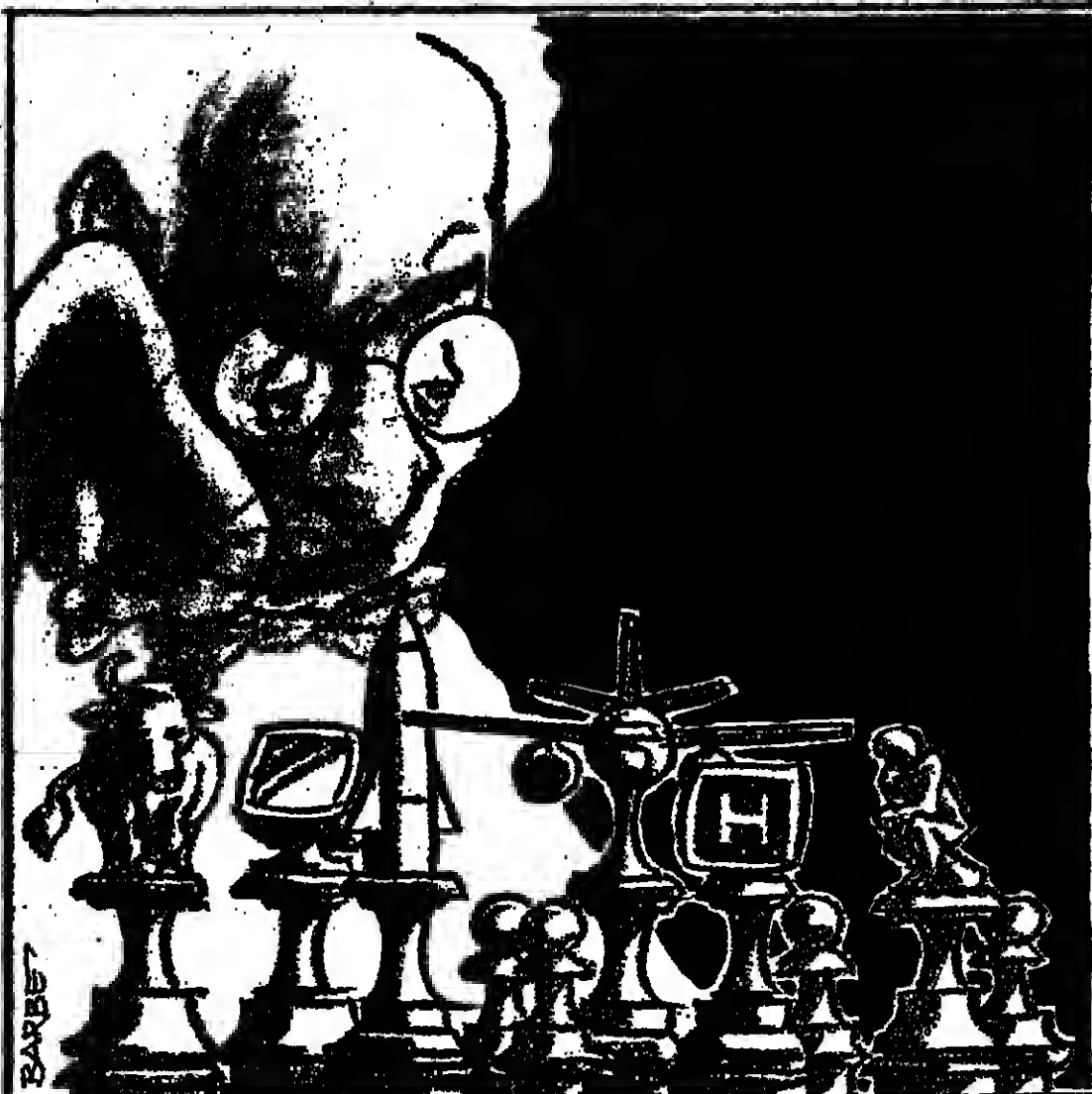
Même surtaxé, le *pet food*, comme disent les professionnels, n'en affiche pas moins une santé éclatante : avec une croissance de 3,7 % l'an dernier, ce secteur pèse aujourd'hui 9,2 milliards de francs de chiffre d'affaires et occupe sur le marché français de l'épicerie une part plus importante que les bières et les détergents ! Au total, vingt-cinq usines réparties dans toute la France produisent chaque année 1 300 000 tonnes d'aliments pour animaux de compagnie (dont 37 % sont exportés) et emploient directement 3 200 personnes. Sans compter les 9 000 emplois induits en amont ou en aval : sidérurgie et conditionnement (le *pet food* consomme 150 000 tonnes de fer blanc par an), collecte des sous-produits agricoles, publicité...

Philippe Baverel

Lire la suite page 28

## POLITIQUE INDUSTRIELLE

# Les stratèges empêtrés



Dans le monde entier, des voix s'élèvent pour réclamer davantage de politique industrielle, comme aux Etats-Unis avec l'élection du démocrate Bill Clinton. En France, la droite, revenue aux affaires, semble vouloir tempérer son libéralisme. Mais une politique industrielle suppose des choix. Or les avis divergent sur ce qui est stratégique pour une économie et ce qui ne l'est pas. Faut-il encourager un nombre limité de technologies (mais alors lesquelles) ou cibler les efforts sur les entreprises gagnantes (mais sur quels critères : emploi, balance commerciale, indépendance nationale) ? Dans un monde où technologies civiles et militaires s'interpénètrent et où les firmes multinationales travaillent ensemble, la confusion guette les stratèges...

Lire page 29

l'article d'Annie Kahn

## NOUVELLES PUISSANCES D'ASIE

# Le grand réseau chinois

La montée récente des investissements en Chine populaire est portée par les communautés chinoises d'Extrême-Orient. Portrait de la troisième force économique de la région

BANGKOK de notre correspondant

AVEC celles qu'elle vient d'ouvrir à Shanghai (Chine méridionale), Hô-Chi-Minh-Ville et Phnom-Penh, la Bangkok Bank, première banque commerciale d'Asie du Sud-Est, dispose déjà de dix-huit succursales à l'étranger. Mais elle compte ouvrir en Chine une nouvelle agence chaque année pendant douze ans pour servir ses clients de Taiwan, de Singapour, de Hongkong et de Thaïlande. Présent en Chine depuis 1979, Charoen Pokphand (CP), le conglomérat thaïlandais dominant, entend y investir 4 milliards de dollars dans les dix années à venir. CP produit déjà pour le marché local 320 000 motocyclettes ainsi que des engrais, de la nourriture pour animaux et de la bière.

Engagé dans la construction d'une ville satellite à la périphérie de la capitale thaïlandaise avec Bouygues pour entrepreneur, Bangkok Land projette de construire, à partir de la mi-1993, quarante mille à quatre-vingt mille appartements dans trois districts de Pékín (un investissement de 727 millions à 1 457 millions de dollars).

Trois exemples qui ne traduisent pas seule-

ment l'attrait exercé par la Chine sur les investisseurs étrangers, mais l'action d'un véritable réseau.

Certes, ces deux dernières années surtout, la Chine est devenue le premier champ d'investissement en Extrême-Orient. 55 milliards de dollars de contrats ont été signés en Chine par des étrangers en 1992. L'expansion économique - 12 % en 1992 pour l'ensemble du pays - atteint 27 % à Shanghai et dépasse 32 % en Chine méridionale. Pour les investisseurs étrangers, les profits peuvent être énormes. « De 30 % à 40 % », estiment certains Thaïlandais. Et ce qui est vrai de la Chine aujourd'hui pourrait l'être demain du Vietnam.

EXEMPLES • Mais, derrière ces mouvements de capitaux, se dessine de plus en plus ouvertement la puissance des communautés de Chinois d'outre-mer. La Bangkok Bank ? Elle est gérée par Chattri Sophonpanich, deuxième fils de Chin Sophonpanich (alias Tan Piek Chin), qui, décédé en 1988 à l'âge de soixante-dix-huit ans, a légué à ses sept enfants un empire bancaire et financier. L'histoire est exemplaire : Teochew d'origine, arrivé à Bangkok à l'âge de dix-sept ans, Chin a bâti, seul, sa fortune à partir de Bangkok et de

Hongkong avant d'en confier progressivement la gestion à sa nombreuse progéniture.

Dhanin Chearavanont, le patron de CP (225 sociétés et entreprises), est également le fils d'un Teochew qui, arrivé en Thaïlande en 1920, a fait fortune dans la production de volailles et l'agroalimentaire. CP privilégie désormais trois secteurs : la pétrochimie, les télécommunications et les chaînes de distribution. L'empire de Dhanin Chearavanont s'étend du Mexique à la Chine en passant, bien entendu, par la Thaïlande. Quant à Bangkok Land, c'est la grande affaire de C. P. Wong (alias Anant Kanjanapas), un des deux fils de Mongkol Kanjanapas, patriarche d'origine chinoise, autre *self-made man*, dont la famille se classe au septième rang des fortunes de Thaïlande.

Pour conforter leurs empires, ces Sino-Thaïlandais jouent d'un tissu de relations à travers tout l'Extrême-Orient. Par exemple, les Sophonpanich entretiennent, entre autres, d'étroites relations avec Liem Sioe Leong, le milliardaire indonésien d'origine chinoise.

Jean-Claude Pomonti

Lire la suite page 31

**IUA**

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ **Université à San Francisco,**  
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

**MBA** Master of Business Administration  
for International Management

■ **Filière d'admission : 3<sup>e</sup> CYCLE :**  
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ **Programme américain de 12 mois**  
à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :  
17-25, rue de Chailot, 75116 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA  
Programme associé en Asie : IUA HONG KONG



## ENVIRONNEMENT

## Le risque industriel en fiches

A Lyon, un nouveau service a rassemblé et analysé les données de 4 000 incidents technologiques en France et à l'étranger pour mieux connaître – et donc prévenir – les accidents

Le 4 janvier 1966, une explosion à la raffinerie de Feyzin (Rhône) provoqua la mort de dix-sept personnes et en blessa grièvement quatre-vingt-quatre autres, pour la plupart des sauveteurs. Cette catastrophe, qui entraîna une modification profonde de la législation et de la réglementation sur les établissements classés «à risques», n'est, en toute logique, la liste impressionnante de la toute nouvelle base de données «Analyse recherche information sur les accidents et pollutions industrielles» (ARIA). En service depuis le 10 février dernier, cet outil informatique a intégré plus de quatre mille incidents majeurs et mineurs intervenus ces dernières années, en France et, pour certaines catégories, dans le monde entier : pour la seule année 1992, 779 en France et 69 à l'étranger.

Cette base de données est l'instrument permanent de gestion du Bureau d'analyse des risques et pollutions industrielles, le BARPI (1), dont le ministère de l'environnement a décidé de se doter depuis janvier 1992 (au sein de la direction de la prévention des pollutions et des risques), pour mieux identifier l'origine, la nature et les conséquences de toutes les formes d'accidents à caractère industriel, artisanal ou agricole. Formée de cinq inspecteurs du service des installations classées, cette structure légère a été installée à Lyon, auprès de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

**SYSTEMATIQUE** « Revenir sur les expériences passées n'est pas une pratique récente, souligne José Mansot, responsable du BARPI. Mais l'exploitation systématique des incidents doit nous permettre de détecter des phénomènes récurrents, de jouer un rôle d'alerte dans les priorités d'intervention. » Selon lui, à partir de ce traitement statistique, quantitatif et qualitatif, les autorités publiques comme les professionnels disposent de moyens nouveaux pour étudier la modification des réglementations ou adopter des dispositifs de protection et de sécurité appropriés.

Déraillement d'un train de marchandises contenant 40 tonnes d'ammoniac liquéfié, le 16 mars 1992, en gare d'Aix-les-Bains (Savoie), explosion d'une citerne d'ammoniac à Dakar (Sénégal), le 29 mars, provoquant la mort de cent vingt personnes, ou explosion, le 9 novem-

bre, à la raffinerie de la Mède, sur l'étang de Berre : chaque accident est disséqué selon deux mille deux cents paramètres – description du site, nature de l'événement et des secours, conséquences (dommages aux personnes et dégâts à l'environnement), suites apportées, administratives ou pénales, enfin réhabilitation des lieux. « C'est à partir d'un volume considérable d'informations traitées que l'on peut commencer à tirer des enseignements précieux », note José Mansot. D'ores et déjà, la base Aria fournit de précieux indicateurs sur l'évolution des risques. L'étude récente d'une intoxication survenue dans une piscine de Saint-Etienne a mis en évidence la fréquence, et parfois la gravité, des incidents de traitement des eaux. Comme sont aussi fréquents les accidents

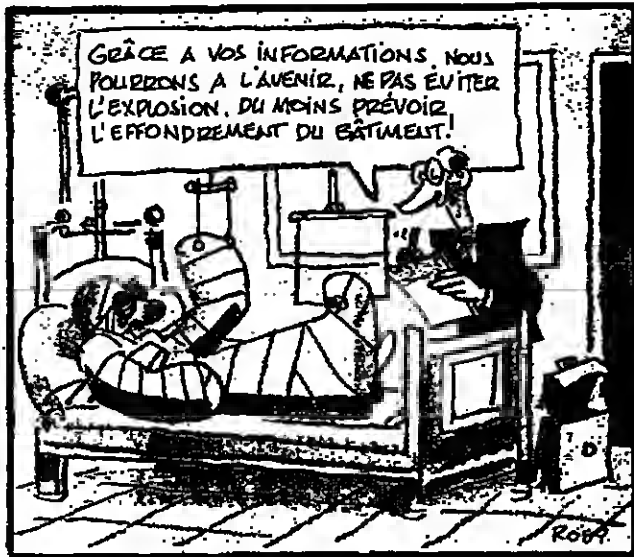
incendies : c'est le phénomène de loin le plus important, par rapport aux pollutions des eaux (29,5 %) ou de l'atmosphère – quand les effets ne se cumulent pas. 57,2 % se produisent dans des installations industrielles ou artisanales ; le transport des matières dangereuses représente seulement 16 % des incidents, mais occasionne 55 % des cas de pollutions par le sol, largement avant l'agriculture. Mais sur les 212 cas recensés de pollution des eaux, 45 % restent « d'origine inconnue ».

**INTERNATIONAL** « Le savoir-faire acquis par le BARPI dans le traitement de ces informations est reconnu sur le plan international. La Commission des Communautés européennes a chargé d'améliorer la base de données et les procédures de notification des accidents majeurs dans les installations à hauts risques définies par la « directive Seveso ». L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) lui a confié, en liaison avec un organisme canadien, la gestion des informations sur les incidents mettant en cause des matières dangereuses, installations fixes et transports. Enfin, à la suite de la conférence d'Helsinki de mars 1992, la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (Ecosoc) lui a demandé d'examiner les effets des pollutions industrielles majeures par-delà les frontières.

Pour l'instant, la cellule lyonnaise s'est engagée à répondre, gratuitement, à toutes les demandes d'information et de consultation adressées par des services administratifs, des professionnels, des cabinets d'études spécialisés. Mais, pour des raisons qui tiennent à l'organisation du système et à la confidentialité de certaines données (secrets de consultation directe par l'Etat), « Ce type d'information doit être traité et analysé en dehors de tout contexte professionnel », fait valoir José Mansot, qui se dit prêt, cependant, à fournir des indications rapides après une catastrophe majeure ayant provoqué un vif émoi dans l'opinion.

Michel Delberghe

(1) BARPI, 45, rue de Sévigné, 69426 Lyon Cedex 03, tél. : 72-61-52-09.



concernant les installations de réfrigération à base d'ammoniac, qui vont donner lieu à une prochaine note de synthèse à destination des pouvoirs publics et des industriels.

Au ministère de l'environnement, cette « volonté de transparence », nécessaire mais pas jugée suffisante pour éliminer tous les risques, malgré la présence de systèmes de sécurité mis en place par les industriels, notamment dans le cas d'installations classées. Le bilan général dressé par le BARPI fait toutefois apparaître quelques constats. Près de 45 % des accidents provoquent des explosions ou des

fabrication des installations de réfrigération à base d'ammoniac, qui vont donner lieu à une prochaine note de synthèse à destination des pouvoirs publics et des industriels.

## HUMEUR • par Josée Doyère

## Ruineuses bestioles

Ah ! on les aime, les taupe, les minous, toute cette chaleur vivante qui nous fait oublier la solitude dont certains crèvent, faute d'avoir su s'entourer ou faute de « pas de chance ».

Et quand ils sont bébés, petites boules de poils soyeuses et pataudes, ils vous font tout simplement fondre d'attendrissement. Certains vont jusqu'à étendre ce goût des animaux de compagnie jusqu'aux oiseaux plus ou moins chanteurs ou parleurs, au plumage coloré ou délicat, aux poissons exotiques, aux hamsters grignoteurs, voire aux cochons miniatures, aux lapins de campagne. Comme en France on ne fait rien à moitié, on élève un fric fin pour la nourriture et l'entretien des chères patitas bêtes, parfois jusqu'à l'excès, allant jusqu'à leur offrir des jouets ruineux dont ils n'ont que faire, des vêtements (lilas) luxueux ou des soins de beauté qui soumettent les enlaidissent.

Pourtant, tous ces charmants compagnons n'ont pas que de bons côtés à leurs besoins les plus élémentaires ou leurs manies les transformant parfois en emm... patentes. Le bébé maladroit aux grosses pattes a-t-il transformé en un manstre volumineux ; non seulement il faut le sortir deux fois par jour pour le faire pisser, mais il a un besoin absolu de courir pendant une heure, et son maître ou sa maîtresse n'a pas forcément le même exigence. Quant à Mistigri, il s'obstine, malgré l'offrande d'un tapis gansé et arrosé de valériane, à se faire les griffes sur le carrelage en cuir ou sur le pied du bureau ancien... Avec les oiseaux, le nettoyage quotidien de la cage, obligatoire si on veut éviter

l'empuantelement général, est tout simplement décourageant... Sans parler des dégâts et des crottes des rongeurs variés qu'on a eu l'imprudence d'habiter à la liberté. Tout cela, on le supporte et on l'assume sans peine quand le choix d'un compagnon à deux ou quatre pattes n'a pas été autre chose qu'un coup de cœur fugace ou un caprice.

Après tout, quelle que soit la raison qui a motivé leur adoption, ces petits compagnons finissent par représenter une activité économique à part entière, créant chiffre d'affaires et emplois, qu'il s'agisse de les nourrir, de les « habiller », de les « embellir ». Des industriels astucieux ont d'ores et déjà profité de la peresee des maîtres au offrant de la nourriture toute prête, en boîte, surgelée, de luxe, quoi !

Cette pâte, que la pub dit préparée avec amour, avec des produits rares et chers (comme les ns à moella, offerts par-ci-monlausement par la boucher quand vous faites un pot-au-fau), n'est jamais fabriquée qu'avec les déchets de l'alimentation humaine, rognures et abets qu'on ne trouve plus chez la boucher mais qui gagnent du galon dans l'industrie. D'autres fabriquant des vêtements (toujours « de luxe »), du mobilier, ouvrent des salons de beauté...

Et puis ça procure des « petits boulots », pour nettoyer, sortir, distraire les petits compagnons. Est-ce qu'on compte vraiment là-dessus pour créer des emplois et réduire le chômage ? Je n'ai pas encore entendu parler d'aides spécifiques pour la création de ce type d'emplois, mais... patience... Ça va venir.

## LOIS ET DÉCRETS

## Travailleurs étrangers

1993, Journal officiel du 24 mars 1993, pp. 4580 et 4581.

## Professions libérales

Un décret fixe pour l'année 1993 les cotisations forfaitaires annuelles du régime de l'allocation de vieillesse des professions libérales : notaires : 12 200 francs ; officiers ministériels et publics : 11 000 francs ; médecins : 9 400 francs ; chirurgiens-dentistes : 10 000 francs ; pharmaciens : 10 000 francs ; sages-femmes : 9 920 francs ; vétérinaires : 10 600 francs ; géomètres et experts agricoles et fonciers : 11 398 francs ; vétérinaires : 10 600 francs ; agents d'assurance : 11 600 francs.

Les cotisations forfaitaires peuvent être réduites, sur demande de l'assuré, en fonction de son revenu imposable afférent à l'année 1991 selon le barème suivant : des trois quarts, lorsque le revenu est inférieur ou égal à 46 000 francs ; de la moitié, lorsque ce revenu est inférieur ou égal à 77 500 francs ; d'un quart, lorsque ce revenu est inférieur ou égal à 108 500 francs.

Décret n° 92-291 du 3 mars 1993, Journal officiel du 9 mars 1993, p. 3655, et arrêtés du 5 mars 1993, p. 4432.

## LA COTE DES MOTS

## Essaimage

L'arrêté du 11 février 1993 relatif à la terminologie économique et financière (Journal officiel du 28 février) reprend, en l'officialisant donc, une proposition de la commission générale de terminologie (Délegation générale à la langue française, compte rendu du 4 juillet 1986) recommandant l'emploi d'essaimage (nom masculin) en lieu et place de l'anglais spin-off. L'acceptation retenue est la suivante : « Pratique par laquelle une entreprise incite ses salariés à créer leur propre entreprise. » Définition qui ne nous donne pas entièrement satisfaction... On peut supposer, en effet, que l'entreprise en question n'encourage pas ses employés à créer des établissements concurrents, des négociés rivaux, etc. Or le terme d'essaimage – en son sens premier – s'applique à un groupe d'abeilles qui quittent une ruche surpeuplée pour aller mener ailleurs leur... même vie bourdonnante et laborieuse. Pris par extension, essaimage est toujours utilisé afin de caractériser le fait, pour une société, de multiplier ses filiales au sein d'une même activité, ou bien pour dépendre la dispersion d'une collectivité dont des éléments s'installent çà et là, et y mènent, en principe, une vie comparable, quoique composite.

Essaimage est donc fâcheusement porteur, selon nous, d'une ambiguïté. Ou bien la définition devrait être plus précise, et montrer que l'entreprise aide ses salariés à créer des filiales, à monter des maisons de sous-traitance : en un mot, à fonder des commerces, des affaires, des industries ayant un lien avec elle – et, dans ce cas, essaimage ne saurait aucune remarque ; ou bien il aurait fallu un autre mot.

Par ailleurs, essaimage ne traduit qu'une des nombreuses exceptions de spin-off. Attention aux contresens, donc, car cet anglicisme correspond aussi à : « avantage », « profit », « profit inattendu », « sous-produit », « application secondaire », « dérivé », « retombées économiques », etc. Abondance de biens nuit, parfois !

Jean-Pierre Colignon

## BLOC-NOTES

## D'une semaine... à l'autre

## MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT BALADUR

Après l'échec historique du PS aux élections législatives, le 28 mars (plus de 480 sièges pour la droite, 90 pour la gauche), Pierre Bérégovoy a présenté sa démission le 29 mars. François Mitterrand a nommé Edouard Balladur au poste de premier ministre. Ce dernier a constitué le 30 mars son gouvernement, jugé très « pro-européen ». L'économiste Edmond Alphandéry (UDF-CDS) ; au budget : Nicolas Sarkozy (RPR) ; aux affaires européennes : Alain Lamassouze (UDF-PR) ; industrie, postes, télécommunications et commerce extérieur : Gérard Longuet (UDF-PR) ; travail, emploi et formation professionnelle : Michel Giraud (RPR). Alain Madelin (UDF-PR) a hérité d'un ministère « élargi » : entreprises et développement économique, chargé des PME, du commerce et de l'artisanat (le Monde daté 28-29 mars, 30 mars, 31 mars, 1<sup>er</sup> avril, 2 avril).

**CRÉDIT LYONNAIS : PERTES HISTORIQUES EN 1992.** La banque, qui a retrouvé sa place de première banque française, a affiché, selon les résultats annuels du 29 mars, une perte de 1 846 milliards de francs en 1992 (le Monde du 31 mars).

**CHOMAGE : LA BARRE DES TROIS MILLIONS FRANÇAISE EN FÉVRIER.** En France, le nombre de demandeurs d'emploi a atteint 3 024 000 en données corrigées, selon les statistiques publiées le 30 mars. En février, le chômage a progressé de 1 %. Le taux de chômage s'élevait à 10,6 % de la population active (le Monde du 1<sup>er</sup> avril).

**EDOUARD BALLADUR : PROGRAMME DE GOUVERNEMENT.** Le gouvernement, réuni pour la première fois le 31 mars, a décidé de faire des économies sur le train de vie de l'Etat, dans le cadre d'un programme visant à réduire de 20 milliards de francs les dépenses budgétaires en 1993 (le Monde du 2 avril).

**RÉDUCTION DES EXPORTATIONS DE VÉHICULES JAPONAIS VERS LA CEE.** Un accord conclu entre le Japon et la CEE le 1<sup>er</sup> avril prévoit une diminution globale des exportations de véhicules japonais vers la CEE de 9,4 % en 1993, en application de l'accord de juillet 1991 (le Monde du 1<sup>er</sup> et 2 avril).

**LUNDI 5 AVRIL.** Cameroun. Sixième conférence des chambres de commerce et d'industrie des pays en développement (jusqu'au 8 avril).

Luxembourg. Réunion du conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE. Début des négociations sur l'adhésion de la Norvège à la CEE.

**MARDI 6 AVRIL.** Luxembourg. Conseil « travail et affaires sociales » de la CEE. Lille. Colloque sur le thème : « Mieux se déplacer, moins polluer ».

Transports urbains : choix énergétiques et modaux, organisé par le conseil régional Nord-Pas-de-Calais (jusqu'au 7 avril).

Châtigny-Malabry. Journée d'information sur des actions de formation, recherche et développement franco-tchèque, organisée par l'Ecole centrale de Paris.

**MERCREDI 7 AVRIL.** Washington. Réunion des représentants du Groupe des pays les plus industrialisés (G7). Débat sur les moyens de venir en aide à la Russie et de stimuler la croissance mondiale (jusqu'au 8 avril).

Argentine. Signature de l'accord final de reconstruction de sa dette avec les banques commerciales.

**JEUDI 8 AVRIL.** Paris. Table ronde organisée par l'association Futuribles International sur le thème : « Pour un Etat-stratège, garant de l'intérêt général ».

Paris. Rencontre avec les constructeurs automobiles coréens. Quels circuits de décision, quelles perspectives pour les fournisseurs français, quelle stratégie d'approche du marché ? Organisée par le Centre français du commerce extérieur.

**SAMEDI 10 AVRIL.** Dacca (Bangladesh). Réunion au sommet de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (jusqu'au 11 avril).

**DIMANCHE 11 AVRIL.** Mascate (Oman). Réunion informelle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

**LUNDI 12 AVRIL.** Mexico. Deuxième série d'entretiens entre Américains, Mexicains et Canadiens pour mettre au point des accords annexes au traité de libre-échange nord-américain (ALENA), garantissant la protection de l'environnement et le droit des salariés.

alternatives économiques

avril 93

- BANQUES LA FIN DE L'EMPLOI À VIE
- L'ECONOMIE DE LA DROGUE
- LES LEÇONS DE L'AFFAIRE HOOVER

19F

Chez votre marchand de journaux

Alternatives Économiques 12 rue du Chalignet 21000 DIJON

هكذا من الأصل



TECHNIQUES DE POINTE

# Le gâchis de Sopha Medical

Numéro trois mondial de l'imagerie médicale en médecine nucléaire, Sopha Medical a failli sombrer à cause de la querelle invraisemblable de ses deux principaux actionnaires.

«**N**OUS sommes parvenus à un accord équilibré», commentait, mardi 30 mars, Denis Pict, directeur financier de CEA Industrie, sitôt diffusé le communiqué du groupe public annonçant l'accord sur le rattachement de Sopha Medical, équilibré pour tout le monde, les autres actionnaires, les journalistes et les banques créancières de Sopha.

CEA Industrie, en prenant la responsabilité industrielle de la société et en fournissant l'essentiel de l'effort financier (un peu plus de 75 millions de francs sur un apport en fonds propres de 100 millions), s'assure-t-il pas la pérennité d'une entreprise, fleuron de l'industrie des techniques médicales? Une société qui, en dépit de ses difficultés financières récentes, a pour atouts «une filiale américaine qui gagne de l'argent» sur un marché très disputé, une notoriété servie «par une bonne implantation commerciale» à l'étranger, et une nouvelle ligne de produits en médecine nucléaire «appréciée de ses clients». Mais une société qui, cependant, terminée l'année 1992 sur une perte évaluée à 90 millions de francs et vient de vivre six mois d'no invraisemblable psychodrame.

«On n'a jamais vu un dossier comme cela!», s'exclame un banquier. Des réunions interminables, des batailles d'audits, des courriers comminatoires, des protocoles d'accord désavoués quelques

heures plus tard ont mis à mal les nerfs des actionnaires. Mandaté pour faire surgir une solution de conciliation, un administrateur judiciaire, excédé, quittera une séance de négociation. Avant de venir se rasseoir pour un nouveau round quelques jours plus tard. La direction du Trésor elle-même sera introduite dans le jeu, avec la diffusion auprès du tribunal de commerce d'une note édicant les modalités de la reprise par CEA Industrie de Sopha Medical: des conditions draconiennes destinées à «préserver les intérêts patrimoniaux» du groupe public.

**TOUR DE TABLE** • C'est en septembre dernier que commence toute l'affaire. Sopha Medical réunit les principaux membres de son «tour de table». Y figurent, aux côtés de la Madeleine de participation, holding financier créé par le fondateur de la société, François Blamont, qui détient 40 % du capital, CEA Industrie, avec 32 % de parts, et trois banques, la BNP, le CIC et Suez, dernier entrant, qui possèdent respectivement 10 %, 4,5 % et 4,8 % des actions. Confrontée à des difficultés de trésorerie, la société sollicite une augmentation de capital de 50 millions de francs, qu'elle entend compléter par 20 millions de concours bancaires et par une aide publique à la recherche-développement au titre de la procédure des grands projets innovants. Il s'agit en effet, de financer



une diversification récente dans l'IRM, l'imagerie par résonance magnétique, qui s'avère délicate à mener. Il s'agit aussi de faire face à des dépenses d'exploitation qui ont augmenté très rapidement. Passées à 430 millions de francs d'affaires, Sopha Medical peine à maîtriser sa croissance. Plus elle se développe, plus elle doit stocker en raison de l'extrême saisonnalité de ses ventes.

Jusqu'à là, Sopha Medical s'est accommodée de cette irrégularité de recettes. Sans mettre en place des procédures rigides de contrôle de ses coûts. «Un peu jeune!», reconnaît aujourd'hui Maurice Soudier, ex-PDG de Sopha Medical, remplacé le 1<sup>er</sup> avril dernier. L'arrivée de CEA Industrie dans

notre capital nous avait donné un certain confort. A son démarrage, Sopha Medical tentait l'industrialisation d'un nouveau produit en deux, voire trois années. Plus assurés, avec notre nouveau «tour de table», on a rapidement pris le risque d'en lancer dix ou quinze.»

**CONFORT** • Sans doute à tort, la situation n'émue personne à l'époque. Sopha Medical n'a-t-elle pas été valorisée par les banques Lazard et Banexi à 200 millions de francs, en novembre 1991, à l'occasion de l'entrée de CEA Industrie dans son capital? Cette estimation n'a-t-elle pas été confirmée en juillet suivant lors de l'arrivée de Suez parmi les actionnaires? Le 15 septembre, en tout

cas, le principe de l'augmentation de capital est retenu. Une assemblée générale extraordinaire est convoquée le 1<sup>er</sup> octobre pour ratification.

L'arrivée de Jean-Claude Harel, patron d'Orkem, à la tête de CEA Industrie va bouleverser toutes les données. Loin d'être un simple changement d'homme, elle reflète une perception différente de ce holding qui, jusqu'à présent, se contentait de porter les participations industrielles du CEA. Lui incombe désormais une mission claire de soutien à l'électronique. CEA-I devient en effet l'opérateur industriel du fabricant franco-italien de puces SGS-Thomson. Adeptes des actions industrielles volontaristes lors de leurs passages dans les cabinets ministériels et jadis «proches des conceptions «événementielles», Jean-Claude Harel et son bras droit, Jean-Hervé Lorenzi, entendent avoir droit de regard sur les stratégies déployées par leurs filiales. Une vision que partage le «pompidolien» Jean-François Saglio, qui les rejoindra plus tard. Pas question, donc, d'entériner de but en blanc une augmentation de capital décidée par d'autres. CEA-I demande des délais pour examiner le dossier.

Dès lors, les cartes s'embrouillent. Tout le monde n'a pas le même appréciation de l'urgence. CEA-I cherche à obtenir un maximum de garanties. Le 5 octobre, lors d'un conseil d'administration, le holding réclame un audit. Les autres actionnaires de Sopha Medical acceptent. Ils en confient la responsabilité à la banque Rothschild et Cie, secondée par le cabinet Mazars. Le mandat de mission, défini à la mi-octobre par CEA Industrie, se révèle double. A l'audit des stocks, de la trésorerie, de la comptabilité demandé par CEA-I au nom du conseil d'administration se surimpose une requête qui lui est propre d'«évaluation de la société». Informés, les autres actionnaires se sen-

tent trompés. Les relations se tendent.

Rendu le 15 novembre, cet audit met en lumière les faiblesses du contrôle de gestion. Les indicateurs «fondamentaux» de l'entreprise sont jugés bons. Mais la crise de trésorerie est réelle, la faiblesse structurelle des fonds propres confirmée.

Sopha Medical commence à éprouver de très sérieuses difficultés. L'attitude des deux principaux actionnaires, la Madeleine de participation d'une part, CEA Industrie d'autre part, devient incohérente. La holding du fondateur compte-t-elle participer au renouveau? «Nous n'avons été informés clairement sur sa décision de ne pas participer, que tout récemment», explique aujourd'hui CEA-I. En réalité, François Blamont avait indiqué qu'il ne pourrait prendre part au renouveau lors d'une réunion informelle d'actionnaires, le 30 septembre dernier. Le fait est confirmé par les banquiers du tour de table. Le 18 novembre, il réclame une augmentation de capital immédiate de 20 millions de francs, mais ajoute à la confusion en laissant entendre qu'il pourrait suivre.

**AMERTUME** • La ligne de conduite de CEA Industrie n'est guère plus claire. Le protocole d'actionnaires signé lors de son entrée dans Sopha Medical souligne sa vocation de partenaire industriel et lui permet d'acquiescer la minorité de blocage au début 1993. Soucieux de ne pas être impliqué comme «gestionnaire de fait» dans la société, c'est lui qui réclamera, en février 1993, la nomination d'un administrateur judiciaire et qui demandera au tribunal de commerce de Paris de régler le dossier. Auparavant, il aura proposé de prendre le contrôle de la société sur une base de 75 millions de francs, proposition rejetée par les autres actionnaires. Parallèlement, il diffère les augmentations de capital. Et s'opposera à une solution alternative des banquiers visant à mettre tout le monde d'accord en trouvant un opérateur industriel.

Gâchis? L'affaire a été bouclée le 30 mars dernier: la Madeleine de participation cède ses titres pour 1 franc symbolique, avec une clause de retour à meilleure fortune qui valorise la société à... 25 millions de francs. CEA Industrie est désormais actionnaire à 78 % de Sopha Medical. Mise à genoux par les armoiries de ses actionnaires, celle-ci bénéficiera d'une augmentation de capital de 100 millions de francs. Les 400 salariés sont, paraît-il, amers. On les comprend!

Caroline Monnot

## Un marché étroit

Marché mondial, le marché de l'imagerie médicale de médecine nucléaire est relativement récent. Il est composé des «gamma caméras» et des systèmes informatiques qui leur sont associés. Née en 1983 de la reprise d'Informatech, une société d'informaticiens spécialisée, par Sopha Développement, la groupe de François Blamont, le firme Sopha Medical n'est véritablement entrée sur ce marché que deux ans plus tard, avec le rachat des activités médecine nucléaire de Thomson-CGR.

Cette acquisition lui a permis, en effet, de se doter d'une base technique dans les gamma caméras, base qui sera complétée par des accords de coopération avec le laboratoire d'électronique, de technologie et d'instrumentation (LETI) du Commissariat à l'énergie atomique. L'imagerie de médecine nucléaire est utilisée pour identifier certains dérèglements des

fonctions biochimiques de l'organisme. Les caméras sont en fait des capteurs qui repèrent les rayonnements gamma émis par une molécule très faiblement radioactive injectée au patient. Ces équipements servent aux dépistages de cancers, de maladies cardiaques et pulmonaires.

Chaque année, il se vend, grosso modo, 1 350 gamma caméras dans le monde au prix moyen de 1,8 million de francs l'exemplaire. Avec 220 gamma caméras, Sopha Medical se classe au troisième rang mondial, derrière l'allemand Siemens et l'américain General Electric. A eux seuls, les Etats-Unis absorbent 50 % des ventes mondiales, contre 18 % pour l'Europe (2 % pour la France) et 15 % pour le Japon. L'imagerie de médecine nucléaire, dont le marché croît d'environ 8 % à 7 % par an, n'est plus aujourd'hui la segment le plus dynamique de

l'imagerie médicale. 80 % des commandes correspondent à des renouvellements. Et les principaux industriels du secteur, à l'instar de Siemens ou de Hitachi, lorgnent aujourd'hui vers l'imagerie à résonance magnétique (IRM), qui, selon certains spécialistes, devrait peu à peu se substituer à la radiologie traditionnelle et aux scanners. L'IRM permet, en effet, sans utilisation de rayons X, de visualiser les contours d'un organe. Le marché, évalué à 6 milliards de francs en 1992, connaît actuellement un rythme de croissance de 18 % à 20 % par an. Le prix des appareils s'échelonne entre 5 millions de francs et 12 millions (pour les techniques les plus sophistiquées).

C'est en 1990 que Sopha Medical a tenté de prendre pied sur ce nouveau marché en acquérant une participation majoritaire dans Magnetach,

une petite société créée par des chercheurs en électronique d'Orsay, associés à des universitaires de Nancy spécialistes des biomatériaux. Magnetach est rebaptisée Sopha Imaging. Pour financer cette diversification, Sopha Medical ouvre son capital à CEA Industrie en novembre 1991.

Le holding industriel du Commissariat à l'énergie atomique, dirigé à l'époque par Achille Ferrati, prend une participation de 32 %. Cette diversification dans l'IRM va se révéler plus difficile que prévu, en raison de la complexité des produits et d'un certain retard dans les procédures d'homologation, puis dans les commandes. Sopha Medical espérait rentabiliser son investissement en vendant neuf équipements dès 1992. Seuls deux unités ont été vendues l'an passé.

C. M.

### A LA RÉUNION

## Les pionniers de la bioélectricité

Après les biocarburants, la bioélectricité: du courant produit à partir de la bagasse, un résidu de la canne à sucre, bon marché et non polluant.

Une expérience réussie

Après l'idée paraît aller de soi. Voilà une île - celle de la Réunion - qui importe du fioul pour produire une partie non négligeable de son électricité alors qu'elle dispose, sans l'utiliser, d'une source d'énergie locale aussi abondante que bon marché: la bagasse.

Tous les producteurs de canne

à sucre connaissent la bagasse, qui est le résidu de la canne à sucre une fois le jus extrait. Mais aucun pays n'avait imaginé de l'utiliser comme combustible sur une grande échelle.

Manque d'imagination difficile à comprendre: le pouvoir calorifique de la bagasse est supérieur à nombre de lignites exploités dans le monde. Elle n'émet quasiment pas de poussière et rejette très peu de gaz carbonique dans l'atmosphère. Sa principale limite: impossible à stocker au-delà de quelques semaines car facilement inflammable, la bagasse n'est disponible que pendant la campagne sucrière, de juin à décembre.

**ÉNERGIE NOUVELLE** • EDF, l'exploitant des centrales thermiques à la Réunion, aurait pu songer à tirer profit 2 millions de tonnes de canne à sucre traitées chaque année dans l'île. En fait, c'est Charbonnages de France

(CDF), à travers l'une de ses filiales, la Sidéc, qui s'est intéressée à cette «énergie nouvelle». Résultat, depuis un peu plus de six mois, une centrale de 60 mégawatts est entrée en service sur la côte nord-est de l'île. Selon les périodes, elle consomme de la bagasse - au rythme de 110

Le tiers de l'électricité consommée dans l'île.

tonnes par heure - fournie par une sucrerie proche, ou du charbon importé d'Afrique du Sud. Quelques minutes suffisent à changer les brûleurs.

Le démarrage de l'installation fut chaotique à cause de défauts d'une partie du matériel livré par la métropole. Mais ces péchés de jeunesse sont aujourd'hui oubliés

et, depuis le début de l'année, la centrale de Bois rouge fournit près du tiers de l'électricité consommée dans l'île.

Du point de vue économique, le bilan est également positif. En dépit d'un investissement important (570 millions de francs), le kilowattheure (kW/h) sorti de Bois rouge est cédé à EDF 45 centimes, selon M. Bernard Robert, président de la Sidéc. Ce qui rend le «kW bagasse» plus rentable que le même kW «sorti» des centrales thermiques classiques (70 centimes).

Il reste à faire des émules. La coconstruction d'une centrale jumelle devrait démarrer sur l'île d'ici quelques semaines pour une mise en service début 1996. Une étude de faisabilité est en cours à l'île Maurice ainsi qu'à la Guadeloupe. Des contacts ont été pris avec les Fidji, le Mexique et l'Inde. Demain, Cuba?

Jean-Pierre Tuquoi

## LE MONDE diplomatique

Avril 1993

• **ÉCONOMIE** : Ces «élites» qui règnent sur des masses de chômeurs, par Claude Julien. - Le GATT c'est «l'Amérique d'abord», par Marie-France Toinet. - Les ferments corrosifs de la récession, par Michel Chassudovsky. - «Parler de soi quand on n'est rien», par Christian de Brie. - La droite française s'apprête à relancer la privatisation, par Danièle Gervais. - La Banque de France va-t-elle redevenir le «mur d'argent»? par Serge Halimi. - Chaotique interdépendance, par Jacques Decroix.

• **EUROPE** : Intellectuels est-allemands sur la sellette, par Brigitte Patzold. - La résistance des paysans d'Europe centrale, par Marie-Claude Mauré. - La CEE est-elle l'avenir de l'Est?, par Marie Lavigne.

• **AFRIQUE** : À la Soudan, une démocratie sans alternance, par Donald B. Cruise O'Brien. - Au Rwanda, les massacres ethniques au service de la dictature. - Atouts et faiblesses de l'Erythrée indépendante, par Gérard Prunier.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Le Monde

LES ÉLECTIONS  
LÉGISLATIVES  
MARS 93

Brochure à paraître  
le 8 avril 1993-144 pages

Brochure à paraître  
le 8 avril 1993-144 pages



## PERSPECTIVES

## Le marché des quatre pattes

Suite de la page 25

Belle performance pour une industrie qui n'a conquis que 48 % du « marché » français potentiel (contre 75 % aux États-Unis ou en Grande-Bretagne). L'autre moitié de la gamelle étant encore remplie par les produits frais (viande, abats...), les restes de cuisine. Avec 10 millions de chiens et 7,5 millions de chats – soit plus que d'enfants et de jeunes de moins de vingt ans ! – la France est le pays d'Europe le plus peuplé de « quatre pattes » et offre donc un marché convoité, jeune et plein d'avenir : chez nous, les premières hottes (Canigou, Ronron) ne sont apparues qu'en 1959, alors qu'entre-Manche, les chats donnaient leur langue aux industriels depuis 1934 !

Actuellement, quatre grands groupes se disputent 75 % du marché, au premier rang desquels Unisabi, filiale française du géant américain Mars, plus connu pour ses barres de chocolat. A lui seul, Unisabi (4,8 milliards de francs de chiffre d'affaires), qui commercialise neuf grandes marques (Ronron, Canigou, Kitekat, Frolic...), règne sur 46 % du marché. Gloria (Nestlé), inventeur des croquettes pour chats, en contrôle 15 % : Friskies, Gourmet et Buffet assurent sa notoriété... et son chiffre d'affaires (2 milliards de francs, dont le *pet food* représente les trois quarts, le reste provenant des accessoires).

**PREMIER PRIX.** Avec Félix, Fido, Fidèle et Délicat, la filiale française de Quaker, le géant américain des céréales, arrive troisième, avec 12 % du marché et un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs. Enfin, Royal Canin (1,3 milliard de francs de chiffre d'affaires), filiale de Guyomarh – le fameux fabricant du Père Dodu, racheté par Paribas il y a trois ans – a réussi, en délaissant « l'humide » (conservés), à s'imposer (auprès des éleveurs notamment) sur le créneau des croquettes pour chiens, dont il détient 29 % du marché.

Dernières arrivées au pays du *pet food*, les marques des distributeurs (Carrefour, Leclerc...) sont aussi les premiers bénéficiaires de la croissance du secteur puisque leur part de marché, de 13 % en 1991, est passée à 16 % en 1992. « Les distributeurs nous demandent des boîtes de premier prix », explique Laurent Delpeyre, directeur commercial à la Continentale de conserves, une entreprise familiale de 260 salariés installée à Boulogne-sur-mer (Pas-de-Calais).

qui revendique un chiffre d'affaires de 700 millions de francs et travaille notamment pour Auchan, Mammouth, Migro...

Soucieux de préserver leurs marges, les grands noms du *pet food* se sont bien gardés de se lancer dans la guerre des prix déclenchée par les distributeurs. Unisabi, Gloria, Quaker et Royal Canin ont donc habilement déployé la bataille sur le terrain publicitaire en misant toute leur stratégie sur l'identification maître-animal.

**RIPOSTE.** La parade qui consiste à exploiter l'anthropomorphisme sommeillant en chacun de nous s'est avérée très efficace. A en juger par les dépenses de publicité engagées par la « bande des quatre » (360 millions de francs l'an dernier, dont 60 % investis par Unisabi) essentiellement à la télévision, le jeu en vaut la chandelle... surtout auprès des jeunes actifs urbains célibataires.

En fait, la riposte des grandes marques se concentre sur trois grandes « niches » du marché. Le



haut de gamme, qui représente 20 % du chiffre d'affaires total du *pet food* en France, constitue de loin la plus importante. Très présent sur ce marché, Unisabi « réalise 60 % de son chiffre d'affaires dans l'Hexagone avec quatre grandes marques positionnées haut de gamme : Whiskas, Sheba, César et Pedigree Pal », affirme Daniel Nourry, directeur de la communication. Aujourd'hui, le must en la matière, c'est la barquette de 100 grammes lancée par Unisabi en 1987 sous le label Sheba (« Pour dire je t'aime »), vite reprise par Gloria avec les pavés mignons de Gourmet (menu trois étoiles).

La seconde niche consiste à exploiter une kyrielle de micro-segments, tous calqués sur l'alimentation humaine : « spécial maternité », préparation « premier âge » (Pedigree Pal Junior, Whiskas Chaton d'Unisabi...), « compléments récompenses »... Sans compter que, pour appâter le maître, il est préférable de lui proposer des repas « visiblement

équilibrés », d'où les petits pois plus verts que nature et autres petits légumes colorés qui parsèment les Friksasées de Friskies. Même révolution au pays des croquettes désormais multicolores : dans une tendance très « nouvelle cuisine », Friskies propose même une variété « poulet, légumes verts, calcium et sels minéraux ».

Dernier créneau directement hérité des préoccupations de l'alimentation humaine : l'allégé, qui ne représente que 3 % de l'ensemble du marché, mais permet en tout cas de « réveiller » des marques apparues il y a plus de vingt ans. C'est ainsi que, dès 1987, Unisabi, toujours pionnier, lance Canigou allégé.

Quaker lui emboîte le pas avec Fido recettes légères. Gloria reste réfractaire, comme Mac'Ani, filiale de Panzani (cinquième marque du marché avec 130 millions de francs de chiffre d'affaires) : « L'allégé ? C'est une aberration des fabricants, car il suffit de réduire les quantités », assène Inès Bourrit, chef de produits chez Mac'Ani.

**ALLÉGÉ.** Le « light » ne serait-il donc qu'un argument marketing bidon ? Roger Wolter, directeur du laboratoire de nutrition animale à l'École vétérinaire de Maisons-Alfort, est formel : « Un chien sur quatre souffre d'obésité et 6 % à 10 % des chats. Si vous avez le cœur ferme, vous pouvez faire maigrir votre chien en diminuant les rations de 30 %. Mais il va réclamer toute la journée. D'où le recours à l'allégé qui tempère l'appétit. »

En segmentant au maximum le marché, à grands renforts de spots TV, tout en jouant sur la notoriété de leurs propres marques, les grands noms du *pet food* ont su résister à l'assaut des boîtes « premier prix » des distributeurs. Outre le parrainage (Royal Canin « sponsorise » l'Atypic, grande course européenne de chiens de traîneaux), chacun investit dans des opérations de communication : ainsi Unisabi a-t-il créé l'Association française d'information et de recherche sur l'animal de compagnie (AFIRAC), qui milite pour la possession responsable (dans les écoles et les mairies).

Toujours très prompt à se rapprocher de sa clientèle, Gloria a même lancé en 1986 le club Gourmet : à ses 4 500 membres (cotisation annuelle : 150 francs), le club offre un journal trimestriel (*Moustaches*) et organise des soirées... auxquelles les matous ne sont pas conviés !

Philippe Baverel

## Quand on aime, on ne compte pas...

Trente milliards de francs ! C'est ce que dépensent chaque année les Français pour leurs animaux de compagnie. Premier poste budgétaire : les éléments, qui empoignent près d'un tiers de la mise. Ensuite, tous les créneaux sont bons à prendre : santé, toilettage, vêtements et autres fanfreluches..., d'autant qu'au royaume de l'anthropomorphisme, les idéologues plus loufoques sont parfois les plus rentables.

Inévitables, les frais vétérinaires pour les animaux familiers atteignent bon an mal en 3 milliards de francs. Ainsi le groupe Concord propose une formule « Sécurité sociale animale » à 1500 francs par an.

Avec un vétérinaire pour dix mille habitants (un pour vingt mille dans le reste de la France), la région parisienne constitue une zone pilote : le nombre de vétérinaires y a doublé en quinze ans, les « cliniques » y poussent comme des champignons (une quarantaine à ce jour) et les vétérinaires spécialisés dans les troubles du comportement ou l'homéopathie y ont pignon sur rue (comptez 300 francs la séance) !

Seule fausse note : Dog Form, centre de kinési-bainé-

thérapie animale (1), qui a mis la clé sous la porte.

En revanche, les 3 500 toiletteurs de France se portent bien. Véritable autodidacte du toilettage, Marie Poirier a créé la coupe spéciale yorkshires qui fait des ravages dans les beaux quartiers. Chaque jour dans son salon du dix-septième arrondissement, huit à trente chiens paissent (et tremblent...) entre ses mains (coupe ou épilation au chob). 300 ou 400 francs la séance.

Les vétérinaires font figure de parents pauvres ! Sans compter que 40 % du chiffre d'affaires (124 millions de francs) provient de la vente de produits Marie Poirier : les blousons « éviateurs » et les perfectos en cuir (498 francs pièce) font, paraît-il, fureur sur le dos des caniches !

**TOILETTE.** L'affaire est si prospère qu'un projet de salons franchisés est à l'étude. En attendant, une antenne Marie Poirier a été installée à la Samaritaine où le rayon animalerie occupe tout un étage (836 m²). Alimentation haut de gamme, menteux Burberry's pour chiens (500 francs le modèle molletonné)... On trouve tout à

la Samaritaine ! Et même les WC automatisés pour chats et petits chiens : « Canicat ». A 6 000 francs la sanisette, « Ça porte comme des petits pains », se souvient la responsable du rayon... Jusqu'à ce que la maison fasse faillite l'an dernier !

**CHAÎNE.** Première chaîne de grandes surfaces (trois en région parisienne, une à Bordeaux) spécialisée sur ce créneau, Mille amis est eux animaux domestiques ce que Félix Potin est à l'épicerie : compagne à poil, plumes ou écailles voisinent sur 1 000 m². Avec les croquettes, et autres shampoings canins. Un marché si alléchant que la Cemif, troisième société de vente par correspondance, a publié fin septembre « Viv'ani, premier catalogue animalerie ».

Pour les vacances, les maîtres ont l'embarras du choix entre les pensions pour animaux, toutes plus luxueuses les unes que les autres. Relaxation par musico ou chromo-thérapie (sic), et promenades quotidiennes figurent parmi les « gâteries » offertes aux pensionnaires à quatre pattes de l'hôtel « quatre étoiles » de Saint-Hilliers, près de Provins.

Un endroit très prisé de la gent diplomatique, « facturé 100 francs la nuit pour un chien et 60 francs pour un chat ».

Le must dans ces établissements étant de faire arriver son animal favori en taxi, un ancien chauffeur parisien eût la bonne idée, il y a cinq ans, de se reconverter dans les bêtes à poil. Trois chauffeurs, un standard : les taxis canins fonctionnent 24 heures sur 24. Pour Orly, le course atteint 250 francs... soit le double du tarif en vigueur pour les bipèdes.

Comme notre homme eût de la suite dans les idées, il a également ouvert un centre d'incubation pour animaux de compagnie dont il tire 70 % de ses revenus. A 450 francs la crémation du chat avec récupération des cendres (800 francs pour un chien), ils sont trois à exploiter le filon en région parisienne, parmi lesquels Crémadog le bien nommé ! Plus romantique, un enterrement au cimetière des chiens d'Asnières revient aux alentours de 3 000 francs (concession, cercueil, droit d'inhumation). Stetue en supplément...

Ph. Ba.

COLLOQUE  
Lundi 26 avril 1993

Le Monde

L'ÉCONOMIE ITALIENNE  
À LA VEILLE DES PRIVATISATIONSsous le haut patronage  
du président du conseil des ministres italienLE PROGRAMME DE PRIVATISATIONS  
DU GOUVERNEMENT ITALIEN

Avec : Mario ARCELLI, recteur de l'université de Rome-LA Sapienza, Franco BERNABE, administrateur délégué de l'Ente Nazionale Idrocarburi (ENI), Lorenzo PALLESI, président de l'Istituto Nazionale Assicurazioni (INA), Michele TEDESCHI, administrateur délégué de l'Istituto per la Ricostruzione Industriale (IRI), Jean-François THÉODORE, président de la Société des Bourses françaises, René THOMAS, président de la Banque Nationale de Paris, et Piero BARUCCI, ministre italien du Trésor.

Débats présidés par : Jacques LESOURNE, directeur du journal Le Monde.

LES PERSPECTIVES DE COOPÉRATION  
FRANCO-ITALIENNE

Avec : Innocenzo CIPOLLETTA, directeur général de la Confindustria, François-Xavier ORTOLI, président du CNPF International, Umberto AGNELLI, président d'IFIL, Raul GARDINI, président du groupe Gardini, Roberto MAZZOTTA, président de la Cassa di Risparmio Provinciale Lombarde (CARIPLO), Jean-Louis BEFFA, président de Saint-Gobain, Alain GOMEZ, président de Thomson, Philippe LAGAYETTE, directeur général de la Caisse des dépôts.

Débats présidés par : Andrea CANINO, consultant en stratégie.

Animé par : Paul FABRA, Sophie GHERARDI et Erik IZRALEWICZ du Monde

Maison de la Chimie, 28, rue Saint-Dominique - 75007 PARIS

Frais de participation : 2 400 F TTC  
Renseignements et inscriptions au 47-05-13-42



## DOCTORAT HEC

Professeur  
et chercheur  
en gestion

LE CHOIX  
D'UN MÉTIER  
PASSIONNANT

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour recevoir une documentation et un dossier de candidature, retourner ce coupon à :

DOCTORAT HEC

1, rue de la Liberté - 78351 Jouy-en-Josas Cedex - Tél. : (1) 39.67.72.38

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Diplôme : \_\_\_\_\_ Université/École : \_\_\_\_\_

## SOPRA.

## RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ 1992 : + 12,4 %

SSI intervenant sur les métiers de l'ingénierie et des progiciels.  
SOPRA a choisi en 1992 de privilégier la rentabilité  
tout en consolidant les très fortes croissances  
des années antérieures.

## Le chiffre d'affaires

en progression de 2,5 % à 1 785 millions de francs.  
La croissance, mesurée sur les seules prestations intellectuelles  
hors matériels vendus, s'élève à + 6,5 %.

## Le résultat net

a progressé à un rythme supérieur à celui du chiffre d'affaires  
(+ 12,4 %) et atteint 40,3 millions de francs contre 35,9 en 1991.

## La marge nette

est passée de 4,7 % à 5,13 %.

## Activité

Dans un contexte économique perturbé, Sopra a su réagir  
en adaptant son offre. L'activité progiciel, en forte expansion,  
représente désormais 45 % du chiffre d'affaires total.  
La convergence ingénierie et progiciel positionne Sopra  
en intégration des services.

Les principaux marchés se situent dans les secteurs de la banque  
(42 %), de l'industrie (21 %) et de l'administration (12 %).  
L'activité internationale représente 7,3 % du chiffre d'affaires.

## Acquisitions

Avec l'acquisition de la société Computer et Services,  
Sopra a renforcé son offre progiciels dans le secteur de la santé.  
L'acquisition de Netsys est venue compléter l'offre de Sopra  
en matière de transfert de données informatiques.

## Perspectives

Sopra donne la priorité à la rentabilité.  
Elle vise également la croissance interne la plus élevée en rapport  
avec les possibilités du marché, associée à des acquisitions  
de tailles moyennes renforçant l'offre sur ses pôles de notoriété.

مكتبة من الأصل

PERSPECTIVES

POLITIQUE INDUSTRIELLE

# Les stratèges empêtrés

Dans un monde où technologies civiles et militaires s'interpénètrent, où firmes américaines, japonaises et européennes travaillent ensemble, difficile à l'Etat de cibler son action

A politique industrielle revient au goût du jour. Tant aux Etats-Unis, depuis l'élection du démocrate Bill Clinton, qu'en Europe. En France, le nouveau gouvernement n'a visiblement pas l'intention de coarcter cette tendance. Mais pour mener une politique industrielle, encore faut-il faire des choix et être capable de distinguer ce qui est stratégique de ce qui ne l'est pas. Pour le dictionnaire, est stratégique ce qui offre un intérêt militaire.

An temps où les conflits étaient essentiellement armés, les choses étaient claires : les industries stratégiques étaient celles qui permettaient de fabriquer des armes. Quand la menace se fait plus imprécise, tout se complique. Dans un sens, tout devient stratégique : ce qui contribue à la sécurité des citoyens, certes, mais aussi à la santé, à la préservation de l'emploi, à la communication, à l'alimentation bien sûr, et également, pour certains, à la culture, aux transports. Toutes les industries et les techniques sont alors concernées. Les composants électroniques, certes ; mais aussi les machines-outils nécessaires à la fabrication, et les idées pour bien les utiliser.

A l'extrême inverse, à une époque où les coopérations entre firmes de tous pays et entre chercheurs du monde entier sont de plus en plus fréquentes, on se sent aussi tenté de dire que plus rien n'est stratégique. Pour rester dans le domaine de l'électronique, est-il encore raisonnable de dire qu'un pays veut garder une position stratégique dans les semi-conducteurs lorsque, parallèlement, l'américain IBM s'allie avec l'allemand Siemens pour fabriquer des microprocesseurs, que le japonais Sharp et l'américain Intel, d'une part, IBM et Toshiba d'autre part, développent conjointement une nouvelle technologie de mémoire (mémoires Flash), que l'américain Digital Equipment collabore avec Mitsubishi sur les processeurs Risc, que Texas Instrument coopère avec les japonais Hitachi, l'autre japonais Fujitsu avec le coréen Samsung, ou encore le néerlandais Philips avec le japonais Matsushita et l'américain Symetrix, etc., lorsque, dans un autre domaine, l'automobile, Renault se retrouve partenaire du japonais Koyo pour fabriquer des directions assistées, que Volkswagen a conclu un accord avec Toyota, que Ford et de nombreux liens avec Nissan, General Motors avec Isuzu, Chrysler avec Mitsubishi ? Sans parler des centres de recherche implantés dans le monde entier pour mieux profiter des compétences locales ; tout récemment, l'américain Ford annonçait ainsi l'installation d'un centre de recherche à Hiroshima.

**ENTREPRISES GAGNANTES** • Dans la jungle ou dans le désert, difficile de se repérer. Ceux qui hier avaient encore des certitudes sont aujourd'hui ébranlés : que penser de la notion de choix stratégique ou niveau de la Communauté européenne lorsque le vice-président de la Commission, l'Allemand Martin Bangemann, déclare - comme il l'a fait vendredi dernier à Tokyo - qu'il faut abandonner le projet d'imposer en Europe la norme D2Mac pour la télévision haute définition ? En appelant les Japonais à se joindre aux Européens et aux Américains pour établir une norme mondiale de TVHD, le commissaire européen semble rayer d'un trait de plume des années d'efforts et des milliards de francs de recherche autonome des groupes du Vieux Continent.

En France, un fervent partisan de ce qui fut la « filière électronique », défenseur de l'idée qu'il était stratégique pour le pays de maîtriser non seulement la fabrication d'ordinateurs, mais aussi celle des composants, de leurs techniques de production et de leurs applications, s'interroge aujourd'hui. Et le ministère de l'Industrie lançait récemment un appel d'offres pour l'aider à défi-

oir les technologies stratégiques et à mesurer la position de la France sur ces technologies.

Raisonné et pragmatique, aucun acteur, qu'il soit homme politique, économiste ou industriel, ne tient désormais ce raisonnement extrémiste. Pour la plupart, le discours se réorganise autour de deux notions : d'une part, celle d'entreprise stratégique - les entreprises gagnantes, parce qu'elles sont en position de force ; d'autre part, celle de domaines vitaux pour la sécurité des citoyens.

« Est stratégique ce qui nécessite le plus d'emplois et ce qui rapporte le plus à la balance des paiements », estime Henri Guillaume, PDG de l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche). Analyse suivie lorsqu'il s'agit de la défense de son industrie automobile et la préservation d'une attaque trop rapide des constructeurs japonais. « Est stratégique ce qui est en position de force. Une entreprise stratégique est celle qui sait faire quelque chose que les autres ne savent pas faire. Elle a alors un monopole qui se fait payer. Ce raisonnement est valable quels que soient la technologie, le domaine d'activité », estime de son côté André Girard, ex-ministre de la Défense, ex-ministre de l'Industrie.

**DOMAINES VITAUX** • La notion est bien sûr éminemment dynamique. En raison de la diffusion des connaissances, d'abord. IBM en donne l'exemple : naguère leader incontesté, la banalisation des ordinateurs personnels (entre autres) le met dans une situation difficile. Mais aussi en raison des retournements de marché. « Dans le pétrole, quand on est en période d'excès, ceux qui achètent font le loi ; en période de pénurie c'est le contraire. On demeure en position stratégique quand on tient l'omont et l'aval », commente André Girard. Ce raisonnement explique les politiques de recentrage des entreprises pour acquérir des positions de numéro un mondial sur un nombre limité de métiers.

A l'opposé, sont aussi stratégiques les domaines vitaux pour les citoyens d'un pays, « mais dont les entreprises n'existent pas ou vont mal et pour lesquelles il est nécessaire de mener une action qui va au-delà du jeu du marché », estime Jean Syrota, président de la COGEMA. « Des domaines où le marché ne parle

pas encore », confirme André Girard. « Ce fut le nucléaire et le spatial, ce pourrait être les biotechnologies », poursuit-il.

Arrivent alors au premier rang les entreprises qui contribuent à des domaines aussi variés que la défense, l'énergie, l'électronique, l'agriculture et l'environnement, les télécommunications et les transports, la santé.

“En dépit du fait que les pays poursuivent des buts différents, les experts de Bruxelles, Tokyo ou Washington sont d'accord pour dire que leur prospérité économique future dépend de la maîtrise des mêmes technologies de base.”

L'énergie, parce que sans elle « l'économie est étouffée », affirme Jean Syrota, pour lequel la maîtrise du nucléaire devient un impératif dans la mesure où la France ne possède pas d'énergie fossile. « Parce que, pour la survie d'une communauté, il est plus important d'avoir de l'énergie que d'avoir des chars », appuie Bernard Decamps, directeur général de la recherche et de la technologie au ministère de la Recherche. « Une baisse de l'électricité de 20 % accroîtrait l'insé-

curité et provoquerait une explosion sociale », prédit-il. L'électronique, parce que les composants sont nécessaires à la fabrication de systèmes de télécommunications ou d'observation terrestres nécessaires pour assurer la sécurité, la santé, l'éducation des citoyens.

L'agriculture : « Parce que les besoins de la planète sont colossaux et que ceux qui maîtrisent les techniques de culture, qui résoudront les problèmes de sous-alimentation et de famine joueront un rôle stratégique à l'échelle mondiale », affirme Pierre Mathieu Dubamel, conseiller d'Alain Juppé au RPR pour les affaires économiques. « Mais aussi pour contribuer à assurer une bonne répartition des hommes et des activités sur le territoire, et mieux contrôler les populations en zone urbaine », poursuit-il.

Quelles technologies sont alors nécessaires pour maîtriser des domaines aussi vastes et diversifiés ? Des experts de tous les pays se livrent régulièrement à ce jeu... pour aboutir toujours aux mêmes listes, qu'elles soient le fait de civils ou de militaires (en raison de la dualité des technologies), qu'elles émanent d'Europe, des Etats-Unis ou du Japon. « En dépit du fait que les pays poursuivent des buts différents, les experts de Bruxelles, Tokyo ou Washington sont d'accord pour dire que leur prospérité économique future dépend de la maîtrise des mêmes technologies de base », peut-on lire dans la préface d'une étude sur les prio-

rités technologiques américaines réalisée par le Conseil de la compétitivité, une association de chefs d'entreprise, enseignants et syndicalistes américains. Un groupe d'experts appoinés par la Maison Blanche a listé les vingt-deux technologies « critiques » pour les Etats-Unis (voir encadré).

Une fois définies ces entreprises stratégiques, reste à savoir comment faire pour acquérir ou maintenir une position stratégique. Quand un domaine est cité (l'électronique, par exemple), plus question d'estimer qu'il faut savoir tout faire. La mission serait impossible.

**ACTIONS** • Primo : « Ce qu'il faut, c'est avoir une monnaie d'échange », affirme Bernard Decamps. Ce qui justifie les efforts de l'Etat en faveur d'une entreprise de composants comme SGS-Thomson. Ce qui justifie aussi des actions de recherche, même modestes : « Avec 5 % de production des résultats obtenus chaque année au plan mondial, la communauté nationale peut espérer accéder aux 95 % qui sont produits à l'étranger. En revanche, en dessous d'un seuil de participation significatif, le risque est grand de ne plus rien récupérer de l'extérieur », déclarait Bernard Decamps lors de l'inauguration de la chaire de « physique dans ses relations avec l'entreprise » du Conservatoire national des arts et métiers.

Secundo : « Il faut créer des réseaux d'entente pour se partager le travail. Si on n'a pas

confiance en ses alliés, on ne peut plus imaginer de systèmes de défense cohérents », affirme Hubert Curien, précédent ministre de la recherche et de la technologie. En Europe, mais pas seulement : « Il ne faut pas opposer systématiquement l'Europe, les Etats-Unis et le Japon ; dans le domaine de la télévision haute définition, Thomson TCE est l'un des plus grands américains de la télévision », poursuit Hubert Curien. « L'important est que les forces soient équilibrées entre les trois pôles de la triade », estime de son côté Erich Spitz, directeur de la recherche et de la technologie du groupe Thomson. Ce qui, selon Rémi Barré et Pierre Papon, serait encore loin d'être le cas (1). « Les Etats-Unis demeurent le premier pôle technologique de la triade, mais tous les indicateurs montrent en évolution temporelle la croissance continue de la compétitivité japonaise (...) Le pôle européen de la triade est probablement le plus fragile, malgré toutes ses potentialités ».

Tertio : être assuré de financement à long terme - ce qui, pour Christian Stollès, directeur à EDF, peut se faire en étant « accroché aux services publics d'énergie, de transport et de communication, qui ont remplacé le militaire dans le rôle de grands pourvoyeurs de financement stable ».

Quarto : « Il faut créer un environnement économique favorable au développement des entreprises moyennes innovantes, seules créatrices d'emploi », estime, avec Hubert Curien, la plupart des experts de tous bords. « Il faut que les entreprises puissent emprunter, bénéficier de bons réseaux ferroviaires et aériens, et d'un système éducatif performant », martèle Noël Guérard, PDG de Valeo. « Il faut placer les industriels en position de prendre des risques, en cessant de ronger la PMI par la fiscalité », s'insurge André Girard. « Créer les conditions pour qu'elles puissent réfléchir ou long terme », poursuit François Morin, professeur d'économie à l'université de Toulouse.

Le nouveau gouvernement, qui comprend désormais un ministre des petites et moyennes entreprises en la personne d'Alain Madelin, en est déjà convaincu.

Annie Kahn

(1) L'Economie et politique de la science et de la technologie, Hachette « Pluriel Référence », 400 pages, 175 F.

## Les technologies « critiques »

Les experts de tous pays se penchent régulièrement sur la question de savoir quelles sont les technologies stratégiques. Ils aboutissent sensiblement tous aux mêmes conclusions, estime le Conseil de la compétitivité, une association de chefs d'entreprise, d'enseignants et de syndicalistes américains. Voici la liste établie par un groupe d'experts à la demande du directeur du bureau des sciences et technologies de la Maison Blanche.

- Matériaux
  - synthèse et traitement des matériaux
  - matériaux électroniques et photoniques
  - céramiques
  - composites
  - métaux et alliages de haute performance
- Production
  - gestion de la production assistée par ordinateur
  - fabrication assistée par ordinateur
  - micro- et nano-fabrication

- technologies de gestion de systèmes complexes
- Information et communications
  - logiciels
  - microélectronique et optoélectronique
  - réseaux et ordinateurs de haute performance
  - images et écrans haute définition
  - capteurs et traitement du signal
  - stockage des données
  - simulation et modélisation par ordinateur
- Biotechnologies et sciences de la vie
  - biologie moléculaire appliquée
  - technologies médicales
- Aéronautique et transports
  - aéronautique
  - technologies de transport de surface
- Energie et environnement
  - technologies de l'énergie
  - gestion et traitement des déchets, réduction de la pollution

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



FINACOR

### RÉSULTATS 1992

Le Conseil d'Administration de FINACOR, réuni sous la présidence de Monsieur Pierre LASSERRE, a arrêté les comptes de l'exercice 1992.

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 607,3 millions de Francs en 1992 contre 466,3 millions de Francs en 1991. Le bénéfice net consolidé progresse à 60,5 millions de Francs en 1992, contre 35,5 millions en 1991 ; la part du groupe, quant à elle, passe à 54,1 millions de Francs contre 31,4 l'an dernier.

FINACOR CONSOLIDE (en millions de Francs)

	1992	1991	92/91
Chiffre d'affaires	607,3	466,3	+ 30 %
Résultat courant avant impôt	99,2	71,8	+ 38 %
Bénéfice net consolidé	60,5	35,5	+ 70 %
Bénéfice net consolidé (part du groupe)	54,1	31,4	+ 72 %

Comme annoncé à l'occasion de la publication des résultats semestriels au 30 juin 1992, l'exercice 1992, après deux années de restructurations importantes, marque la confirmation du retour à des niveaux de résultat plus satisfaisants. Cette amélioration est la conséquence directe d'un contrôle rigoureux des coûts, de la non-récurrence des éléments exceptionnels ayant gravé les deux exercices antérieurs et de la croissance du chiffre d'affaires dans des marchés financiers hautement volatils.

En France, Peter s.a.s. a conservé sa place de premier Agent des Marchés Interbancaires (A.M.I.) avec un chiffre d'affaires de 247 millions de Francs et Finacor Vendôme maintient sa position de premier négociateur du MATIF. Quant au pôle boursier dans lequel Finacor est désormais actionnaire minoritaire aux côtés d'Albus Financa, majoritaire, il enregistre des résultats en augmentation, permettant au Groupe de constater une contribution positive au résultat consolidé. EXANE, anciennement Finacor Actions et Dérivés, connaît pour sa part un fort développement commercial, notamment dans le domaine des actions, et conserve sa place de leader sur le marché des produits dérivés sur actions.

L'Assemblée Générale des actionnaires sera convoquée pour le 14 mai prochain ; le Conseil d'Administration proposera la distribution d'un dividende en numéraire par action de FRF 7,00 (FRF 10,50 avoir fiscal inclus), contre FRF 4,00 (FRF 6,00 avoir fiscal inclus) l'année précédente.

## Le Monde de l'éducation

### EXCLUSIF

### LE PALMARÈS DES IUT ET DES BTS

Spécialité par spécialité, établissement par établissement, les résultats obtenus par les instituts universitaires de technologie (IUT) et par les lycées et les écoles qui préparent aux brevets de technicien supérieur (BTS). A lire absolument avant de choisir son établissement.

#### • ENQUÊTE : PROFS EN BANLIEUE DES ENSEIGNANTS SE BATTENT CONTRE L'ÉCHEC

Dans certaines banlieues, les enseignants vivent une épopée quotidienne : violences, chocs écoliers, environnement social destructeur. Héros malgré eux, ils sont amenés à faire face, c'est-à-dire à faire travailler leurs élèves. Ainsi, la banlieue est devenue un formidable laboratoire d'innovations qui serviront, demain, dans des quartiers moins difficiles.

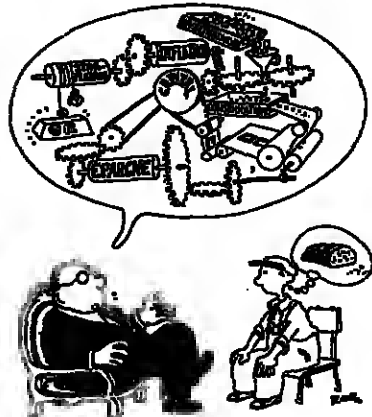
#### • REPORTAGE : LES LANGUES EN MATERNELLE

Quelques écoles et quelques régions expérimentent l'enseignement des langues à la maternelle. Depuis une séance de jeux ou de chansons par semaine jusqu'à un enseignement véritablement bilingue, les initiatives sont multiples, mais le succès n'est pas toujours au rendez-vous.

NUMÉRO D'AVRIL 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX





Dans un contexte de mondialisation et de construction européenne, il serait désormais utopique de fermer l'Hexagone aux investissements étrangers, en vertu du vieux réflexe protectionniste visant à protéger illusoirement l'industrie nationale. D'autant que les entreprises françaises sont, elles aussi, devenues d'importants investisseurs internationaux. Le principe de l'ouverture tous azimuts est donc aujourd'hui acquis pour les pouvoirs publics et la majorité des décideurs économiques.

Ce large consensus ne doit pas pour autant masquer les zones d'ombre. En effet, les retombées des investissements étrangers en termes d'équilibre global sur l'économie française sont très difficilement mesurables. Bien des points d'interrogation demeurent, en particulier les effets sur l'emploi et les échanges extérieurs. Une partie de l'emploi et de la production dépend étroitement des décisions d'implantation des firmes étrangères. Ces investissements peuvent contribuer à revitaliser le tissu régional. Mais de nombreux exemples montrent que l'arrivée de concurrents étrangers peut aussi déstabiliser les firmes locales et faire sensiblement augmenter les importations. Les défenseurs de l'ouverture font aussi l'impasse sur la vulnérabilité des PME nationales : 40 % des entreprises industrielles réalisant 3 à 10 milliards de francs de chiffre d'affaire ne sont-elles pas déjà sous contrôle étranger ? Au-delà des déclarations de principe, certains de nos grands partenaires économiques sont d'ailleurs beaucoup plus circonspects sur la sauvegarde de leurs intérêts nationaux. Les pays les plus dynamiques de ces dernières années, l'Allemagne et le Japon, sont même toujours relativement fermés. Enfin, l'attitude récente du gouvernement américain montre qu'il est peut-être encore prématuré de ranger le protectionnisme dans le placard des idées dépassées. En France, attirer les investissements étrangers et les emplois associés en valorisant le territoire et en octroyant des subventions est devenu une priorité. Il serait, semble-t-il, tout aussi utile de consolider les entreprises locales, notamment en s'attaquant à leurs grands carcans structurels, tels les insolubles problèmes de transmission.

Dossier établi par Catherine Lévi

# Les investissements étrangers

## Quel est leur poids en France ?

■ Troisième terre d'accueil derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne selon l'OCDE, notre pays est aujourd'hui très ouvert aux investissements étrangers, qu'ils prennent la forme d'acquisitions de firmes locales (70 % des cas environ) ou la création d'entreprises. Ils ont ainsi été multipliés par quatre au cours de la dernière décennie. Selon le ministère des finances, ils atteignent en 1991 la somme de 62,6 milliards de francs, dépassant le niveau record de 1989.

Les filiales de groupes étrangers représentent 11,8 % du total des firmes travaillant sur le sol français (contre 6,5 % en 1975). Peu nombreuses parmi les petites et les grosses entreprises, elles sont bien introduites dans les tranches moyennes de 500 à 999 salariés (44,2 %) et de 1 000 à 2 000 salariés (41,8 %). Leur présence est sensible dans la chimie (42,7 %), la pharmacie (49 %), et les biens d'équipement comme l'informatique (69,8 %), les machines de bureau et de précision (58,8 %) ou la machine-outil.

“Concilier la nécessité d'ouverture aux capitaux étrangers et la sauvegarde des intérêts nationaux implique de consolider un tissu de PME capables de participer en partenaires majeurs aux regroupements internationaux.”

Michèle Bailly, ministre du commerce extérieur

(33,4 %). Elle est beaucoup plus faible dans les industries de base comme la sidérurgie (7,8 %) et certains grands secteurs à capitaux publics comme l'aéronautique (4,4 %). De leur côté, les services (9,8 %) et le commerce (17 %) sont comparativement faiblement internationalisés malgré le rattrapage en cours.

D'après le rapport du Plan Investir en France, la part du chiffre d'affaires global réalisée par les entreprises industrielles sous contrôle étranger s'élevait à 28 % en 1988. Ce serait la proportion la plus forte des grands pays industriels, la moyenne s'établissant à 9,5 %. Sur les 3,2 millions d'emplois du secteur industriel recensés début 1990, 800 000 sont contrôlés par les firmes étrangères, soit 23,8 %, le niveau le plus élevé des grands pays occidentaux.

Selon le ministère de l'Industrie, les entreprises de la CEE sont de loin les premiers investisseurs, avec, début 1990, 41,1 % du chiffre d'affaires réalisé par les firmes étrangères dans l'Hexagone. Les firmes américaines représentent 34,5 % de ce chiffre d'affaires, alors que les japonais occupent encore une place modeste (1,2 %).

Depuis dix ans, les investissements français à l'étranger ont progressé rapidement et permis aux entreprises nationales, notamment les plus grandes, de combler une partie de leur retard (voir tableau). Notre pays se situe aujourd'hui dans le peloton de tête des investisseurs mondiaux.

En 1991, selon les données du Trésor, les investissements français à l'étranger s'élevaient à 115,7 milliards de francs, dépassant les investissements étrangers en France (62,6 milliards la même année). Ce manque à gagner a chagriné Bercy, préoccupé de l'équilibre de la balance des paiements, mais, pour la première fois depuis longtemps, la tendance se serait inversée en 1992. Sur le plan géographique, l'Europe est

## Quel est leur intérêt ?

■ Multipliant les occasions d'investissements directs, le grand marché européen justifie les implantations étrangères, créatrices d'emplois et de richesses. En effet, selon la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR), les investissements d'origine étrangère ont créé ou maintenu plus de 144 000 emplois sur le territoire entre 1982 et 1992 - dont 14 148 en 1992. Ces chiffres ne prennent toutefois pas en compte les emplois du tourisme, notamment les 12 000 d'Euro Disney.

Géographiquement, sur les trois dernières années, la Lorraine et l'Alsace sont les principales bénéficiaires de ces implantations. Mais toutes les régions sont plus ou moins concernées.

On comprend donc tout l'intérêt que portent les collectivités à ces implantations, susceptibles de participer à la revitalisation de zones en difficulté, surtout en période de crise économique. Par exemple, le bassin de Thionville, qui subira la presque totalité des 3 700 suppressions d'emplois annoncées par Usinor-Sacilor, va bénéficier de l'implantation d'une usine de montage de téléviseurs du groupe coréen Daewoo.

Autre constat : selon le Plan, l'emploi des firmes étrangères en France est resté stable entre 1979 et 1989, alors que, pendant le même temps, l'emploi dans les firmes industrielles françaises a baissé d'environ 15,8 %.

Au-delà de ses effets directs sur l'emploi, la venue des firmes étrangères peut créer un effet d'entraînement local comme dans l'informatique ou le machinisme agricole, et contribuer à développer des filières laissées plus ou moins en friche par les industriels locaux. Dans le papier-carton, l'arrivée des Scandoia s'est ainsi accompagnée d'un accroissement notable des capacités de production et d'une réduction sensible du déficit extérieur.

De façon globale, la création de capacités de production « franco-françaises » serait insuffisante pour résorber le chômage car elle buterait sur la faiblesse de l'épargne nationale. De plus, l'enquête du ministère de l'Industrie montre que les entreprises d'origine étrangère implantées en France réalisent des efforts supérieurs à la moyenne nationale en matière de rémunération, de rentabilité, d'investissement, etc. ■

## Quels sont leurs risques ?

■ La venue d'un investisseur étranger peut aussi diminuer la valeur locale ajoutée dans une région et introduire une concurrence « superflue », en cas de surcapacité par exemple.

Par ailleurs, si les implantations sont de simples usines « tournevis » approvisionnées en composants importés, leur impact global sur l'industrie nationale peut devenir négatif. Ainsi, certains experts ont montré que les investissements des constructeurs automobiles japonais aux États-Unis n'ont pas contribué à réduire le déficit de la balance des paiements et qu'ils ont aggravé les problèmes d'emploi.

Les effets des investissements étrangers sur les économies nationales peuvent également être négatifs dès lors que leurs initiateurs bénéficient de marchés intérieurs mieux protégés ne permettant pas la contrepartie. Protectionnisme, avoué ou

“Dans une économie ouverte, les attitudes frileuses ne sont plus de mise. Les investissements étrangers seront ce que nous en ferons.”

Fabrice Hatem, rapporteur au Plan

non, organisation industrielle différente, les règles du jeu sont effectivement loin d'être uniformes.

De fait, le tissu productif allemand est fondé sur la solidarité des différents partenaires visant à garantir l'indépendance des firmes considérées comme stratégiques. Quant au Japon, il est franchement fermé. A contrario, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et, plus récemment, en France, la philosophie libérale, l'atomisation de l'actionnariat et la faiblesse du partenariat banque-industrie ont facilité les prises de contrôle étrangères.

Pour différents observateurs, l'ouverture française, qui a permis la pénétration massive des capitaux étrangers sur le créneau des grosses affaires familiales structurellement sous-capitalisées, est un facteur de vulnérabilité. A l'instar de l'Allemagne, la sauvegarde de PME indépendantes contribue, en effet, à la vitalité de l'économie et à la stabilité de l'emploi. ■

## Quelle est la réglementation ?

■ Convaincue que ses avantages sont supérieurs à ses inconvénients, la France, malgré son image de pays fermé à l'administration tatillonne, jette à fond l'ouverture.

A cet égard, les pouvoirs publics ont introduit, en janvier 1992, des mesures dispensant les investisseurs communautaires de toute autorisation préalable.

Quant aux investisseurs extracommunautaires, ils ne sont soumis à une autorisation préalable que si l'opération s'élève à plus de 50 millions de francs. Seuls quelques secteurs jugés vitaux quant aux intérêts nationaux restent sous contrôle.

Une importance accrue est également donnée aux questions d'« attractivité » de notre territoire. Distribution d'aides financières directes - essentiellement par le biais de la prime d'aide à l'aménagement du territoire, - réseaux de prospection à l'étranger, incitations fiscales, etc., divers systèmes favorisent ainsi les implantations étrangères.

Jusqu'en 1991, la responsabilité quasi exclusive de cette offensive de charme revenait à la DATAR. Mais depuis janvier 1992, un ambassadeur aux investissements étrangers, Jean-Daniel Tordjman, a été nommé à Bercy.

En l'absence de synchronisation entre ces deux autorités, les intérêts régionaux et nationaux risquent, une fois de plus, de faire mauvais ménage et de déboucher sur les éternelles querelles intestines.

En marge du consensus national sur l'ouverture, certains préconisent toutefois une approche plus concertée qui, sans la remettre en cause, en limiterait les risques. Par exemple, Christian Harbulot, qui vient de prendre la direction de l'Institut d'études et de stratégie de l'intelligence économique, estime qu'il faudrait renforcer le dialogue entre les milieux politiques, locaux et économiques, pour déceler les investissements profitant réellement au tissu national.

D'autres pensent que la focalisation de l'action publique sur l'ouverture ne devrait pas faire passer au second plan l'amélioration des conditions de compétitivité des entreprises françaises (transmission d'entreprises, délais de paiement, etc.). Principal obstacle : ce ne sont ni les mêmes hommes ni les mêmes services qui suivent les dossiers... ■

## Flux d'investissements directs de 1971 à 1989 (en millions de dollars)

	Investissements du pays à l'étranger			Investissements de l'étranger dans le pays		
	1971-1980	1981-1989	Croissance	1971-1980	1981-1989	Croissance
États-Unis	131 354	139 699	+ 0,6 %	56 276	306 979	+ 445 %
Grande-Bretagne	55 112	163 427	+ 196 %	40 503	88 935	+ 119 %
Japon	18 052	137 802	+ 663 %	1 424	1 528	+ 0,7 %
Allemagne	23 130	62 168	+ 168 %	13 957	14 467	+ 0,3 %
France	13 940	58 624	+ 320 %	16 908	34 154	+ 102 %

Source : OCDE.

## LES PARADOXES DE LA MONDIALISATION

la cible privilégiée des entreprises françaises : celles-ci y réalisent plus de la moitié de leurs acquisitions.

D'après les données de la direction des relations économiques extérieures (DREE), les firmes françaises employaient 1 939 000 salariés à l'étranger début 1991, en hausse sensible sur les années précédentes. Un gros quart de ces emplois à l'étranger soit 538 500, relevaient, en 1990, des dix plus grands groupes industriels français et formaient 44,4 % de leurs effectifs.

Même si, selon le Plan, les emplois créés ou maintenus en France par des firmes étrangères de profil identique auraient, au moins jusqu'en 1989, compensé ces transferts, le décalage existant entre la croissance de l'emploi à

l'étranger et sa décade en France montre bien la déconnexion grandissante entre l'intérêt des firmes (voir « Des motifs multiples ») et l'emploi national. Les entreprises ont effectivement une assez large marge de manœuvre pour prendre des décisions d'implantation, de fermeture et de licenciement sur de simples critères de rentabilité, sans référence directe aux intérêts des collectivités concernées (le Monde du 8 mars, p. 13).

De façon plus générale, le désordre dans lequel se développe la mondialisation aiguise le choc des intérêts contradictoires. En l'absence de réglementation internationale sur les investissements étrangers, du fait des lacunes de l'Europe sociale et du main-

tien de modèles culturels et organisationnels différents, les logiques régionales, nationales, européennes et mondiales ne peuvent que s'entrechoquer. Ainsi, en Europe, les États et les régions se livrent à une concurrence acharnée pour attirer les entreprises étrangères, à coups de subventions et de traitements fiscaux privilégiés (le Monde du 3 février 1993).

A partir de ce constat, le Plan a dressé les scénarios des relations internationales à l'horizon 2 000, résumant parfaitement les dangers qui nous menacent si aucune forme d'organisation supranationale n'est mise en place d'ici là : retour du protectionnisme, exacerbation des guerres économiques, déstabilisation politique...

## BIBLIOGRAPHIE

- Investir en France : rapport du groupe « localisation des investissements transnationaux », Commissariat général au Plan, La Documentation française, avril 1992.
- La France et l'Europe des régions, de Jean-François Drevet, Syros, coll. « Alternatives », 1992.
- L'aménagement du territoire, d'Yves Wadot, Masson, 1992.
- Les Décisions de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales, OCDE, 1992.
- Les multinationales, de Michel

Obertman, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1988.

■ Nationalisations et internationalisation, de Charles-Albert Michalec, Michel Delapierre, Bernadette Madauf et Carlos Omnium, Maspero-La Découverte, 1983 (ancien, mais toujours d'actualité).

■ La Machine de guerre économique : États-Unis, Japon, Europe, de Christian Harbulot, Economica, 1992.
- Voir également le dossier établi par Jean Lempérière sur « l'investissement direct » publié dans le Monde-L'Economie du 12 mai 1992.

## DES MOTIFS MULTIPLES

De multiples raisons poussent les industriels à préférer l'investissement sur place (création d'établissements, rachats d'entreprises) à l'exportation. Voici un échantillon de ces motivations :

- commerciales : mieux servir les marchés et répondre aux spécificités locales ; prendre pied sur un nouveau marché ou renforcer ses parts de marché ; élargir sa gamme de produits ; acquérir un réseau de distribution ; internationaliser une marque.
- économiques : diminuer les coûts, notamment pour les produits difficiles à

transporter ; garantir l'accès à des matières premières ; réaliser des économies d'échelle en regroupant la production sur un même site ; produire localement à moindre coût et réexporter.

- stratégiques : contourner le protectionnisme naissant ou larvé qui entrave les échanges commerciaux par des barrières techniques et réglementaires ; « encrocher » le marché local, l'installation sur place favorisant le support logistique (site d'assemblage, réseau de distribution) pour accroître les flux commerciaux en provenance du pays d'origine de la firme.

هكذا من الأصل





## PERSPECTIVES

## DÉBATS

## Des économistes au royaume des gestionnaires

HEC, l'école de la gestion, s'ouvre à la théorie économique. Pour la première fois les étudiants ont organisé une semaine de débats avec de grands économistes européens. Un bloc-notes au fil des jours

UNE « semaine des économistes » à l'école des hautes études commerciales (HEC). Le pari tenté par un groupe d'étudiants de l'école, animateur des « Conférences HEC », a été réussi. Du lundi 29 mars au jeudi 1<sup>er</sup> avril sur le campus de Jouy-en-Josas, de nombreux théoriciens de l'économie et plusieurs praticiens des affaires ont confronté l'état de leur réflexion. Non sans quelques écarts.

■ Lundi 29 mars : le choc Allais

Nous au libre-échangeisme mondial dominant ! Le Prix Nobel d'économie Maurice Allais a toujours en de fortes convictions. Profondément et depuis toujours libéral, il n'en a pas moins profité de la séance inaugurale de cette « semaine des économistes » pour dénoncer avec virulence tous les tenants d'une libéralisation totale du commerce mondial. Écoulé attentivement par plus de cinq cents auditeurs dans le grand amphithéâtre de la célèbre école de gestion, le discours du « jeune » économiste, quatre-vingt-deux ans, a provoqué un choc parmi des étudiants, plus habitués à entendre l'idéologie des libre-échangistes.

La théorie des coûts comparés développée par Ricardo au début du dix-neuvième siècle n'est certes pas en cause pour Maurice Allais, qui a expliqué que « le modèle ricardien reste le plus simple et le mieux adapté pour l'essentiel ». Le libre-échange est favorable à tous, car il permet aux pays qui le pratiquent de retirer, chacun, un bénéfice de leurs avantages comparatifs.

Mais militer aujourd'hui en faveur d'un libre-échange mondial généralisé — comme le souhaitent les fanatiques d'un accord au GATT (Accord général pour le commerce et les tarifs douaniers), — c'est, pour le Nobel français, rechercher « l'application inexacte d'une théorie cor-

recte ». Pour l'auteur d'A la recherche d'une discipline économique, plusieurs des conditions postées par la théorie des coûts comparés n'existent pas aujourd'hui dans le monde. La stabilité des fonctions de production n'est pas en fait, celle des conditions politiques de fonctionnement des économies ou plus. L'instabilité monétaire contribue enfin à désorganiser le commerce mondial. Maurice Allais en tire des conclusions pratiques très fermes. « Le GATT et le FMI devraient être fusionnés en une même et unique organisation », estime-t-il par exemple.

Opposant au traité de Maastricht, il pense que le libre-échange ne peut se développer favorablement qu'au sein de régions stables à niveau de développement comparable. Mais il condamne « la politique libre-échangiste de la Commission européenne, notée », appelant à une remise en question de tous les engagements commerciaux de la France et au retour à l'instauration en Europe d'un système de préférence communautaire. Dénonçant « l'omnipotence de la technocratie », il souhaite notamment l'arrêt des entrées au sein de la CEE des produits et des hommes en provenance d'Europe de l'Est. La parole est à la salle. Un étudiant allemand se lève : « Monsieur le professeur Allais, si je développais, dans mon université en Allemagne les thèses que vous venez de soutenir ici, je crois que je n'obtiendrais pas mon diplôme... »

■ Mardi 30 mars : la leçon de la « Buba »

L'agence Reuters est présente au fond de l'amphithéâtre. Un homme de la Bundesbank — l'influente banque centrale allemande — parle. Et fort courtoisement, l'économiste Otmur Ising, membre du directoire de la « Buba », fait la leçon. La France souffre de taux d'intérêt trop élevés ? Il le reconnaît. A qui la faute ? Un peu aux Allemands,

certes, mais beaucoup aux Français aussi.

Renforcer la coopération monétaire entre les deux pays : Otmur Ising y est bien sûr favorable, mais, précise-t-il, à titre personnel, « la coopération monétaire, ce ne doit pas être seulement la baisse des taux d'intérêt, c'est aussi et d'abord la préservation de la stabilité monétaire, la défense du pouvoir d'achat des monnaies ».

En fait, il n'a aucun état d'âme : « En matière de taux d'intérêt, le principal problème pour la France, c'est celui de la prime de risque, liée elle-même au doute qui subsistait jusqu'à présent sur la politique monétaire du pays. » En redonnant confiance, ajoute-t-il, vous pouvez gagner très rapidement ce que vous ne pourriez jamais obtenir de l'action de la « Buba ». Cette prime — la « surprise Séguin », liée notamment aux déclarations du RPR anti-Maastricht — s'élevait à près de 3 % avant les élections. Elle a amorcé sa baisse.

Edouard Balladur, premier ministre, annonce la composition de son nouveau gouvernement. Le professeur Edmond Alphandery, un partisan du franc fort, hérité du ministère de l'économie. En apprenant, à Jouy-en-Josas, juste avant son intervention, la nouvelle, le numéro trois de la « Buba », esquisse un sourire. De confiance.

■ Mercredi 31 mars : le visionnaire Attali

L'Est, expression caricaturale de la crise de la théorie ? Jacques Attali, président de la Banque européenne (BERD), évoque l'échec des théories d'explication de la chute du communisme ou de l'émergence de personnalités révolutionnaires. La théorie est aussi « muette » lorsqu'elle est interrogée sur le passage du plan au marché.

Banquier « oomade » — il revient de Moscou et repart pour Londres, — l'ex-conseiller spécial de l'Elysée a pourtant quelques

idées-forces sur la transition. Partout à l'Est et à des degrés divers, l'Etat a été oublié. « Pris dans une course entre l'instauration du marché et celle des institutions, les réformateurs tendent à négliger ces dernières », explique le visionnaire Attali. Un marché sans institution, c'est le marché noir. Et il se développe d'une manière inquiétante, en Russie notamment. Les activités illégales et criminelles représenteraient ensemble déjà près de 30 % de l'économie russe. Créer un Etat efficace et légitime, avec ses institutions, y est une urgence absolue. Jacques Attali veut convertir les officiers de l'ex-armée soviétique en collecteurs d'impôts.

L'Europe, il la veut « pan-européenne ». La crise du poisson russe est, à ses yeux, une aubaine : « Elle rappelle à tous que la Russie fait partie de l'Europe ». Sa proposition d'une Europe continentale regroupant immédiatement une trentaine de membres — dont la Russie — plait à l'auditoire, très international.

Question de la salle. Un étudiant interroge : « Le professeur Allais nous a expliqué que l'augmentation des exportations de l'Est vers les pays de la CEE était très néfaste pour les pays européens. Qu'en pensez-vous ? ». Réponse de Jacques Attali : « M. Allais fait mon professeur. Je ne sais pas ce qu'il vous a dit. Mais les propos que vous rapportez me paraissent stupides. » Et

d'ajouter : « Tout obstacle au libre commerce est un facteur de récession, de dépression ».

■ Jeudi 1<sup>er</sup> avril :

Malinvaud, le sceptique. L'Etat justement, l'Etat providence notamment : Edmond Malinvaud, professeur au Collège de France, développe, avec modestie et scepticisme, sa réflexion sur ce sujet. Le chômage durable et massif que connaissent les pays industriels l'amène à douter de l'efficacité des institutions de Welfare State. Il faut, explique-t-il en substance, le repenser, mais c'est qu'aucune amélioration n'intervienne rapidement. Pas question de tout cas pour Malinvaud de céder à ce qu'il appelle « la coqueluche des économistes depuis quelques années », les modèles de croissance endogène, largement évoqués effectivement lors des diverses tables rondes de la « semaine ». Pour ces théories, « un taux de scolarisation peut avoir autant d'impact sur l'importance qu'un taux d'épargne pour la croissance ».

Question dans la salle : « Ne faites-vous pas trop confiance aux modèles mathématiques, des instruments que, de toute façon, les gouvernements n'utilisent pas ? ». Réponse du professeur à propos des maths : « C'est parce que nous les aimons trop que nous serions les esclaves de nos instruments : je ne le crois pas. » Quant

à la relation entre les modèles et les politiques, Edmond Malinvaud explique qu'« il y a nécessairement une longue médiation entre les modèles et l'action, entre la recherche fondamentale et son application dans la réalité. Personne n'est surpris qu'il y ait un décalage significatif entre la recherche biologique et le lancement d'un médicament. L'économie n'échappe pas à la règle. Le travail sur les modèles se situe très en amont des choix de politique économique. Il nous apprend à dégrader des méthodes d'analyse. Il faut ensuite les diffuser avant d'obtenir l'adhésion de l'opinion... ».

■ Les grandes figures de la théorie française qui ont participé à la « semaine des économistes » auront peut-être, parmi les élèves d'HEC, quelques disciples. Les étudiants ont demandé à la direction de leur école la réouverture, après plus de dix ans de suspension, d'une spécialisation en économie en troisième année. Un retour de la théorie économique dans le royaume de la gestion, symptomatique sans doute d'un besoin de compréhension des phénomènes qui se fait ressentir bien ailleurs. Henri Tézénas du Montcel, directeur général du groupe HEC, a remis jeudi soir au prix Nobel d'économie Maurice Allais le « diplôme d'honneur HEC ». Un symbole.

Erik Izraelowicz

## LIVRES

## Les oripeaux du management

Dans un univers changeant, secoué, quel peut être le profil du patron de demain ?

Réponse de deux spécialistes et d'un ex-président du CNPF

■ JE VOUS DONNE RENDEZ-VOUS DEMAIN de Peter Drucker. Maxima, Laurent du Mesnil, 408 pages, 199 F.

■ LE MODÈLE FRANÇAIS d'Yvon Gattaz. Plon, 250 pages, 120 F.

■ LE BIG-BANG DES ORGANISATIONS d'Hervé Sériex. Calmann-Lévy, 348 pages, 148 F.

COMMENT conduire une entreprise ? Comment s'y coordonner dans les instances de responsabilité ? La corbeille des livres sur le sujet ne désemplit pas. Ah ! trouver la recette de la bonne gestion, la manière de se mettre sous une bonne étoile. Il y a un côté consultation de l'astrologue dans la forte demande enregistrée. Mais on a tellement retourné la question que le fil du fil aujourd'hui est de chercher à « manager le management », pour le dépouiller de ses vieux oripeaux. On s'en rend compte en lisant de près les récents livres de deux routiers du genre : Peter Drucker et Hervé Sériex, ainsi que le dernier ouvrage d'Yvon Gattaz, ancien président du CNPF.

Yvon Gattaz comme Hervé Sériex conteste, à la lumière des résultats des entreprises, l'efficacité d'un type de management qui avait fait florès derrière certains « gourous » américains. Tous deux prennent l'exemple de l'industrie automobile américaine. « Les 74 000 suppressions d'emploi de General Motors, venant après tant de défaites industrielles, ont sonné le glas (...) d'un mode d'organisation fondé sur quelques aphorismes maintenant dépassés », écrit Hervé Sériex.

De son côté, Yvon Gattaz relate l'aventure de Lee Iacocca, porté aux nues parce que, sortant de chez Ford et arrivant en 1978 chez Chrysler qui battait de l'aile, il fit des miracles attribués bien sûr à son génie. On avait seulement oublié qu'il prit son poste au moment précis de la remontée du marché automobile. Une fois la

récession revenue, il ne put rien faire pour enrayer le déclin. S'il ne fallait fournir qu'un seul élément de réussite, estime Yvon Gattaz, il conviendrait de retenir l'adaptation à des marchés de plus en plus changeants pour entrer à la demande de clients de plus en plus exigeants.

Le livre d'Yvon Gattaz lance un coup de trompette pour secouer les « innages figures ». Oui, dit-il, il y a un « modèle français » et il vaut bien celui de nos partenaires. L'entreprise est sortie du purgatoire (« Vive les socialistes ! » écrit-il), la France économique s'est affirmée pendant que des difficultés naissaient chez nos grands concurrents : Etats-Unis, Japon, Allemagne. Les atouts incontestables des Français, reconnus surtout à l'étranger, sont l'esprit d'innovation, la rapidité de compréhension, la capacité d'adaptation et la « débrouillardise ». Hervé Sériex avait parlé (avec Georges Archier) de l'entreprise du troisième type (1). Yvon Gattaz évoque ici le « patron de la quatrième roche ». Après les « patrons-techniciens » de l'entre-deux guerres, les « gestionnaires » de l'immédiat après-guerre, puis les « animateurs » d'aujourd'hui, na voit poindre une nouvelle catégorie : les « nomades-caméléons », voyageurs, parlant plusieurs langues, relevant le défi de l'imprévisible.

■ AMBITIEUX • Le dessin d'Hervé Sériex est plus ambitieux. Face aux bouleversements de la nouvelle donne mondiale, les organisations sont appelées à des mutations considérables. Les entreprises, bico surs (qui doivent passer de « l'ordre » au « vivant »), mais aussi l'Etat et ses administrations, les collectivités locales, les syndicats, l'organisation politique. Quel profil auront les « opérateurs » de ces nouvelles organisations ? C'est la partie la plus récente d'un livre qui brasse une étonnante culture du sujet.

Ainsi, les entreprises, face à l'imprévisible doivent accroître... leur complexité, en responsabilisant les personnes, mais diminuer la complication en réduisant le

nombre des niveaux hiérarchiques. D'autre part, « la quête du sens sera la pierre philosophale des organisations », d'où l'importance des « projets » pour clarifier l'action collective, faute de quoi les moyens deviennent des fins, comme on le voit aujourd'hui avec cette obsession de la productivité.

Autre point de la stratégie d'aujourd'hui, plus connu sinon suffisamment appliqué : la transformation de la pyramide en « réseau » (2), co « maillage », qui « conjugue liberté et solidarité, autonomie et efficacité, le plaisir d'être soi et la force d'être ensemble » et qui ouvre des champs d'action à l'« auteur-acteur », ainsi qu'à ce « grand absent » qu'est trop souvent le « donneur de souffles ».

« Ouverture », le mot est très présent sous la plume d'Hervé Sériex. Et aussi sous celle de Peter Drucker dans son dernier livre, qui rassemble des articles publiés ici et là depuis cinq ans. A picorer au passage, de bonnes pages contre les idées reçues. Ainsi entre autre juge-t-il aussi ridicule de mettre sur le pavé la grosse entreprise ou la « petite boîte » seule performante.

Notation sévère également sur les classements de firmes selon l'importance de l'activité recherche-développement. Certaines, qui ont un gros budget sur ce registre, n'ont pas commercialisé un produit nouveau depuis treize ans. Bonne appréciation aussi sur les caisses de retraite, actionnaires majoritaires dans l'Amérique d'aujourd'hui qui ont trop tendance à regarder les performances à court terme de leurs placements.

Reste que l'on est parfois un peu irrité devant la façon d'enfoncer une porte ouverte pour arriver aux dix règles de la recherche efficace ou à tout autre exposé de recettes en chiffres ronds.

Pierre Drouin

(1) Seul, 1984.

(2) Sur L'entreprise en réseau on lira également avec profit le petit livre de Gilles Piché et Claude Paraponaris, coll. « Que sais-je ? », PUF.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## GROUPE PINAULT-PRINTEMPS

Résultat net part du Groupe en progression de 16 %

La Direction de Pinault-Printemps, sous la présidence de Monsieur François PINAULT, a orné les comptes de la Société-mère et les résultats consolidés du Groupe au 31 décembre 1992. Ils ont été présentés au Conseil de Surveillance le 31 mars 1993.

L'année 1992 a été marquée principalement par la fusion-absorption de Pinault SA par Au Printemps SA, et par la concentration sur les métiers de la distribution.

Ainsi le Groupe Pinault a cédé ses activités industrielles dans le secteur du bois. Parallèlement, la participation de Pinault SA dans la capital du Printemps a été portée à 66,7 % puis 89 % à la suite des Offres Publiques d'Achat de mars et d'octobre. La fusion des deux sociétés en décembre a permis de simplifier la structure du nouveau groupe ainsi constitué.

Le Groupe Pinault-Printemps est le premier groupe français de distribution non alimentaire.

## COMPTES CONSOLIDÉS

Principales données du compte de résultat consolidé (en millions de francs)	1992	1991*
Chiffre d'affaires	70 234	36 304
Résultat d'exploitation	2 791	2 322
Résultat courant	1 460	1 282
Résultat exceptionnel	(62)	129
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	160	50
Résultat net de l'ensemble consolidé	943	782
Résultat net part du Groupe	586	503

\* Ces données sont celles du compte de résultat consolidé du Groupe Pinault en 1991. En effet même si la fusion s'est traduite juridiquement par l'absorption de Pinault SA par Au-Printemps SA, la consolidation s'est effectuée dans le même sens qu'en 1991 pour des raisons de continuité économique. Ces données ne sont cependant pas comparables compte tenu d'une part de la consolidation en année pleine du sous-groupe Printemps (un mois en 1991) et de Conforama (six mois en 1991) et d'autre part des changements de périmètre résultant des cessions effectuées par le Groupe Pinault en 1992 (Transcap Logistique, Lafa, Sofisels et Société des Cuisines Pinault, Stamp, Isoray, Ordo, Tubasco, Escanor et Cognel).

## PINAULT-PRINTEMPS

La Société-mère enregistre en 1992 un bénéfice de 318 millions de francs (contre 1 748 millions de francs en 1991) après un résultat exceptionnel de 690 millions de francs (contre 1 899 millions de francs en 1991). Le Directeur, avec l'accord du Conseil de Surveillance, proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire prévue le 17 juin 1993 un dividende de 21,20 francs, assorti d'un avoir fiscal de 10,60 francs (contre 17 francs et un avoir fiscal de 8,50 francs distribués par Au Printemps SA en 1992).

## PERSPECTIVES

Dans un contexte économique marqué par la stagnation de la demande voire son recul dans certains secteurs, le Groupe Pinault-Printemps poursuivra sa politique de concentration dans les métiers de la distribution où il occupe une position de leader et dispose d'une réelle capacité de développement. La mise en œuvre de cette politique permettra au groupe de renforcer significativement ses structures financières et de résister à un environnement économique difficile en raison de positions fortes dans ses métiers. Elle lui donnera également les moyens de soutenir le développement des sociétés qui le composent.

فكرنا من الأصل



Politique monétaire

# Pour le SME, pour l'Europe



NICOLAS GILBERT

Après dix années d'assainissement, la France se voit privée par la crise actuelle du bénéfice de ses efforts. Mais ce n'est pas le moment de changer de politique monétaire, ne serait-ce que pour préserver les avantages énormes de la construction européenne pour notre économie.

par JEAN-PAUL BETBÉZE (\*)

C'est bien vrai : la France ne mérite pas ce qui lui arrive. Après plusieurs années d'une politique économique sérieuse, tant monétaire que budgétaire, la voilà qui souffre des taux d'intérêt réels à court terme les plus élevés du G 7 (7,5 %) alors qu'elle est deuxième par les résultats fondamentaux, après le Japon ! On doit le déplorer, se demander comment on en est arrivé là et surtout comment on sortira.

Il y a trois raisons à cette situation imméritée : — Le choc inflationniste allemand d'abord. La réunification fait naître un pôle de surchauffe en Allemagne tandis que la récession s'installe aux Etats-Unis et que la croissance se ralentit dans le reste de l'Europe. Les taux courts baissent aux Etats-Unis, ils montent en Allemagne — avec une politique monétaire qui s'y révèle d'autant plus dure que la politique budgétaire ne l'est pas, — tout cela accentuant la surévaluation du mark vis-à-vis du dollar.

— L'amplification du système monétaire européen (SME) ensuite. Depuis plusieurs années, le mécanisme de change européen avait laissé naître, puis s'accroître, des surévaluations de devises vis-à-vis du mark : escudo portugais, peseta espagnole, punt irlandaise, livre sterling, lire italienne. L'idée des pays était d'en tirer parti pour réduire leur inflation et accélérer les modernisations. Mais, dès que le ralentissement se profile, l'inflation cesse d'être le problème : l'obsession devient la baisse des taux pour réanimer, précisément, la croissance. Donc, quand l'Allemagne hausse les siens, elle accroît les tensions — jusqu'à la crise de septembre.

— Les interrogations en France. Tout cela frappe les Français, pourtant fondamentalement européens. Ils sont inquiets du ralentissement économique, irrités par l'attitude allemande et déçus de voir leurs efforts non pris en compte par des marchés financiers dont ils ignorent la mémoire était si longue. Les critiques convergent alors, sur la banque centrale allemande, la Buba, ou sur le SME, accusés de tous les maux.

Il suffirait de si peu pour sortir d'embarras, nous disent de bons docteurs ! De « se mettre en congé » du SME (Ah, le syntagme !), de baisser unilatéralement nos taux d'intérêt, de faire comme les Anglais...

Et, ajoutent certains brokers trop rassurants (ou trop intéressés), les marchés comprendraient l'attitude française : le franc baisserait peu (s'il le fait d'ailleurs) pour remonter ensuite, plus haut que maintenant, avec une économie en meilleure forme. Conséquence : des interrogations naissent sur la politique de franc stable. Pire, au moment tant espéré où l'Allemagne baisse enfin ses propres taux de 2 % en six mois, la France voit les siens monter brusquement jusqu'à... 2 % supplémentaires, avant la décade de ces derniers jours ! Bel effet d'une bulle d'incertitude moitié importée, moitié auto-générée ! Entrant l'incertitude et la nervosité sur les choix de long terme a aggravé le problème. Alors, faut-il s'obstiner ou bien suivre les conseils (non payeurs) en sorte de SME ? Regardons avant ce que l'Europe nous apporte.

## Une stratégie difficile

Pendant plusieurs années, la France a bénéficié de la construction européenne dans ses productions, ses échanges, son ouverture intellectuelle même. Fondamentalement, l'Europe seule est à la bonne taille pour les grands projets technologiques ou les grands programmes de recherche qui dépassent les possibilités des firmes et des Etats les plus riches.

Imagine-t-on Airbus ou Airbus sans l'Europe, l'extension des grands travaux d'infrastructure de trans-

port à l'aune de chaque membre ? Imagine-t-on, donc, nos propres programmes nationaux de recherche, d'investissement, de formation sans ce formidable accrocage à la politique industrielle que l'Europe, de fait, permet et promeut ? Et peut-on concevoir cette organisation de la production à l'échelle supérieure qui autorise la Communauté sans référence à un système de changes stabilisés autour de parités loyales ? Les entrepreneurs envisagent désormais différemment l'Europe quand il s'agit d'alliances et de marchés nouveaux, d'émulation autour d'une compétitivité vraie et non pas d'une foire d'empoigne des dévaluations compétitives !

Enfin, quand la France connaît des bourrasques d'inflation au début des années 80, ce sont bien les thèmes de la « contrainte externe », puis — autrement plus dynamiques — de la « désinflation compétitive » ou du « franc fort » qui synthétisent les nouveaux choix de riposte.

Avec évidence, la tactique française a gagné. Elle a permis à la France des excédents commerciaux records, de reprendre des parts de marché (c'est-à-dire de l'emploi), tout ce qui explique aujourd'hui une situation relativement meilleure que chez nos voisins.

Avec évidence, aussi, la stratégie est difficile. Elle reste jeune (à 25 ans) par contraste avec l'histoire du franc ; elle se déroule actuellement dans un fort ralentissement conjoncturel ; elle s'inscrit dans une

construction européenne troublée. Ajoutons qu'elle suscite des jalousies — car tout cela n'est rien moins que notre place dans la construction de la première puissance au monde. Alors, lâcher prise ?

Aujourd'hui encore, nous n'avons pas vraiment bénéficié de la baisse des taux. Mais, déjà, depuis quelques jours, la position du franc s'est améliorée : il s'est apprécié, alors même que sa protection par les taux était diminuée. A l'évidence, les marchés se convainquent que la politique de change demeure. L'idée de la permanence se nourrit à la baisse des taux allemands, qui est loin d'être achevée, au renforcement prévisible de la coopération monétaire franco-allemande, aux choix de structure (statut de la Banque de France) et d'hommes dans le nouveau gouvernement.

## Dynamique de reprise

Mais il faut ajouter que tout ne sera pas immédiat, car tout ne dépend pas des taux allemands. Par exemple, si la sensibilité aux taux d'intérêt est si forte, c'est bien aussi du fait de la sous-capitalisation de nos firmes. Quant à l'emploi, il comporte bien une composante structurelle décisive.

Tout ne sera pas résolu non plus, car il reste des monnaies sous-évaluées (lire et livre). Elles donnent un avantage aux entreprises d'Angleterre et d'Italie qui exportent dans le, désormais, marché unique. Mais la sous-évaluation de la livre, nette, va se résorber, étant entendu qu'on est au point bas des taux anglais tandis que les taux mark et franc conservent un fort potentiel de baisse. Quant à l'Italie, SME ou pas SME, ses difficultés politico-budgétaires porteraient l'affaiblissement de sa monnaie. Il revient en fait à la Communauté européenne d'en limiter aujourd'hui les effets. Des surévaluations demeurent également au sein du SME, elles appellent des corrections, à faire à froid.

Mais, pour résoudre toutes ces difficultés qui sont bien présentes à l'esprit, c'est la dynamique de reprise qui est indispensable, pas le choix de la sortie du SME. Au contraire, il marquerait à la fois la fin du SME et le début de l'anarchie des changes. Les entrepreneurs européens perdraient immédiatement confiance (que l'on se rappelle le dernier trimestre de 1992) ; et les investisseurs non européens auraient vite fait de trouver des endroits plus calmes...

Allons ! Les choix de politique monétaire actuels ont eu d'immenses effets positifs et ne sont pas responsables de tous nos maux. Maintenus, ils permettent la reprise. Ces choix portent l'économie française à un statut décisif dans la nouvelle Europe. La politique monétaire française est donc juste et... française.

(\*) Directeur des études économiques et financières du Crédit lyonnais.

# Contre l'indépendance de la Banque de France

L'indépendance de la Banque de France fait l'objet d'un large consensus. Pourtant, elle n'est pas indispensable et risque même de se révéler néfaste, estime Jean-Michel Naulot, un banquier proche du RPR, qui met en avant les exigences de la démocratie et l'utilité de la politique monétaire dans le pilotage de l'économie.

par JEAN-MICHEL NAULOT (\*)

Faut-il donner son indépendance à la Banque de France ? Cette question peut paraître incongrue tant le consensus paraît large aujourd'hui en faveur d'une modification rapide du statut de la Banque de France : Bruxelles met en avant le traité de Maastricht, la nouvelle majorité affirme dans son programme que, dès la session de printemps, un projet de loi sera déposé dans ce sens. Avec l'approbation de la gauche. Et pourtant... Nous avons tous les jours sous nos yeux, avec la politique de la Bundesbank, l'éclatante démonstration des ravages que peut provoquer une politique monétaire conduite en toute indépendance !

Le traité de Maastricht n'est pas encore ratifié, loin s'en faut. Alors, au lieu de nous engager précipitamment dans cette réforme dont nous n'avons peut-être pas encore mesuré toutes les conséquences, ouvrons le débat et prenons le temps de la réflexion. Quels sont donc les arguments de ceux qui préconisent l'indépendance de la Banque de France ? Le principal argument est qu'il faut éligner la France sur ce qui se passe depuis fort longtemps à l'étranger, c'est-à-dire aux Etats-Unis et en Allemagne. La sagesse de hauts fonctionnaires nommés pour une durée particulièrement longue, irresponsables pendant leur mandat, serait un contre-poids indispensable face à la tentation démagogique des gouvernements.

## Rien ne presse

L'histoire économique du vingtième siècle est naturellement riche en exemples de tous ordres. Le seul exemple d'indépendance totale des instituts d'émission remonte à la période qui a précédé la crise de 1929, période où les politiques monétaires jouaient un rôle considérable. Face à l'échec dramatique de ces politiques, les gouvernements ont dû prendre très vite le contrôle des instituts d'émission, puis procéder à leur nationalisation. L'histoire américaine montre que le FED, institut d'émission indépendant, a été capable du meilleur comme du pire. En Allemagne, depuis plus de trente ans, c'est un institut indépendant qui conduit avec succès la politique de rigueur, alors qu'en France, depuis dix ans, c'est un institut dépendant du gouvernement qui conduit le même politique.

On peut donc tout démontrer. En réalité, les hauts fonctionnaires ne sont ni meilleurs ni moins bons que les ministres. Ce qui est grave, c'est que

lorsque ces hauts fonctionnaires se trompent, il faut attendre la fin de leur mandat, c'est-à-dire souvent la catastrophe, pour les contraindre à changer de politique, alors que les gouvernements peuvent être sanctionnés à tout moment.

La deuxième argument avancé en faveur de l'indépendance de la Banque de France est le traité de Maastricht. Si ce traité est ratifié, tous les instituts d'émission devront un jour se fonder dans la moule de la future Banque centrale européenne avant de lui céder la place.

La Banque de France doit-elle s'inspirer dès maintenant de cette Banque centrale européenne, qui pousse à l'extrême la notion d'indépendance ? Rien ne presse. Si le traité de Maastricht prévoit qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994 une concentration doit avoir lieu avec l'institut monétaire européen pour étudier les modalités d'un nouveau statut, nous avons jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1993 pour le modifier. Il est donc urgent d'attendre.

## Eviter l'asphyxie

Enfin, le troisième argument évoqué en faveur de l'indépendance de la Banque de France est la baisse des taux. Lorsque l'institut d'émission est dans la main du gouvernement, nous dit-on, l'investisseur étranger a moins confiance, et il faut être prêt à lui payer une prime de risque pour qu'il se décide à investir. Quels arguments n'utilise-t-on pas pour tenter de justifier des taux de 11 ou 12 % ! Même si cette prime existe, sa valeur représente un coût bien faible par rapport au niveau actuel des taux.

En réalité, au-delà de tous ces arguments, n'y a-t-il pas un a priori idéologique qui pousse certains à croire que plus un régime est libéral, plus il est efficace ? N'est-ce pas le même courant qui a conduit à libérer totalement les mouvements de capitaux, lesquels se déplacent désormais à la vitesse des ouragans d'un continent à l'autre pour un hypothétique profit à court terme ? N'oublions pas que c'est cet excès de libéralisme qui a ruiné les économies occidentales au début des années 30.

Alors pourquoi faut-il maintenir un minimum de contrôle de l'Etat sur la conduite de la politique monétaire ? D'abord pour une raison simple : c'est une exigence de la démocratie. Donner une forte indépendance à notre institut d'émission, à l'image de la Bundesbank, ce serait abandonner de manière irrévocable à quelques hauts fonctionnaires le soin de fixer des orientations décisives de notre politique économique.

A cet égard, la modification du statut de la Banque de France serait une « privatisation » bien particulière : lorsque l'Etat se dessaisit d'une entreprise publique, ses dirigeants deviennent aussitôt responsables devant leurs nouveaux actionnaires. Alors qu'ici le président devient irresponsable. De ce point de vue, l'attitude du chancelier Kohl, suppléant à intervalles réguliers M. Schlesinger, président de la Bundesbank, de baisser les taux, et obtenant, après plusieurs mois d'attente, un quart ou un demi-point de

baisse, a quelque chose de pathétique. La deuxième raison pour laquelle le contrôle du gouvernement doit continuer à s'exercer sur la politique monétaire est enseignée aux étudiants depuis plusieurs décennies : la politique monétaire est, aux côtés de la politique budgétaire et de la politique des revenus, un des trois instruments de la politique économique.

L'économie mondiale actuelle en est une merveilleuse démonstration. Privée de l'arme budgétaire du fait de l'existence de déficits et d'un endettement considérables, les Etats-Unis ont eu recours massivement à la baisse des taux depuis un an et demi, évitant ainsi une récession majeure et un krach spectaculaire. Sans cette politique monétaire, une crise de très grande ampleur était inévitable. La Grande-Bretagne, paralysée dans la gestion de ses finances publiques du fait d'un déficit qui atteint 7 % du PIB, a été contrainte à s'affranchir de la zone mark afin de retrouver une liberté de manœuvre. Le Japon, qui est pourtant le seul pays du monde industrialisé à pouvoir mettre en place un important programme de relance budgétaire, utilise, lui aussi, l'arme de la politique monétaire et la baisse des taux pour éviter un krach financier.

Pertout dans le monde, la politique monétaire constitue aujourd'hui le recours face à la crise. La France elle-même devra se résoudre bientôt à retrouver sa liberté si la Bundesbank n'accepte pas de

l'écouter d'une oreille plus attentive. Autrement, elle risque l'asphyxie de son économie. La situation actuelle n'exige pas une baisse d'un demi-point des taux d'intérêt à court terme, mais une baisse de quatre ou cinq points. Cette baisse est une condition nécessaire d'un retour durable à la confiance.

Le dernier argument, peut-être inattendu, en faveur du maintien du statut de la Banque de France, c'est la coopération européenne. A vouloir aller trop vite dans l'alignement de nos statuts sur ceux qui sont élaborés par Bruxelles, on tue l'Europe. Le SME était un merveilleux système par sa souplesse et son efficacité pour construire l'Europe monétaire. En dramatisant les modifications de parité, en considérant que le fixité absolue devait devenir la règle, on a pris le risque de tuer le SME.

Décidément, la politique monétaire est une affaire trop importante pour être laissée à des technocrates. Napoléon déclarait autrefois devant le Conseil d'Etat : « Je veux que la Banque de France soit assez dans la main du gouvernement et n'y soit pas trop ». Cette phrase garde aujourd'hui une étrange actualité. Ni excès de dépendance ni excès d'indépendance : le statut de la Banque de France est aujourd'hui encore bien adapté, pour l'essentiel, aux exigences de l'économie et de la politique.

(\*) Directeur de banque.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### PATRIMOINE-RETRAITE

Société pour la gestion de l'épargne en vue de la retraite.

PATRIMOINE-RETRAITE est une SICAV obligataire de capitalisation. Elle bénéficie de la meilleure notation (AAA) de la part de l'agence Standard & Poor's-ADEF.

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 4 février 1993 a décidé de convoquer les actionnaires de la SICAV PATRIMOINE-RETRAITE en assemblée générale ordinaire le mercredi 14 avril 1993 afin de leur soumettre les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1992 qui ont été arrêtés par le conseil. Cette assemblée générale est convoquée le 14 avril à 9 heures à la Caisse Centrale des Banques Populaires, 48, rue Notre Dame des Victoires, Paris 2<sup>e</sup>.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de capitaliser l'ensemble des revenus acquis par la SICAV, soit 53 550 525,24 francs.

Pour tout renseignement, écrire au siège social : 7, place des Cinq Martyrs du Lycée Buffon - 75507 Paris Cedex 15 ou téléphoner au (1) 42 79 55 00



## CONJONCTURE

**A**PRÈS un rude hiver, au cours duquel l'activité est entrée en récession dans la plus grande partie de l'Europe continentale et ne suscitait que de fragiles espoirs dans les pays anglo-saxons, le climat s'améliore aux premiers jours de printemps.

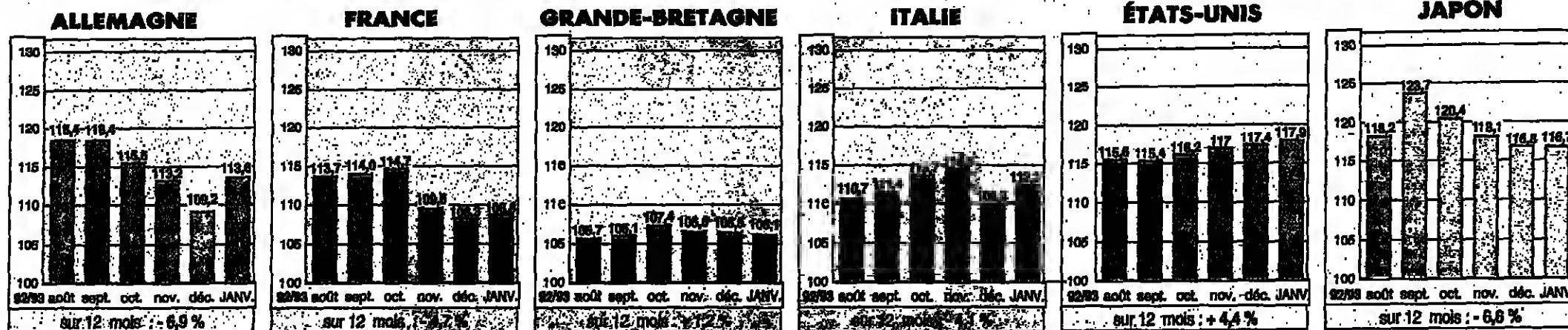
Aux États-Unis, la remontée de la demande a entraîné un rebond de 2,3 % de la production au cours des six derniers mois, soit l'équivalent de 5 % sur l'année. Plus lente dans le secteur des biens intermédiaires, cette amélioration dissimule une hausse de 4,1 % de la production de biens de consommation (soit 8,4 % l'an) et de 3,2 % de celle des biens d'équipement (6,5 % sur l'année). En Grande-Bretagne, les témoins de la reprise sont au rendez-vous. Les marges de pouvoir d'achat apportées

## INDICATEUR • La production industrielle

## Souffle printanier

par la baisse des taux d'intérêt stimulent la demande privée et assurent un rebond de la production, alors que les données récentes étaient encore peu probantes. L'indicateur précurseur de l'activité, repassé au-dessus de 100 points, permet d'anticiper une croissance positive au premier trimestre.

Dans les autres pays d'Europe, les réductions d'emplois n'étant pas encore achevées, la demande domestique pourrait encore souffrir de l'érosion des revenus des particuliers au cours des mois à venir. Malgré tout, en France, en Allemagne de l'Ouest et en Italie, les commandes ayant cessé de se replier depuis le début de l'année, sous l'effet d'un début de gonflement des carnets à l'exportation, le moral des industriels remonte, laissant envisager une stabilisation prochaine des productions. Au Japon, de même, les commandes extérieures se redressent tandis que la demande intérieure devrait bénéficier des mesures de relance adoptées par les pouvoirs publics. L'activité pourrait avoir touché ses points faibles au cours des mois écoulés.



Indices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales.

## RÉGION • Le Proche-Orient

## Economie hypothéquée

**L**e passage d'une économie de guerre à une économie de développement ne se fait pas aisément dans le tumultueux Proche-Orient. La croissance enregistrée dans certains pays en 1992 (6,8 % dans les États du Conseil de coopération du Golfe, 8 % en Iran, 7 % en Jordanie, 7 % en Israël) ne signifie pas pour autant un développement économique durable. En effet, le paramètre politique continue de miner les rouages de la vie économique : le processus de paix entre Israël et les pays arabes peine. L'Irak n'est plus une menace pour le moment mais la récupération par le Koweït de plusieurs puits de pétrole du champ de Rumaila et d'une partie de la ville portuaire d'Umm Qasr par décision de l'ONU constitue un risque de *casus belli*. Aux problèmes de frontières s'ajoute l'activisme de l'Iran qui cherche à étendre son influence sur les États musulmans de l'ex-URSS, aussi courtisés par la Turquie et l'Arabie Saoudite.

Tous ces remous se traduisent par une ampleur sans précédent des achats d'armements malgré les contraintes budgétaires de tous les pays de la région. Les dépenses militaires des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) sont estimées à plus de 50 milliards de dollars pour la décennie 90. L'Iran a acheté récemment pour une valeur de 2 milliards de dollars d'armes des États du pacte de Varsovie, des rumeurs font état d'achats d'armes nucléaires aux pays d'Asie centrale. Les États-Unis, à eux seuls, ont détaché des contrats d'équipements militaires pour le Moyen-Orient de l'ordre de 28 milliards de dollars, l'Arabie Saoudite ayant passé des commandes d'une valeur de 17 milliards de dollars (avions F-15 non compris). Israël, la Turquie et le Koweït sont aussi de bons clients. Les pays de la région se sont tournés également vers les fournisseurs anglais et français. Les Emirats arabes unis envisagent de dépenser en moyenne 2 milliards de dollars par an pour leur arsenal militaire. Rappelons la commande par Abu Dhabi de 436 chars Leclerc pour 20 milliards de francs et l'intérêt manifesté par le Qatar pour une cinquantaine de ces chars, représentant plus de 2 milliards de francs.

A l'accroissement des dépenses militaires correspondent des effectifs militaires importants dans la région, surtout après la crise du Golfe : 400 000 en Syrie, 528 000 en Iran, l'Arabie Saoudite cherche à doubler ses forces armées qui comptaient en 1991 76 500 hommes et 55 000 dans la garde nationale. Le sultanat d'Oman a créé une seconde force spéciale comptant environ 6 000 hommes, les Emirats arabes unis ont fait passer les personnes sous les drapeaux de 10 000 à 54 500, dont 30 %

d'immigrés. Cette situation pose de multiples problèmes d'ordre économique surtout dans les pays peu peuplés qui manquent de main-d'œuvre nationale pour faire fonctionner la machine économique.

Certes, les États de la région ont décidé de céder du terrain au secteur privé ; la libéralisation et l'ouverture économique sont en cours, malgré les difficultés dans les pays à tradition étatique : la Syrie, l'Égypte, la Turquie, l'Iran et même dans les États providence du Golfe. Pour cela, les gouvernements s'efforcent de doter leurs pays respectifs d'un environnement favorable aux affaires. Le sultanat d'Oman a intensifié les mesures incitatives (exemptions d'impôt, études de faisabilité gratuites, attribution de terrains...) ; la part étrangère peut être de 100 % pour des projets d'intérêt national, sous réserve d'avoir un « sponsor » local. En Israël, l'investissement étranger est souhaité, la fiscalité lui est souvent plus favorable que pour l'investissement d'origine locale.

En Jordanie, depuis la loi du 30 avril 1992, l'investissement étranger, sous réserve d'un accord gouvernemental facile à obtenir, est libre pour les secteurs de l'industrie, du tourisme, de la santé, de l'agriculture et du logement ; la part étrangère autorisée est de 49 % pour les activités de commerce, de transport et de construction. En Syrie, un climat plus favorable s'est instauré depuis la loi de mai 1990, qui ne fait aucune discrimination entre les investisseurs nationaux et étrangers et octroie des avantages en matière d'importation, de fiscalité, de change et de rapatriement des fonds. Même au Yémen où la législation est récente, l'entreprise étrangère peut, en principe, être majoritaire dans certains secteurs et avoir quelques avantages : bénéfices exemptés d'impôt pendant cinq ans et librement transférables à l'étranger. Quant à l'Iran, qui a manifesté une volonté d'ouverture, la loi sur les investissements reste ambiguë.

Malgré l'ouverture économique des pays de la région et la politique de libéralisation menée à des degrés divers, l'afflux de capitaux étrangers et le retour des capitaux nationaux se font attendre en raison de l'insécurité. Dans ce climat d'incertitude, les pays qui ploient sous le poids d'une énorme dette extérieure (150 milliards de dollars en 1992 pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient), et d'une forte pression démographique (autour de 3 % en moyenne) ont du mal à contenir la montée des mouvements islamiques. La confiance n'est donc pas encore au rendez-vous et l'économie de développement du Proche-Orient attend que l'hypothèque politique soit enfin levée.

Katie Salarné



## PAYS • l'Iran

## Échéance

**L**e début de l'année 1971 (21 mars 1992-20 mars 1993) a été, pour l'économie iranienne, marqué par une conjoncture pétrolière peu favorable et une sérieuse crise financière ; le tout dans un contexte d'instabilité avec une inflation atteignant officiellement 30 %, et en fait 50 %.

Le revenu pétrolier (90 % des exportations) n'aurait atteint que 16,4 milliards de dollars en 1992, alors qu'on tablait sur 17 à 18 milliards. Cette baisse des recettes affecte sensiblement l'économie déjà anémiée, marquée par plusieurs systèmes de fixation des prix et un secteur agricole (17,8 % du PIB) incapable de nourrir une population d'environ 60 millions de personnes - dont 60 % de moins de 20 ans - qui croît de 3,5 % par an. Le secteur secondaire (13,8 % du PIB) est soumis aux aléas de projets subventionnés, de décisions dérivant de l'industrie au profit du commerce de matières premières et de pièces détachées, nettement plus rentable.

Les importations iraniennes ont énormément augmenté en raison de la libéralisation du commerce extérieur avec pour effet d'alourdir les dettes à court terme, estimées à 30 milliards de dollars en mars 1992. Selon le FMI, les réserves en devises de l'Iran ne représentaient plus, au début de l'année, qu'à peine trois mois d'importations.

Le pays devra sans doute avoir recours au FMI pour résoudre

ses problèmes de paiements courants (7,8 milliards de dollars de déficit), ce qui suppose des réformes en débat depuis deux ans mais difficiles à réaliser en raison des désaccords au sein de la classe politique. L'ouverture aux investissements extérieurs semble à terme inévitable : le financement du Plan (avril 1989-mars 1994) repose pour environ 18 milliards de dollars sur des emprunts extérieurs, ce qui heurte les tenants de la ligne dure. Néanmoins, le gouvernement a presque réussi à abolir les taux de change multiples. La banque centrale ayant dévalué de près de 3 % le cours du rial, le taux de change sur le marché libre atteignait, dans la deuxième semaine de mars, 1 600 rials pour un dollar.

Le nouveau budget, fondé sur des revenus pétroliers de 17 milliards de dollars et des revenus non pétroliers de 2,5 milliards de dollars, table sur un développement du secteur privé et sur la mise en place des réformes économiques. Mais la marge de manœuvre est étroite, à deux mois de l'élection présidentielle (le 11 juin).

Les richesses naturelles de l'Iran, l'abondance de sa main-d'œuvre, ses ressources en pétrole et en gaz, lui donnent toutes les chances d'un développement durable, à condition que les dirigeants acceptent sans ambiguïté une ouverture vers l'extérieur.

K. S.

## SECTEUR • La maison individuelle

## La chute

**L**a maison individuelle ne souffre pas moins que le reste du logement, et que l'immobilier de bureaux, dont les difficultés sont plus connues.

En 1992, moins d'un logement mis en chantier sur deux était une maison individuelle ! Cela ne s'était pas vu depuis seize ans. En chiffres absolus, le recul est encore plus fort : avec 130 900 maisons, selon les statistiques officielles, la baisse était de 13,8 % sur l'année précédente et de près de 55 % sur 1979, meilleure année avec 281 000 maisons individuelles construites. On est revenu au-dessous du niveau de... 1965. Sur les deux premiers mois de 1993, la baisse s'est accentuée : 15,7 % par rapport à la même période 1992.

La structure de la profession a été profondément modifiée par la crise. Beaucoup d'entreprises ont disparu : l'Union nationale des constructeurs de maisons individuelles (UNCM) en dénombrait 6 000 au début 1991, 4 800 à la fin de la même année et 3 500 seulement fin 1992. Déjà, la profession s'était engagée dans une morosité en lançant des « contrats-typés » encadrant sévèrement la construction afin de décourager quelques « amateurs » (le Monde l'Economie du 4 février 1992). Les deux causes se sont conjuguées.

Aujourd'hui, la profession est totalement dévalisée. A côté du plus gros groupe, la Compagnie immobilière Phénix (elle-même filiale de la Générale des eaux), qui a absorbé un à un ses concurrents et construit environ 5 000 maisons par an, il ne reste plus qu'une poignée de sociétés construisant de 500 à 500 unités, comme France Confort, la CGIE ou André Beau, les Maisons d'en France (HLM) et les Architectures. Les autres sont de petites entreprises, ne bâtissant que 14 maisons en moyenne. La crise a aussi accentué la concentration géographique. Quatre régions, qui ont moins souffert que la moyenne, représentaient l'an passé près de 60 % du marché : la Méditerranée, avec 27 500

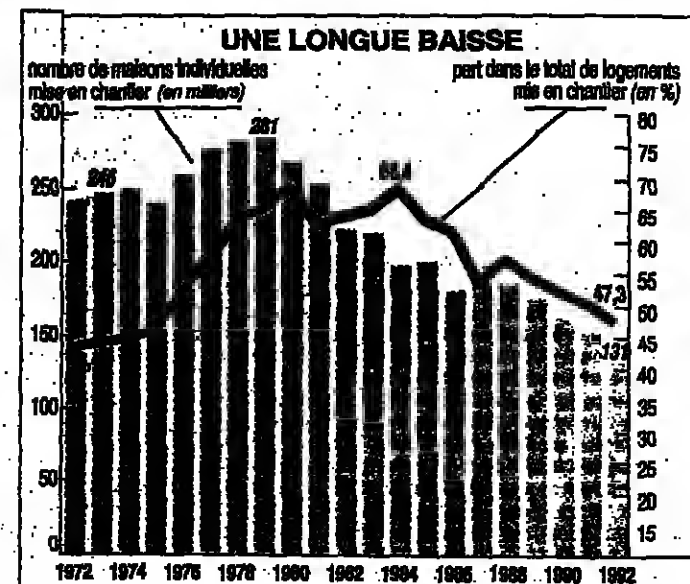
unités, l'Île-de-France avec 24 500, la bordure Atlantique (22 200) et Rhône-Alpes (15 500).

Troisième changement : le type de maison vendue. Les maisons « populaires » (coûtant moins de 500 000 francs taxes comprises, mais terrain exclu), constituent encore près des deux tiers (62 %) des ventes mais elles ont reculé (six points en cinq ans) au profit du « luxe » (les maisons dont le prix dépasse 500 000 francs). Aujourd'hui, le prix moyen se situe entre 430 000 et 500 000 francs, et le « bas de gamme » à 350 000 francs. Mais, à ces prix, il faut ajouter le prix du terrain : en province, le partage est de moitié-moitie ; en Île-de-France, compte tenu du coût du foncier, il est de 40/60.

La baisse enregistrée va-t-elle continuer ? Selon l'UNCM, un « faisceau d'indices » permet d'envisager un prochain redémarrage du marché. Face aux difficultés de l'accès à la propriété, elle table, entre autres, sur un développement de la maison locative neuve. En effet, l'habitat individuel reste le rêve de la plupart des Français. Quand on les interroge, 65 % à 70 % d'entre eux affirment préférer ce type de logement à la vie en appartement ; or 57 % seulement sont parvenus à réaliser leur souhait. Il reste donc, logiquement, une réserve d'acquiescements ou de locataires.

Chaque année, 15 000 maisons seulement sont construites avec l'objectif de les louer, et ce depuis dix ans. Compte tenu de celles qui se libèrent, l'offre annuelle est approximativement de 213 000 unités. En face, la demande potentielle peut être évaluée à 555 000 maisons. Il y aurait donc un déficit de 342 000 unités à combler, ce qui suffirait largement à redonner un souffle au secteur. La maison individuelle, comme tout le logement, a donc les yeux fixés sur les mesures que prendra le nouveau ministre en charge du dossier, Hervé de Charette.

Françoise Vaysse



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.

شكرا من الأصل